





**ANDRÉ FONTAINE.**







# AIR FRANCE VACANCES

**COLLECTION 1982.  
CREATIONS MAROCAINES.**

AGADIR.....	2205 F
CASABLANCA.....	1950 F
FEZ.....	1950 F
MARRAKECH.....	2075 F
RABAT.....	1950 F
TANGER.....	1745 F

ALLER-RETOUR

Sur les lignes d'Air France et de Royal Air Maroc, ces tarifs sont valables, sur certains vols, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France ou à Royal Air Maroc.



## COMMENT BÉNÉFICIER DE CES TARIFS ?

Ces tarifs sont valables pour tous pour des voyages individuels aller-retour.

Selon les destinations, ils sont applicables sur tous les vols ou sur certains vols seulement.

Ils impliquent une durée de séjour variable également selon les destinations.

La réservation, l'émission, le règlement du billet aller-retour se font obligatoirement en même temps soit dans une agence de voyage ou à Air France.

Les changements de réservation ou les annulations sont possibles avant le départ moyennant une retenue variable selon les destinations. Elles sont imposées une fois le premier parcours effectué.

Ces dispositions constituent une garantie pour nos passagers. Elles évitent en effet des réservations souvent annulées au dernier moment bloquant ainsi des places et privant d'autres passagers de possibilité de départ.

Ces tarifs particulièrement avantageux malgré la hausse constante du prix du carburant, ont été obtenus en partie sur certaines destinations grâce à un aménagement particulier de la cabine et un service simplifié à bord.

# AIR FRANCE VACANCES

**NOUVEAUTÉ AFRICAINE.**

DAKAR.....	2750 F
------------	--------

ALLER-RETOUR

Air France et Air Afrique vous proposent ce nouveau tarif Vacances, sur le vol du jeudi à compter du 17 décembre 1981, pour des voyages individuels aller-retour au départ de Paris.

Pour tous renseignements sur les conditions particulières de vente et de transport, adressez-vous à votre Agent de voyages, à Air France et à Air Afrique.



## EUROPE

### Pologne

#### Le général Jaruzelski compte présenter «des mesures visant à réduire les inconvénients de l'état de siège»

La commission mixte Eglise-Etat s'est réunie, lundi 18 janvier, à Varsovie. Les représentants de l'épiscopat ont exprimé à nouveau leur préoccupation au sujet de l'état de guerre. Il leur a été indiqué que le général Jaruzelski compte présenter à la Diète «des mesures visant à réduire les inconvénients de l'état de siège». D'autre part, il a été précisé, cette fois officiellement, qu'il n'était pas question pour le moment de libérer M. Walesa.

La commission mixte est présidée par M. Baranowski, membre du bureau politique, et par Mgr Dabrowski, secrétaire de l'épiscopat. Dans un communiqué que cite Radio-Varsovie, les représentants de l'épiscopat se sont déclarés «inquiétés au sujet d'actes à caractère de vengeance dirigés contre certains citoyens et violant la dignité humaine». Les représentants du gouvernement ont alors déclaré que de tels actes «n'étaient pas conformes aux intentions des autorités». Les deux parties, ajoute la radio, ont été cependant d'accord pour estimer qu'il était urgent de rechercher des solutions politiques qui permettent de parvenir «à une entente et à une réconciliation réelle et durable».

L'action de l'Eglise et de l'Eglise est «un facteur important pour accélérer le processus conduisant à la fin de l'état de siège». Il a été constaté, dit encore le texte, que «dans une situation économique extrêmement difficile, le pays a besoin d'une économie qui ne soit pas la source de la crise et freine le retour au processus de renouveau conforme aux accords sociaux». C'est au cours de cette réunion qu'il a été indiqué que le général Jaruzelski présentera, le lundi 25 janvier, à la Diète, «des mesures visant à réduire les inconvénients de l'état de siège».

Cependant, il n'est pas question de libérer dans un proche avenir M. Walesa. Un démenti officiel a été apporté, lundi, par le vice-ministre des Affaires étrangères aux déclarations faites la veille par l'ambassadeur de Pologne en Grande-Bretagne, M. Stanislawski. Celui-ci, a remarqué le vice-ministre, est «un grand optimiste», mais il reste possible que certaines de ses déclarations aient été mal interprétées.

De fait, M. Stanislawski a précisé lundi que ses propos avaient été mal compris. Devant des membres du parti travailliste, il a remarqué que, si la situation continuait à évoluer comme elle le fait en ce moment, M. Walesa serait libéré et la loi martiale levée, mais il n'a pas eu le temps de fixer une date.

De son côté, M. Rakowski, vice-premier ministre, déclare dans une interview à l'hebdomadaire

allemand Stern que M. Walesa «a été déposé par les événements», que ce n'était pas lui mais ses conseillers qui avaient voulu transformer Solidarité en parti d'opposition. M. Walesa, affirme M. Rakowski, est «un grand orateur mais il ne peut pas facilement le sens de la réalité. Il est difficile d'obtenir de lui une réponse claire et constructive à l'importance quel grand problème politique». Dans cette interview, le vice-premier ministre estime que la Pologne va connaître «au moins cinq années difficiles» pour remettre son économie en ordre. Il croit que les entreprises polonaises ont besoin de système directeur. Quand un système économique doit se développer avec efficacité, il doit s'appuyer sur des managers prêts à assumer leur responsabilité. Une cession oblique est un mythe.

Dans l'immédiat, l'Eglise a lancé un emprunt en céréales auprès des agriculteurs privés et des fermes d'Eglise. Il demande aux producteurs de livrer aux centres d'achat des céréales en supplément des contrats déjà fixés. En échange de ces livraisons, les producteurs recevront des bons remboursables par les banques de 1983 à 1985 au prix de vente des céréales en vigueur à ce moment. Les augmentations de produits alimentaires et de l'énergie devraient d'autre part entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> février.

Le gouvernement envisage toutefois d'en étendre quelques-unes et d'améliorer le système de compensations financières. Certaines établissements d'enseignement supérieur ont en fait rouvert leurs portes lundi. Les instituts et centres de recherche (où les conférences et les projections de films sont cependant interdites), les écoles d'ingénieurs, les facultés de médecine (des cours d'histoire civique ont été ajoutés aux programmes). Les autres universités restent fermées et les manifestations sportives interdites.

Le fils de M. Breznev a été vivement pris à partie lundi, par des dizaines de manifestants polonais, alors qu'il visitait une fabrique de tubes d'acier aux environs de Lodz. Le fils de M. Breznev, responsable d'une organisation soviétique d'import-export, visite la Belgique à la tête d'une délégation soviétique. — (A.F.P.)

#### «Votre devoir, monsieur le directeur...»

Le responsable de Solidarité pour l'usine de tracteurs d'Urus, M. Zolniew Janas, l'un des trois principaux dirigeants du syndicat indépendant réfugiés dans la clandestinité, a adressé, dès le 17 décembre, une lettre à M. St. Stawoszykiewicz, celui-ci, quatre jours après l'instauration de l'état de guerre, venait d'être chargé par la junte d'exercer les fonctions de directeur général de cet établissement à la place de son ancien supérieur, M. Wilk, qui venait d'être limogé. Ce texte nous a été fourni par le comité de Solidarité en France.

«Monsieur le directeur, j'ai été très surpris d'apprendre que vous avez pris les fonctions de directeur général après le licenciement du directeur Wilk. Je lui avais écrit des lettres, qu'il n'a hélas pas eu le temps de recevoir. Au nom de notre coopération de plusieurs mois déjà, je vous écris donc sur le même sujet. Depuis quelques jours, je suis poursuivi comme un voleur ou un bandit simplement parce que j'avais voulu reconstruire notre pays après sa destruction totale menée par les communistes avec une habileté surprenante. Mais je n'ai pas peur : j'ai été séduqué par l'opposition et trépané dans la lutte contre ce régime inhumain et antinational. Vous savez bien, monsieur le directeur, que tout ce que j'ai fait avait uniquement pour but de soulager les souffrances quotidiennes des gens.

Aujourd'hui, on vous a mis à la place du directeur Wilk dans l'usine que vous auriez opprimé les gens avec suffisamment de force. Je ne pense pas que vous vous soyez trompés ces derniers mois. Je voudrais croire que vous vous souviendrez de tout ce dont nous avons «arié. Solidarité n'est pas mort et ne périra pas. Le temps viendra où chacun devra rendre des comptes et dire ce qu'il a fait pour aider les gens, combien de personnes l'ont sauvées des licenciements. Et personne ne pourra se justifier en disant qu'il ne savait pas, qu'il avait peur, qu'il ne pouvait rien faire.

Souvenez-vous que votre devoir et celui de vos collaborateurs est de ne pas s'opposer à ce que les gens s'organisent

afin d'aider les familles de ceux qui sont arrêtés. Il est de votre devoir d'assurer à toutes ces familles les besoins de rationnement même si vous ou les autres directeurs deviez prendre les vôtres pour cela. Le temps des comptes viendra et la seule chose que la direction d'Urus pourra se vanter de résultats positifs, je voudrais, l'espérer qu'il en sera bien ainsi et que, lorsque tout ceci sera terminé, toute la direction pourra marcher la tête haute, tout comme pourra le faire le directeur Wilk (si son attitude ne change pas).

«Vous devez faire ce que j'ai dit en tant qu'homme et en tant que Polonais. Et n'oubliez pas : ce pays ne peut être longtemps gouverné à l'aide d'un canon placé contre la tête. Les larmes qui coulent dans ma maison, dans celles de mes amis, connus et inconnus, se transformeront en pierres qui détruiront les espoirs des ennemis du peuple qui ignorent toute tolérance et ne connaissent que les armes.

«En ce qui me concerne, même si j'étais arrêté, même si je devais passer des années en prison, je ne cesserais de lutter pour mes idées. Le jour viendra où je serai devant vous et nous ferons nos comptes ensemble. Ces paroles sont peut-être dures, mais la réalité dans laquelle nous vivons et travaillons l'est également. Pour terminer, je salue tous ceux qui ont une sympathie réelle pour Solidarité et pour moi-même.

«P.S. — La vérité n'a pas besoin du secret : cette lettre est donc communiquée à l'ensemble du personnel d'Urus.»

«Un boycottage du contrat de gaz sibérien n'est pas prévu pour le moment», a déclaré M. Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France à Bonn, dans un entretien à la Bild Zeitung publié mardi 19 janvier. «Nous continuerons à lever le matériel et nous conclurons probablement

dans les prochaines semaines les négociations sur ce contrat», a précisé M. Brunet avant de faire état du «scepticisme» des gouvernements français et ouest-allemands à propos des sanctions économiques à l'encontre de l'U.R.S.S. et de la Pologne. — (A.F.P.)

### Finlande

#### M. Koivisto (social-démocrate) est pratiquement assuré de devenir président de la République

Lors de l'élection au suffrage indirect du successeur de M. Urho Kekkonen à la présidence de la République, les Finlandais ont plébiscité le candidat social-démocrate, M. Mauno Koivisto, en élisant cent quarante-cinq grands électeurs de son parti sur les trois cent qu'ils avaient à choisir les 17 et 18 janvier.

Helsinki. — Pour la première fois de son existence, la République de Finlande aura de toute évidence un chef d'Etat qui n'appartient pas à une formation du centre ou de la droite. En effet la victoire du parti social-démocrate est écrasante : il a obtenu 43,3 % des suffrages des 390 000 électeurs qui ont pris part au vote.

Pour toute une génération de Finlandais, c'est la première fois qu'ils pouvaient choisir car les élections successives de M. Kekkonen, depuis 1956, avaient toujours été acquiescées d'avance. Autre constatation, une partie de l'électorat communiste a préféré voter blanc. (L'Union démocratique populaire obtient 11 % des suffrages, soit environ 7 % de moins qu'aux élections législatives de 1979 et présidentielle de 1978.

Le parti communiste paie aussi sa division interne. Et si le président du parti, M. Seppanen, qui dirige la majorité nationaliste, soutient M. Koivisto, la minorité pro-moscovite, elle, ne cachait pas ses sympathies pour un «outsider» communiste. Elle avait fait campagne pour M. Karjalainen

Mardi 26 janvier, les grands électeurs se réuniront pour procéder à l'élection du neuvième président de la République de Finlande. M. Koivisto devrait alors aisément trouver les six voix d'appoint nécessaires à la majorité absolue parmi les trente-deux grands électeurs de la Ligue démocratique (communistes et socialistes indépendants).

De notre correspondant qui n'avait pas été choisi par les centristes et que l'on présente comme le favori de Moscou.

Les deux plus grands partis bourgeois ont le moins souffert de la vague Koivisto. Le parti conservateur, dont l'électorat a peut-être été amoindri par l'«épouvantail» socialiste, gagne quatre points par rapport à l'élection présidentielle de 1978. M. Kekkonen, mais en perd trois par rapport aux élections de 1979. La personnalité même de M. Virolainen, candidat du parti du centre, a permis à cette formation de bien résister à l'attraction du candidat social-démocrate.

Si l'on exclut le parti suédois qui maintient sa position grâce à la personnalité de son candidat, M. Jansson, les autres partis sont emportés par le raz de marée social-démocrate. Les ruraux et les chrétiens, qui s'étaient affir-

més en s'opposant à M. Kekkonen, perdent au total plus de dix points par rapport aux élections de 1978. Il est évident que l'électorat de ces petites formations n'a pas été convaincu du sérieux de leurs propres candidats. Ces votes «utilitaires», de la gauche à la droite, ne signifient pas un glissement à gauche de l'opinion publique. Mais la population, irritée par les «jeux» des politiciens, a tenu à manifester son soutien à une personnalité dans laquelle elle se reconnaît et qui se tient au-dessus de la mêlée.

PAUL PARANT.

#### LES RÉSULTATS DU SCRUTIN

PARTI ET CANDIDAT	Nombre de grands électeurs	Voix obtenues	En pourcentage	
			+ ou - par rapport aux Elec. pris de 1978	Legislatives de 1979
Social-démocrate M. Mauno Koivisto	145	42,3	+ 28	+ 13,3
Conservateur M. Harri Holmari	58	15,7	+ 4	- 3
Centre M. Johannes Virolainen	53	15,9	- 2,5	- 6,4
Ligue dém. (dont P.C.) M. Kalevi Kiviniemi (soc.)	22	11	- 7,2	- 6,9
Suédais M. Jan Magnus Jansson	11	2,5	+ 0,2	- 0,4
Libéral Mme Selvi Sipilä	1	1,3	- 1,1	- 1,9
Rural M. Pentti Venenaho	1	2,3	- 2,4	- 2,2
Chrétien M. Eino Westerholia	6	1,5	- 6,8	- 2,9
Divers	6	0,2	- 4,1	- 1,3
	391	100 %		

**Le Monde**  
dossier et document

Numéro de janvier  
**LES IMMIGRÉS**

**L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN**

Le numéro : 4,50 F  
Abonnement un an (10 numéros) : 45 F

#### AVANT TRANSFORMATIONS

**MIEUX QUE DES SOLDES ANNUELS**  
**Prix sacrifiés**

Costumes d'été de 1982 : 290 F  
BLAZERS d'été de 1982 : 290 F  
LOUANS d'été de 1982 : 290 F  
PANTALONS d'été de 1982 : 290 F  
PULLS d'été de 1982 : 290 F  
ROBES de chambre d'été de 1982 : 290 F  
PULLS d'été de 1982 : 290 F  
et des centaines d'autres articles.  
SPECIALISTE DES GRANDES TAILLES

**Barnett**  
19, av. Victor Hugo - 16<sup>e</sup>  
Ouvert de 9 h 30 à 19 h.

L'avenir des îles de Tiran et inquiète les dirigeants

YORAUUT

Olivier FRAW



## PROCHE-ORIENT

## DIPLOMATIE

## L'avenir des îles de Tiran et de Sanafir inquiète les dirigeants israéliens

Le gouvernement israélien a soulevé, au dernier jour de la visite du général Haig à Jérusalem, le problème de Tiran et de Sanafir. Les dirigeants israéliens ont indiqué qu'ils voulaient s'assurer que les deux îles resteraient sous administration égyptienne et ne passeraient pas, comme cela était le cas avant la guerre de 1967, sous le contrôle de l'Arabie Saoudite.

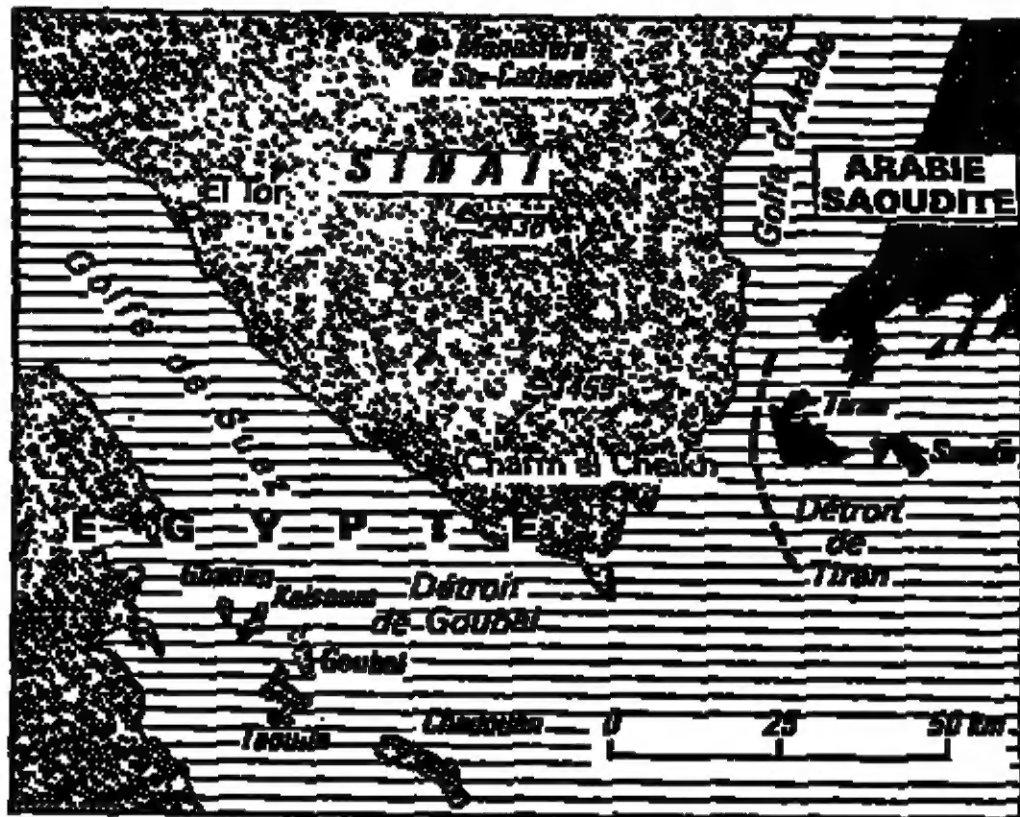
M. Sharon, ministre israélien de la défense, qui a entamé, le lundi 13 janvier, au Caire, l'examen des ultimes modalités du retrait de l'armée israélienne du Sinaï, a affirmé qu'aucun problème ne se posait en ce qui concerne le retrait des îles de Tiran et de Sanafir, « qui se trouvent dans une zone qui, selon les accords de Camp David, sera placée sous le contrôle de la police égyptienne ».

De notre correspondant

Le régime de Ryad vient, en effet, de revendiquer à nouveau la possession de Tiran et de Sanafir.

Complémentaire de celle de Charm-El-Cheikh, l'importance stratégique de ces îles désertes demeure. Pyra-

Jérusalem. — A la pointe du Sinaï, les deux îles de Tiran et de Sanafir, qui commandent l'entrée du golfe d'Akaba, avaient été presque oubliées depuis près de quinze ans. C'est pourtant là qu'ont commencé les guerres de 1966 et 1967, Nasser ayant à chaque fois décidé de fermer le détroit de Tiran pour interdire la



navigation vers le port israélien d'Elat. Actuellement toujours occupées par l'armée israélienne, les îles de Tiran et de Sanafir, les deux îles devront être évacuées et restituées à l'Égypte en avril prochain avec le reste du Sinaï. Mais d'ici là ou dans les mois qui suivront, elles pourraient faire l'objet d'un conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Égypte, d'une part, et l'Égypte et Israël, d'autre part, l'application du traité de paix pouvant ainsi être partiellement remise en cause.

Le régime de Ryad vient, en effet, de revendiquer à nouveau la possession de Tiran et de Sanafir. Complémentaire de celle de Charm-El-Cheikh, l'importance stratégique de ces îles désertes demeure. Pyra-

Iran

## LE DOCTEUR ALI AMINI LANCE UN APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UN FRONT CONTRE LE RÉGIME DE TÉHÉRAN.

Le docteur Ali Amini, ancien premier ministre iranien, exilé en France depuis 1979, a lancé ce mardi 19 janvier, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, un appel au peuple iranien à l'invitant à constituer un vaste front commun contre « le fanatisme et l'oppression » que font régner à Téhéran et les usurpateurs du pouvoir.

Ce nouveau front, le Mouvement pour la libération de l'Iran, est parallèle au Conseil national de la résistance, créé par le moudjahidin et présidé par B. Bani Sadr, — est ouvert à tous les « modérés », monarchistes ou non, qui accepteraient les sept points de la « charte » élaborée par M. Amini : combat pour renverser le régime khoméniste ; après la chute de la République islamique, retour à l'ordre constitutionnel de 1906 en attendant la mise en place des institutions qui seront choisies par le peuple ; rétablissement des libertés ; en dehors de toute pression exercée par des idéologies étrangères ; respect des principes authentiques de l'islam ; restauration de l'intégrité territoriale de l'Iran, qui pratiquerait une politique de non-alignement sur la scène internationale ; lutte contre la corruption ; redressement de l'économie nationale.

Rédigé dans des termes très vagues, le manifeste du docteur Amini a sans doute comme objectif de susciter le maximum d'adhésions.

● L'avocat général du parquet de la révolution de Bandar-Abbas (sud-ouest de l'Iran), M. Ramezan-Ali Chahvand, a été assassiné le lundi 18 janvier par deux « motocyclistes contre-révolutionnaires », a annoncé le quotidien iranien Keyhan. La victime a été atteinte de dix balles. — (A.F.P.)



## Le spectre d'un nouveau blocus

De la part du président égyptien, le retour de Tiran et de Sanafir à leur propriétaire serait évidemment un geste appréciable pour le gouvernement du Caire. Il s'agit d'un grave dilemme, car le traité de paix avec Israël est en contradiction avec le droit des Saoudiens. Il prévoit en effet, que les deux îles font partie des territoires qui seront rendus à l'Égypte. Le document prévoit même qu'un détachement de police égyptienne pourra y stationner en compagnie d'une partie des troupes de la force multinationale chargée de maintenir la paix dans le Sinaï (1).

Les dirigeants israéliens se trouvent aussi dans l'embarras. Quelle que soit l'issue de cette affaire, à leurs yeux, c'est le spectre d'un nouveau blocus du détroit qui apparaît à l'Arabie Saoudite reprend possession des îles. Mais si, dans ce

**Olivier FRANC**  
JAZZ QUINTET  
Concerts ★ Sals ★ Animation  
8, RUE DU DOCTEUR LEBLANC - 75014 PARIS  
Tél. : 228-67-46

Reçus à l'Elysée

## DEUX MAIRES PALESTINIENS ASSURENT QUE M. MITTERRAND DEMANDERA À ISRAËL LEUR RETOUR EN CISJORDANIE.

M. Mitterrand a reçu, lundi après-midi 18 janvier, MM. Fahd Kawamneh et Mohamed Melhem, maires de Belton et de Khaboul, en Cisjordanie, expulsés par les autorités israéliennes en mai 1980 (le Monde daté 17-18 janvier). L'entretien, qui a eu lieu à la demande des deux responsables palestiniens, a duré quarante-cinq minutes.

À l'issue de l'entretien, M. Kawamneh a déclaré que M. Mitterrand avait promis de « soulever la question de notre retour lors de son prochain voyage en Israël ». Il a ajouté : « En promettant de faire tout son possible pour favoriser notre retour, le président Mitterrand admet le droit des Palestiniens à leur retour dans leur patrie et reconnaît de même que la politique d'expulsion pratiquée par le gouvernement israélien en vue d'affaiblir la représentation politique des Palestiniens dans les territoires occupés ».

Selon M. Kawamneh, l'absence à l'Elysée de M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, ne signifie pas que les deux maires palestiniens contestent la représentativité de l'O.L.P. « Notre visite à Paris résulte d'une démarche personnelle et notre attachement à l'O.L.P. a été manifesté (...). Même sous l'occupation israélienne, nous avons proclamé que l'organisation palestinienne était la représentation unique et légitime du peuple palestinien ».

FRANÇOIS CORNU.

(1) La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas doivent incombablement confirmer au gouvernement israélien leur participation à cette force.



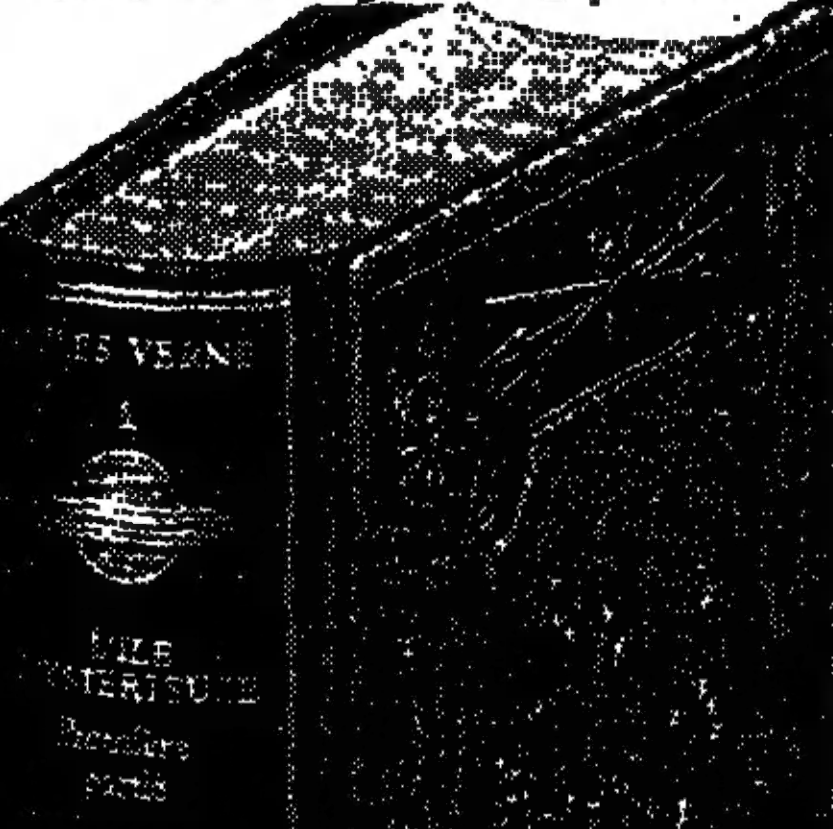
Pour la première fois, les chefs-d'œuvre de

Jules Verne

en édition de bibliophiles, reliée plein cuir, décor argent et or véritable.

## "Le plus grand des visionnaires" entre en bibliophilie.

Il a fallu cent ans pour que Jules Verne soit habillé de cuir, d'or et d'argent comme il le mérite. Il a fallu cent ans pour que le prodigieux auteur de l'« Mystère de la Vierge Mille Liens » sous les Mers échappe à la traditionnelle livrée des prix d'honneur et d'excellence pour enfants sages. Et pourtant, nous nous apercevons seulement aujourd'hui, après avoir conquis les profondeurs de la mer et l'infini de l'espace, que Jules Verne, comme avant lui Léonard de Vinci, n'était pas dans l'utopie et dans le rêve, mais dans la réalité scientifique, à tel point qu'on pourrait presque se demander si notre époque n'est pas sortie tout armée de l'imagination de l'écrivain.



Le fait d'éditer Jules Verne comme il le mérite et, pour la première fois au monde, avec les soins et l'appareil éditorial réservés au livre d'art, produit une espèce de miracle. Ses chefs-d'œuvre prennent une autre dimension dans ce nouvel habit plein cuir, doux au toucher, qu'anime discrètement l'éclat de l'argent et de l'or véritable. Les matériaux précieux et le savoir-faire du compagnon, par une subtile alchimie, font découvrir des beautés insoupçonnées. Rassurez-vous, le fait de lire Jules Verne dans une édition d'art ne dissipera pas vos impressions d'enfance, bien au contraire. Je l'ai déjà dit tout à l'heure, l'auteur des « Voyages Extraordinaires » sort transfiguré et enrichi d'être enfin édité comme il le mérite.

Il a suscité tant de vocations dans le monde que tous les scientifiques, tous les découvreurs lui doivent quelque chose. « Depuis vingt ans, les peuples qui marchent ne font plus que Jules Verne », déclare un jour le maréchal Lyautey. Le grand explorateur polaire, Jean-Baptiste Charcot dira : « J'ai toujours eu un culte pour son œuvre. » Enfin découverts du cinquantenaire de leur relecture habituelle, imprimés avec soin sur un beau papier chiffon, les textes de Jules Verne prennent une densité, une vigueur et une poésie qui échappaient aux lecteurs intéressés par les seules péripéties de l'action.

## J'aimerais vous faire redécouvrir Jules Verne avec un œil nouveau.

Pour la première fois mes reliures plein cuir de mouton bleu nuit, d'une seule pièce, seront décorées de fers rehaussés par de l'argent et de l'or véritable. L'or évoque le soleil ardent des tropiques, l'argent les glaces et les constellations des ciels arctiques. C'est le monde de Jules Verne. Cette édition « or et argent » est d'une beauté surprenante. Le papier est

toujours mon vergé chiffon marqué par mon filigrane « aux canons ». Chaque page est ornée d'un bandeau et mille autres détails montrent que rien n'a été laissé au hasard. Les illustrations, que Hietzel, éditeur et ami de Jules Verne, a fait dessiner et graver, sont fidèlement restituées et apparaissent dans tout leur éclat, car nous les reproduisons par photogravure directe sur l'estampe originale.

Afin que vous puissiez vous rendre compte, par vous-même, je vous prête avec plaisir le tome premier de cette prestigieuse collection.

Ce tome de plus de 500 pages est un des chefs-d'œuvre de Jules Verne : l'« Mystère de la Vierge Mille Liens ». Si vous le désirez, je vous le prête pendant 10 jours afin que vous puissiez l'examiner en toute tranquillité.

S'il ne vous convient pas, n'hésitez pas à me le renvoyer, dans son emballage d'origine. Par contre, s'il vous plaît, gardez-le : vous n'aurez à me régler que 139,00 francs (+ 9,00 francs de frais de port). Les 19 autres tomes vous seront alors automatiquement adressés, au même prix, à la cadence d'un par mois, mais rien ne vous engage à acheter la collection entière. Pour vous démontrer la confiance que j'ai en mes livres, je me déclare prêt à vous racheter cette collection, au même prix et à n'importe quel moment, si, un jour, vous souhaitez vous en séparer. Votre bien dévoué,

Jean de Brunhoff

## CADEAU

Gravure réalisée pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jules Verne. Les souscripteurs qui renverront leur bulletin de réservation dans la semaine recevront, avec le premier tome, une gravure originale représentant Jules Verne. Cette estampe, de 14 x 21 cm, est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par Julie Dupras, artiste-graveur.

## Prêtez-moi ce livre S.V.P.

7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

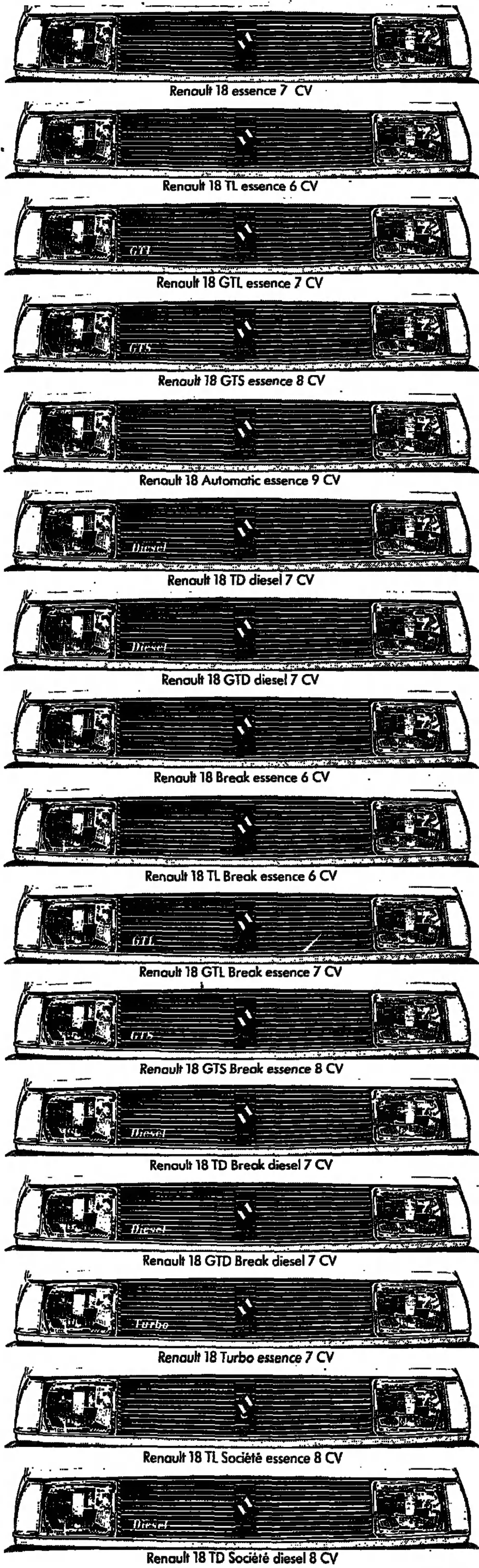
Out, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de cette prestigieuse édition de bibliophiles : « Les Chefs-d'œuvre » de Jules Verne avec les illustrations de Hietzel, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume déçoit mon attente, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les 10 jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure originale que vous m'offrez. Si cet examen me convainc, je garderai ce volume et recevrai les 19 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions spéciales, soit : 139,00 F (+ 9,00 F de participation aux frais de port). Bien entendu, je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection.

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Ville ..... Code Postal .....  
Je déclare sur l'honneur que tout mon adresse que ma signature sont conformes.

Je vous envoie...



## 16 VERSIONS: A VOUS DE CHOISIR.



Renault 18 essence 7 CV

Renault 18 TL essence 6 CV

Renault 18 GTI essence 7 CV

Renault 18 GTS essence 8 CV

Renault 18 Automatic essence 9 CV

Renault 18 TD diesel 7 CV

Renault 18 GTD diesel 7 CV

Renault 18 Break essence 6 CV

Renault 18 TL Break essence 6 CV

Renault 18 GTL Break essence 7 CV

Renault 18 GTS Break essence 8 CV

Renault 18 TD Break diesel 7 CV

Renault 18 GTD Break diesel 7 CV

Renault 18 Turbo essence 7 CV

Renault 18 TL Société essence 8 CV

Renault 18 TD Société diesel 8 CV

Il existe 16 versions pour la Renault 18 : 6, 7, 8 ou 9 CV, berlines ou breaks, essence ou diesel, 4, 5 vitesses ou automatique. Renault 18. A partir de 39.900 F. Prix dès en main au 2/11/81. Millésime 82.

# RENAULT 18 essence ou diesel

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

### Un an d'administration Reagan

II. - L'« économie vaudou » à l'épreuve

par NICOLE BERNHEIM

Personnage séduisant, mais parfois flottant, M. Reagan répète aux détails et préfère laisser le soin de la conduite quotidienne des affaires de l'Etat à ses conseillers. La popularité du président reste grande même si certains Américains font une distinction entre l'homme, pour lequel ils éprouvent de la sympathie, et sa politique, qui ne les satisfait pas toujours (*le Monde* du 19 janvier). Dans le second article de cette série, Nicole Bernheim examine la politique économique du président et ses conséquences sociales.

M. Ronald Reagan a été élu, en novembre 1980, en grande partie parce que les Américains tenaient M. Carter pour responsable non seulement de la peu glorieuse prise d'otages de Téhéran mais aussi de la récession qui se profilait à l'horizon.

Quatorze mois plus tard, l'affaire iranienne est quasi oubliée, mais la crise économique est là. L'inflation a, il est vrai, un peu reculé : mais à quel prix ! Il y a un an elle était de 12 % : elle est tombée à 10 %. Le chômage, qui était alors de 7,5 %, a atteint 8,9 %. Un million d'Américains de plus ont perdu leur emploi. Le chiffre des chômeurs était en décembre de 9,5 millions tandis que, l'été dernier, le Congrès supprimait l'extension automatique, prévue en cas de crise grave, des allocations de chômage au-delà des vingt-six semaines autorisées par la loi.

Un peu plus de six mois de salaire partiel dans un pays où l'on vit largement à crédit, et où la couverture des frais médicaux ou pharmaceutiques n'est pas obligatoire et dépend, dans le meilleur des cas, du bon vouloir de votre employeur, plonge nombre de familles dans une situation dramatique.

Le *Wall Street Journal*, peu suspect de sympathie pour l'idéologie libérale, donnait récemment l'exemple d'un aidé-énergiste, M. McNeely, qui vient de perdre un emploi à 22 000 dollars par an à Cleveland. M. McNeely reçoit 125 dollars par semaine en allocation de chômage, mais il paie 438 dollars par mois de prêts hypothécaires sur sa maison et il a un arriéré de 400 dollars de frais médicaux. Ce n'est pas la première fois que M. McNeely, qui est très qualifié, perd et retrouve un emploi, mais c'est son quatrième licenciement en deux ans. Il aimerait aller s'installer dans le sud des Etats-Unis, où la récession est moins grave, mais il n'a pas d'argent pour déménager et acheter une nouvelle maison alors qu'il n'est pas sûr de pouvoir vendre celle qu'il occupe actuellement.

#### Une ville fantôme

La plus grave crise que connaît l'industrie automobile depuis les années 30 a des répercussions en chaîne, en aval et en amont. La pe-

titute de Silverbell, en Arizona, qui vivait totalement de sa mine de cuivre, est en passe de rejoindre le bataillon des villes fantômes du temps de la ruée vers l'or : la mine vient de fermer, ses mille cinq cents ouvriers ont été licenciés le 1<sup>er</sup> janvier et sont pris de libérer, le 15 février, les maisons construites par la société qui les employait. Un mineur, interrogé à la télévision, disait ne pas savoir où aller avec ses onze enfants...

Les allusions à la grande crise de 1929 se font de plus en plus fréquentes, et on évoque, dans les régions les plus touchées, l'exode vers la Californie des petits fermiers du Middle-West, ruinés par la sécheresse, qui a été si bien racontée par Steinbeck dans *Les Raisins de la colère*.

Si les critiques, à l'égard de l'administration Reagan, restent mesurées, c'est en grande partie parce que la crise est, pour l'instant, cantonnée à certaines régions et à certains secteurs industriels. Le Sud et certains Etats de l'Ouest vivent encore une période de relative prospérité, grâce à leurs industries liées à l'exploitation des sources d'énergie ou de technologies de pointe. Mais le champ de chômage et de l'appauvrissement s'étend, de l'automobile à la sidérurgie et à la construction avec tous leurs sous-traitants, des ouvriers non qualifiés appartenant souvent aux minorités ethniques jusqu'aux retraités. Combien de temps les « ghettos » noirs pourront-ils tenir avec des « poches » de chômage qui vont de 17 % pour les adultes à près de 50 % pour les moins de vingt ans ?

#### Le grand pari du président

Elu pour redonner de l'éclat au drapeau et à l'économie, M. Reagan a promis tout à la fois d'équilibrer le budget, de relancer la croissance en favorisant les entreprises créatrices d'emplois et de reconstruire la puissance militaire du pays. Un an après, le seul gagnant indiscutable de ce pari est le Pentagone, qui voit, avec un budget de près de 200 milliards de dollars, presque tous ses vœux exaucés.

L'équilibre budgétaire est aux oubliettes. Pis, chaque semaine apporte des précisions de plus en plus alarmantes sur l'impasse qui se creuse : après les optimistes 40 milliards de dollars admis cat é par M. Reagan, on en est à 80, voire 100 milliards. Ce sera pis en 1983, à moins que M. Stockman ne sorte quelque remède miracle de sa besace. Mais l'avenir du brillant directeur du budget est quelque peu compromis depuis son étrange mea culpa à l'*Atlantic Monthly*. Les doutes qu'il a émis sur la « reaganéconomie », l'aideront-ils à faire avaler ses positions par le Congrès, ou ne sauvent-ils que son avenir politique ?

Pour l'instant, le seul remède envisagé par M. Reagan, c'est un nouveau train d'économies budgétaires qui toucheraient, encore un peu plus, les programmes sociaux. Il a pourtant déjà dû faire quelques concessions aux électeurs, qui pourraient lui jouer de méchants tours lors du renouvellement de la Chambre des représentants et du tiers du Sénat, en novembre 1982 : il a promis aux retraités de ne pas amputer davantage leurs bénéfices sociaux, il a aussi renoncé à réduire davantage les subventions aux cantines scolaires de l'enseignement public.

Mais il est de plus en plus évident que les coupes budgétaires ne suffiront pas à rétablir un semblant d'équilibre. C'est ce que *Wall Street* avait compris dès le fin du printemps

en refusant d'accorder sa confiance au plan Reagan et de prendre les mesures financières, comme la baisse des taux d'intérêt, propres à relancer l'économie. Etrangées par leurs emprunts, de nombreuses entreprises ont dû fermer. Celles qui survivent, malgré la baisse de la consommation, qui se fait de plus en plus pressante, ne se soucient guère de créer des emplois.

M. Reagan ne veut toujours pas entendre parler d'appliquer l'une des deux seules mesures capables, aux yeux de certains de ses conseillers, de renflouer l'économie : renoncer aux réductions d'impôts qu'il avait promises à ses électeurs ou rogner le budget de la défense. Le président a rejeté à plusieurs reprises ces hypothèses lors de récents entretiens avec des journalistes.

#### Un enjeu politique

Mais la bataille est engagée parmi ses proches : d'un côté, M. Meese, Baker et Deaver, ses conseillers les plus immédiats, qui, d'accord avec M. David Stockman, suggèrent la création de nouveaux impôts indirects qui pourraient rapporter 45 milliards de dollars. De l'autre, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, qui juge que tout alourdissement de la fiscalité, même indirecte, risque de compromettre l'expérience en cours.

L'enjeu n'est pas seulement économique, il est aussi politique. Le vice-président, M. George Bush, candidat probable à la succession de M. Reagan, est partisan des nouveaux impôts, tandis qu'un de ses rivaux potentiels dans la course à l'investiture républicaine en 1984, M. Jack Kamp, représentant de l'Etat de New-York et « pape » des nouveaux économistes ultra-libéraux, admet M. Reagan de ne rien céder de ses promesses électorales.

Pendant la campagne de 1980, M. Bush avait accusé son concurrent d'alors, M. Reagan, de croire à l'« économie vaudou » ! Devant l'aggravation de la crise et le peu de chances de voir réussir son pari assez rapidement pour éviter ce qui pourrait devenir une explosion sociale, M. Reagan risque de devoir changer de politique. Mais à observer le président, qui ne ménage pas ses apparitions à la télévision, on a l'impression que, plus que jamais, il croit en son flair. Ses conseillers auront sans doute des difficultés à convaincre un homme si sûr d'exprimer la voix populaire et qui fait d'une forme de candeur sa meilleure arme politique.

#### Prochain article :

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE PLUS MODÉRÉE QUE PRÉVU

#### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-13  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.  
273 F 442 F 611 F 780 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
483 F 842 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER  
(par messageries)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

313 F 522 F 731 F 940 F

2 - SUISSE, TUNISIE

386 F 607 F 940 F 1230 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou par virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse défectueux ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.

Chèque de 100 F.

Imprimerie du « Monde »

5, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437

#### Que choisir pour bien dormir?

UNE BONNE LITERIE

**TRECA**

EXPOSITION ET VENTE : **CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République

75011 PARIS - M<sup>e</sup> Parmentier

Téléphone : 357.46.35

Livraison GRATUITE

très rapide

dans toute la France

groupe escp

#### Deux séminaires Personnel

Pratique des négociations sociales

2 - 3 - 4 - 5 février 1982

Le droit social et la gestion du Personnel

15 - 16 - 17 février 1982

Renseignements et inscriptions :

CFP - 79, avenue de la République 75011 Paris

Andrée CUOMO : 355.39.08 poste 1287

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## AMÉRIQUES

Etats-Unis

Deux poids, deux mesures :  
Haitiens « coupables »  
Nicaraguayens « légaux »

El Salvador

CRÉDIT

Canada

CLEF  
MONDE ARABE



## AMÉRIQUES

## États-Unis

Deux poids, deux mesures :  
Haïtiens « coupables »  
Nicaraguayens « légaux »

Vingt-cinq exilés haïtiens ont été jugés le lundi 18 janvier à Miami en Floride. Ils avaient tenté de débarquer l'autre semaine sur l'île de la Tortue, au large de la côte nord-ouest d'Haïti. Leur « avant-garde », composée d'une demi-douzaine d'hommes, avait été deux jours plus tôt capturée et en partie massacrée par les « léopards », les troupes d'élite du gouvernement de Port-au-Prince.

Esprèrent-ils vraiment renverser le régime de Jean-Claude Duvalier ou simplement attirer l'attention sur une république « amie des États-Unis » particulièrement corrompue et répressive ? Leur aventure, commencée sur un mauvais rafiot et avec un armement de fortune, a tourné court. Capturés par les garde-côtes américains officiellement chargés de stopper l'écoulement des « boat-people » haïtiens vers les États-Unis, ils ont été ramassés, menottes aux mains, à Miami.

Ils sont accusés d'avoir violé la loi sur la neutralité américaine pour avoir préparé une expédition navale et militaire contre le territoire d'une nation « avec laquelle les États-Unis sont en paix ». Une cinquantaine d'Haïtiens les ont acclamés lorsqu'ils sont arrivés au tribunal, enchaînés les uns aux autres. « Le gouvernement américain nous traite comme des porcs », a dit un des Haïtiens venus du camp d'internement proche de Miami, où près de six cents boat-people

attendent d'être renvoyés vers Port-au-Prince. Les inculpés ont eu tort, sans aucun doute, de violer la loi américaine.

Mais les exilés nicaraguayens qui s'entraînaient dans un camp proche des marais des Everglades ne cachent pas davantage leur intention de mettre au point une opération navale et militaire contre le gouvernement sandiniste de Managua. Guérilleros du dimanche, sans doute, mais qui viennent de précéder : « Nous avons déjà envoyé une centaine d'hommes au Nicaragua via le Honduras. »

## La façon

## « d'interpréter la loi »

Les Nicaraguayens exilés se félicitent de la déclaration publiée par le département d'État à Washington, selon laquelle ils ne violent pas la loi sur la neutralité américaine. Ils auraient tort de ne pas avoir raison.

Leur chef, le commandant « Bombillo », a approuvé la manière dont les « autorités américaines interprètent la loi ». Deux poids, deux mesures. Les exilés haïtiens, Noirs et indésirables, ne sont pas autorisés à conspirer contre le gouvernement « ami » de Port-au-Prince. Les exilés nicaraguayens ou cubains ont pratiquement le feu vert pour intervenir contre les régimes de Managua ou de La Havane. — M. N.

## El Salvador

Selon une association de défense des droits de l'homme

LA VIOLENCE POLITIQUE A  
FAIT TRENTE MILLE MORTS  
EN DEUX ANS.

Lima (A.F.P.). — Plus de trente mille personnes sont mortes en deux ans au Salvador, victimes de la guerre civile, et près de cinq cent mille Salvadoriens ont dû fuir leur pays, selon une estimation publiée lundi 18 janvier à Lima par l'Association latino-américaine de défense des droits de l'homme.

En préambule à la conférence continentale sur la paix et l'indépendance du peuple salvadorien, qui devait s'ouvrir dans la capitale péruvienne, l'Association dresse le bilan de deux années de régime de la junte civile et militaire dirigée par M. Duarte. Selon elle, 48 % de la population est analphabète et 93 % des enfants en âge scolaire souffrent de malnutrition. Le produit national brut a baissé de 13 % en données constantes depuis décembre 1980, les exportations de 35 % et les importations de 233 %.

L'Association ajoute que les États-Unis ont accordé une assistance militaire de 10 millions de dollars au Salvador en 1981 et voté un crédit d'urgence de 20 millions de dollars.

## Canada

● RECTIFICATIF. — Par suite d'une erreur de transmission, M. Edward Lumley, ministre canadien du Commerce extérieur, n'a été cité dans le Monde du 15 janvier d'un titre de lord qu'il n'a nullement. En outre, son nom a été écrit (M. Landely au lieu de M. Lumley).

(Publicité)

CLEF  
MONDE ARABE

COURS AUDIOVISUELS  
D'ARABE MODERNE  
ET MAGHREBIN

Intensif et extensif

Prochaine session : 15 Février 1982  
43, rue des Bourdonnais  
75001 PARIS - TEL 508-18-67

## ASIE

## MALGRÉ LE CONTENTIEUX SUR TAIWAN

Pékin souhaite poursuivre le dialogue  
avec Washington

De notre correspondant

Pékin. — La voile se lève peu à peu sur les entretiens qu'ont eus la semaine dernière, à Pékin, M. Horiuchi, secrétaire d'État adjoint pour les affaires d'Asie et du Pacifique, et certains responsables chinois. Il se confirme, en particulier, qu'au-delà des protestations verbales qu'elle a émises à la suite de la décision « unilatérale » du président Reagan de poursuivre la coopération militaire avec Taiwan, la Chine ne souhaite pas, dans l'immédiat, envenimer excessivement ses relations avec les États-Unis, et encore moins commettre d'acte qui leur serait dommageable. Au contraire, Pékin continue de placer ses espoirs dans une poursuite des consultations avec Washington sur cette question, le but de ces négociations étant de trouver une « formule » qui assurerait un règlement à long terme du problème.

C'est en tout cas dans ce sens que s'est exprimé, lundi 18 janvier, un diplomate chinois de haut rang, qui a cependant refusé d'être nommé. Sur le contenu de cette « formule », le diplomate en question n'a pas voulu entrer dans les détails. Selon une autre source chinoise, elle pourrait se résumer, pour l'essentiel, en deux points : il s'agit pour les Américains, d'abord, de réaffirmer dans une déclaration l'existence d'une seule Chine et d'admettre que Taiwan est une « province » chinoise. Une telle formulation, tout en s'inspirant des principes retenus dans le communiqué de décembre 1978 sur la normalisation des relations sino-américaines, paraît sensiblement plus loin, ce dernier ayant simplement constaté que Taiwan faisait partie de la Chine. Ensuite, les États-Unis devraient s'engager à poser une limite dans le temps à leurs livraisons d'armes à Taiwan.

Cette demande avait déjà été présentée à M. Reagan par M. Huang

MANUEL LUCBERT.

## AFRIQUE

## Algérie

## LA VISITE DU COLONEL KADHAFI

Les « menaces » américaines contre Tripoli  
favorisent le rapprochement avec la Libye

De notre correspondant

Alger. — Répondant à une invitation du président Chadli Bendjedid, le colonel Kadhafi est arrivé, lundi 18 janvier, à Alger, pour une visite officielle de plusieurs jours. Il est accompagné de trois ministres, MM. Ali Trifi (affaires étrangères), Abdelhak Zilini (enseignement) et Abou Zeyd Douda (économie). « Ce voyage, a déclaré le chef de l'État libyen, a pour but d'essayer de franchir un nouveau pas dans la voie de l'unité arabe et d'insérer une déficite définitive à nos ennemis. Le moment est venu de prendre des mesures pratiques car l'ennemi constitue aujourd'hui un danger pour nous. »

La dernière longue visite en Algérie du colonel Kadhafi, qui remonte à mai 1978, s'était terminée par un communiqué commun faisant référence à la déclaration d'El-Messoud de 1975 dans laquelle le dirigeant libyen et Boumedienne s'étaient engagés à se porter mutuellement secours en cas de besoin.

Depuis lors, les relations entre les deux pays n'avaient pas été exemptes de tensions. L'Algérie, au début de 1981, avait refusé de cautionner le projet de fusion libyo-tchadienne, et le président précisait que « des questions de ce genre sont susceptibles de troubler le climat dans la région et d'entraîner la voie aux provocations de certains pays colonialistes ». Alger s'était employé à soutenir le gouvernement de M. Goukouni Nguendé et l'idée d'une force interafricaine, afin de créer les conditions favorables à un départ des troupes de Tripoli.

Autre sujet de désaccord, le Sahara occidental. En avril 1981, le colonel Kadhafi était venu à Alger pour une rapide visite afin de proposer un plan prévoyant l'union de la Mauritanie et de la République sahraouie et la

conclusion d'un « pacte révolutionnaire » entre la Libye, l'Algérie, la République sahraouie et la Mauritanie. Ces suggestions avaient été déclinées et n'avaient pas eu plus de succès auprès de Nguendé et du Polisario. Les Algériens se souciaient peu de radicaliser un conflit auquel ils veulent garder, disent-ils, un strict caractère de « décolonisation ». Quelques semaines plus tard, Tripoli amorçait un rapprochement avec Rabat et laissait entendre qu'il n'aidait plus militairement le Polisario. Parallèlement, une ouverture était faite en direction de l'Arabie Saoudite, de l'Irak et de la Jordanie. C'était la présidence de l'O.U.A. en 1982, le colonel Kadhafi s'employait ainsi à rassurer les pays africains.

Ce virage ne pouvait susciter qu'irritation à Alger, où l'on était mis devant le fait accompli. En septembre, un incident opposa les deux pays lors de la réunion du Front de la Liberté à Tripoli, à laquelle participait le président Chadli, lorsque la Libye tenta d'imposer la présence aux travaux de représentants de Téhéran.

L'homme fort  
de demain ?

Depuis lors, on se demande à Alger jusqu'où ira l'engagement de M. Reagan aux côtés des pays pro-occidentaux de la région (Maroc, Tunisie, Égypte). Les troupes libyennes se sont retirées du Tchad du Sud mais celles de M. Hissène Habré progressent ; le rebelle d'hier commence à apparaître comme l'homme fort de demain, qui devra son éventuel succès à Washington via l'Égypte et le Soudan. Le Front du refus a réussi à mettre en échec le plan Fakh, mais les Israéliens exploitant les divisions du monde arabe, en ont profité pour annexer le Golan. Les États-Unis, enfin, semblent décidés à provoquer la chute du colonel Kadhafi. Les pressions économiques exercées sur lui par les Américains au mois de décembre ont suscité l'inquiétude d'Alger. « L'Algérie ne saurait rester insensible devant les menaces d'intervention contre un pays frère et voisin auquel elle exprime sa complète solidarité » avait indiqué un communiqué officiel en date du 12 décembre. Au moment où l'on parle de réunir un nouveau conseil arabe, les deux pays ont éprouvé sans doute le besoin d'avoir une franche explication pour pouvoir faire face à une « offensive américaine » qui pourrait bien n'être que ses débuts.

DANIEL JUNQUA.

## Ghana

Selon un membre  
de l'ancien régime

SEPT CENTES PERSONNES AU-  
RAIENT ÉTÉ TUÉES DEPUIS LE  
PUTSCH DU CAPITAINE RAW-  
LINGS.

Le barreau ghanéen a exprimé son opposition aux tribunaux populaires, créés le 5 janvier par le capitaine Jerry Rawlings, qui se maintient dans un communiqué, que « le système pénal ghanéen, tel qu'il est, est apte à prendre les mesures qui s'imposent quand un citoyen ghanéen commet un crime, quel qu'il soit » a annoncé lundi Radio-Accra. Le barreau demande en outre au conseil de « ne pas consacrer malhonnêtement le pouvoir » et suggère au capitaine Rawlings de poursuivre jusqu'à son terme le mandat du président déchu, M. Hilla Limann, qui prend fin en juin 1983 et de remettre alors le pouvoir à un gouvernement élu.

Trois semaines après le coup d'État, le Conseil national provisoire de défense (P.N.D.C.) que préside le capitaine Rawlings, n'est pas encore totalement formé. Le Ghana vit à l'heure de la chasse à la corruption — « la guerre sainte » comme l'appellent les nouvelles autorités — et les personnalités de l'ancien régime du président Limann sont chargées de tous les péchés qui ont conduit le pays au chaos et à la ruine économique. Le châtiment et la personnalité du capitaine Rawlings permettent au P.N.D.C. d'exercer son autorité sans pour autant que soient clairement définies les nouvelles options politiques et économiques du Ghana.

Tandis qu'à Lagos, un membre de l'ancien régime ghanéen a affirmé lundi que plus de sept cents personnes avaient été tuées depuis le putsch, « y compris des civils froidement assassinés », à Abidjan, on indique de bonne source qu'une trentaine de militaires auraient été passés par les armes depuis le 31 janvier. — (A.F.P., Reuters.)

(Publicité)

## CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE.

Le conseil d'administration du Crédit Commercial de France s'est réuni le 18 janvier 1982 sous la présidence de M. Jean-Maxime Lévêque.

Le conseil constate avec une profonde satisfaction que la spoliation dont les actionnaires du C.C.F. allaient être victimes n'aura pas lieu. Il rend hommage à l'action menée par son président, qui a largement contribué à mettre en lumière le caractère inéquitable de l'indemnisation qui avait été prévue.

La décision du Conseil constitutionnel ayant, d'autre part, précisé que les règles applicables aux cessions d'actifs d'entreprises nationalisées relèvent exclusivement du domaine législatif, le conseil d'administration souhaite que des dispositions soient proposées par le gouvernement et adoptées par le Parlement en vue de donner suite, en cas de nationalisation du C.C.F., à l'intention formulée par le premier ministre dans son discours-programme du 8 juillet 1981, de ne pas procéder à des nationalisations indues et de rendre au secteur privé les participations et les actifs non nationalisables. Il rappelle que le C.C.F. détient des participations et des actifs importants rentrant dans cette catégorie.

Actuellement, le C.C.F. reste une entreprise privée et indépendante.

A ce titre, le conseil du C.C.F. poursuit, dans le respect des directives gouvernementales, la politique qu'il s'est fixée depuis très longtemps et qui est une politique d'expansion, conforme aux intérêts de l'économie française, à ceux de la clientèle, du personnel et des actionnaires.

Il arrêtera le 10 février prochain les comptes de l'exercice 1981, dont il est d'ores et déjà en mesure de préciser que les résultats sont favorables, en vue de les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires.

Le C.C.F. poursuit le développement de son réseau en France et dans le monde. L'année 1982 sera notamment marquée par l'installation d'un réseau d'exploitation en Asie.

Afin de pouvoir satisfaire les besoins de crédits accrus de sa clientèle, le C.C.F. procède dès aujourd'hui à l'émission dans le public d'emprunts obligataires de 400 M.F.

\* \*

Ainsi le C.C.F., banque française privée et indépendante, poursuit son activité au service du pays.





Le Monde

# politique

## APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL SUR LA

EXPRIMANT LES RÉSERVES DU GOUVERNEMENT

### Le P.S. met en cause, à son tour, le rôle du Conseil

En mettant en cause, dès lundi matin, dans les colonnes de l'Émancipation, le rôle du Conseil constitutionnel, le P.S. met en cause, à son tour, le rôle du Conseil constitutionnel. M. Philippe Bérégovici, député socialiste, a écrit dans l'Émancipation : « Le Conseil constitutionnel n'est qu'un organe de l'État, créé par la loi, et qui n'a pas le droit de se donner une prérogative de censure. »

M. Roland Lacroix, député socialiste, a écrit dans l'Émancipation : « Le Conseil constitutionnel n'est qu'un organe de l'État, créé par la loi, et qui n'a pas le droit de se donner une prérogative de censure. »

Dans un premier temps, lundi matin, les dirigeants socialistes se sont exprimés avec plus de modération. Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermoz, et le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, avaient, certes, exprimé leurs réserves sur la neutralité des neuf « sages ». Mais, M. Joxe a déclaré : « Nous n'en sommes pas là », dit M. Joxe. Pour l'Élysée, la chose n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

« Une fois oui, deux fois non ! »

Pour l'Élysée, la chose n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

Organiser un référendum, pour en appeler au peuple souverain, est une décision qui n'est pas simple. En effet, compte tenu de l'attitude du Sénat, le chef de l'État sait fort bien que toute tentative de révision de la Constitution sur ce point ne peut être faite que par la majorité requise, selon l'article 89 de la Constitution, des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

### M. Pierre Joxe : nous, nous représentons le peuple

D'un côté, neuf « sages » nommés par des représentants de l'ancienne majorité ; de l'autre, les 15 714 598 Français qui se sont prononcés, le 10 mai 1981, au deuxième tour de l'élection présidentielle, en faveur de M. François Mitterrand. Les uns, forts de la légitimité que leur confèrent les institutions de la V<sup>e</sup> République, approuvent par le peuple français remette en cause l'une des pièces maîtresses — les nationalisations — de la politique mise en œuvre par le nouveau pouvoir en vertu de la légitimité que lui accordent les scrutins présidentiel et législatif de juin. Laquelle de ces deux légitimités est la plus légitime ? Pour le P.C.F. et le P.S. et leurs députés, la réponse est claire : le Conseil constitutionnel a tort car il freine le changement voulu par le pays.

#### Le P.C. : la volonté des Français

Les députés socialistes sont unanimes pour soutenir que le conflit soit réglé au plus tôt et que l'Assemblée nationale se saisisse d'un nouveau texte gouvernemental dans les meilleurs délais, dès jeudi 21 janvier si possible. Ils invitent également le gouvernement à commencer, sans attendre, les négociations des futures sociétés nationales. M. Joxe, qui n'était pas d'humeur à plaisanter, a souligné que ses amis et lui n'entendaient pas patienter pour faire appliquer les lois votées par le Parlement, jusqu'au moment où, de renouvellement partiel, la composition du Conseil constitutionnel fera de lui un organe « obéissant » selon l'expression utilisée naguère par M. François Mitterrand.



ALAIN ROLLAT.

#### M. MAUROY : une procédure à grande vitesse.

M. Pierre Mauroy a déclaré, lundi soir 18 janvier, à l'issue du deuxième comité interministériel réuni à l'Élysée : « Nous avons adopté une procédure à grande vitesse. Nous devons agir rapidement, car il y a l'économie du pays, l'ensemble des groupes industriels et des banques qui vivent. Toute attente prolongée serait donc préjudiciable aux intérêts généraux du pays. J'ai cru comprendre que ce que souhaitait le Conseil constitutionnel, est qu'il fallait donner plus d'argent aux actionnaires. De toute façon, ce sont les Français qui vont payer. Dans notre projet initial, noté par le Parlement, nous avions estimé, à propos de l'indemnisation des actionnaires, faire des propositions qui étaient des points d'équilibre et étaient équitables. »

#### LES ACTIVITÉS DU CONSEIL DEPUIS LE 10 MAI

Le Conseil constitutionnel a eu, depuis le 10 mai, à se prononcer sur la constitutionnalité de huit projets de loi, après qu'il eut été saisi par des députés ou des sénateurs de l'opposition.

Le 30 octobre, il a déclaré conforme à la Constitution l'abrogation de la loi dite « loi Sauvage », mais a estimé le 31 octobre que les dispositions de la loi sur les radios locales, privées d'émission, n'étaient pas applicables aux territoires d'outre-mer.

De même, le 17 décembre, le Conseil constitutionnel a jugé non conforme à la Constitution les dispositions concernant les territoires d'outre-mer dans le projet de loi sur les grands fonds marins.

Le 31 décembre, le Conseil constitutionnel a approuvé le budget 1982 et le quatrième « collectif budgétaire ». Dans le troisième « collectif budgétaire », il a rejeté deux articles qui n'étaient pas de caractère financier, ne pouvaient figurer dans une loi de finances.

Avant de rendre, le 16 janvier, sa décision sur les nationalisations, le Conseil constitutionnel avait, le 5 janvier, déclaré conforme à la Constitution la loi d'orientation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnance des mesures d'ordre fiscal.

Le Conseil constitutionnel a, d'autre part, rejeté quarante-neuf recours concernant le contentieux des élections législatives des 14 et 31 juin 1981 et, à l'annulé, le 2 décembre, l'élection de quatre députés, annulation qui est à l'origine du scrutin de dimanche.

#### M. JOSPIN : le Conseil n'est pas l'instance objective et sage qu'on nous dit.

M. Lionel Jospin, qui était, lundi soir 18 janvier, l'invité du journal télévisé d'Antenne 2, a notamment déclaré, à propos de la décision du Conseil constitutionnel, estimant que « la décision du Conseil constitutionnel a deux séries de conséquences, qu'il faut nettement distinguer », « d'une part, elle oblige le gouvernement à ouvrir un nouveau débat devant le Parlement au cours duquel notre premier souci sera de nous assurer de la correcte application de cette décision quant à l'indemnisation des actionnaires, qui sont, comme on le sait, plusieurs centaines de milliers. Mais, surtout, elle constitue irrévocablement deux principes fondamentaux de notre société : le droit de propriété et la liberté d'entreprise. Ces deux principes ne peuvent être portés. Cette décision rappelle donc avec force que notre Constitution n'est pas socialiste et que le Parlement devra toujours respecter les principes de liberté qu'elle contient », concluent les deux députés.

#### MM. MILLON ET D'AUBERT : notre Constitution n'est pas socialiste.

MM. Charles Millon et François d'Aubert, qui furent les porte-parole du groupe U.D.F. lors des débats sur les nationalisations à l'Assemblée nationale, ont estimé que « la décision du Conseil constitutionnel a deux séries de conséquences, qu'il faut nettement distinguer », « d'une part, elle oblige le gouvernement à ouvrir un nouveau débat devant le Parlement au cours duquel notre premier souci sera de nous assurer de la correcte application de cette décision quant à l'indemnisation des actionnaires, qui sont, comme on le sait, plusieurs centaines de milliers. Mais, surtout, elle constitue irrévocablement deux principes fondamentaux de notre société : le droit de propriété et la liberté d'entreprise. Ces deux principes ne peuvent être portés. Cette décision rappelle donc avec force que notre Constitution n'est pas socialiste et que le Parlement devra toujours respecter les principes de liberté qu'elle contient », concluent les deux députés.

#### L'HUMANITÉ : il faut adopter des mesures de financement complémentaires.

Sous le titre « Les Sages et la pousse », Roland Lacroix revient dans l'Humanité du 10 janvier sur la décision du Conseil constitutionnel, et sur le problème posé par l'augmentation du coût de l'indemnisation, en écrivant : « Le Parlement doit adopter rapidement la loi de nationalisations. Et, puisque MM. les membres du Conseil constitutionnel exigent que l'indemnisation coûte plus cher, il est donc convenable d'adopter des mesures complémentaires. »

Il faut allonger le délai de remboursement des obligations. Il faut couvrir la dépense supplémentaire par l'établissement d'une tranche nouvelle de l'impôt sur la fortune et par l'augmentation de l'impôt sur les sociétés.

« La nation ne doit pas laisser empêcher ou retarder la mise en œuvre d'une réforme décidée. »

#### L'opposition triomphe

La victoire du conflit qui oppose la gauche au Conseil constitutionnel a été un succès pour les socialistes. Le premier choc de la bataille électorale, les députés socialistes ont fait leur réaction exprimée par le porte-parole du P.S., M. Bertrand Delanoë, selon lequel « une douche froide peut être salutaire ». Le Monde du 19 janvier.

Comme M. Delanoë, les élus, pour partie, l'échec de leurs candidats par le fait que les Français n'ont pas encore résolu suffisamment de changements concrets dans leur vie quotidienne. M. André Lajoinie, président du groupe communiste exprime la même analyse, de manière plus radicale : « Le changement n'est pas assez rapide ni assez complet. »

Les socialistes commencent cependant leur inquisition. Ils disposent encore de quatre ans et demi pour consolider leurs positions électorales dans les élections législatives. Après tout, remarque M. Pierre Joxe, la gauche avait confirmé ses ambitions lors des législatives partielles des 29 septembre et 6 octobre 1974, ce qui ne l'a pas empêché de remporter une grande victoire aux élections générales de 1978.

« La majorité, dit-il, ne sera jamais à l'aise tant que cet état de fait continuera de s'aggraver. Il faudrait qu'il comprenne que le succès des idées auxquelles il est attaché est lié à sa retraite politique. »

JEAN-YVES L'HOMEAU.

LOI DE NATIONALISATION  
L'indemnisation serait calculée  
des seuls cours de Bourse. majorés

Mitterrand doit tenir ses engagements  
avis du secteur coopératif et mutualiste

A De Del M de M  
L'ÉMANCIPATION  
OU LA DISCIPLINE ?

**André Fontaine**  
Un seul lit pour deux rêves  
Histoire de la «détente» 1962-1981  
Fayard

Une histoire très mouvementée, lourde de drames, de passions, de coups de théâtre : la nôtre.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE  
EXPORTATEURS, INVESTISSEURS  
VOTRE SIÈGE A PARIS  
Londres, Jérusalem  
de 150 F à 350 F par mois  
Constitution de Sociétés  
GEICA 56 bis, r. du Louvre 75002 Paris  
Tél. : 236-41-12 +



## LOI DE NATIONALISATION

### L'indemnisation serait calculée à partir des seuls cours de Bourse, majorés de l'inflation

(Suite de la première page.)

Quelle interprétation donner aux « considérations » des neuf « sages » ? Quelle nouvelle méthode de calcul voter ? Les uns étaient partisans de conserver la formule dite multilatérale et de prendre effectivement en compte les actifs et bénéfices consolidés. La complexité de la tâche nécessitant cependant la mise en place de comités d'experts qui auraient évalué les sociétés concernées au cas par cas. Ce qui aurait pris quelques mois.

Aussi, la plupart des ministres étaient-ils plutôt partisans de revoir la méthode de calcul et d'en revenir à une solution plus simple : celle des seuls cours boursiers majorés d'un certain pourcentage. Après concertation entre le président de la République et le premier ministre, et un second conseil interministériel dans la soirée, cette seconde hypothèse a été retenue. La nouvelle rédaction des trois articles du projet de loi traitant de l'indemnisation reposait sur trois grands principes :

1) Pour les sociétés cotées en Bourse (les cinq groupes industriels, les deux compagnies financières et dix-huit banques), la valeur d'échange retenue serait établie à partir de la meilleure moyenne mensuelle des cours de Bourse. La période de référence dans laquelle serait choisie cette moyenne irait du 1<sup>er</sup> octobre 1980 au 31 mars 1981. Cette meilleure moyenne mensuelle des cours serait majorée d'un pourcentage égal ou

voisin des taux de l'inflation constatés en 1981 (+14 %).

2) Pour les sociétés non cotées (dix-huit banques, auxquelles s'ajoutent les trois banques mutualistes visées par le Conseil constitutionnel), il ne peut être fait référence aux cours de Bourse. Dans ces conditions, le gouvernement envisage de reporter la date d'effet de leur nationalisation au 1<sup>er</sup> janvier 1983. D'ici là, un comité d'experts, regroupant notamment des conseillers d'Etat et à la Cour des comptes, sera chargé de procéder aux évaluations au cas par cas. En principe, et pour se conformer au vœu du Conseil constitutionnel, les trois banques mutualistes seront intégrées dans la liste des nationalisables. Toutefois, d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1983, leur nom ne sera pas porté sur la liste de « procédures à un changement de statut », de l'aligner, par exemple, sur celui des caisses de Crédit agricole, de Crédit mutuel et des banques populaires — afin de les faire entrer dans la catégorie des établissements non nationalisables.

3) Le dividende 1981. — Le gouvernement se doutait que les « sages » en demanderaient le versement. Aussi avait-il préparé une formule qui répond à la décision du Conseil. Les entreprises concernées n'ayant pas encore arrêté leurs comptes pour 1981, et, à plus forte raison, fixé le montant des dividendes, le gouvernement a décidé de verser aux actionnaires des sociétés nationalisables une sorte de

soutie égale au dividende 1980, majorée d'un pourcentage égal au taux d'inflation de 1981 (14 %).

Une nouvelle rédaction est prévue pour les trois articles donnant aux administrateurs, gérants et aux conseils d'administration des nationalisables la possibilité d'aliéner totalement ou partiellement les participations des groupes nationalisés dans des filiales ou des succursales situées à l'étranger sans en référer au législateur. Le nouveau texte prévoit que les administrateurs généraux pourront procéder à de telles cessions à condition qu'ils en demandent l'autorisation préalable.

Avec ces nouvelles méthodes de calcul, l'indemnisation des actionnaires serait majorée d'un montant substantiel. S'il était encore possible mardi de déterminer la valeur exacte pour chaque action, on peut penser que l'addition supplémentaire sera de quelques milliards, auxquels s'ajouteraient les 2 milliards de « dividende 1981 ».

Reste à déterminer la procédure parlementaire. Faut-il ne soumettre que les sept articles revus et corrigés ou les cinquante et un articles de l'ensemble du texte ? Le Sénat, qui, en votant la question préalable puis l'exception d'irrecevabilité, n'avait pas examiné le projet de loi article par article, ne va-t-il pas demander que l'ensemble du texte lui soit soumis ? Le gouvernement et la majorité orlaient, en tout cas, qu'une nouvelle bataille du retardement n'allonge encore un peu plus les délais.

Reste enfin la question de la nomination des P.D.G. sur laquelle le gouvernement n'a pas définitivement arrêté sa position. Le conseil des ministres, qui n'entend pas des nominations effectives, ne les annonce pas mercredi. Cependant, on songerait à une formule intermédiaire. Le ministre de l'Industrie pourrait nommer les intéressés, anciens et nouveaux P.D.G., des choix du gouvernement... sans les rendre publics.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

#### LES DIX-HUIT BANQUES NATIONALISABLES NON COTÉES

Banque de Paris et des Pays-Bas ;  
Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient ;  
Banque de l'Union européenne ;  
Banque Varnes et commerciale de France ;  
Crédit chèque ;  
Banque parisienne de crédit ;  
Banque corporative de bâtiment et des travaux publics ;  
Banque régionale de l'Ouest ;  
Banque La Réunion ;  
Union de banques à Paris ;  
Banque régionale de l'Alsace ;  
Banque Chaix ;  
Banque Transatlantique ;  
Banque industrielle et mobilière ;  
Sofinac La Réunion ;  
Ménage française de banque ;  
Banque Odier Bungeur Courvaud ;  
Banque Lagardère.

**M. JEAN-MAXIME LÉVÊQUE, PRÉSIDENT DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE :** la spoliation des actionnaires n'aura pas lieu.

M. Jean-Maxime Lévéque, président du C.C.F., a constaté avec une profonde satisfaction que la spoliation dont les actionnaires du C.C.F. allaient être victimes n'aura pas lieu. La décision du Conseil constitutionnel ayant, d'autre part, précisé que les actions appartenant aux actionnaires de sociétés nationalisées relèvent exclusivement du domaine législatif, il souhaite que des dispositions soient proposées par le gouvernement et adoptées par le Parlement en vue de donner suite, en cas de nationalisation du C.C.F., à l'intention formulée par le Premier ministre dans son discours-programme du 8 juillet 1981, de ne pas procéder à des nationalisations indues et de rendre au secteur privé les participations et les actifs non nationalisables. Il rappelle que le C.C.F. détient des participations et des actifs importants rentrant dans cette catégorie.

#### Le Monde de L'ÉDUCATION

numéro de janvier

### OÙ EN EST LA DISCIPLINE ?

Les langues étrangères appliquées

Les immigrés de la deuxième génération

En vente partout 9 F.

## Les réactions après les élections législatives partielles

**M. LAJOHNE (P.C.) :** les Français veulent le changement vite et bien.

M. André Lajohne, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a été élu lundi 18 janvier, au cours d'une réunion avec la presse, « surpris de l'écoulement » des candidats de l'opposition. « Je n'ai pas pu analyser dans le détail les résultats de ce scrutin, et personne n'est capable, actuellement, de dire quelque chose de sérieux à ce sujet », a dit M. Lajohne, « j'en suis sûr, pour le moment, une seule leçon les Français veulent le changement vite et bien ».

« Si le parti communiste avait présenté des candidats, s'il était entré, on aurait dit la droite est une, la gauche est divisée. Au cours de la campagne (pour ces quatre élections partielles), nous avons fait tout ce que nous pouvions pour nous unir », a-t-il déclaré.

M. Guy Dacourte, député (P.C.)

« Les quatre victoires de l'opposition (...) ne résultent pas de la crédibilité de ses positions. Elles démontrent que la majorité présidentielle (...) est retournée dans l'union. On ne blesse pas impunément dans ses sensibilités, comme dans ses intérêts, une part importante de la nation ».

« Le bureau exécutif du Mouvement des socialistes affirme : « Les quatre victoires de l'opposition (...) ne résultent pas de la crédibilité de ses positions. Elles démontrent que la majorité présidentielle (...) est retournée dans l'union. On ne blesse pas impunément dans ses sensibilités, comme dans ses intérêts, une part importante de la nation ».

« M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'initiative républicaine et socialiste : « Le trouble passager dans l'électorat majoritaire n'est qu'un avertissement. Les élections du 17 janvier ont été et doivent être surmontées en montrant davantage que le changement poursuivi s'accomplit sans dévier, sans compromission et que toutes les tendances de la majorité ont leur part de représentation assurée dans les instances de concertation et de décision. (...) »

« Les responsables d'Ecologie 82 reconnaissent que les scores de leurs candidats « ne sont pas brillants ». Ils jugent l'avertissement donné par le gouvernement et à la majorité « un peu sévère », tout en considérant que « cela leur apprendra à tenir leurs promesses ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyrefitte est la réponse électorale à la question : le gouvernement est-il capable de gouverner ? ».

« M. Raymond Barre et se réjouit des « brillantes victoires » remportées par les candidats de l'opposition. Selon l'ancien premier ministre, « la victoire d'Alain Peyref



# POLITIQUE

## LE PROJET SUR LE STATUT DE LA CORSE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Définir un statut pour la Corse est une tâche délicate. La majorité, l'opposition, le gouvernement, personne ne peut prétendre détenir des certitudes ou échapper aux ambiguïtés. Défenseurs messianiques de l'unité de la République, les gaullistes sont à l'aise dans ce combat. Enfin une « grande querelle » ! La Constitution, disent-ils, ne supporte pas la coexistence de deux types de régions aux caractéristiques différentes. Accorder à la Corse un statut particulier, c'est porter atteinte à l'intégrité du territoire et créer, en outre, un dangereux précédent dont pourront se prévaloir, demain, d'autres régions. L'Alsace, la Ville de Paris, la région Ile-de-France, les communautés urbaines, les villes nouvelles, de nombreuses collectivités territoriales (« stricto sensu ») ont un régime dérogatoire au droit commun, rétorquent la majorité et le gouvernement.

Il n'empêche. La voie est étroite, reconnaît M. Defferre. Il faut aller assez loin pour que

## Le particularisme dans l'indivisibilité de la République

les Corses aient le sentiment que la gauche tient ses promesses, mais pas trop, pour ne pas risquer de compromettre l'unité de la République. M. Séguin (R.P.R.) ironise alors que, en effet, le gouvernement est condamné à élaborer un statut particulier qui ne soit pas trop particulier. Les socialistes, la commission des lois l'ont voulu ainsi : la Corse deviendra une « collectivité particulière », mais les textes feront expressément référence à la loi de décentralisation qui régira l'organisation des communes, des départements et des régions continentales, c'est-à-dire au droit commun. Le Conseil constitutionnel, qui devrait être saisi par l'opposition à l'issue de l'adoption définitive du projet, devrait être sensible à cette précision.

Pas de statut particulier ? Dès lors, que faire ? M. Séguin parle d'une « co-gestion » (on suppose qu'elle ne sera pas socialiste...) entre l'Etat et la région. C'est ce que les précédents gouvernements ont tenté de faire. Paris multiplie les subventions pour tenter de surmonter les handicaps inhérents à l'insularité. Mais les résultats d'une telle politique sont connus : Aléria, Ghisonaccia, Bastelica, Ajaccio...

D'ailleurs, M. Séguin parle-t-il au nom de tous les membres corses du R.P.R. ? M. de Rocca-Serra est beaucoup moins intransigent : le statut ? Oui, s'il apporte une solution « permanente » aux problèmes spécifiques de la Corse.

A gauche, pour les députés membres du

Mouvement des radicaux de gauche, la « co-gestion » ne se satisfait pas pleinement des options socialistes. M. Alfonsi n'hésite pas à souligner la création d'un « droit discriminatoire en matière de citoyenneté ». M. Luisi reconnaît un « mal de vivre » mais insiste sur la volonté des Corses de ne pas sortir du cadre de la République ; M. Zaccarelli invoque des raisons psychologiques pour justifier ses appréhensions.

M. Defferre a été contraint de faire vite. La loi qui s'est inscrite dans l'histoire depuis le 10 mai est fragile. Le gouvernement souhaite restaurer l'unité du « peuple corse » et pour cela, il offre notamment une large amnistie. Pour le reste, le ministre de l'Intérieur n'ignore pas qu'en proposant ce statut il fait un pari. Sur la raison. Les indépendantistes, les autonomistes, sont-ils des gens raisonnables ?

LAURENT ZECCHINI

Lundi 18 janvier, l'Assemblée nationale commence la discussion du projet de loi portant statut particulier de la Corse (ce texte a été analysé dans le Monde des 24 décembre et 7 janvier).

M. Bonnemaison (P.S., Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission des lois, résume la thèse selon laquelle le texte heurterait le principe d'égalité de situation au motif qu'il n'y a pas, précisément, une telle égalité, et parce que de très nombreuses collectivités territoriales ont déjà un régime administratif ou législatif particulier (l'Alsace, la Moselle, la ville de Paris). Il ajoute : « Il appartient au législateur de définir les situations différentes et de proposer des solutions diversifiées quand l'égalité est frustrante ».

Aux termes de l'article 72 de la Constitution (1), indique M. Bonnemaison, « toute autre collectivité territoriale peut être créée par la loi ». Il cite à ce sujet le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon et l'ancien territoire des Comores, et ajoute : « L'indivisibilité de la République n'est nullement mise en cause quand la collectivité concernée tient ses compétences de l'Etat et que celui-ci peut toujours les reprendre ».

M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la

décentralisation, souligne que le choix fait le 10 mai par les Français a provoqué une « trêve » et que les violences qui ont eu lieu en Corse « semblent déjà oubliées ». Parlant du rôle de l'Assemblée de Corse, il indique : « Elle disposera d'un pouvoir particulier et elle pourra suggérer les modifications à apporter aux statuts des collectivités territoriales de Corse, qu'il s'agisse des communes, des départements ou de la collectivité territoriale régionale elle-même. Elle pourra également être consultée sur des modifications que le gouvernement pourrait être amené à préparer à ces statuts. Je puis, pour ma part, prendre l'engagement qu'aucune disposition concernant les compétences, l'organisation ou le fonctionnement des collectivités territoriales de Corse ne sera prise par le gouvernement ou proposée au Parlement sans une consultation préalable de l'Assemblée de Corse ». Le ministre déclare ensuite : « Lors de porter atteinte à l'unité nationale, le statut particulier de la Corse la renforcera. Le peuple corse est une composante du peuple français et son indissoluble attachement à la France, qu'il a, dans des circonstances difficiles de notre histoire, maintes fois prouvé ne saurait être discuté. Il doit continuer son avenir dans un cadre institutionnel rénové ».

qui tiennent compte de ses particularismes et permette d'éviter l'enchaînement dramatique de la répression et de la violence ».

### M. SÉGUIN (R.P.R.) : les apprentis sorciers

M. Séguin (R.P.R., Vosges), défend une question préalable (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débiter). Selon lui, le gouvernement fait un « pari politique ». Or, souligne-t-il, de qui est en jeu, c'est sûr : c'est probablement aussi une certaine conception de l'organisation de notre République. C'est peut-être également l'intégrité du territoire et l'unité nationale. Il précise que son groupe se réserve la possibilité de déposer un recours devant le Conseil constitutionnel et estime que l'article 72 de la Constitution (2) « excite formellement pour le territoire métropolitain la coexistence de deux types de région de type différent ».

M. Séguin déclare qu'un statut fiscal spécifique « orienté vers la promotion des investissements et non plus seulement celle de la consommation, serait seul en mesure de fonder une économie saine et mûre de ses décisions », et relève ensuite la contradi-

ction qu'il y a, selon lui, à faire de la Corse une « collectivité de type nouveau » et de lui appliquer l'article 45 du projet de loi de décentralisation, c'est-à-dire le droit commun. Bref, résume-t-il, « on ne fait pas un statut particulier, mais pas trop ». Parlant des dispositions qui amnistient « divers cas où il y a eu mort d'homme », le député des Vosges déclare : « Non seulement il peut sembler y avoir légitimation a posteriori, mais, qui plus est, limitation dans l'espace de cette légitimation. Il ne s'agit donc que de la légitimation de l'action violente en Corse ». Le statut particulier, poursuit-il, risque d'être considéré « comme une simple étape sur la voie d'une évolution qui devra se poursuivre ».

Voilà, conclut-il, « qui n'est probablement que le camouflage et l'embellissement d'un droit commun, n'est pas suffisant pour les autonomistes, auxquels il est destiné. La démarche qu'il traduit est extrêmement dangereuse pour d'autres régions, où certains estimeront disposer de suffisamment de raisons pour se lancer dans des formes de revendication qui ont et bien réussi ailleurs. (...) Il faut prendre garde : à force d'habileté supposée, on peut risquer souvent de jouer les apprentis sorciers ».

S'exprimant contre la question préalable, M. Colonna (P.S., Al-

pes-Maritimes) rappelle que l'île qui comptait 300 000 habitants en 1900, n'en compte plus que 170 000 sur 225 000 habitants. « N'évoquons plus le strict droit commun, observe-t-il, dont les résultats ont été catastrophiques ». Il ajoute : « Toutes les autres îles du monde dépendant d'un Etat continental ont d'ailleurs un statut particulier au moins dans le domaine économique ».

Répondant à M. Séguin, M. Defferre relève les « contradictions » de son propos et le qualifie d'« illusionnisme de talent ». Le texte, explique le ministre, trait trop loin et pas assez loin, il serait inconstitutionnel et vide en même temps. « Certes, la voie est étroite. Il faut aller assez loin, mais pas trop, pour ne pas risquer de rompre l'unité de la République », M. Defferre précise que les agences qui seront créées auront à traiter des problèmes qui dépassent la compétence habituelle des conseils régionaux. An fond, note-t-il, deux conceptions sont en présence : « la conception centralisatrice et dominatrice et la conception décentralisatrice, faite de dialogue et de concertation ». Evoquant enfin l'attitude des auteurs de violence, il indique : « Mon but, c'est d'incorporer à nouveau cette minorité dans l'ensemble du peuple corse. Dans une telle optique, la question préalable est repoussée par 327 voix contre 154 ».

Dans la discussion générale, M. Lédard (U.D.F., Var) décrit le défi auquel la Corse doit répondre : « Enregistrer la dégradation de la situation économique de la région ; apporter à cette région les correctifs économiques nécessaires ; éliminer le handicap de l'insularité ; trouver avec eux les modes d'expression d'une culture éprouvée et enrichie ; tracer le cadre politique dans lequel s'exprimera la volonté et la diversité corse ». Or, selon lui, le texte ne répond pas véritablement à ces objectifs. En analysant le projet de décentralisation, il note : « Le Parlement se prononce sur le particulier avant le général, sur l'exception avant la règle ». Le député U.D.F. estime que le projet va provoquer « soit la déception, soit la surenchère ». En conclusion, il remarque que les ressources que l'on ne voudrait pas prélever sur place, seront demandées à l'Etat. On aura ainsi créé des droits sans devoirs, de solidarité sans contribution, et, finalement, d'assistance sans responsabilité ».

### M. PORELLI (P.C.) : une situation économique catastrophique

M. Porelli (P.C., Bouches-du-Rhône) insiste notamment sur la situation économique et catastrophique de l'île. Il évoque « les difficultés de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie, de la construction, de la circulation », et cite les noms de plusieurs militants de cette organisation, qui, impliqués dans l'affaire Santalini-Ferri, ont également porté des cartes du R.P.R. Le député se félicite que le statut particulier ne mette pas en danger l'unité nationale, expliquant : « Le danger de séparatisme ne vient jamais d'un accès de démocratie mais bien d'un manque de démocratie ».

M. Porelli rappelle qu'il ne faut pas que le changement « ne touche que les institutions sans traverser la vie », que ce soit sur le plan économique, comme en ce qui concerne la moralisation de l'administration corse ».

M. de Rocca Serra (R.P.R., Corse du Sud) déplore que le gouvernement n'ait pas jugé opportun de consulter les assemblées locales, notamment les conseils généraux. Il indique, d'autre part : « Le statut dit particulier apporte une solution durable pour ne pas dire permanente aux problèmes spécifiques de la Corse. Nous ne sommes pas contre le statut, nous sommes pour le statut, nous sommes pour le statut de la Corse ».

M. Taddéi (P.S., Vaucluse) dénonce les associations lobbies contre les socialistes à l'unité de la République, « ce petit air de

la colonie que certains ont érigé en méthode politique », précise-t-il. Estimant que le capitalisme a conduit à développer, en Corse, « une situation quasi coloniale », le député socialiste, s'adressant à M. Séguin, affirme : « Certains de vos amis ont quelque chose à voir avec certains planteurs, certaines opérations de barbozes, dont les militants socialistes ont été les victimes ». M. Taddéi souligne l'importance du phénomène que constitue, en Corse, la fraude électorale, qui représente quelque 80 % du contingent électoral à l'Assemblée nationale. « C'est un crime sérieux, insiste-t-il, qui atteint à la dignité même du peuple corse ». Il demande à tous les parlementaires de s'occuper au règlement de ce problème et à M. Defferre de préciser les dispositions qu'il compte prendre pour « éradiquer ce fléau ». Enfin, s'adressant une nouvelle fois à M. Séguin, il souligne : « Vous avez fait une intervention de pouce-au-crin : vous avez pris une lourde responsabilité ».

Soulignant qu'il votera le projet, M. Alfonsi (app. P.S., Corse du Sud) déclare : « En créant un droit discriminatoire en matière de citoyenneté, vous faites surgir certaines difficultés : vous risquez d'être mis en demeure d'aller plus loin, sous peine de ne pas aider la Corse à sortir de sa crise d'identité. Mais, souligne-t-il, ces risques, il faut les assumer ».

M. Duclos (P.C., Haute-Saône) déclare que « l'efficacité et la démocratie plaident pour un exécutif collégial, associant au président le bureau », et estime, d'autre part, qu'il n'est pas opportun d'introduire dans l'amnistie les infractions ayant entraîné mort d'homme.

M. Sarrap (P.S., Paris) souligne notamment : « En retrouvant leur identité les Corses n'auront plus à rejeter une partie d'eux-mêmes pour être partie intégrante du pays ».

M. Luisi (app. P.S., Haute-Corse), qui votera le projet, insiste sur le « pari », qui consiste à accepter la part marginale de l'opinion corse, qui est réfractaire dans la contestation systématique, notre violence des institutions, à participer au jeu démocratique ».

M. L. Ferri (P.S., Seine-Marne) insiste sur l'identité culturelle corse.

M. Zaccarelli (app. P.S., Haute-Corse) déclare notamment : « Après deux siècles on nous demande de rompre soudain une longue habitude, qui n'était pas devenue notre seconde nature. Ce n'est pas la chose facile. » Nous ne sommes pas des fanatiques du régime de droit commun, ajoute-t-il. Nous sommes attachés par des raisons de sécurité et pour des raisons psychologiques. Comment accepter, de plus, un statut dérogatoire lorsqu'on ne connaît pas encore le statut général ? Certaines de nos revendications, qui seraient acceptables dans un cadre général, semblent inopportunes et même blessantes si elles devaient s'appliquer à la seule Corse ».

M. Goux (P.S., Var) insiste sur la situation économique de l'île, et évoque l'« état de déshérence » de la Corse, explique qu'un « projet de développement » doit accompagner le statut particulier.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée repousse un amendement de M. Séguin tendant à supprimer l'article premier, qui définit la région de Corse en collectivité particulière. Elle adopte ensuite un amendement de la commission des lois qui faisait référence à la loi de décentralisation, précise que la région Corse « s'administre librement » dans des conditions non contraires à cette loi (qui n'est encore qu'un projet). Il est précisé que l'organisation de cette région tient compte de ses spécificités « résultant notamment de ses conditions et de son histoire » et que « des lois ultérieures définiront les compétences particulières et les ressources correspondantes de la région corse qui appellent ces caractéristiques spécifiques ».







## JUSTICE

### AU TRIBUNAL DE PARIS

#### L'avocat et les douaniers

Pour un peu, on aurait pu imaginer un titre parisien bougonnant : « Mais il leur faut la justice diplomatique ! ». Mais ce titre aurait été du plus mauvais effet. On examinait en réalité, vendredi 15 janvier, au tribunal de Paris, une histoire d'avocat. La nouvelle n'était pas de mise. M<sup>re</sup> Didier Spuhler, à la fois ressortissant français et suisse, avocat au barreau de Paris, venait se plaindre et d'indigner de ce que les douanes françaises lui aient saisi des documents professionnels. Il en réclamait, par l'intermédiaire de son confrère M<sup>re</sup> Julien Turczynski, la restitution immédiate.

Cette affaire, ces scellés, les douanes en font aujourd'hui la preuve de leur bonne foi. Lors d'un procès fait connaître devant la profession et le secret qui s'y attache, il n'y a, selon elles, pas de problème. D'éventuels documents ne sont examinés que par l'intermédiaire du bâtonnier de l'ordre le plus proche du poste-frontière. Mais le secret professionnel, a-t-il fait valoir M<sup>re</sup> François Urbino-Soulier, pour les douanes, ne peut en aucun cas devenir un privilège, ni une immunité.

M<sup>re</sup> Spuhler, qui entendait récupérer son dossier, n'a pas été entièrement convaincu. Malheureusement pour lui, M. Marcel Caratini, président du tribunal de Paris en rendant une ordonnance d'incompétence, l'a, d'une certaine manière, invité à saisir certains manières, invité à saisir le tribunal administratif. M<sup>re</sup> Spuhler a donc perdu son affaire, même si l'a marqué le coup.

LAURENT GRELSAMER.

### APRÈS L'ASSASSINAT DU JUGE MICHEL

#### Des magistrats soulignent les dangers de la spécialisation

Une délegation de magistrats devait remettre, mardi matin 19 janvier, au garde des sceaux, les résultats d'une réflexion menée par plusieurs centaines d'entre eux sur l'initiative des juges d'instruction de Cassin (Calvados) après l'assassinat de Marseille, de leur collègue Pierre Michel, juge d'instruction spécialisé dans les affaires de trafic de drogue.

« Considérant l'assassinat du magistrat Pierre Michel comme un acte particulièrement grave et inquiétant non seulement pour la justice mais aussi pour la liberté de tous », les juges d'instruction de Cassin avaient décidé — « en dehors de toute organisation ou syndicat », précise l'un d'eux, M. Jean-Pierre Poussin d'envoyer à leurs collègues un questionnaire en vue d'une réflexion collective sur cette affaire. Ils l'ont adressé aux premiers présidents et procureurs généraux de la Cour de cassation et des cours d'appel, aux présidents et procureurs des tribunaux et aux doyens des écoles d'instruction quelques semaines après l'assassinat.

Ils demandaient aux magistrats de s'interroger sur ce crime « fait divers ou fait de société ? », sur l'attitude à avoir devant de tels actes, sur la spécialisation des magistrats : « Représente-t-elle intrinsèquement un risque pour le magistrat ? demandent-ils ; est-elle un facteur aggravant d'un risque inhérent à certaines affaires ? Doit-elle être limitée dans le temps ? Faut-il prévoir une répression accrue des atteintes aux représentants de la justice ? »

Plus de quatre cents réponses sont déjà parvenues à Cassin, provenant de trente-neuf juridictions réparties dans vingt-deux ressorts de cours d'appel. Elles révèlent

notamment que les magistrats considèrent l'assassinat de leur collègue non seulement comme la manifestation d'un « trouble de société » mais comme « une menace pour le principe même de justice » et « une atteinte à la démocratie ». Certains y voient « le résultat d'une prise de pouvoir favorisée par une politique mal expliquée, confondant humanisme et laxisme », alors que d'autres y voient « un risque du métier ». Cependant, tous s'accordent pour dire leur volonté de réagir tant pour prévenir le renouvellement de tels crimes que pour restaurer l'autorité de la justice.

A partir des réponses les magistrats ont élaboré une série de propositions sur lesquelles ils souhaitent que le ministre se prononce. Outre une amélioration des conditions de travail et de sécurité, ils réclament un aménagement de leur statut, la possibilité d'être déchargés d'un dossier ou mutés en cas de danger. Ils demandent également qu'on mette un terme à la spécialisation par la généralisation du tour de service, soit qu'on étende les critères de spécialisation, notamment par l'institution d'une « légèreté », soit encore qu'on limite la spécialisation dans le temps.

Enfin, ils demandent que les médias « évitent la personnalisation des affaires en omettant de mentionner le nom des magistrats saisis ».

Jo. S.

## FAITS DIVERS

### LES INCIDENTS DANS LE QUARTIER DE LA GOUTTE-D'OR

#### Une vingtaine d'arrestations parmi des Turcs et des militants d'Action directe

Une vingtaine de ressortissants turcs et des militants d'Action directe, et parmi eux M. Jean-Marie Roullan et Mlle Nathalie Méliot, ont été interpellés mardi 19 janvier, peu après 8 heures, lors d'une perquisition aux « squats » des 12 et 14, rue de la Charbonnière à Paris (19<sup>e</sup>). Celle-ci a été décidée par le parquet de Paris à la suite de l'arrestation dimanche soir de M. Mehmet Unsalan pris alors qu'il lançait un cocktail Molotov, pendant les violents affrontements entre des squatters et les forces de l'ordre.

La police, venue en très grand nombre et encore présente dans le quartier à 8 heures ce mardi matin, n'a pas trouvé d'armes ni de cocktails Molotov, mais a arrêté un jeune homme qui tentait de s'enfuir après 40 000 F en coupures de 500 F dont la provenance n'a pu être établie. Une femme enceinte se trouvait également parmi les personnes interpellées. Plusieurs des personnes gardées à vue, dont M. Roullan, devraient être confrontées à des témoins des scènes de violence de dimanche soir.

À la préfecture de police comme

au parquet de Paris on souligne qu'il ne s'agit pas d'expulsion mais d'interpellation à la suite d'une perquisition décidée après une arrestation en flagrant délit. Régulièrement, la mairie de Paris s'inquiète de la multiplication des « squats » et demande leur évacuation (le Monde date 10-11 janvier). Elle ne souhaite pas comme nous l'expliquait, mardi matin, un de ses représentants que s'établisse à Paris « une situation à la berlinoise ».

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples déplore, dans un communiqué, les tensions qui se sont créées dans le quartier de la Goutte-d'Or : « Il estime que les graves problèmes humains posés dans ce quartier ne peuvent se résoudre que par la violence et la répression. Le droit au logement doit être assuré à tous par des mesures urgentes comportant la construction, à Paris même, d'habitations de caractère social excluant à la fois la spéculation et la ségrégation. Le MRAP entend renouveler ses interventions dans ce sens auprès des autorités concernées ».

#### Cinq cent quarante revolvers sont volés entre Bayonne et Liège

Un conteneur de cinq cent quarante revolvers Barracuda, 357 magnum de calibre 7 mm, disparu à la Fabrique nationale d'armes d'Hervet, à Liège (Belgique), a été vidé de son contenu au cours de son transport depuis la manufacture d'armes de Bayonne (MAB) dans les Pyrénées-Atlantiques entre le 7 janvier et le 18 janvier. La police belge chargée de l'enquête estime que le vol a été commis à Lille dans les entrepôts de la ville où les armes sont restées jusqu'au 14 janvier.

Le conteneur avait été livré en gare de Bayonne le 7 janvier au soir par la société MAB qui assurait les pièces fabriquées dans la ville espagnole de Guernica (province de Biscaye). Il est arrivé le 8 janvier au matin dans la gare de Liège. Avant d'être remis à la police, les armes ont été envoyées à destination de Lille où il est resté jusqu'au 14 janvier. Le conteneur a été retrouvé dans la nuit du 14 au 15 janvier à Courtrai. Le vol a été découvert lundi 18 janvier. Les scellés

avaient été violés et le chargement évalué à environ 1 millions de francs belges avait disparu. Selon les enquêteurs, deux éléments donnent à penser que ce vol pourrait éventuellement être l'œuvre de militants de l'ETA. Tout d'abord, le fait que ces armes correspondent au calibre habituellement utilisé par les commandos de l'ETA. Ensuite, parce que les pièces sont fabriquées dans le Pays basque espagnol. Mais il ne faut pas écarter d'autres hypothèses parmi d'autres. C'est la première fois que la MAB procédait à l'expédition de ce type d'armes. En général, il s'agit de 22 long rifle.

Déjà en 1970, le dépôtataire parisien de cette manufacture s'était fait dérober mille armes et leurs accessoires. Peu après, des malfruits avaient dérobé un camion destiné à une firme de République fédérale d'Allemagne. Une partie du chargement de son camion avait été retrouvée dans un entrepôt de Charenton (Val-de-Marne).

#### NOUVEL ACCIDENT MORTEL D'UN PILOTE DE LA PATROUILLE DE FRANCE

Le lieutenant Gérard Tardif, trente et un ans, « solo » de la patrouille de France, a trouvé la mort, lundi 18 janvier, dans l'accident de son avion Alpha-Jet, qui s'est écrasé, sur la base de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) au cours d'une séance d'entraînement avec équipages. Entré à la patrouille il y a deux ans, le lieutenant Tardif avait été auparavant pilote de chasse sur Mirage-III à Nancy.

Depuis que la patrouille de France est équipée du bi-réacteur d'entraînement et d'appui tactique Alpha-Jet, en octobre 1980, c'est le deuxième accident mortel d'un équipier de cette célèbre unité de l'armée de l'air française. Le 7 octobre 1981, le lieutenant-colonel Guy Charvet, directeur des équipes de présélection de l'armée de l'air, s'était tué aux commandes d'un Alpha-Jet, qui s'était écrasé dans le Var au cours d'un vol solitaire.

Il n'y a probablement pas de lien entre ces deux accidents. Mais il convient d'observer que la patrouille, avant l'entrée en service de l'Alpha-Jet, a dû résoudre des problèmes d'entretien en vol des réacteurs, à cause des désamorçages des pompes d'alimentation et de leur panne sur le vol, qui est l'une des évolutions les plus classiques de la formation. Depuis, cependant, les figures exécutées le sont en fonction des possibilités de l'engin.

Quatre appareils T-38 de la patrouille acrobatique américaine des Thunderbirds se sont heurtés au ciel, lundi 18 janvier, au-dessus du Nevada et se sont désintégrés en retombant à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Las Vegas. Les quatre pilotes ont été tués. Cet accident porte à dix-huit le nombre des pilotes de cette patrouille acrobatique qui ont trouvé la mort depuis sa création. Il y a vingt-neuf ans. — (A.F.P.)

L'enquête de police sur le vol d'armes de Foz pourrait bien être terminée. Avec l'arrestation de René Marquet, quarante-neuf ans, et Roger Doumenq, trente ans, après quinze de Francis Emourgon, vingt-huit ans, et Vincent Coronna, vingt-cinq ans, le commando pourrait, en effet, être au complet. Les quatre hommes sont soupçonnés de vol avec port d'armes. Un seul René Marquet, déjà condamné pour vol à main armée, n'a pas participé au vol de Foz.

#### Après l'accident ferroviaire de Gevrey-Chambertin

#### LE MINISTRE DES TRANSPORTS DEMANDE UN RENFORCEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

L'accident qui s'est produit, le 18 janvier au matin, près de la section des chemins C.G.T. sur la ligne de Gevrey-Chambertin, en Côte-d'Or (une camionnette d'entretien a été percutée par un train de marchandises alors qu'elle traversait les voies), a provoqué la mort de cinq cheminots ; cinq ont, aussi, été blessés, dont deux étaient ce mardi matin gravement. Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Dijon.

Il semble que le brouillard soit à l'origine de l'accident, mais la section des chemins C.G.T. sur la ligne, estimée que la sécurité du passage à niveau non muni de barrières sur lequel s'est engagé la camionnette entre pour une bonne part dans les causes de la collision.

Rappelant les accidents ferroviaires qui se sont produits ces temps derniers, M. Charles Fiterman, ministre des transports, indique dans un communiqué qu'il a demandé à la direction de la S.N.C.F. de procéder sans tarder à un examen attentif de l'ensemble des circonstances de ce nouvel accident et d'en tirer rapidement, en concertation avec les représentants du personnel, les conclusions concrètes visant à renforcer la sécurité.

En outre, ajoute le ministre, il s'agit maintenant, conformément aux décisions prises lors de la négociation sociale, de prendre des dispositions en vue de la création d'une commission mixte nationale d'hygiène et de sécurité et d'éclaircir le rôle et les attributions des délégués à la sécurité.

Quatre morts dans les Alpes. — Un accident de montagne a coûté la vie, dimanche après-midi 17 janvier, à une cascade de trois alpinistes grenoblois ; quatre autres personnes ont été grièvement blessées. L'accident s'est produit vers 2100 mètres d'altitude, au-dessus du lac Beaucassin. Plusieurs cordées d'alpinistes s'entraînaient sur une cascade de glace, lorsqu'un énorme bloc de glace s'est détaché de la montagne, entraînant le groupe d'alpinistes. Les trois morts sont : Mlle Clara Clavier, de Briançon (Haute-Savoie) ; Mme Régine Laurent et M. Jean Candoraz, d'Échirolles (Isère). D'autre part, une alpiniste de vingt-cinq ans, Mme Paulette Boches, de Grenoble, est restée samedi, aux Sept-Laux. — (Corresp.)

### Pilleurs de patrimoine

Lille. — La cour d'assises du Nord, présidée par M. Eugène, a condamné, vendredi 15 janvier, deux pilleurs d'églises. René Knockaert, quarante-deux ans, et Louis Carpentier, trente-deux ans, à sept ans de prison. L'avocat général, M. Bonhomme, avait requis sept ans de réclusion pour les auteurs de vols « sacrilèges et mutilations ».

En 1978 et 1979, les deux accusés ont visité et pillé une trentaine d'églises de la région, emportant environ deux cents pièces, notamment des reliquaires, des statues, des candélabres, etc. Ces objets étaient transportés en Belgique et échangés avec l'aide d'un receleur, Lambert Steffen, d'origine luxembourgeoise, qui a été arrêté puis remis en liberté provisoire après le versement d'une caution de 30 000 francs, en dépit d'un avis défavorable de la cour de cassation, confirmé par la Cour de cassation. Son cas a été disjoint.

Les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme et

### CORRESPONDANCE

#### Les conséquences des inondations et les prévisions de la Météorologie nationale

Les représentants des syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.D.T. de la Météorologie nationale nous ont adressé la mise au point suivante :

À la suite des inondations survenues dans le Sud-Ouest de la France, le Monde date du 10-11 janvier a mis en cause, dans le titre d'un article occupant l'essentiel de sa dernière page, les prévisions météorologiques. Les personnels de la direction de la Météorologie, se sentant à juste titre concernés par cet article, leurs organisations syndicales souhaitent réagir à ce sujet. En effet, si le titre constitue une attaque directe contre la Météorologie nationale, aucune justification ne figure dans le texte même de l'article, pas plus d'ailleurs qu'une indication quelconque de ce qui aurait pu paraître comme une carence de notre service public dans son rôle de prévision du temps.

Cette situation provient-elle d'une équivoque que notre lecture devrait contribuer à dissiper ? La direction de la Météorologie est responsable des prévisions de précipitations (pluie ou neige) mais en aucune façon des prévisions de crues, qui font intervenir d'autres paramètres (état des sols, contentement, retenues, etc.) et sont confiées à d'autres organismes. Si les critiques sur notre travail sont plus fondamentales, il est regrettable qu'elles ne soient pas plus argumentées. Les météorologistes ne sentant incapables de se défendre sur le fond devant l'impression totale de ce qui leur est reproché.

## FAITS ET JUGEMENTS

les vingt-quatre communes concernées, ainsi que le ministère de la culture, se sont portés partie civile et ont réclamé près de 4 millions de francs. Sur ce point, la cour n'a pas tranché puisque Steffen peut encore être jugé.

Si la valeur des objets dérobés a pu être estimée à 4 millions de francs, combien plus importants apparaît le préjudice à l'égard du patrimoine régional et national, œuvres irremplaçables. C'est pourquoi on a entendu parmi les témoins, M. Guillois et M. De-croix, conservateurs des antiquités du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que M. Christian Patten, directeur du patrimoine au ministère de la culture, pour qui ces vols constituent un « véritable fléau ». « Ils viennent », dit-il,

« de plusieurs rangs des atteintes criminelles par leur nombre et leur importance, après les affaires de stupéfiants... » (Corresp.)

### La mort d'un syndic

Un syndic, M. Charles Benes, cinquante-cinq ans, chargé de procéder à la liquidation des biens d'un restaurant en faillite, a été assassiné, samedi 16 janvier, à Nanterre (Seine-de-la-Seine), par l'ancien patron de ce restaurant, M. René Le Bourhis, cinquante-cinq ans, qui le rendait responsable de ses soucis commerciaux.

Le syndic, domicilié au Vésinet (Yvelines), avait été découvert mort, samedi soir, dans son bureau, 74, avenue Pablo-Picasso, à Nanterre, par le concubine de l'immeuble. La victime présentait plusieurs contusions à la tête et à la poitrine, provoquées à l'aide d'un objet contondant.

Après une rapide enquête, les policiers de la brigade criminelle ont arrêté, dimanche 17 janvier, M. Le Bourhis, accusé d'avoir étranglé le chauffeur de grande remise, qui, d'après des témoins, avait été aperçu à plusieurs reprises à l'extérieur de l'immeuble de la victime. Lors de son interrogatoire, l'ancien restaurateur de Vaux-sur-Seine (Yvelines) a reconnu avoir tué le syndic après une vive discussion qui avait mal tourné. Les policiers ont, semble-t-il, une autre opinion sur l'affaire, puisqu'ils parlent eux de préméditation en se fondant notamment sur le fait que M. Le Bourhis s'était introduit par effraction chez sa victime.

M. Le Bourhis devait être déféré ce mardi 19 janvier au parquet de Nanterre.

## SPORTS

#### PLANCHE A VOILE Christian Marty a traversé l'Atlantique de Dakar à Kourou

L'Atlantique vaincu par un véliphaniste c'est l'exploit réalisé par le Français Christian Marty, un pilote de ligne âgé de trente-quatre ans. Parti le 12 décembre 1981 de Dakar, il a atteint Kourou, en Guyane, lundi 18 janvier, au terme d'une traversée de 4 400 milles couverts en trente-sept jours sans avoir mis le pied sur le bateau accompagnateur.

Le ministre des transports, M. Fiterman, a adressé un télégramme de félicitations, au nom du gouvernement, à Christian Marty.

Christian Marty n'est pas le premier à tenter cet exploit. En octobre 1981, un kinésithérapeute marseillais, Frédéric Girard, champion du monde d'endurance en planche à voile avec 55 h 45 min. et 280 milles, avait accompli la traversée. Parti le 9 décembre de l'île Rierro (Canaries), il avait atteint Pointe-à-Pitre le 4 janvier après une traversée d'environ 2 600 milles. Cinq jours après son départ un deuxième qui lui permettait de dormir sur son embarcation s'étant détaché, il avait dû revenir sur le bateau accompagnateur.

Marty, qui est marié et père de deux enfants, a commencé à se faire connaître dans le monde de la planche à voile à partir de 1978 : il effectuait alors successivement la jonction Guedeloupe-Marie-Galante, le premier raid Guedeloupe-Martinique (87 milles en 17 h 50 min.), puis le tour de la Guedeloupe, ce qui lui permit d'établir un premier record d'endurance (111 milles en 51 heures).

#### D'un sport à l'autre...

AUTOMOBILISME. — La Française Michèle Mouton, sur Audi Quattro, favorite, a été sacrée championne du monde de rallye. Elle a remporté la 10<sup>e</sup> édition de la Coupe du monde de Monte-Carlo, à 55 Rallye de Monte-Carlo, a été abandonnée mardi 15 janvier dans la deuxième épreuve spéciale du parcours. Sa voiture a été très endommagée par une sortie de route mais Michèle Mouton et sa copilote Fabrizia Fossati ont pu continuer. L'Allemande L'Alfa Romeo Siemone ayant été abandonnée la veille, il ne reste plus qu'une Audi Quattro en course, celle de Mikko, qui accède à la quatrième place qu'occupait Michèle Mouton.

SKI ALPIN. — L'Américain Betsy Beth Flinders, vingt-cinq ans, a remporté, le 18 janvier, à Badgastein (Autriche) sa première descente de Coupe du monde devant les Autrichiennes Les Soukner et Sylvia Eder. L'Allemande de l'Ouest Irène Epple, qui a terminé quatrième devant la Française Elisabeth Chouet, a consolidé sa première place au classement général de la Coupe du monde.

VOILE. — Le voilier néerlandais Flyet de Cornelius Van Riel, choisis à remporter, le 15 janvier, à Mar-del-Plaza, sa troisième victoire en temps réel dans la troisième étape de la course autour du monde. Flyer, qui avait quitté Auckland le 26 décembre, a mis que vingt-quatre jours, une heure vingt-cinq minutes et 580 milles, soit une moyenne de 20,3 nœuds. Comme à Auckland, Corranco New Zealand, battu par Peter Blake, a pris la deuxième place avec un retard de sept heures. — A. G.

## SCIENCE

rapport général du  
sur la recherche et la

LA SCIENCE

la recherche  
l'action

La volonté de  
et d'échec

(XO) LA COND



Le Monde

# SCIENCES ET TECHNIQUES

## Le rapport général du colloque sur la recherche et la technologie

### LA SCIENCE DOIT RESTER AU CONTACT DE LA SOCIÉTÉ

#### Après la réflexion l'action

**A** PRES le temps de la réflexion, celui de l'action. Les semaines et les mois qui viennent devraient montrer si les « cent fleurs » qui se sont épanouies à l'occasion des différentes phases du colloque se transforment, finalement, en fruits. M. Chevenement a annoncé, à la fin des journées, qu'un « bilan » serait fait dans un an. Il devra, bien sûr, porter sur ce qui aura été réalisé au sommet et à la base.

Au sommet, la volonté politique, au niveau du gouvernement, ne devrait pas manquer de se traduire en décisions. Dans les semaines prochaines, les décisions prises au sein du projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France — dont les lignes générales, cohérentes avec les grandes leçons du colloque, sont déjà connues (1).

Plus concrètement, cette loi sera accompagnée de textes réglementaires qui devraient tout particulièrement réformer certains organismes et fixer, dans le détail, les nouvelles statuts des personnes de recherche. La commission des sciences humaines et sociales, par exemple, doit être réformée.

Dès lundi 18 janvier, par exemple, la direction du Centre national de la recherche scientifique a ouvert le dialogue avec les syndicats sur la réforme à venir du principal organisme de recherche ; des réunions en ce sens sont prévues pour le 22 janvier ; les chercheurs vont pouvoir réclamer que leur opinion puisse être entendue dans tous les organes de décision. A écouter certains, une restructuration de l'organisme pourrait s'imposer : on évoque, par exemple, la possibilité de voir le secteur des sciences humaines et sociales acquiescer, au sein du C.N.R.S., une certaine autonomie, par exemple, par la création d'un « institut national » qui leur soit propre.

Il sera plus difficile de juger le résultat « à la base » et, en premier lieu, dans les laboratoires. Assurément, comme le disait Michel Crozier, « on ne change pas la société par décret ». Mais, si les propos et les engagements entendus à la porte Maillot ont quelque cohérence, on peut — on doit — s'attendre, à la base, à un foisonnement d'initiatives, témoignant, notamment dans le domaine de l'information et de la communication, de ce « déclassement » qu'a appelé de ses vœux, à plusieurs reprises, le rapporteur général. Des mesures, issues « du sommet », ne seront certes pas inutiles, par exemple, pour que la carrière des chercheurs prime en compte ces nouvelles missions, ou pour doter les organismes de structures d'information et de valorisation des connaissances dignes de ce nom.

Mais il s'agit, plus largement, de tirer les leçons de cette « révolution culturelle » dont les travaux du colloque ont, à bien des égards, témoigné. Des initiatives multiples sont déjà annoncées, tout particulièrement au niveau local et au niveau régional : mise en place de conseils régionaux de la science et de la technologie, créations de centres d'action culturelle et scientifique, d'associations, de « boutiques de science », de revues régionales, etc.

Certains chercheurs ont regretté que le colloque ait, aussi, été l'expression d'un « certain mandat ». Le ministre, les organisations syndicales, ont pris, et vont continuer de prendre, leurs responsabilités. La « base » va devoir, à son tour, prendre la balle au bond.

XAVIER WEBER.

(1) Le Monde du 9 janvier.

**A** PRES avoir rappelé l'importance des Journées nationales de la recherche et de la technologie, qui ont réuni à Paris, du 14 au 16 janvier, plus de mille chercheurs et de nombreux responsables politiques, M. Philippe Lazar, président du conseil scientifique de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, et qu'il a établi en collaboration avec M. Michel Callon, sociologue, maître de recherche à l'Ecole des mines de Paris.

Nous publions ci-dessous de larges extraits de ce rapport, qui met en lumière les principaux acquis du colloque et en dégage la philosophie. Les mots de démocratie, de liberté, de responsabilité fondent cette philosophie. De manière plus concrète, on peut l'illustrer par les trois dissociations que propose le rapporteur général : dissociations entre formation initiale et fonction, entre fonction et carrière, entre carrière et responsabilités assumées.

fort national qu'appellent les circonstances présentes, c'est aussi et le dirai même d'abord la parole, l'échange, la confiance retrouvée (...).

Et je le dis bien aussi : agitation ! Car l'agitation est le reflet même de la vie. Certes une agitation sans projet porteur d'avenir, mais une agitation qui peut donner à l'agitation dynamique de nos jours, dans certains pays, une certaine portée. Mais, dans la France par un long passé commun, que toute cette activité n'ait été qu'agitation déformée (...).

Tout permet d'espérer que nous n'en resterons pas au stade du discours ; il faut, pour cela, le vouloir. Tel est l'enjeu politique à compter d'aujourd'hui.

Le rapporteur développe ensuite trois thèmes. Le premier est la volonté de prendre appui sur les hommes et leurs idées. Cela suppose que soit reconnue, à la base, la plus haute dignité de la fonction sociale des travailleurs de la recherche. Ce qui veut d'abord dire garantir la liberté de l'individu, dans les mêmes conditions que les autres travailleurs du même secteur (...).

De ce principe découlent certaines conséquences, différentes pour le secteur privé et le secteur public, que le rapporteur expose ensuite, rappelant que « la pluri-fonctionnalité » dans la fonction publique — dans sa forme actuelle — comporterait des contraintes incompatibles avec le bon fonctionnement de la recherche, en particulier tant du point de vue des modalités de recrutement que de celles de la promotion des personnels (...).

Mais, avec la dignité, va la responsabilité sociale. Les métiers de la recherche et de la technologie sont des métiers d'avenir, tournés vers la découverte et l'innovation, mais dont les frontières débordent largement le cadre de la mise en œuvre de la recherche, et qui ne peuvent pas être réduits à la seule mission de recherche, mais qui sont aussi et surtout des métiers de transfert de technologie, de transfert de savoir, de transfert de savoir-faire, de transfert de savoir-être (...).

Comment croire sérieusement que c'est par un autoritarisme institutionnel qu'on parviendrait à établir ces relations de façon optimale ?

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).

**LA CONQUÊTE DE L'ESPACE**  
Un numéro spécial de la Revue du Palais de la Découverte publié à l'occasion du 9<sup>e</sup> congrès de l'Association Française pour l'Avancement des Sciences  
avec la participation de M. Curien, Président du CNRS, M. Bernard, Directeur du CNRS, et de nombreux spécialistes des recherches spatiales  
**UNE MISE AU POINT SUR L'ACTIVITÉ SPATIALE**  
La technologie des satellites scientifiques et d'applications - la biologie spatiale - le droit de l'espace - l'espace en l'an 2000  
328 pages - Franco France: 28,50 FF - Franco Stranger: 41 FF  
Palais de la Découverte, av. P.-D. Roquer, 75005 PARIS

#### Les hommes et les idées

**M. Philippe Lazar développe ensuite le second thème de son rapport : la nécessité de prendre appui sur les hommes et leurs idées. Cela suppose que soit reconnue, à la base, la plus haute dignité de la fonction sociale des travailleurs de la recherche. Ce qui veut d'abord dire garantir la liberté de l'individu, dans les mêmes conditions que les autres travailleurs du même secteur (...).**

**De ce principe découlent certaines conséquences, différentes pour le secteur privé et le secteur public, que le rapporteur expose ensuite, rappelant que « la pluri-fonctionnalité » dans la fonction publique — dans sa forme actuelle — comporterait des contraintes incompatibles avec le bon fonctionnement de la recherche, en particulier tant du point de vue des modalités de recrutement que de celles de la promotion des personnels (...).**

**Mais, avec la dignité, va la responsabilité sociale. Les métiers de la recherche et de la technologie sont des métiers d'avenir, tournés vers la découverte et l'innovation, mais dont les frontières débordent largement le cadre de la mise en œuvre de la recherche, et qui ne peuvent pas être réduits à la seule mission de recherche, mais qui sont aussi et surtout des métiers de transfert de technologie, de transfert de savoir, de transfert de savoir-faire, de transfert de savoir-être (...).**

**Comment croire sérieusement que c'est par un autoritarisme institutionnel qu'on parviendrait à établir ces relations de façon optimale ?**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

#### Savoir-faire et faire savoir

**Dans la troisième partie de son rapport, M. Lazar explore les verbes savoir et faire, et leurs associations binaires savoir-faire et faire-savoir. A cet égard, il rappelle que « la pluri-fonctionnalité » dans la fonction publique — dans sa forme actuelle — comporterait des contraintes incompatibles avec le bon fonctionnement de la recherche, en particulier tant du point de vue des modalités de recrutement que de celles de la promotion des personnels (...).**

**Mais, avec la dignité, va la responsabilité sociale. Les métiers de la recherche et de la technologie sont des métiers d'avenir, tournés vers la découverte et l'innovation, mais dont les frontières débordent largement le cadre de la mise en œuvre de la recherche, et qui ne peuvent pas être réduits à la seule mission de recherche, mais qui sont aussi et surtout des métiers de transfert de technologie, de transfert de savoir, de transfert de savoir-faire, de transfert de savoir-être (...).**

**Comment croire sérieusement que c'est par un autoritarisme institutionnel qu'on parviendrait à établir ces relations de façon optimale ?**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

#### PAIX, RACISME ET TIERS-MONDE

**Pour le rapporteur, M. Philippe Lazar, les thèmes de la paix n'ont pas été abordés de façon satisfaisante. Il y a eu, certes, des débats, mais ils ont été éclipsés par les problèmes de recherche militaire — qu'on aimerait voir évoluer dans le sens d'une recherche nationale, et non le service du même nom (...).**

**Et le rapporteur propose de reconnaître formellement l'importance de certaines recherches pour la paix comme les « études sur le racisme ou la xénophobie, et sur les expressions du droit à la différence (...).**

**Dans le même ordre d'idées, il souligne l'importance de la recherche sur le racisme ou la xénophobie, et sur les expressions du droit à la différence (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

**Le rapporteur insiste sur la responsabilité qu'on a envers la société, et sur la responsabilité qu'on a envers la science. La science est une activité humaine, et elle doit être reconnue comme telle. Elle doit être reconnue comme une activité humaine, et elle doit être reconnue comme une activité humaine (...).**

#### STYLISTES

**Copies couleurs**  
Qualité photographique professionnelle.  
FORMAT 21x29,5 cm 28,7x42 DELAI 24 H - URGENCES 6 MINUTES  
ETRAVE 36 AV. DAUMESNIL, PARIS-12<sup>e</sup> - 347.21.32

de l'Union 150



# LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

## TÉMOIGNAGE

### Pour une nouvelle philosophie de la recherche industrielle

par FRANÇOIS MAISON (\*)

A l'heure où la France entière se penche sur la recherche, il paraît utile d'établir un bilan des problèmes posés à la recherche en milieu industriel.

Ce bilan répond à deux préoccupations majeures :

■ Si la recherche publique a fait l'objet de nombreuses études, de critiques documentées, et souvent fondées, rares sont les témoignages émanant de la recherche industrielle française. Les raisons n'en paraissent pas claires et tiennent essentiellement à deux facteurs : les centres de recherche industrielle français sont peu nombreux et très corporatistes, communiquant peu entre eux d'une spécialité à l'autre. Ils ne possèdent donc pas cet esprit de corps qui est l'une des caractéristiques de la recherche publique et qui favorise l'expression. La seconde raison tient au fait que l'autocritique, voire même l'auto-analyse, sont des pratiques considérées comme incongrues en milieu industriel, où le concept de hiérarchie régit les rapports selon un formalisme bien établi.

D'où l'utilité d'un éclairage basé sur vingt années de pratique de la recherche industrielle. ■ Une analyse objective d'une situation ne présente d'intérêt que si l'on peut en espérer un effet correcteur. A ce titre, l'intervention croissante, directe ou indirecte, des pouvoirs publics dans la stratégie et la direction des entreprises de pointe (celles où se pratique la recherche) offre peut-être l'opportunité de ne pas reconstruire les erreurs passées.

Ne pas témoigner dans ce contexte serait vil.

Après ce préambule, il convient de situer le problème essentiel de tout centre de recherche industriel : la place qu'il occupe dans l'entreprise et sa liaison avec l'aval, c'est-à-dire le transfert entre la recherche et le développement.

En effet, si ce centre se distingue du reste de l'entreprise par le fait qu'il a un droit à l'erreur ou à l'échec que n'ont pas les autres unités opérationnelles, il doit impérativement valoriser les fruits de travaux ayant abouti.

On l'expérience montre que la valorisation par l'aval des travaux de recherche industrielle n'est pas, en informatique et dans l'électronique, une règle générale mais plutôt une exception.

Faisons ici intervenir les principaux interlocuteurs d'un centre de recherche industrielle, qui sont : la direction générale, son organisme de tutelle ; les unités de développement, qui sont ses « clients » ; les laboratoires de recherche publique, qui sont ses partenaires ; les organismes de financement de la recherche, sur le rôle desquels nous reviendrons plus loin.

■ LA DIRECTION GÉNÉRALE : Quels sont les problèmes liés aux rapports entre celle-ci et le centre de recherche ?

Même lorsque l'entreprise a reconnu la nécessité d'entretenir une activité de recherche, ce n'est pas pour autant qu'elle a su prendre les dispositions favorables à l'exercice de cette recherche et à la valorisation de celle-ci. Le désir de contrôler ce centre de recherche selon les mêmes méthodes que celles employées pour l'ensemble de la société constitue une aberration très répandue. Les chercheurs, dans l'entreprise, forment une population particulière. Leur rythme et leur style de travail sont différents. Le niveau de leurs compétences et de leurs diplômes est totalement hors norme. Un bon chercheur industriel peut devenir un excellent développeur, alors que l'inverse n'est pas vrai. Pour ces différences, les raisons et le fait de sa notoriété, car le chercheur industriel public et communautaire beaucoup avec l'extérieur de son entreprise, il est constamment sollicité par la concurrence, même et peut-être surtout en période de crise. S'il ne change pas d'employeur, c'est plus souvent par intérêt pour son travail qu'en raison de problèmes salariaux. Enfin, la formation d'un bon chercheur industriel coûte aussi cher à la collectivité qu'à l'entreprise, car celle-ci doit donc chasser par l'armée. Il doit donc jouer d'un statut interne qui tienne compte de ces différences.

#### Financiers et ingénieurs

Spécialiste de haute compétence, le chercheur présente l'inconvénient de ne pouvoir être mis à toutes les sauces. Les méthodes de management industriel, basées sur la mobilité des individus en fonction des charges, sont donc inapplicables à un centre de recherche.

Si toutes ces remarques apparaissent comme évidentes, au lecteur, j'ai pu constater qu'elles n'avaient pas toujours cours dans nos entreprises. Durant les dix dernières années, à l'inverse des tendances américaines et japonaises, les financiers ont progressivement remplacé les ingénieurs dans les équipes directrices des entreprises de pointe. Selon le même processus de pensée, qui conduit au mépris des activités manuelles, la place de l'ingénieur régresse vers les activités de production et d'exécution. Dans ces conditions, l'équipe de direction adopte généralement une attitude de

mépris à l'égard des chercheurs, dont elle comprend mal l'activité dans un environnement de mutation technique constante et d'un rythme effréné.

Il est vrai qu'il est difficile d'évaluer globalement la qualité des travaux de chercheurs travaillant dans des domaines aussi divers que ceux qui couvrent l'informatique et dont les résultats ne sont mesurables qu'au terme de plusieurs années. Aussi la tentation est-elle grande de tomber dans l'écueil qui consiste à juger un centre de recherche essentiellement sur le respect des objectifs financiers qui lui sont imposés.

Cette solution de facilité a des conséquences aussi nombreuses que fâcheuses : — Elle privilégie, par la chasse aux aides publiques, l'adoption des thèmes de recherche en vogue parmi les administrations au détriment des axes stratégiques pour l'entreprise ; — Elle favorise les travaux à

faible coût et investissement, tels que ceux relatifs au logiciel, au détriment de la technologie dont pourtant la nécessité est impérieuse ;

— Elle instaure un malaise entre l'ensemble des chercheurs, qui acceptent mal une politique de recherche conditionnée par le financement public, la direction générale, préoccupée par des contraintes financières particulièrement aiguës dans le contexte actuel, et le directeur scientifique, qui, pris en tenaille dans la pyramide hiérarchique, est transformé en chercheur de contrats.

■ LES UNITÉS DE DÉVELOPPEMENT : Les rapports entre un centre de recherche et les unités de développement sont essentiellement conditionnés par deux facteurs que l'on passe trop souvent sous silence :

— Le remplacement progressif, au niveau des responsables, des ingénieurs par des hommes à formation financière, extension du phénomène cité plus haut qui a des conséquences d'autant plus graves que l'on se rapproche du niveau technique. Le résultat est très négatif du point de vue du

transfert de la recherche au développement, car il est plus facile à un ingénieur d'apprendre la gestion financière qu'à un financier d'appréhender la technique de l'informatique ;

— La méthode de jugement personnel des directeurs, d'abord sur la base d'objectifs financiers et, en second lieu, sur la base d'objectifs techniques. Cela, dans le contexte français, stérilise toute initiative en matière de développement. Prenons un exemple : pour améliorer un produit, deux voies se présentent au directeur du développement : adopter une innovation provenant du centre de recherche, innovation dont la faisabilité a été démontrée mais dont le coût de développement est encore difficile à préciser et qui peut donc engendrer des risques d'appréciation préjudiciables à la carrière même de ce directeur, ou encore attendre qu'un concurrent ait assumé les risques de l'opération, développé le nouveau produit et en cède la licence au moment où il en commence la commercialisation.

Dans ce dernier cas, le risque personnel est alors nul ; il est en fait reporté sur l'entreprise dont la compétitivité ne survit pas longtemps à ce régime.

#### Des maux endémiques

■ LES LABORATOIRES PUBLICS : Il existe de très nombreux rapports analysant la recherche publique dans ses rapports avec l'industrie, et je n'insisterai donc que quelques remarques.

Durant les dix dernières années, la coopération entre la recherche publique et l'industrie s'est sensiblement améliorée. Je considère que, aujourd'hui, la majorité des difficultés rencontrées dans cette coopération est due, directement ou indirectement, au démenagement relatif de la recherche publique (et de l'enseignement supérieur). Dans le domaine de l'informatique, les conséquences de ce démenagement sont de deux ordres :

— Exclusion des travaux technologiques, trop onéreux en investissements à court terme de vie. A titre d'exemple, la recherche publique en semi-conducteurs est encore à l'abandon, alors qu'elle dépend du Commissariat à l'énergie, dans sa première enfance. Quant à la recherche en matière de technologie de périphériques, elle est pratiquement inexistante alors que 70 % du coût des systèmes informatiques est imputable aux périphériques ;

— Recherche, par ces laboratoires, de financement complémentaire provenant de l'industrie, ce qui constitue un frein sensible à une collaboration pourtant souhaitée par tous les partenaires en cause.

Le seul laboratoire n'ayant pas souffert dans le passé, de moyens restreints, est le Centre national d'études des télécommunications. Malheureusement c'est aussi le seul laboratoire avec lequel l'industrie informatique n'a pu parvenir, jusqu'à un passé récent, à tisser des liens techniques et scientifiques.

■ LES ORGANISMES DE FINANCEMENT : Les propos qui suivent ne s'appliquent pas aux organismes relevant de la défense, qui poursuivent avec continuité un objectif bien précis. Les règles du jeu étant laisses, le dialogue avec ces organismes est donc dénué d'ambiguïté. Il n'en est pas de même avec leurs équivalents civils qui souffrent de maux endémiques que l'on peut, peut-être, voir s'atténuer dans un proche avenir.

Faisons ces maux, citons : — Une diversité d'organismes rattachés à des ministères différents et développant des stratégies dont la convergence scientifique et industrielle est loin d'être évidente ;

— Une absence de planification dans les sections, incompatible avec l'inertie inhérente aux laboratoires de recherche publics ;

— Un dirigisme scientifique d'autant plus efficace que les aides distribuées sont devenues nécessaires à la survie des équipes de recherche ;

— Un désintérêt profond pour les recherches à caractère technologique.

(\*) Directeur scientifique de CII-Honeywell-Bull.

# L'ACTUALITÉ MÉDICALE

## La réforme des études médicales va faire l'objet de négociations interministérielles

Le professeur Maxime Seligmann, chargé de mission auprès de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, vient de rendre publiques les propositions du groupe de travail qu'il a animé au cours du dernier trimestre de l'année 1981. Ces propositions pour la réforme des études médicales ont été remises à M. Savary et le document de travail est actuellement étudié par son cabinet.

Au ministère de la santé, la commission présidée par le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, avait rédigé en août 1981 un document exposant les grandes lignes d'un autre projet de réforme des études médicales. Un document plus élaboré est en cours de rédaction.

Les deux séries de propositions diffèrent nettement sur plusieurs points et, dans les semaines qui viennent, des négociations, sur ce sujet vont être entreprises entre les deux ministères. Les textes définitifs devraient être présentés à l'Assemblée nationale en juin prochain.

PRÈS la décision prise par les ministères de la santé et de l'éducation nationale de maintenir, pour 1983, le régime actuel de l'internat, et depuis le voyage, en septembre dernier à Bordeaux, de M. Jack Lalitte, ministre de la santé, au cours duquel les modalités de la période transitoire avaient été précisées (le Monde du 26 septembre 1981), on restait dans l'attente d'informations officielles concernant la réforme à venir des études médicales.

Dans ses remarques préliminaires, le document, rédigé par les membres de la commission Roux, critique à la fois le régime actuel des études médicales et la réforme mise en place, en 1978, par voie législative, qui devait entrer en vigueur en 1983. La commission Roux s'est essentiellement intéressée aux deuxième et troisième cycles des études médicales. Elle propose notamment un examen de classement en fin de deuxième cycle (soit après au minimum six années d'études), qui reprendrait en partie le schéma prévu par les textes d'application de la loi de 1979.

En termes de cet examen, tous les étudiants repasseraient nominalement. Charpentier et détaillé — encore que le groupe précise qu'il « enverra dans un calendrier contraignant il n'a pas pu travailler dans des conditions optimales ». — le rapport Seligmann aborde le problème de manière plus générale et se fixe des objectifs ambitieux. Rappelant et critiquant le fait qu'en France « la mémorisation par rapport au comportement », il estime, d'autre part, que l'enseignement de la médecine aujourd'hui « se résume souvent à la pathologie appliquée et à la pathologie d'urgence ». Pour remédier à cette situation, le rapport estime que la formation médicale « doit tendre à enseigner comment résoudre les problèmes, comment décider et comment apprendre ».

On retrouve également un objectif déjà souligné dans le rapport Seligmann sur l'insuffisance du système de soins français (le Monde du 26 novembre 1981) : « Remplacer une médecine d'urgence par une médecine de personne ». Suit une analyse critique de la loi de 1979 dans laquelle les auteurs (groupes de nombreuses lauréats insuffisamment valorisés) de la formation en santé publique, absence de la recherche, de la biologie, et de toute rénovation de la pédagogie des deux premiers cycles).

#### Présélection et sélection motivée

Le rapport propose ensuite la mise en place des quatre grandes filières au cours du troisième cycle (médecine générale, médecine spécialisée, médecine publique et médecine de recherche). La filière médecine spécialisée sera elle-même divisée en quatre options : médecine médicale, spécialités chirurgicales, biologie médicale et psychiatrie.

L'un des principaux chapitres concerne les modalités de passage du deuxième au troisième cycle en remplacement de l'ancien concours de l'internat des hôpitaux. Après une analyse des différents possibilités envisageables, le groupe se prononce pour un examen de classement national obligatoire avec multi-classement. Il s'agit, est-il expliqué, d'une formule qui donnerait à chaque étudiant, au moment de scores (autant de classements) qu'il y a de filières et d'options. La formule retenue des coefficients de motivation, avantageait, dans chaque filière, les étudiants les plus motivés.

L'ANGLAIS en ANGLETERRE et aux États-Unis pour 9-12 ans, 12-15 ans et 15-18 ans.

● matin : 10 heures de cours par semaine par groupes de 8 élèves maximum.  
● méthode : méthode audio-visuelle, méthode, vidéo, planétaire à vidéo.  
● solide encadrement franco-britannique.  
● sélection rigoureuse et contrôle constant des familles.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH  
21, rue Théophraste Renaudot  
75015 Paris - Tél. (1) 832-13.02

#### Concessions

Les deux séries de propositions faites par les groupes de travail des ministères de la santé et de l'éducation nationale pour la réforme des études médicales concernent le cadre général de la loi de 1979 qu'elles tendent à modifier et à aménager, quelquefois de manière différente. Si l'accord est sans ambiguïté sur la nécessité de réorganisation de la médecine générale, les avis divergent, dans d'autres domaines, sur plusieurs points. C'est notamment le cas en ce qui concerne la sélection envisagée par l'éducation nationale n'est pas souhaitée au ministère de la santé.

Au cours des prochaines semaines auront lieu plusieurs réunions interministérielles chargées d'élaborer un projet commun. Chaque partie aura-t-elle fait suffisamment de concessions ? L'arbitrage du premier ministre sera-t-il nécessaire ? Au ministère de la santé, on le montre, confiant, estimant qu'un total il y a peu de points d'opposition. On souligne aussi que, désormais, les choses doivent couler plus facilement, les textes devant être présentés en juin à l'Assemblée nationale.

J.-Y. N.

#### Halte au Vol

1 serrure à 8 points à pompe  
**LAPERCHE**  
(Fabrication Française) depuis 1788  
**GARANTI 5 ANS**  
+  
1 blindage acier 15/10°  
+  
4 goupilles d'acier anti-dégondage  
**2.350 F TTC**  
Posé et déplié compris  
PARIS-BANLIEUE

autres marques :  
**BRICARD - PICARD**  
**IZIS - RICHEL - MUEL**  
DEVIS GRATUIT

Société  
**PARIS PROTECTION**

55, av. de la Motte Picquet  
75015 PARIS

☎ 566.65.20

CREDIT GRATUIT en 4 versements

## Coopération franco-québécoise en biotechnologies

Le Ministère des relations extérieures, le Ministère de la Recherche et de la Technologie communiquent aux Universités, aux Instituts et Centres de recherche universitaires et industriels :

« Les gouvernements français et québécois ont décidé de développer largement la coopération scientifique dans le domaine prioritaire des BIOTECHNOLOGIES.

Les objectifs en sont la formation, le recyclage des chercheurs et des étudiants, ainsi que les recherches fondamentales ou de transfert susceptibles de développement industriel à moyen ou long terme. Il s'agit, notamment, de recherches dans divers domaines de la microbiologie, des bioconversions, de la conversion végétale et animale, utilisant les méthodes modernes, en particulier celles dérivées du génie génétique, des hybridomes, des techniques avancées de fermentation, etc. D'autre part, des possibilités de coopération seront explorées dans les chapitres des bio-industries suivantes : agro-alimentaire, médicament, chimie fine.

Ce programme franco-québécois, qui débute en janvier 1982, sera mis en œuvre par le Ministère des relations extérieures, l'expertise des projets étant assurée par la Mission des Biotechnologies récemment créée au sein du Ministère de la Recherche et de la Technologie. »

Pour informations complémentaires et candidatures, s'adresser au :

Ministère des relations extérieures, Direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques  
34, rue La Pérouse - 75775 PARIS CEDEX 16  
Ministère de la Recherche et de la Technologie  
Mission des Biotechnologies  
35, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS

#### LES FOURRURES MALAT

ont le fourrure qu'il vous faut.

**SOLDES**

FOURREUR FABRICANT DE CONFIANCE Service après-vente. Tél. : 878-60-67

87, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro La Fayette

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

21, rue Théophraste Renaudot

75015 Paris - Tél. (1) 832-13.02

Appels 200 455



## THÉÂTRE

« Trahisons » de Pinter, au Montparnasse

## Autour du silence

Harold Pinter est un auteur particulièrement vicieux : il peut occuper la scène pendant des heures en plaçant dans des situations d'une banalité ébouriffante des personnages au bord de l'existence, sympathiques à force d'être falots. Il n'essaye pas d'approfondir leur singularité, il s'applique au contraire à ne pas dépasser leur caractère linéaire, à les laisser dans le flou qui fabrique le mystère. Procédé simple, dont Pinter ne dissimule pas l'artifice, puisque l'intérêt de son théâtre tient à la manière dont il en utilise le moindre grain.

En ce sens, *Trahisons* est un modèle. Les personnages — le mari, la femme et l'amant qui est le meilleur ami du mari — appartiennent à la moyenne bourgeoisie éclairée. La pièce commence deux ans après la rupture et la femme annonce son prochain divorce à son ex-amant, qui discute ensuite avec le mari.

An fil de ces conversations que remuent le passé, apparaissent des séquences de trahisons — une trahison, un singulier, ce serait un bien grand mot. Il s'agit à peine de mensonges, tout juste de décalages de vérité. Ces gens ont de la morale, de l'éducation, s'aiment bien et remettent à plus tard ce qui les gêne à dire.

La pièce est une mise au point pour retours en arrière, comme quand une phrase apparemment inoffensive vérifie des soupçons qu'on a voulu étouffer, qui éclatent en sur-

face, sèchement et font mal. D'autant plus mal que soi-même on n'est pas tout blanc, mais que tout ça a été réellement étouffé, qu'on en est déshabillé et qu'on souffre de ce déshabillage qui minimise tout un pan de vie.

Chacun des trois personnages frôle la lucidité mais pas au même moment, ils se parlent écourtés, répétitivement encombrés de ces silences si difficiles à jouer pour des comédiens non britanniques. Des silences inhabités, des silences de disponibilité indispensables, car paradoxalement, ils forment la charpente de la pièce. Ils correspondent au rythme du parler anglais et seulement anglais. Dans toute autre langue, même l'américain, ils ajoutent un ton d'affectation qui dévie les personnages. Comme les acteurs sont à peu près aussi stables que sur du verglas, ils ont tendance à se contraindre, à ralentir, et le spectacle à languir.

Caroline Cellier, Sami Frey (le mari) André Dussolier (l'amant) n'offrent aucune surprise, mais sont banales avec élégance. Le décor de Pace est sobre, ingénieux. La mise en scène de Raymond Gérôme fine, précise, intelligente. Un peu plus de méchanceté dans l'humour aurait peut-être stimulé les comédiens. Pinter, après tout, n'est pas un gentil.

COLETTE GODARD

\* Montparnasse — 21 h.

## PHOTO

## Arnaud Claess à la B. N.

Une question doit se poser au photographe qui a déjà montré son travail, ici et là : comment tenir, comment continuer, comment se distinguer, comment se représenter ? Le choix d'un format entre souvent en ligne de compte : qu'il soit miniature ou gigantesque, mais ostentatoire. Arnaud Claess a opté pour la miniature, dans une exposition de paysages absolument déconcertante aux presbytères.

Si l'on se penche un peu sur ses formats précédents, on repérera surtout des miniatures de paysages, de groupes, des plans d'arbres battus, et quelques scènes, indéniables dans ce genre d'exercice. Tous ces tableaux courbes, foudroyés par l'empreinte d'un œil qui suggère le théâtre de l'opéra, ou leurs alentours, une fois qu'ils ont été saisis, lors des investigations photographiques. Cette nature, en effet, crayeuse par le noir et le blanc, grouille de métamorphoses : des yeux poussent dans les bouquets, des corps bougent dans les futaies, toute une matière latente, mais tourbillonnante, comme la préparation microscopique.

HERVÉ GUIBERT

\* Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue de Louvois, 75002 Paris, jusqu'au 15 février.

## VARIÉTÉS

## Deka au New Morning

Deka défait sa musique comme une synthèse des musiques des peuples noirs. Il dit qu'il joue de l'afro-funky. En réalité, ce jeune guitariste (et chanteur) ivroïde qui est arrivé en France en 1970, qui a accompagné beaucoup de formations et qui a vécu en Allemagne plusieurs années avant de fonder son propre groupe en 1979, fait parler de ces musiques qui ne savent pas quelle ligne choisir. On y trouve de tout : du jazz, du free jazz, du blues, des rythmes antillais, du funky et, bien sûr, du reggae. Sans que ça ne défile jamais, sans que ça s'arrête non plus.

CATHERINE HUMBLLOT.

\* New Morning, le mardi 19 janvier et le 20, à 21 heures.

**VARIÉTÉS**  
**MICHELE MORGAN**  
JEAN-PIERRE BOUVIER  
ODETTE LAURE  
**CHÉRI**  
de Colette  
JEAN-LAURENT COCHET  
GEORGES WACHNITZ ROSE DELAMARE  
JEAN WEBER  
SÉANCES 20 h 15 - 21 h 15 - 22 h 15  
LOUËZ - 233 09 92

## Contes de toujours, d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Pour ce faire, Demarcy n'emploie pas une technologie de pointe. Au contraire. Il « fait donner » un toucher, un magnétisme, éternels. Il est le petit dernier de la grande famille des sorciers, magiciens et enchanteurs. Avec lui, nous découvrons des choses, parce qu'il met les pieds dans le plat avec des sandales étoilées. Les paroles dites par les acteurs de l'étranger dans la maison sont bien du français 1982, mais la substance spirituelle de ces paroles, la nature de leur énergie, sont anciennes, universelles, comme le chaud et le froid, le feu de bois et l'eau de mer, ou le sang et la fièvre, ou la folie qui prend la tête, ou la douceur calmante des barbeaux, ou les yeux ronds aussi et les sauts de carpe de celui qui fait l'imbécile pour casser la glace : les paroles à jouer écrites par Demarcy, si neuves soient-elles, si ajustées à des jours qui sont là, sont des filles des contes de toujours, paroles-fées, paroles chansons ou chants des morts. Il existe un fil d'argent, trassé peut-être en rayons de lune, qui traverse les écrits des temps, les dieux, les ogres, les poucets, les Aladins et les trois petits enfants qui s'en vont glaner aux champs, et plus d'une fois dans l'histoire de cette terre-ci il est arrivé que ces colporteurs de chansons aient mis le doigt sur une plaie vitale.

Troisièmement, Richard Demarcy est un magicien d'images. Une scène de théâtre, et d'ailleurs n'importe quel coin de grange où il fait, un soir, du théâtre, c'est toujours, dans les doigts de Richard Demarcy, une île de lumière où des gosses en loques déterreraient un trésor. Et là, je ne crois à aucune analyse possible. Il s'agit d'un don qui ne s'explique pas.

## Trois enfants sur un lit-raideau

Cet ancien hangar d'usine du Théâtre de la Tempête, combien de fois y sommes-nous venus voir de belles choses, dans d'excellents décors. Mais Demarcy arrive, et c'est méconnaissable, et ce n'est pourtant qu'une bûche, une hache, une couverture rouge, un oreiller blanc, une boule de pain, une grosse armoire, mais il y a des stores habillés, traversés, d'habitudes fort généreux, qui ont ce don de manipuler les choses comme ils manipulent les paroles, ils savent les amis des choses, leurs complications, ils savent qu'on peut inviter ensemble pour que ça chauffe, pour que ça s'aime et que ça cause, et ils savent comment poser le pain à côté du rouge et la canne près de la porte, et mettre tout ce monde à l'aise.

Et le voilà le théâtre, quand dans une respiration et une émotion curieuses, la vie commune et les flammes de bougies, les draps froissés et les paroles, la méchan-

ceté sans savoir et le claquement d'une porte, les cordes de la guitare et les permis de séjour, les comédiens là sur la scène et les fusillades plus loin ailleurs, ou quand tout cela, sous la vue et par le toucher d'un animateur timide, anxieux, se murie, s'enfonce, s'illumine et devient un événement réel, grave, qui fait comprendre, alors que tout ici est invention, imagination, presque extravagance et folie.

L'étranger dans la maison, ou le conte de Zerbé Larbi de Berbère, poursuivi par la police, qui se réfugie dans une maison de Paris où trois enfants violent à la rame sur leur lit-raideau juste le jour où le roi de France s'invité chez eux à dîner avec sa cuisinière elles Gorilla elles M<sup>me</sup> Marguerite et la grande bataille qui s'ensuit, cette féroce-compréhension-mystère-chanson-tragi-comédie pose une fois de plus la question du rire.

Le rire est sans cesse présent dans cette soirée, devant cette œuvre qui, par la poésie la plus forte et la plus réfléchie, dévoile des aspects, des profils, de phénomènes comme le racisme, la violence de l'Etat, la liberté de penser et d'agir. Demarcy prouve que certaines limites ne peuvent être ôtées, et tout simplement que certaines vérités premières ne peuvent enfin être dites, que si le feu rose intervient comme une étincelle d'illumination, comme un cri de libération, et cela même lorsque, comme chez Demarcy, la poésie inouïe des paroles et des images saisit la conscience d'une brûlante émotion, et que cette émotion continue pendant que le rire éclate.

La mise en scène a été faite par Richard Demarcy et sa femme, Teresa Motta (ils font un peu tout à eux deux). Les lumières sont de Pierre Royal. Les acteurs, Alain Aithard, Said Amadis, Gillette Barbier, Jean-Claude Brody, Etienne Marast, Teresa Motta, Jean Obé, Bernard Spiegel, sont merveilleux.

Après un conte de mille et une nuits, la Grotte d'Al (1974), et un cycle de quatre pièces liées à la révolution portugaise (1975-1978), Richard Demarcy avait cessé d'inventer entièrement son théâtre, pour adapter deux œuvres de Lewis Carroll et de Werner Herzog, qui ont été d'admirables spectacles. L'étranger dans la maison prouve que Demarcy est un créateur dramatique entier et que son théâtre n'est jamais plus grand, plus beau que lorsqu'il

■ Pour les Césars 1982 (équivalents des Oscars américains) qui seront décernés le samedi 27 février Salle Pleyel, quatre films ont été pré-sélectionnés par un jury composé de membres de l'Académie des arts et des techniques du cinéma : *Coup de torchon*, de Bertrand Tavernier, *Garde à vue*, de Claude Miller, *la Guerre du feu*, de Jean-Jacques Annaud et *les Us et les Autres*, de Claude Lelouch.

## Pasolini au Havre et à Lyon

## L'EXILÉ

Sur le sable blanc de la plage d'Osse, un homme est étendu. Il semble dormir, il est mort, c'est Pasolini. La femme enveloppée de voiles qui glisse autour de lui module une étrange litanie représentative sa mère. Elle sera le lien du spectacle que Jean-Louis Martinelli consacre au cinéaste, au mystère de sa vie, non à celui de sa mort, aux tourments d'un génie qui obsède et rend coupable l'image idéalisée d'un frère tué au cours d'une opération de guérilla, en Yougoslavie.

Le décor mêle les éléments du cinéma et du théâtre drapés de velours rouge, ruines de carton, grilles, herbes, projections, travelling et un écran. Dans ce paysage, dans cette boîte à images mouvantes qui raconte un amour immense de la beauté, un pur amour du théâtre, sont joués quelques épisodes de la vie d'un exilé pour cause de lucidité à l'égard d'une société qui refuse les contradictions trop voyantes — « scandaleuses » même — dans ses couches les plus marginales.

Pasolini, que le crime ait été politique ou crapuleux, a été éliminé par ces « ragazzi » qui le

fascinaient tant pour leur apparente liberté animale, exilé par l'Université, le parti communiste, selon Jean-Louis Martinelli, qui ne traite pas directement les questions du cinéma. C'est seulement dans la seconde partie que l'on voit un tournage, celui d'un scénario sur saint Paul, que Pasolini n'a pas eu le temps de réaliser.

Ce n'est pas la partie la plus claire. Martinelli n'évite pas les difficultés habituelles à ce type de spectacle fait de collage : ce qui paraît d'une évidence logique aux auteurs imprégnés d'une documentation complète ne l'est pas forcément pour tous. D'autre part, le souci de ne pas « récupérer » le poète assassiné freine les élans subjectifs, enferme les comédiens dans un ton de récitant.

Le spectacle vaut pour ce qu'il fait voir, ressentir. Créé en coproduction à la maison de la culture du Havre, il est repris à Lyon puis en tournée et peut encore trouver son équilibre.

C. G.

\* Théâtre de l'Ouest lyonnais, du 20 au 30 janvier.

## DANSE

Hommage à Diaghilev au T.M.P.

## Le mirage des Ballets russes

Les Ballets russes de Diaghilev sont proches de nous grâce à la mode rétro. Ils sont l'écho d'une société à la veille de la guerre mondiale dont Nijinsky, au bord de la démente, mimait les ravages lors d'un pathétique régal en Suisse en 1918. Son passage météorique dans le monde de la danse l'a fait entrer de son vivant dans la légende, si bien que peu d'artistes osent prétendre rivaliser avec son ombre et reprendre ses ballets.

Invité par Jean-Albert Cartier, à la fois directeur du Théâtre musical de Paris (T.M.P.) et du ballet de Nancy, Rudolf Nouriev interprète trois ballets immortalisés par Nijinsky sur cette même scène du Châtelet où le public en eut la révélation en 1909. Ce qu'il a perdu en force et en élévation, Nouriev le compense par une ligne souple et nerveuse et des attitudes félines qui surprennent. Est-ce parce que le spectacle de la rose est lié à l'image d'un Nijinsky bondissant dans l'espace au risque de s'éclater le cou ? Le voici qui s'épouse lui aussi dans des sauts meurtriers le menant au bord de l'asphyxie. Alors qu'on attendait l'incarnation maîtrisée d'un rêve d'adolescent, Nouriev joue volublement des poignets et s'accroche à sa partenaire Dominique Khalfouni comme un nœud à une algue. C'est inattendu et plutôt pathétique.

Son interprétation de l'Après-midi d'un faune, plastiquement très belle, n'est pas une danse harmonieuse liée, mais une suite d'attitudes, qui se juxtaposent à la manière saccadée des images d'un film muet. Elle ne tient nullement compte de la musique expressionniste de Debussy suggérant l'éveil sensuel de l'adolescent. Nouriev a tenu d'ailleurs à se démarquer de Nijinsky : « Son style très personnel avec une touche d'af-fectation soviétique ne me sérait pas », dit-il (1).

Petrouchka lui convient mieux. Il y est attaché parce qu'il vit le rôle, parce qu'à tout moment il exprime par le mouvement la souffrance de la manœuvre traversée par des sentiments humains. Le visage à peine maquillé, il dépeint toutes les nuances suggérées par la partition de Stravinski. Dominique Khalfouni, poupée souple et frêle, est vivement à souhait, mais Rudy Bryans fausse le trio en escamotant le caractère cynique et cruel du Meure.

Deux ballets datant des années folles sont également à l'affiche : le *Boutique fantasque* (Messine) et les *Biches* (Nijinsky). Ils sont dansés par la troupe du ballet théâtre de Nancy, vouée à la rétrospective des œuvres de Diaghilev, mais encore trop verte malgré des talents pleins de promesses comme Jessica Funt ou Adeline Charpentier, pour assumer un tel fardeau.

On s'interroge alors sur le léger sentiment de désenchantement qu'apporte le spectacle. La faute en revient peut-être au mirage des Ballets russes, entretenu par les récits éblouissants de l'époque, les photos, les maquettes, source de regrets et de nostalgie. Leur souvenir est là, palpable dans les magnifiques décors et costumes de Basil Benois, Derain, Marie Laurencin, mais la fibre de la création n'y est plus. Si toute une génération s'est passionnée pour le Spectre, les Biches et tant d'autres ballets, c'est que chacun de ces ouvrages, conçu par les meilleurs artistes, interprété par les meilleurs danseurs du moment, suscitait à chaque fois la surprise, le scandale, l'événement.

MARCELLE MICHEL

\* Théâtre musical de Paris.  
(1) La revue *Avant-scène-ballet* publie un numéro spécial sur l'Après-midi d'un faune, qui réunit des analyses du poème, de la partition et de la chorégraphie, ainsi que de nombreux commentaires et témoignages.

## CINÉMA

« L'Amour des femmes », de Michel Soutter

## Un voyage à Bâle

Michel Soutter dit que, si un cinéaste est dans le doute, « il n'y a pas de raison que le spectateur ne le rassure pas aussi, plutôt que de proposer une illusion sur laquelle tout le monde serait d'accord », et il a raison. Il dit aussi éprouver « un grand désarroi devant le cinéma de maintenant », qui n'est pas « exemplaire », où « il n'y a personne pour faire une percée, être un point de repère, aider, donner envie de suivre ».

Soutter conçoit « un tassement, un vieillissement, une absence de pari et la recherche de la sécurité à tout prix, alors qu'au théâtre, aussi bien chez le spectateur que sur scène, il y a une invention, une audace ». Tout cela, ce doute, c'est *L'Amour des femmes*. Heureux au théâtre (1), Michel Soutter a fait un film malheureux.

Les trois hommes de ce film, à qui l'on va tenir compagnie sans forcément éprouver de la sympathie à leur égard, sont Bruno (Jean-Marc Bory), architecte, Paul (Jean-Pierre Malo), son assistant, et Philippe (Pierre Clément), journaliste. Bruno et Philippe ont quarante ans, ils ont une femme dans leur vie, ils sont dans la vie d'une femme, mais il n'y a pas d'échange, seulement beaucoup de paroles solennelles (jusque dans leur trivialité, parfois) et une existence en porte à faux. Paul, plus jeune, attrape l'amour au passage, il est encore disponible, il ne tourne pas encore en rond, il n'est pas encore tourné par l'idée du couple.

Michel Soutter n'a pas assigné de but à ces personnes ; il ne s'agit donc pas de savoir, comme dans

tout film ou roman classique, s'ils parviennent ou non à leurs fins. On les regarde se débattre, on les écoute de près, ils sont plutôt narcissiques, sans charme.

Le charme arrive avec un voyage dont Soutter, quand il en parle, décrit avec humour les limites : ce ne sont que 300 kilomètres, la Suisse, le football, résume-t-il. Mais c'est tout de même une aventure, ces 300 kilomètres en voiture pour aller de Genève à Bâle, rapporter son imperméable à un vieil ami retrouvé par hasard, saoul, dans un bar. L'ami, Manfred (Heinz Bennet), est ancien professeur, libraire, etc., arbitre.

Cet individu-là, auprès duquel les autres se rendent pour voir, pour vérifier une histoire d'amour pour qui n'existe pas, appartient aux précédents films de Michel Soutter. Avec lui, surgissent une folie, des surprises ; avant lui, il y en avait peu. Le voyage lui-même provoque la rencontre la plus mystérieuse : celle de Paul et de Zoé (Aurore Clément), servante dans un hôtel au bord de l'autoroute. Aurore Clément irradiée de beauté, de poésie vaillante et drôle, elle a un pouvoir que les femmes du film, sinon, ne possèdent pas. On ne comprend pas très bien, à ce propos, quel rôle ont pu jouer celles que Michel Soutter, dans le générique du film, appelle ses « interlocutrices » : Anne-Marie Miéville et Madeleine Chapsal.

Avec ces éléments, qui ne forment pas une histoire ni le contraire d'une histoire, on sent que *L'Amour des femmes* est dans l'œuvre de Michel Soutter comme ce voyage aller-retour à Bâle d'où il ressort essentiellement qu'il fallait le faire. Comme si à ce moment de sa vie de cinéaste, il avait eu envie de rendre visite aux personnages désincarnés d'un cinéma qui n'a plus cours, de même que Manfred, un peu perrin, a perdu la magie dont Bruno et Philippe se souvenaient. *L'Amour des femmes* contient cette transition, est cette transition, dans une filmographie ; il est aussi fidèle par sa forme et son contenu au « désarroi » du cinéma lui-même.

CLAIRE DEVARRIEUX.

\* Voir les films nouveaux.

(1) *L'Echange*, de Paul Claudel (le Monde du 21 octobre).

« Le Prince de New-York » de Sidney Lumet

## Héros, lâche et martyr

On ne peut s'empêcher de songer, tout au long de cette médiocre reconstitution d'un cas de corruption dans la police new-yorkaise, au film cinglant qu'aurait pu nous offrir sur le même sujet un Pasolini, avec son goût naturel de la provocation. C'est bien à un hommage en règle du film-roi que nous convie Sidney Lumet et son scénariste Jay Presson Allen : à un simulacre de « cinéma-vérité » qui ne s'approche de la vérité que pour mieux la bafouer et la noyer dans un brouillard d'arguties.

Un jeune inspecteur de la brigade des stupéfiants est un jour détaché au service spécial de renseignements, qui a carte blanche pour pénétrer le milieu. Il découvre un monde sans frontières nettement tracées, et, dévoré lui-même par la production — il passe en jugement à son tour — il ne survit aux excursions portées contre lui qu'en déjouant ses pairs. New-York sert de toile de fond à ce drame de la mauvaise conscience, un New-York rongé par une forme de gangrène macabre, l'hygiène ou néo-latinisme. Un New-York de fin de civilisation.

Sidney Lumet, s'il révèle une fois de plus son talent de polygraphe, capable de passer sans effort d'Eugène O'Neill à Agatha Christie puis au *Prince de New-York*, perd vite toute perspective ; il n'exalte le brave petit policier victime des circonstances que pour mieux refuser de s'engager davantage dans ce labyrinthe dostoïevskien. Il ne joue si amoureusement de la dialectique que pour tromper plus subtilement le public, éluder la question fondamentale : comment faire face à la délation permanente, surmonter le fil en nous ?

LOUIS MARCORELLES.

\* Voir les films nouveaux.

TH. MARIE-STUART 508-17-80

## L'île des chèvres

UGO BETTI  
MAURICE CLAVEL  
20 H 30











# RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 19 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Formule 1 + 1.  
 21 h 40 Série : La nouvelle maille des Indes.  
 Réalisation de Christian-Jaque.  
 22 h 40 Regards entrecroisés : Saint-Savin, par Mérimée.  
 23 h 20 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Sud.  
 D'après le roman d'Y. Berger.  
 21 h 55 Magazine : Cinéma cinémas.  
 22 h 55 Histoire courtes.  
 23 h 15 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 30 La dernière chance.  
 21 h 30 Les visiteurs du jour.  
 22 h 30 Les visiteurs du jour.  
 23 h 30 Les visiteurs du jour.

monopère des cinémas de quartier de l'époque, avec ses danses, ses bandes sonores, ses pubs, etc.  
 20 h 35 Premier film : le Corsaire rouge.  
 21 h 40 Série : Les amoureux des années grises.  
 22 h 40 Série : Les amoureux des années grises.  
 23 h 20 Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h 35 Dialogues : Étant-providence et société solitaire, avec P. Rosenthal et H. de Jouvenel.  
 21 h 15 Musique de notre temps : O. Reizak d'Alban.  
 22 h 30 Nuits magiques : Risques de turbulence.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Concert (donné à l'École normale de musique de Paris, le 8 octobre 1981) : « Spazio et 2 pour violoncelle et piano », « Sept chansons sur des vers de Clément Marot », « Quatuor à cordes », « Le Silence des musiciens », sur des vers de Fernand Grégh, d'Enesco, par le Quatuor Enesco et D. Fedorov, violoncelle, S. Fedorov, piano, J. Pise, baryton, E. Rioc, piano.  
 21 h 30 La nuit sur France-Musique : Œuvres de Schubert, Tchaïkovski ; 23 h 30, Le jazz-club, le trio du pianiste R. Ungerer.

Mercredi 20 janvier

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Jeu : Réponse à tout.  
 13 h 30 Les visiteurs du jour.  
 14 h 40 Un métier pour demain : La scénariste industrielle.  
 15 h 55 Les visiteurs du jour.  
 16 h 55 Les visiteurs du jour.  
 17 h 55 Les visiteurs du jour.  
 18 h 55 Les visiteurs du jour.  
 19 h 55 Les visiteurs du jour.

19 h 53 Tirage de la Loterie nationale.  
 20 h 35 Tirage du Loto.  
 21 h 35 Les visiteurs du jour.  
 22 h 35 Les visiteurs du jour.  
 23 h 35 Les visiteurs du jour.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
 12 h 5 Passes donc me voir.  
 12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.  
 13 h 35 Émissions régionales.  
 14 h 45 Série : Les amoureux des années grises.  
 15 h 55 Les amoureux des années grises.  
 16 h 55 Les amoureux des années grises.  
 17 h 55 Les amoureux des années grises.  
 18 h 55 Les amoureux des années grises.  
 19 h 55 Les amoureux des années grises.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes.  
 19 h 55 Tribune libre.  
 20 h 30 Pour les jeunes.  
 21 h 30 Pour les jeunes.  
 22 h 30 Pour les jeunes.

## FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : La communication sociale : l'adoption.  
 8 h, Les chemins de la connaissance : Paul Diel et l'éducation (une société inadaptée) ; à 8 h 32, La vie de la pierre : l'entre et le venin.

## A VOIR

Le visage  
des radios libres

La fantastique émergence des radios libres et la déferlante des radios libres s'inscrivent dans la mouvance du « changement » et l'apogée du dernier printemps. Mais le public a-t-il pris conscience de l'ampleur de ce phénomène, totalement imprévisible il y a un an ? La radio libre a traversé tout le pays et la « nouvelle » télévision ne pouvait l'ignorer.  
 Antenne 2 entreprend cette semaine, dans son Journal de 23 h 15, de raconter les radios libres, montrant ainsi que la télévision du service public a peut-être bien changé d'aspect. Il ne s'agit pas de conter leur histoire, mais d'éclairer par quelques flashs successifs, la vie de ces nouvelles radios plus enthousiastes les unes que les autres, de mettre un visage sur les voix pirates de la bande FM.  
 Même si la première enquête sur le thème de : « Comment monter une radio » est un peu décevante et peu critique sur les pratiques des véritables d'émulateurs qui se partagent depuis huit mois un marché en or, les autres reportages de Jean-Louis Saporetti sont bien construits, informatifs et ne manquent pas d'humour. Ainsi, le mardi 19 janvier, on passe de Radio-Soleil (au succès considérable dans les milieux essentiellement maghrébins, à Radio-Tom (Magasin intellectuel solitaire), en passant par Fréquence-Gay, où quelques jolis garçons lancent au micro des salutations aimables « à tous les péchés » de Paris. Mercredi, ce sera le tour des radios provinciales avec l'exemple de Troyes et, jeudi, celui de R.F.M., qui, en l'espace de deux mois, a créé un véritable réseau de radios et de journaux aujourd'hui tous les brouillards.  
 Le dossier est tonique, sympathique, bien mené, même si l'on regrette que les problèmes de fond n'aient été que très partiellement évoqués : la loi votée en septembre est-elle vraiment applicable à long terme ? Quelles sont des à présent les propositions du gouvernement sur le financement des radios ? Sans doute, le débat qui suit les émissions de reportages permettra-t-il de les aborder. On se réjouit, en tout cas, de voir la question traitée sur le petit écran.

ANNICK COJEAN.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 20 JANVIER  
 — M. Michel d'Ornano, député du Calvados (U.D.F.), participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

● PRÉCISION. — Dans l'information sur la cessation de la radio périphérique Radio Midi (le Monde du 19 janvier), précisons que cette radio fonctionnait « avec un budget d'environ 300 000 F. par mois ».

23 h 50, Récher au hasard.  
 24 h 7, La matière des sciences et des techniques : An colloque de Chamarande 1981 (communication, informatique dans la technique) ; La pompe à chaleur ; L'imprimerie ; Le scanner à l'hôpital.  
 25 h 45, Le livre ouvert sur la vie : « Le complet ordinaire », avec C. Grenier.  
 26 h 2, Remède avec le ballet : L'éclatement du ballet au vingtième siècle (et à 17 h 32, Les Ballets russes).  
 27 h 5, Agnès : L'œuvre de marquerie, avec L. Anz.  
 28 h 45, Passerelle : Les dix ans de Festival d'Avoriaz.  
 29 h 38, Les tournées du royaume de la musique.  
 30 h, Sess et A. Saint-Lazare.  
 31 h 5, Un livre, des voix : « Connaissances-Musique », de D. Boulanger.  
 32 h 47, L'école des parents et des éducateurs : La grande fatigue des enfants.  
 33 h 2, Le monde change : Changements sociaux et nouvelles techniques.  
 34 h 45, Archimède : Astronomie et robot.  
 35 h 45, Contact.  
 36 h, Rome libre : « L'esprit Tango », de C. Hudelot.  
 37 h 30, Feuilleton : Le hasard sur le toit, d'après J. Giono.  
 38 h 25, Jazz à l'antenne.  
 39 h 30, La science en marche : Le seigneur aux anneaux, avec P. Kohler.  
 40 h, La musique et les hommes : Musique antérieure au début du vingtième siècle.  
 41 h 30, Nuits magiques : Risques de turbulence.

## FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pictorales et légères.  
 6 h 30, Musiques du matin : Œuvres de Grandos, Montes, Sinetani, Jancsek, Chostakovitch.  
 8 h 7, Quotidien-Musique.  
 9 h 2, Le matin des musiciens : Les symphonies non vocales de Mahler.  
 12 h, L'opéra de musique.  
 12 h 35, Jazz : La chanson de Louis Armstrong.  
 13 h, James scott (en direct du Studio 109) : Musique ancienne par le groupe de Maurice.  
 14 h 10, Katedrales, œuvres de Dutilleul, Tchaïkovski ; 14 h 45, le ballet du jour ; 14 h 50, dossier instrumental ; 15 h 10, les éphémérides de la musique ; 15 h 50, le jeu et la bricole ; 16 h, la petite histoire ; 17 h 40, violoncelle, violon de gambe : œuvres de Couperin, Bach, Telemann ; 16 h 25, dossier instrumental ; œuvres de Schubert, Villa-Lobos.  
 17 h 2, Le jeu des violons : Œuvres de Prokofiev, Ravel.  
 18 h 30, Studio-concert (en direct du Studio 116) : Œuvres de Beethoven, Stravinski et Fauré, par le Quatuor Via Nova.  
 19 h 35, Jazz. On jure.  
 20 h, Les chants de la terre : Musiques traditionnelles.  
 20 h 30, Concert (donné au Grand Théâtre de Genève le 21 mai 1981) : Boris Godounov, de Moussorgski, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. V. Alkanovitch ; les chœurs de Grand Théâtre, chef des chœurs P.-A. Galland, et les chœurs d'enfants, chef des chœurs B. Petroff, M. Salminen (Boris Godounov), W. Ochman (Grigor).  
 23 h 15, La nuit sur France-Musique, Œuvres de Rimski-Korsakov, Stravinski, Liszt.

## LETTRES

### L'écrivain soviétique Varlam Chalamov est décédé

L'écrivain soviétique Varlam Chalamov, auteur des *Récits de Kolyma*, sur les camps de concentration sous Staline, est mort dimanche 17 janvier à Moscou, dans un asile de vieillards où il vivait depuis plusieurs années. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Il y a des vies qui ne devraient jamais avoir été vécues... Des vies qui ne furent qu'une suite de malheurs, d'injustices et de souffrances ; l'expérience sur terre de l'enfer. Un enfer dont on ne sort jamais, même après avoir été libéré, « réhabilité ». Varlam Chalamov a eu une de ces vies.

Né le 18 juin 1907 à Vologda, Varlam Tikhonovitch Chalamov aura passé vingt-deux ans dans des camps — dont dix-sept à Kolyma — avant de mourir à l'asile, seul et malade.  
 Arrêté la première fois en 1929, alors qu'il était étudiant, il avait purgé une peine de cinq ans aux îles Solovetski ; accusé d'« agitation antisoviétique trotskiste » en 1937, condamné une seconde fois, envoyé en Sibirie orientale dans les mines d'or de Kolyma, il en sera libéré en 1953, l'année de la mort de Staline. Ayant survécu, ce qui était un exploit, il revient à Moscou en 1957 après sa réhabilitation ; mais c'est un homme brisé.  
 L'Encyclopédie littéraire soviétique, qui signale que Chalamov avait été « frappé illégalement par la répression », le cite comme poète, mais passe sous silence l'œuvre de sa vie, ces *Récits de Kolyma*, une certaine de textes, qui, au-delà de l'horreur, au-delà du constat froid, révèlent un grand écrivain, le plus grand écrivain des camps avec Soljénitsyne. Son témoignage est capital. Il n'attend ni compréhension, ni indignation, ni secours ; il ne plaide pour personne et n'a pas d'illusions sur l'utilité de ce qu'il écrit : il rend compte du camp. « En cela réside la supériorité particulière de Chalamov sur les autres écrivains, romans, qui André Sinavevski dans sa préface à l'édition complète de *Kolyma*. Il écrit comme s'il était mort ».

Refusé par toutes les maisons d'édition soviétiques, diffusé clandestinement par *samizdat*, les *Récits de Kolyma* avaient paru sous une forme abrégée en 1969 chez Denoël, grâce à Maurice Nadeau, puis chez Gallimard. Une édition complète en trois tomes — traduite par Catherine Fournier — est en cours aux éditions Maspéro (deux tomes sont déjà parus).

En 1981, le Prix de la Liberté, parrainé par le Pen Club français, a été attribué à Chalamov. Mais l'a-t-il su ?

NICOLE ZAND.

### Exilé depuis quarante ans

### L'ÉCRIVAIN ESPAGNOL RAMON SENDER EST MORT

L'écrivain espagnol Ramon Sender, considéré comme l'un des « grands » du roman espagnol contemporain, est mort samedi 16 janvier, près de San-Diego, en Californie. Il vivait en exil volontaire depuis la guerre civile espagnole. Il était âgé de quatre-vingts ans.

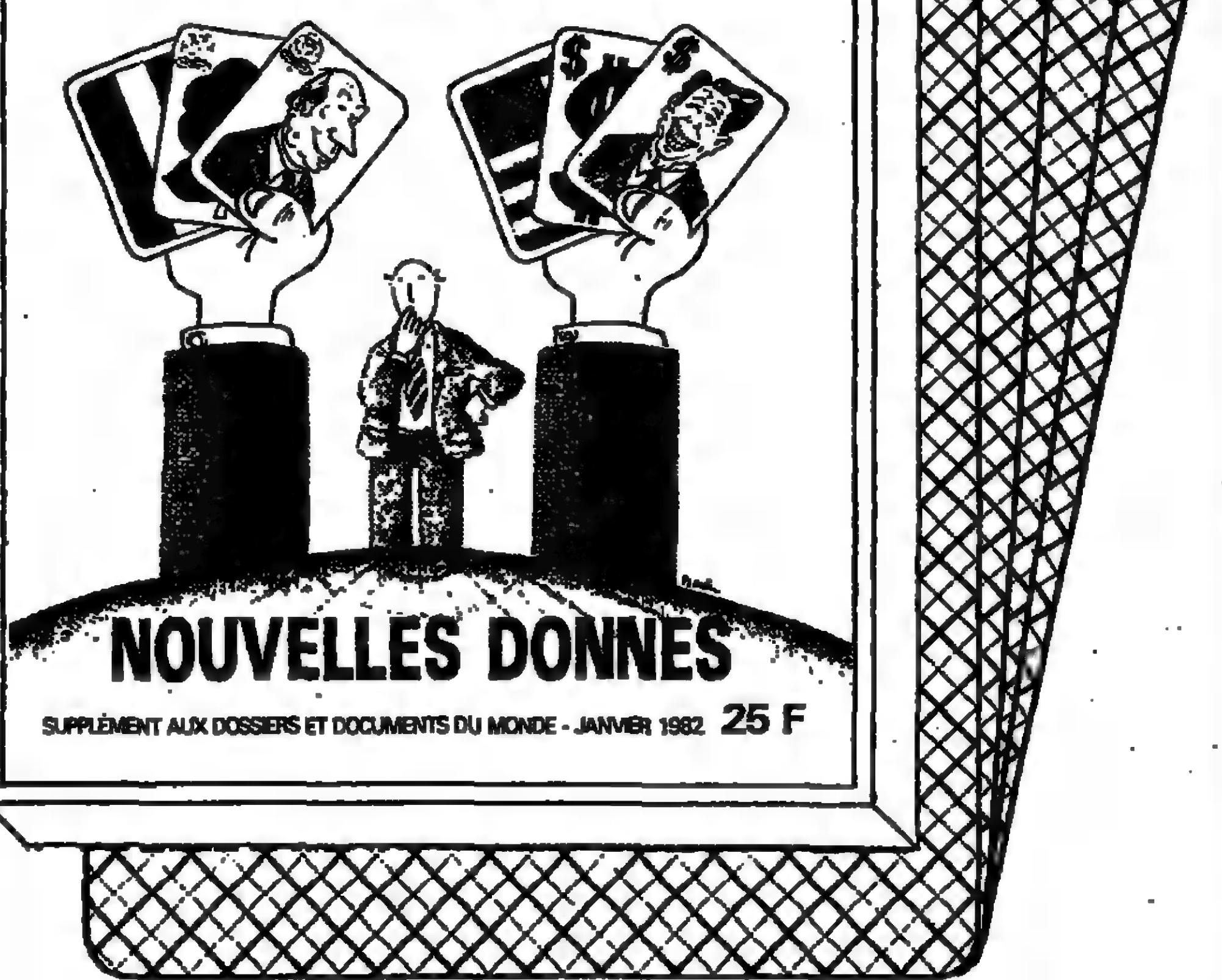
[Né en 1902, à Alcoales-de-Cinca, en Aragon. Dès ses premières œuvres, notamment *Cronica del Alba* (« Chronique de l'aube ») dans les années 30, Ramon Sender fut reconnu comme un écrivain de très haute valeur non seulement dans son pays, mais en France, en Angleterre, aux États-Unis. Il participa à la guerre civile comme officier dans l'armée républicaine. Après la victoire de Franco, il fut d'abord interné en France, puis il gagna le Mexique avant de se fixer, en 1942, aux États-Unis, où il vivait depuis lors. Il avait enseigné jusqu'en 1973 la littérature espagnole à l'Université de Californie du Sud, à Albuquerque et à Los Angeles.]

Exilé de son pays depuis plus de quarante ans, mais aussi exilé de la littérature vivante, Sender, cependant, avait commencé à être réédité en Espagne à partir de 1963 et, en 1967, avait reçu le prix Ciudad de Barcelone pour la publication de *Cronica del Alba*, première reconnaissance accordée à l'émigré à la conquête de son pays. Quatre ans plus tard, on lui décernait, toujours dans la capitale catalane, le prix Planeta. Venaient de notre Goncourt. Depuis la mort de Franco, on édite toute son œuvre. Un de ses derniers ouvrages avait été consacré à Lope de Aguirre.

Il avait été traduit en France pour une faible part de son œuvre : *Contre-attaque en Espagne* (Éditions sociales internationales, 1938), *Noces rouges* (Seghers, 1947), *Le Roi et le Reine* (Séuil, 1955), *Le Bourreau affable* (Robert Laffont, 1970), *la Sphère* (Robert Laffont, 1972), *Requiem pour un paysan espagnol* (Fédorop, 1976), *M. Wit* chez les cantonniers (Fédorop, 1979).]

## UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL DE 184 PAGES

### Le Monde BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1981



### NOUVELLES DONNÉES

SUPPLÉMENT AUX DOSSIERS ET DOCUMENTS DU MONDE - JANVIER 1982 25 F

UN AN DE GOUVERNEMENT DE M. REAGAN, SIX MOIS DE POUVOIR DE LA GAUCHE EN FRANCE, DEUX PROGRAMMES OPPOSÉS. LE MONDE EN ANALYSE LES CONTENUS ET LES PREMIERS EFFETS. LE POINT SUR LA SITUATION DANS 137 PAYS. DES TABLEAUX - DES GRAPHIQUES.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 25 F

## Premiers tricots



RIVAL OFF C.E.L.

SCROISÉS

11.5.67.9

OF  
ET

ADJU

Je suis en 1982



## MODE

### Premiers tricot

Stôt après les soldes, les tricot apparaissent dans les vitrines de magasin; souples et structurés, en matières naturelles dans une gamme importante de coloris.

Ainsi chez Rodier, trois silhouettes consacrent les thèmes vestimentaires de la saison : une ligne sportive, inspirée des pulls marins ou des chemises de tenns. Pour la ville et le bureau, les tailleurs sont irréprouvés, à jupes ou à pantalons, à moins qu'on ne préfère les modèles de tricot fluides. Enfin, le style paysan contraste les hauteurs en jacquard ou à dessins fantaisies avec de grandes jupes à fronces.

Matière de base, le tricot est un mélange de laine et de fibre acrylique à l'aspect moelleux. Il existe dans les trois groupes en dégradés de beige, de gris ou de blanc. Et puis il y a des tons d'eau atténués en vert, bleu ou jaune voilé. Les tenues de vacances se parent de coloris cléments de drapeaux, mêlant sou-

vent le rouge orangé, le vert bilard et fuchsia, qui existent aussi en uni, comme le jeune soleil ou le turquoise des mers du Sud.

Pour les tricot d'été, le tricot se complète d'un crêpe de même composition. La finale, pure laine fait partie de la panoplie tenns. La gabardine de laine, enfin, se taille en pantalons et blazers. En effet, la gamme Rodier réussit aussi bien en mailles qu'en "tissus" chafins et trame, toujours conçus en cordons.

La collection comprend, en outre, d'innombrables tee-shirts, rayés ou imprimés de motifs courants, souvent étirés en robes dans les cotons, les jerseys acryliques ou les soies.

N. MONT-SERVAN.



Rodier : ensemble de chemise style tenns rayé de deux couleurs sur fond à carreaux et robe en laine et acrylique. Le jeu de l'équilibre de la robe 360 F et 500 F environ, dans les deux cas, tricoté dans la laine de la marque à travers la France.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 18 et 19 janvier :

### DES DÉCRETS

● Relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie.

● Déclarant d'utilité publique l'acquisition par l'Etat de terrains archéologiques sis à Ploüvenet dans le Finistère.

● Relatif au plafond limite de classement pour certains vins d'appellation contrôlée.

### DES ARRÊTÉS

● Fixant la limite dans laquelle est autorisé le remboursement de la rémunération demandée par la caution en cas de constitution de garan-

ties consécutives à une réclamation contentieuse.

● Relatif à la suspension de l'importation d'huiles et de dérivés préparés à l'huile originale d'Espagne.

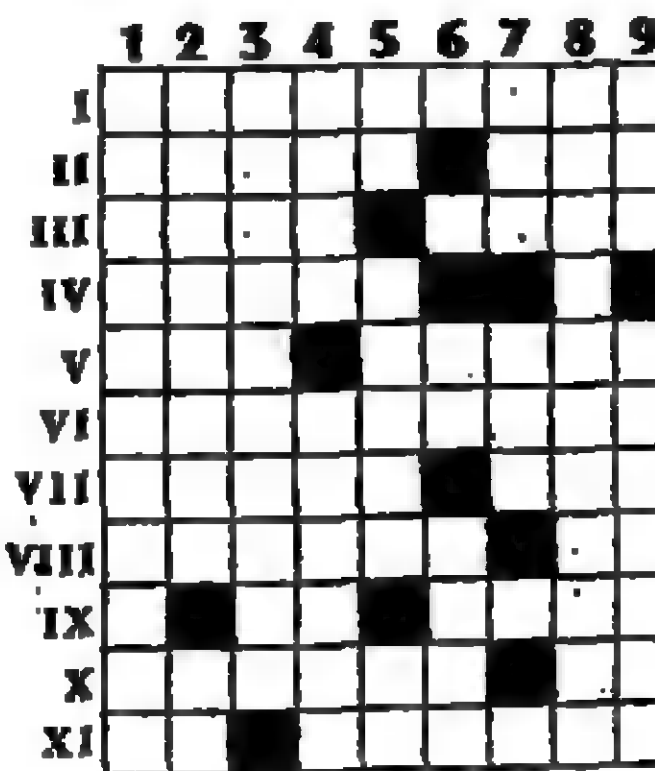
## TRANSPORTS

### TRAFFIC RÉTABLI SUR LA LIGNE C DU R.E.R.

La section intra-muros Paris-Austerlitz-Invalides-Boulevard-Victor de la ligne C du R.E.R. (Étampes et Dourdan, Versailles rive gauche et Saint-Quentin-en-Yvelines) sera rétabli mardi 19 janvier, à 5 heures du matin.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3107



### HORIZONTALEMENT

I. La plus hardie est rarement arêtée par des gendarmes. - II. S'écarter quand le ciel s'assombrir. Brume ou bari. - III. Domestique très cher. Comme un magot, mais pas comme un « trésor ». - IV. Suivre. - V. Élément d'une protection. Le poisson convient à son entrée. - VI. Incite ceux qui ne peuvent pas se voir à se donner des coups. VII. Est écartée du bar dans un restaurant. En dos d'âne. - VIII. Il faut être jeune pour les avaler. En toile. - IX. Pronom. Régaler

est une façon de le faire. - X. Tache sur une robe. Pronom. - XI. Lettre grecque. Poussins et tapirs.

### VERTICALEMENT

I. Inspire les grands airs de personnes qui composent. - 2. Fume quand son ventre est plein. Symbole du cuivre. - 3. Opération exécutée aux grenades. - 4. Pronom. A perdu la tête. - 5. Adverbe. Mère. Quartier de Lille. - 6. Initiales d'un grand poète. Sortie fréquente en été. - 7. Au Pérou. Manche à plis. - 8. Excellent cachet pour un artiste. - 9. Refuge de tyrans. Deux plus deux font « cinq ».

### Solution du problème n° 3106

Horizontalement  
I. Raison. Es. - II. Antimoine. - III. Va. Nimes. - IV. Igles. Nid. - V. S.R. Pile. - VI. Saut. Sem. - VII. Embruns. - VIII. U.M. Et. Eon. - IX. Sel. Teint. X. Arts. Di. - XI. Sade. Tur.

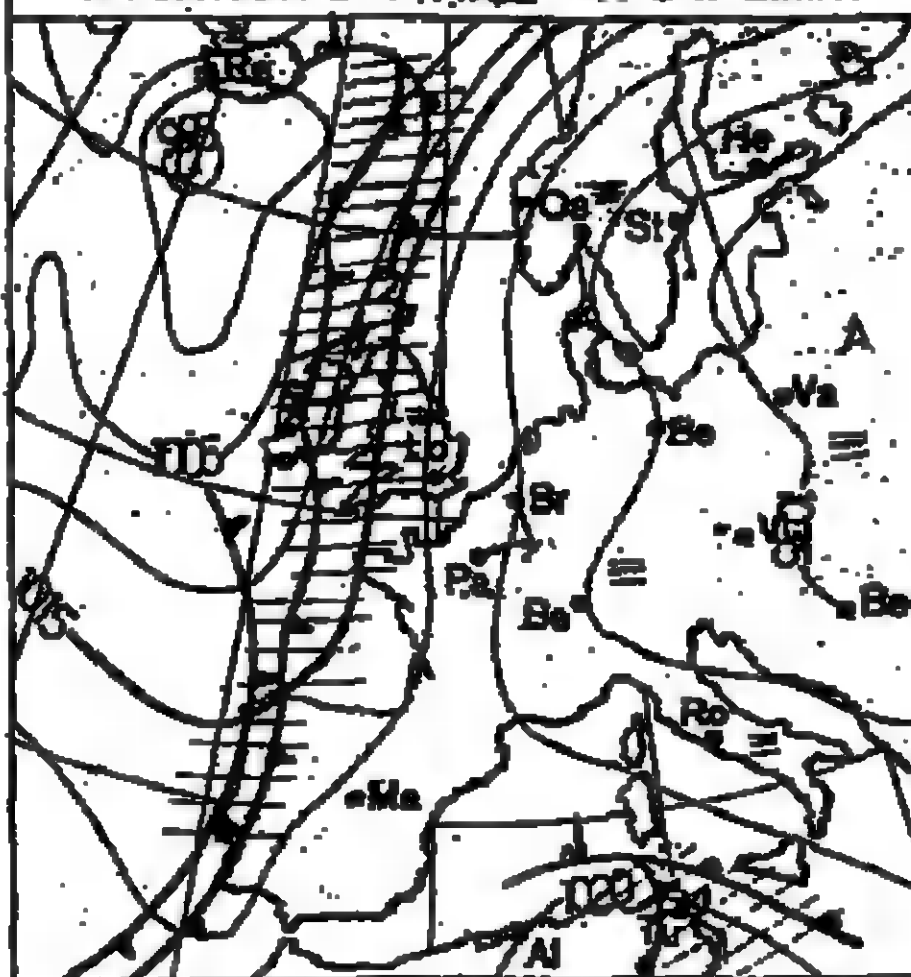
### Verticalement

I. Ravisseurs. - 2. Anagramme. 3. IT. Ob. Lad. - 4. Sincère. Ré. - 5. Omis. Lutte. - 6. Non. Est. - 7. Ienissef. - 8. Ensilie. Onde. - 9. Sc. Démentir.

GUY BRUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 19 JANVIER A 0 h G.M.T.



### Évolution probable du temps en France

entre le mardi 19 janvier à 0 heure et le mercredi 20 janvier à 24 heures :

Persistance des hautes pressions sur l'Europe centrale, freinant la progression du courant perturbé du proche Atlantique qui n'intensifie que faiblement nos régions occidentales.

Mardi, le temps restera doux pour la saison, toutefois de la Lorraine à l'Alsace et au Jura on observera des gelées de -2 à -4, accompagnées au lever du jour de brouillards givrants qui se dissipent rapidement.

A l'ouest d'une ligne Toulouse-Reims, le temps sera le plus souvent nuageux, brumeux avec de faibles pluies de la Bretagne aux Flandres ainsi que près des côtes atlantiques.

Ailleurs après quelques brumes ou bancs de brouillard dans les vallées, le temps sera ensoleillé, toutefois quelques averses isolées pourront se produire en Corse.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer à Paris, le 19 janvier 1982 à 7 heures, de 1022,8 millibars, soit 767,2 millimètres de mercure.

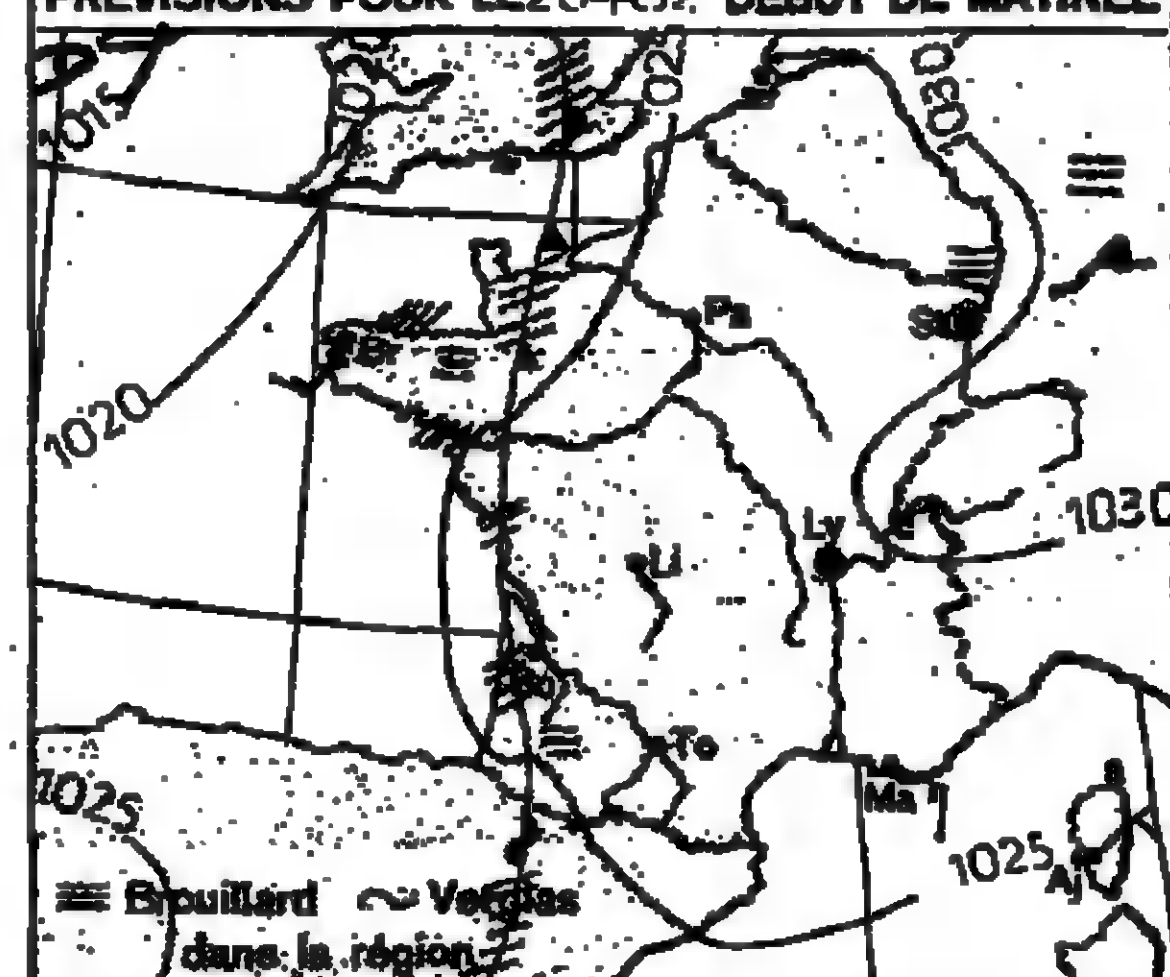
Température. Le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 janvier : Ajaccio, 17 et 5 degrés ; Biarritz, 17 et 9 ; Bordeaux, 14 et 8 ; Bourges, 13 et 5 ; Brét, 11 et 9 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 15 et -1 ; Dijon, 6 et -2 ; Grenoble, 11 et 1 ; Lille, 6 et -1 ; Lyon, 14 et 0 ; Marseille, 16 et 11 ; Nancy, -2 et -9 ; Nantes, 12 et 9 ; Nice, 14 et 8 ; Paris, 8 et 2 ; Pau, 16 et 3 ; Perpignan, 12 et 9 ; Rennes, 11 et 7 ; Strasbourg, -5 et -8 ; Tours, 15 et 6 ; Toulouse, 15 et 8 ; Poitiers-Pitre, 27 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 9 degrés ; Amsterdam, 9 et 1 ; Athènes, 15 et 5 ; Berlin, -2 et 2 ; Bonn, 4 et -4 ; Bruxelles, 10 et 3 ; Le Caire, 19 et 9 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Coppenhague, -2 et -6 ; Dakar, 23 et 18 ; Genève, 14 et 1 ; Jérusalem, 9 et 0 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 10 et 3 ; Madrid, 12 et 6 ; Moscou, -4 et -13 ; Nairobi, 27 et 16 ; New-York, -18 et -18 ; Palma de Majorque, 18 et 5 ; Rome, 16 et 8 ; Stockholm, 0 et -10 ; Téhéran (non parvenu).

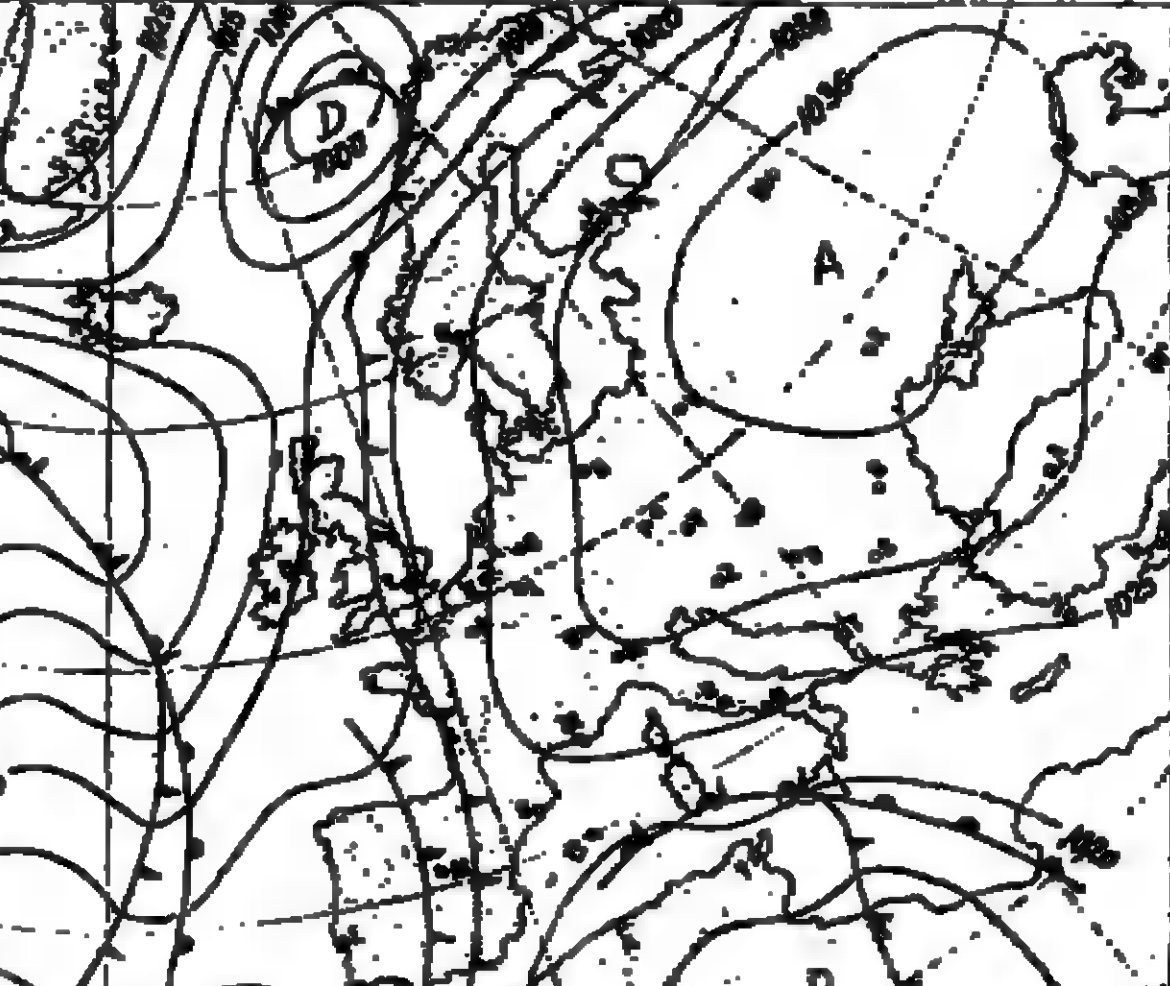
### PROBABILITÉS POUR LA FIN DE LA SEMAINE

Jeudi, une zone de temps perturbé avec ciel très nuageux et faibles précipitations traversera le nord-ouest du pays et atteindra en soirée le Bassin parisien, le Nord et les Ardennes, tandis que des éclaircies se développeront de nouveau sur l'extrême Ouest. Sur les régions méditerranéennes, beau temps ensoleillé. Ailleurs les brumes et brouillards seront

### PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



nombreux et parfois persistants. Les températures varieront de 8 à 15 degrés du nord-ouest au sud-est, tandis que sur le Nord-Est et le Centre-Est on observera encore un temps froid avec gelées matinales.

Pour vendredi et le week-end, temps bien ensoleillé du Languedoc-Roussillon au sud des Alpes. Ailleurs les brumes et brouillards seront nombreux et persisteront localement toute la journée, en particulier sur le quart nord-ouest du pays. Le ciel sera souvent couvert par des nuages bas ; il y aura encore de faibles gelées dans le Nord-Est et le Centre. Les maximums seront généralement proches des normales saisonnières.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 20 JANVIER

• 11 h de la Cité, 14 h 30, façade de Notre-Dame, portail central, M<sup>me</sup> Cochin.

• Musée Guimet, 15 heures, 19, avenue d'Éna, M<sup>me</sup> Bachelier.

• Les caves de Chailly, 15 heures, square Charles-Dickens, M<sup>me</sup> Pennec.

• Hôtel Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.

• Bordeaux, ville d'art, 18 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux (Caisse nationale des Monuments historiques).

• Festes du gothique, 15 h 45, Grand-Palais (M<sup>me</sup> Angot).

• Festes du gothique, 15 h 15, Grand-Palais (Approche de l'art).

• Père Lachaise, 15 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (Art et histoire).

• Saint-Germain-des-Prés, 15 heures, métro Mabillon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

• Hôtel de Lauzun, 15 heures, 17, quai d'Anjou (M<sup>me</sup> Ferrand).

• La mosquée, 15 heures, place du Puits-de-l'Érmitte (M<sup>me</sup> Hager).

• Montagne Sainte-Geneviève, 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).

• Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• L'Opéra, 13 h 30, haut des marches à gauche (Tourisme culturel).

• Les synagogues de la rue des Rosiers. Couvent des Blancs-Manteaux, 16 heures, 3, rue Malher (Le Vieux Paris).

### CONFÉRENCES

15 heures, 71, avenue Henry-Martin, M<sup>me</sup> Saint-Girons : « Degas ».

17 heures, Palais du Louvre, M. R. Chavallier : « La christianisation des cultes du Saint-Bernard ».

18 h 30, 30, boulevard de Port-Royal, M. H. Meschonin : « La signification du rythme dans la littérature biblique » (Centre Recl).

19 h 30, Amphithéâtre Bachard, Sorbonne-1, rue Victor-Cousin, Père H. Biondi : « La personne et l'immortalité » (Université populaire de Paris).

## SOCIÉTÉ

### COUPLES EN DIFFICULTÉ

Voici une liste d'organismes et d'associations spécialisées qui peuvent apporter aide et informations aux couples en difficulté ou aux personnes confrontées avec les conséquences d'un divorce :

• Association française des centres de consultation conjugale, 19, rue Lacaze, 75014 Paris ; tél. : 540-80-40.

• Foyers dissociés, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris ; tél. : 329-77-19.

• Association de centres d'accueil des femmes seules, 6, avenue du Général-Bellouier, 75016 Paris ; tél. : 647-73-69.

• Union féminine civique et sociale, 6, rue Béranger, 75003 Paris ; tél. : 272-19-18.

• Divorcés de France, 8, rue Albert-Bayet, 75013 Paris ; tél. : 586-29-61.

• Alliance brisée, 59, avenue Georges-Clemenceau, 92330 Sceaux ; tél. : 350-07-03.

• Association sociale du Marais et des Halles, 14, rue Brémont, 75003 Paris ; tél. : 296-69-45.

• Mouvement de la condition féminine, 144, avenue Daumesnil, Paris ; tél. : 341-45-18.

• Mouvement de la condition masculine, 221, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris ; tél. : 563-62-12.

• Mouvement pour l'égalité parentale, 50, rue de Sévres, 92100 Boulogne ; tél. : 603-85-17.

• Groupe pour l'association parentale active (PAPA), 181, rue de Courcelles, 75017 Paris ; tél. : 380-20-21.

20 h 30, 36, rue Bergère, docteur J. Donars : « L'angoisse ou comment vivre » (l'homme et la connaissance).

20 h 30, 30, rue de la Chapelle, docteur J. Donars : « Les caractères rythmiques de l'esprit » (Psycho-Santé).

### EXPOSITION

L'ART EN SOIE - L'exposition L'art en soie, au Musée des arts décoratifs, retrace cette indispensable collaboration entre l'art et l'artisanat qui a fait, autrefois, la gloire internationale de soyeux lyonnais. Sous l'égide d'André Parinaud, Hilaire Colcombet a réalisé sur soie des œuvres des peintres Agass, Alechinsky, Delvaux, Deswagne, Hartung, Hundertwasser et Metta, tissées à Lyon par Bucol, sur des fonds spécialement conçus à cette occasion par les peintres eux-mêmes.

• Palais de Louvre - Pavillon de Marigny, rue de Rivoli, jusqu'au 30 janvier.

# OFFICIERS MINISTÉRIELS

## ET VENTES PAR ADJUDICATION

### UNE PROPRIÉTÉ

avec jardin - Contenance 227 m<sup>2</sup>

### A ALFORTVILLE (94)

25, rue de Nieu - 5, rue de Marseille

MISE A PRIX : 35 000 F.

S'adresser à M<sup>me</sup> BERTHOUD et LÉOPOLD-ODIERNE, avoc. assoc. à PARIS 8<sup>e</sup>, 14, rue d'Anjou, M<sup>me</sup> PINEAU, avoc. à PARIS (17<sup>e</sup>), 12, rue Bayen. Tél. avoc. pr. Tril. Côté Nord, Paris, Boulogne, Nanterre, Créteil - Sur les lieux se visiter.

### UN PAVILLON

à rue des FRUILLIERS

MAROLLES-EN-BUREPOIX (93000)

MISE A PRIX : 50 000 FRANCS

Consig. prêt. indisp. et subvenir Rend. M<sup>me</sup> THURILLON et AKOUN, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe, EVRY (Tél. 070-20-45).

### VENTE SUR LICITATION au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1982, à 14 heures - EN TROIS LOTS

1) APPARTEMENT avec 2 pièces cuisine au 2<sup>e</sup> étage sur cour

9, RUE JEAN-LECLERC - PARIS (17<sup>e</sup>)

2) BOUTIQUE avec arrière-boutique 1 pièce et cuisine - CAVES et logement d'une pièce, cuisine au rez-de-chaussée et CAVES - LIBRE DE LOCAT. et d'OCCUP.

171, RUE LEGENDRE, PARIS (17<sup>e</sup>)

3) BOX, rez-de-chaussée, LIBRE. 190, RUE LEGENDRE, PARIS-17<sup>e</sup>

MISE A PRIX : 1) 50.000 F - 2) 120.000 F - 3) 20.000 F

S'adresser à M<sup>me</sup> Roger CÉDIE, avoc. à Paris (7<sup>e</sup>), 19, avenue Rapp, tél. : 553-72-00 - M<sup>me</sup> Jean FICQ, avoc. à la Cour, suppléant du cabinet de feu M<sup>me</sup> Léon, demeurant à Paris (9<sup>e</sup>), 8, rue de Liège. Tous avocats près Tribunaux de Grande Instance de Paris, Boulogne, Nanterre, Créteil.

### VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 FÉVRIER 1982, à 14 heures - EN UN LOT

UN APPARTEMENT au 2<sup>e</sup> étage, escal. A au fond à gauche, CHAUFFAGE central individuel.

16, RUE DAVAL, PARIS (11<sup>e</sup>)

M. à P. : 135.000 F

S'adresser à M<sup>me</sup> BERNARD de SARIAC, avoc. 70, avenue Marceau, A PARIS (7<sup>e</sup>), 720-82-38 - M<sup>me</sup> FERRARI, syndic, 83, rue de Rivoli, A PARIS 1<sup>er</sup> (Tél. : 371-35-03).

### VENTE sur folle enchère au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 FÉVRIER 1982, à 14 heures

PROPRIÉTÉ A VIDAUBAN (Var)

QUARTIER DU JAS D'AILLE

5454 MÈTRES CARRÉS

LIBRE DE LOCATION

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'adresser à M<sup>me</sup> Bernard de SARIAC, avoc. 70, avenue Marceau, A PARIS (7<sup>e</sup>), 720-82-38 - M<sup>me</sup> FERRARI, syndic, 83, rue de Rivoli, A PARIS 1<sup>er</sup> (Tél. : 371-35-03).

### VENTE au Palais de Justice de PARIS, lundi 1<sup>er</sup> février 1982, à 14 heures

PAVILLON AU PERREUX-S/MARNE (94)

(APPARTEMENT PARFAITEMENT LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION)

2, sentier des Saintes

MISE A PRIX : 180.000 FRANCS

S'adresser à M<sup>me</sup> Bernard de SARIAC, avoc. 70, avenue Marceau, A PARIS (7<sup>e</sup>), 720-82-38 - M<sup>me</sup> FERRARI, syndic, 83, rue de Rivoli, A PARIS 1<sup>er</sup> (Tél. : 371-35-03).

### VENTE sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES - Palais de Justice - Le 3 février 1982 à 10 heures

UNE PROPRIÉTÉ A BOUGIVAL (78)

Hameau de Saint-Michel - rue de la Mare, numéro 6

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>me</sup> E. GUILLEBERT, avoc. à VERSAILLES (78), 21, rue des États-Général, Tél. : 950-03-03 - 950-03-26 et tous autres avocats à VERSAILLES



	Ligne*	Ligne TTC		Ligne*	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50	ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70	OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	48,00	56,45	DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45	IMMOBILIER	31,00	36,45
AGENDA	48,00	56,45	AUTOMOBILES	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITAUX	7,00	164,64	AGENDA	31,00	36,45

## ANNONCES CLASSEES



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

### usine clé en main MOYEN ORIENT

Une Société de fabrication de composants et appareils électroniques, leader sur son marché, recherche dans le cadre de la construction d'une usine clé en main, au Moyen Orient :

#### directeur de site

Rattaché hiérarchiquement à la Maîtrise d'œuvre, disposant d'une large autonomie, il assurera avec l'appui de ses adjoints et des services fonctionnels locaux la direction générale du chantier, la coordination des travaux techniques, la gestion du contrat, l'administration d'une base vie de 400 personnes.

Il devra posséder une solide expérience de la direction de chantiers, d'usines, ou de la construction de complexes industriels acquise en expatriation. Il sera âgé d'au moins 35 ans et de formation supérieure. (Réf. 82.02-M)

#### responsable implantation industrielle

Rattaché au Directeur de Site dont il sera le remplaçant désigné, il assurera la coordination des opérations techniques jusqu'à leur achèvement, la planification d'ensemble du chantier, en gèrera les moyens communs, et contrôlera la conformité des réalisations aux exigences du contrat (délais et performances). Il organisera et administrera une base vie d'environ 400 personnes (ravitaillement, logement, transports, communications) et sera en relation avec les autorités administratives locales.

Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, possédant une solide expérience en production dans une activité de l'électronique ou de l'électromécanique. (Réf. 82.03-M)

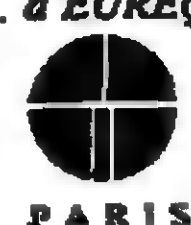
#### responsable de centre

Rattaché au Directeur de Site, il sera responsable de la logistique interne nécessaire au fonctionnement du centre. Il veillera à l'application des règles de sécurité générale. Il gèrera le personnel local du centre. Il organisera et administrera une base vie d'environ 400 personnes (ravitaillement, logement, transports, communications) et sera en relation avec les autorités administratives locales.

Ce poste conviendrait à un homme âgé d'au moins 30 ans, possédant déjà une expérience de gestion du personnel et des services généraux, ayant de préférence une formation supérieure. (Réf. 82.04-M)

Pour chacun de ces postes, la pratique de l'anglais est indispensable. Une expérience de l'expatriation serait appréciée. A la rémunération France s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation.

Si l'une de ces offres vous intéresse, écrivez, en précisant bien la référence aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 30 - 92430 Vanvres  
LAUSANNE

**GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS**  
recherche pour l'une de ses filiales un ou une

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE HAUT NIVEAU

Responsable de la gestion du centre informatique de cette filiale implantée en Belgique, il (elle) aura la charge de :

- contrôler les applications existantes assurant l'exploitation d'ensemble de la société;
- coordonner les interventions techniques de notre sous-traitant ainsi que celles de la Direction Centrale Informatique du Groupe;
- diriger la mise en place de nouvelles applications avec bases de données et télétraitement.

CE POSTE APPELLE DONC LES COMPÉTENCES D'UN GÉNÉRALISTE DE L'INFORMATIQUE

Situé en Belgique (Bruxelles) pendant une première période de 2 à 3 ans, la fonction et son titulaire réintégreront ensuite le centre informatique du Groupe, dans la Région Parisienne, cadre dans lequel évoluera la carrière à moyen terme.

Outre la rémunération attachée à ce poste de haut niveau, toutes compensations (indemnités, avantages en nature divers) seront étudiées en réponse aux éventuels problèmes posés par une expatriation temporaire.

Veillez transmettre votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous référence 39222 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Les dossiers seront étudiés avec une totale discrétion et il sera répondu à toutes les candidatures.

### FORMATEUR

Nous sommes l'un des leaders dans l'industrie du B.T.P.

Nous recherchons  
L'ADJOINT DU RESPONSABLE  
DE LA FORMATION  
d'un très important chantier situé en

### IRAK

Le suivi et la coordination de la formation du personnel ouvrier local constituera l'une des premières missions confiée à ce formateur.

Le candidat est âgé de 30 ans minimum, il est de FORMATION TECHNIQUE, de préférence BTP, il a acquis une bonne expérience de la formation sur les plans de l'organisation et de l'animation.

Il pratique couramment l'anglais.

L'expatriation s'effectuera selon le choix du candidat retenu en célibataire ou en famille.

Adressez votre candidature sous No 21433  
CONTEXTE PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra,  
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

**recrutement**  
POUR SOCIÉTÉ SUD-AMÉRICAINE  
TRAVAILLANT EN AMAZONIE

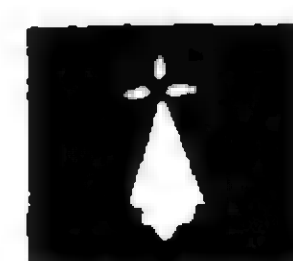
### JEUNE ENTOMOLOGISTE

Préférence cénitaire pour travaux lutte phyto-sanitaire et recherche sur maladies dans cadre plantation industrielle.

Envoyer C.V. avec références  
I.R.H.O.  
11, Square Petrarque  
75016 PARIS

### JEUNE FEMME DYNAMIQUE PROPOSE PLUS QU'UN SIMPLE JOB

Si vous êtes indépendante et souple (minimum 25 ans).  
Si vous avez le coup d'œil opportuniste...  
Le sein pépénologique et occupe une position de responsabilité qui sollicite tout son emploi du temps.  
Vous pourriez devenir mon aide-soignante avec quelques manipulations quotidiennes qui faciliteraient certains de mes obstacles physiques. J'aurais par-dessus tout besoin de vous comme bras droit pour mon organisation domestique.  
Il est également nécessaire que vous possédiez un permis de conduire et une solide expérience de conduite. Lieu d'activité : environs de Francfort, nourrie logée.  
Il n'est pas indispensable de parler allemand.  
Veillez envoyer votre candid. avec C.V., réf. et photo à :  
Mme Marie Richi, 11, r. Gœthe, 67770 Schœnheim, France.



### TECHFOR

TECHFOR est une jeune société française à vocation internationale, spécialisée dans l'exploitation du FORAGE PETROLIER.

Nos projets sont ambitieux, dans un secteur en forte croissance. Pour compléter les équipes existantes, nous recherchons des professionnels confirmés ayant déjà eu une expérience à l'étranger dans ce secteur et parlant Anglais.

Nous proposons les postes suivants :

- CHEF de CHANTIER
- CHEF de POSTE
- SECOND
- CHEF MECANICIEN
- CHEF ELECTRICIEN
- CAPITAINE

Les avantages sont ceux liés à l'expatriation, dans le cadre d'une entreprise qui réussit.

Merci d'adresser votre candidature détaillée à TECHFOR  
6, rue Anatole de la Forge - 75017 PARIS.

### RESPONSABLE MATÉRIEL Cameroun

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE  
recherche pour importants chantiers  
Terrassements et Routiers,  
un Ingénieur ou Technicien Matériel  
très confirmé pour mettre le matériel en  
place et en assurer le suivi.

Avantages liés à l'expatriation.

Adresser curriculum vitas, photo et  
prétentions sous réf. 8708/M à Entreprise  
Jean Lefebvre - 37, rue Anatole France  
92309 Levallois Perret Cedex.  
Candidatures traitées avec discrétion.

### JEAN LEFEBVRE

Nos relations très privilégiées avec les Compagnies  
Pétrolières en ANGOLA nous conduisent, dans le cadre  
de notre expansion, à rechercher :

### UN INGÉNIEUR D'UNE GRANDE ÉCOLE

Il lui sera confié la direction de notre filiale dans ce pays.  
Il devra pouvoir participer très rapidement à l'action  
commerciale, disposer par conséquent d'une bonne facilité  
d'expression, ainsi que de goût des contacts.

**PROFIL :**  
- expérience indispensable (3 ans minimum, travaux  
offshore) ;  
- créativité, ambition, capacité d'analyser et de motiver  
une équipe d'une centaine de techniciens.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est appréciée.

Envoyer C.V. détaillé avec photo et prétentions à :

**ST.A.P.E.M.**  
5, rue du Maître-Kun,  
67000 STRASBOURG.

Société française d'ingénierie bâtiment  
(500 personnes)  
recherche

### LE DIRECTEUR DE SA FILIALE CAMEROUN

(Créée en 1977)

Il devra assurer la bonne exécution des contrats  
en cours et développer l'implantation locale en  
liaison avec la Direction Générale de la Société  
mère dont il dépendra directement.

**PROFIL DEMANDÉ :**  
- ingénieur diplômé de Grandes Ecoles,  
- 10 ans d'expérience dans le bâtiment, en  
bureau d'étude et en entreprise,  
- Capacité commerciale indispensable,  
- Sens de l'animation d'équipe et des respon-  
sabilités.

Les candidatures seront examinées avec la plus  
grande discrétion.  
Adresser C.V. photo et prétentions s/réf. 3149 à  
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063  
PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### emplois internationaux

Cette classification permet aux  
sociétés nationales ou internationales de  
faire publier pour leur siège ou leurs  
établissements situés hors de France  
leurs appels d'offres d'emplois.

**CITY OF LONDON  
POLYTECHNIC  
DEPARTMENT  
OF MODERN  
LANGUAGES**

### Lecturer II - French

This is a new post  
available as from  
1 September. The  
successful applicant  
should be an experienced  
teacher of French  
Language at a variety of  
levels and be fully  
conversant with recent  
developments in Modern  
language teaching.  
She/he would be  
expected to participate in  
the teaching and  
production of material for  
all of the language  
courses being taught.  
Preference will be given to  
candidates who have in  
addition to the above  
commitment to language  
teaching, qualifications  
and research interests in  
Social Institutions and  
Economic Aspects of  
Contemporary France.  
Previous applicants for a  
post in the department  
need not submit a new  
application.

Salary : £ 7,221 -  
£ 11,190 per annum  
including London  
Weighting.

For further details and  
application form please  
write on a postcard,  
quoting reference number  
82/2, to the Staff  
Records Officer, City of  
London Polytechnic,  
117 Houndsditch, London  
EC3A 7SL.

Pour séjour en Afrique  
société française recherche

### INGÉNIEUR V.R.D. ET INGÉNIEUR- PORTUAIRE

Libres immédiatement.  
Merci d'adresser C.V., photo et  
lettre manuscrite en précisant  
sur l'envoie le réf. 1.625 à  
MEDIA P.A., 9, bd des Halles,  
75002 Paris, qui transmettra.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE DU BATIMENT  
Etablissement public de R&D  
recherche pour son centre  
de SOPHA ANTIPOLIS  
(Alpe-Maritimes) :

### 2 INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

D.C. Ports et charbon,  
Mines, Contrats... ou

### DOCT. D'ÉTAT

pour effectuer des recherches  
sur les applications THÉORI-  
QUES DE L'ÉNERGIE SOLAIRE  
et les possibilités de stockage de  
chaleur dans le bâtiment.

Adresser C.V. et prétentions à :

C.S.T.B. B.P. 21  
06662 VALBONNE CEDEX.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE pour son  
activité énergies nouvelles, re-  
cherche JEUNES INGÉNIEURS  
TUNISIENS, débutants ou ayant  
acquis une première expérience  
professionnelle.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN  
activité développement des ap-  
plications (énergie solaire) dans  
le domaine de l'habitat.

INGÉNIEUR ÉLECTROMEC.  
activité développement des ap-  
plications solaires pour la pom-  
page de l'eau et la production  
énergie électrique.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN  
activité services de fabrication  
d'installation et d'entretien de  
moteurs solaires et solaires.

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COOL  
ce poste conviendrait à un ingé-  
nieur ayant des connaissances  
de mécanique et de thermique et  
ayant une exp. de la vente.

Adresser C.V., C.V. et photo à :  
SÉREPT TUNIS,  
Bâtiment II, route X,  
B.P. 148 1002 Tunis,  
La République Tunisienne.

## AN

### emplois régionaux

De jeunes entreprises pour construire expansion

unisabi

jeunes ingénieurs grandes écoles ou équivalent

### RESPONSABLE DE PRODUCTION

### COMEX SERVICES

Département Inspection et Maintenance

### Contrôle non destructif



OFFRES D'EMPLOI	Le mètre	Le mètre T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le mètre	Le mètre T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Dégressif selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



PONTS, CENTRALE, AM, ESTP...  
DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

## De jeunes entrepreneurs pour construire notre expansion

La société : filiale d'un groupe international - 1104 personnes - dans l'Ouest de la France. Ses chantiers : bâtiment et TP (ouvrages d'art - Génie Civil nucléaire - travaux industriels). Une entreprise aux structures décentralisées, mettant en œuvre les dernières applications informatiques (études techniques, études de prix, gestion de chantiers...) et dotée d'un bureau d'études performant. Vous, jeune ingénieur ou futur diplômé 82, esprit neuf et curieux, vous constituerez notre force vive. Nous vous donnerons la maîtrise complète dans votre métier pour des missions :

TRAVAUX  
- ETUDES TECHNIQUES  
- COMMERCIALES  
- INFORMATIQUES  
Ceci pour accéder très vite à des responsabilités globales. Votre avenir : ouvert sur le monde, métropole ou étranger, dans la société ou le groupe. Une sélection rigoureuse vous permettra d'être retenu par notre Direction Générale. RSCG Carrières nous transmettra votre candidature : merci d'écrire sous référence 4175 - 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

## 240 000 + Directeur industriel

— Produits en matériaux composites —  
Responsable de la production et des projets d'automatisation

Notre Société - filiale d'un groupe européen performant - est spécialisée dans la fabrication de produits de haute technicité en fibres de verre, carbone... Nous avons une bonne image de marque sur nos marchés. Rattaché au Directeur Général, le Directeur Industriel est Membre du Comité de Direction : il dirige une unité de production de 350 personnes - située à proximité d'une grande ville du Nord - avec l'assistance directe de deux ingénieurs très qualifiés : fabrication, service technique/développement. Responsable de ses objectifs de production, il prend toute initiative en vue d'améliorer notre productivité et assurer le développement/industrialisation des produits nouveaux. Cette fonction s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole : E.P.C.L., A.M., Centrale... ayant au moins 40 ans, possédant une expérience de la fabrication de nos produits - ou de produits similaires - ayant eu la responsabilité d'une gestion de production informatisée, sachant mettre en place un planning de charges. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée. La rigueur et le réalisme sont indispensables pour ce poste.

Séle  
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71801/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX 204 Rond-Point du Pont de Sévres 92516 BOULOGNE CEDEX



Spécialiste des Aliments préparés pour animaux familiers (CANICOLI, RONRON, KITEKAT, PAL, FROUC, LOYAL, VISKAS) leader de son marché, filiale d'un Groupe International.

## jeunes ingénieurs grandes écoles ou équivalent

Si vous recherchez POUR VOTRE PREMIERE EXPERIENCE, une Société : en croissance, sur un marché porteur et ayant déjà d'excellents résultats, travaillant en œuvre des techniques modernes et réalisant des investissements importants, - cooptant de véritables porteurs, très impliqués dans le développement de leur Société, - offrant de larges responsabilités et des rémunérations en rapport avec celles-ci (110.000 F/an minimum). Nous vous proposons au départ des postes en :

- PRODUCTION, • MAINTENANCE,
- TRAVAUX NEUFS, • ORGANISATION...

Situé dans un de nos centres de production du Val de Loire, le premier poste qui vous sera proposé, permettra de mieux préciser vos aspirations et vos réelles aptitudes. Ensuite nous favoriserons votre évolution en vous offrant des possibilités de changement de fonction et d'orientation. Seront pris en compte votre détermination, vos qualités de communication, d'animation, votre imagination, votre bon sens.

Adresser C.V. + photo en précisant la nature du poste souhaité sous référence 2406/Ab à Organisation et Publicité 2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## génie génétique

LE GROUPE BSN réalise au plan international environ 4,5 Mds de Fr de CA dans le secteur des Boissons : 9 sociétés, 10.000 personnes : bières, eaux minérales, boissons gazeuses et sucrées. Situé près de Nancy, le TEPRAL est le Centre de Recherche et Développement spécialisé dans les boissons et les procédés de fermentation. Il emploie une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de personnes, et dispose de laboratoires et d'un atelier pilote particulièrement bien équipés. Il collabore de façon permanente avec un certain nombre d'Universités et de Centres de Recherche et Développement, en France et à l'étranger. Il recherche un Chef de Projet Microbiologie. Celui-ci prend en charge les projets relevant de cette discipline et met en œuvre les découvertes les plus récentes de la génétique, appliquées aux processus de fermentation industrielle. Il travaille en étroite relation avec les autres chefs de projet. Cette fonction convient à un Docteur d'Etat en génétique ou biochimie. Elle peut également intéresser un Docteur de 3<sup>e</sup> Cycle ou Docteur-Ingénieur, disposant de quelques années d'expérience de recherche en fermentation. La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

## ingénieur débutant planification et suivi des investissements

Vous êtes ingénieur AM, IDN, ECL... et vous avez affiné vos connaissances de base en informatique. Vous avez concrétisé votre intérêt pour les questions économiques par une formation complémentaire de type IAE.

LES BRASSERIES KRONENBURG - 1,8 Md de Frs de CA - 2600 personnes - vous proposent de mettre à profit cette double formation et d'acquiescer une vision globale du fonctionnement de l'entreprise.

Vous serez responsable de la planification et du suivi des investissements au sein de la Direction Technique. Ces investissements permettront aux deux unités de production de s'adapter à l'évolution des technologies et d'améliorer leur productivité. Ils seront aussi facteurs de progrès en matière de sécurité et de conditions de travail. A partir des prévisions de production et de réduction de coûts, vous serez chargé d'élaborer les plans d'investissement à moyen terme. En collaboration étroite avec les responsables opérationnels et fonctionnels des usines, vous réaliserez le montage du budget annuel d'investissement. Vous suivrez l'évolution des commandes et des facturations ainsi que le planning industriel de réalisation. En liaison étroite avec l'informatique, vous assurerez l'adaptation permanente des procédures et du système de gestion.

La situation de ce poste au sein de l'entreprise, les contacts variés qu'il ménage avec les différents services de la Direction Technique et les usines, permettent des évolutions de carrière très ouvertes. Lieu du poste : Strasbourg.

Adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone • bsn

ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS  
DIVISION ELECTROMECANIQUE

## RESPONSABLE DE PRODUCTION

POUR SON UNITE DE CIRCUITS IMPRIMES (60 personnes)  
SITUÉE DANS LE LOIRET

MISSION : - Gérer la fabrication des circuits imprimés «Grand Public» et «semi professionnels» dans le cadre d'objectifs budgétaires : prix de revient, délais, qualité.

### RESPONSABILITES :

- organiser la production (planning, ordonnancement) afin de répondre rapidement aux demandes des clients.
- réduire après analyse des causes, les coûts de fabrication avec l'assistance de la direction industrialisation de la Division Electromécanique.
- optimiser l'utilisation de la main d'œuvre
- gérer les approvisionnements et stocks
- assurer les performances qualité.

### PROFIL :

- INGENIEUR MATERIAUX, ou MECANIQUE ou ELECTROMECHANIQUE
- 3 à 5 ans d'expérience dans une fonction de fabrication de préférence dans la production des circuits imprimés
- être un leader sachant animer une équipe
- la connaissance de l'anglais est appréciée
- grande possibilité d'évolution pour un candidat de valeur ayant un bon potentiel.

Adresser C.V. + photo et prétentions sous références 21021 à CONTEXTE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



COMEX SERVICES  
Département Inspection et Maintenance

## contrôle non destructif

Ultrason - magnétoscopie - rayonnement ionisant - inspection visuelle et télévisée sur structure offshore.

Ingénieur AM ou équivalent, 30 ans mini, pratiquant l'anglais et ayant une bonne expérience technique et commerciale dans ce domaine.

Pour rejoindre l'équipe en charge des procédures et spécifications, des tests et des essais, du suivi des chantiers et de l'aide technique aux opérationnels des régions en liaison avec les clients.

Poste basé à Marseille. Déplacements à l'étranger à prévoir.

Adresser dossier de candidature, réf. M 374 à

SVP RESSOURCES HUMAINES  
48, rue Grignan 13001 Marseille.

annonce parlée

secap

## Directeur régional

Sologne, Morvan, Bourgogne...

L'homme que nous recherchons en aura la fonction, la rémunération, la compétence et les responsabilités, mais non le titre : dans notre société en effet "responsable régional". Au demeurant son rôle sera celui d'un animateur commercial que celui d'un gestionnaire responsable de deux agences, de leurs cellules techniques après venue et de l'administration. Le poste sera confié à un professionnel de la vente ou du service aux entreprises ayant le potentiel nécessaire pour accéder à un niveau élevé de responsabilités.

Au vu de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du détail de cette offre, conçu pour vous par l'annonceur. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre remerciement s'en trouvera accru. Appelez le 763.11.15, référence 1141.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris

Pour faire face à son développement  
LA FROMAGERIE DES CHAUMES  
(leader sur le marché du fromage à la coupe)

recrute :

## UN CHEF DE PRODUITS JUNIOR

- Formation ESC ou équivalente.
- 2 à 3 années d'expérience si possible dans l'industrie alimentaire.

Poste basé à PAU

Envoyer C.V. et prétentions à :  
FROMAGERIE DES CHAUMES  
BP 5 - 64110 - JURANCON

Filiale française d'une société internationale, nous sommes le premier constructeur européen de matériel de conditionnement d'air. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 360 millions de francs et employons 1100 personnes.

Poursuivant notre expansion, nous recrutons, pour notre siège social, situé dans les Vosges

## Ingénieurs Etude

Assistés par une équipe de dessinateurs, ils seront notamment chargés de :

- Concevoir une gamme d'équipement de conditionnement d'air, en fonction des besoins du marché.
- Assurer les programmes de développement des nouveaux produits.
- Promouvoir des actions de réduction des coûts.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés ayant de bonnes connaissances en électricité et mécanique, une première expérience industrielle et parlant l'anglais couramment.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'envoyer un C.V., photo et prétentions s/réf. 8007 à :

PIERRE LICHOU S.A.  
16 rue Joseph Guerber - 67100 STRASBOURG  
qui transmettra.

## JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

Grande Entreprise Industrielle de Lorraine recherche un jeune ingénieur pour tenir au départ un poste d'ingénieur d'études dans les domaines de la mécanique traditionnelle.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 3303 à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

delia 101520

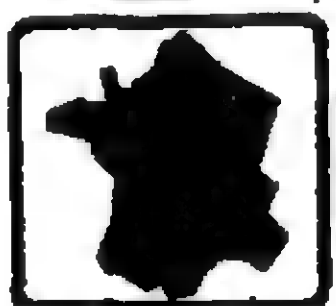


	1 ligne*	1 ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**CHAUDRONNERIE**

SEREG occupe une place prépondérante sur le marché des biens d'équipements destinés aux industries de l'énergie. Notre usine de La Bassee, près de Lille, fournit des produits spécialisés en chaudronnerie répondant aux exigences particulières de la production d'énergie nucléaire et de la pétrochimie. La taille de ces produits (jusqu'à long, 40 m, diamètre 5 m), les difficultés de réalisation, la nécessité du respect des normes et de l'Assurance Qualité en vigueur chez les utilisateurs nous amènent à rechercher notre

**Ingénieur responsable technique et assurance qualité**

En liaison directe avec le directeur d'activité, il interviendra dans toutes les phases du processus : cahier des charges, production, recette client.

Issu d'une école d'ingénieurs, il possède une expérience minimum de 5 à 10 ans en chaudronnerie industrielle (ou par exemple en construction navale, aéronautique...).

Spécialiste des techniques de soudage, il doit être familiarisé avec la pratique de l'Assurance Qualité.

Technicien complet, il a un sens développé des contacts et de la relation commerciale.

La réussite dans ce poste de permétera une évolution vers des responsabilités plus étendues. Le niveau élevé de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à J. GENOT, SEREG Schlumberger Direction du Personnel, B.P. 65 91302 MASSY CEDEX.

**SEREG Schlumberger**

**chargé d'études (développement)**

Nous sommes un groupe industriel (C.A. 200 millions de francs) dont les activités sont liées au BTP ; pour nous aider dans notre développement, nous recherchons pour notre siège (région lyonnaise) un chargé d'études.

Il sera rattaché au Directeur opérationnel et assurera pour l'entreprise le montage complet de tous les dossiers. Son rôle comprend les études de marché et de faisabilité aux plans technique et économique et le suivi des statistiques nationales. Ce poste convient à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecoles d'Ingénieurs, Ecoles Commerciales) justifiant d'une expérience de quelques années (conducteur de travaux par exemple) et d'une réelle connaissance de la gestion. Un candidat de valeur doit occuper par la suite des fonctions de direction opérationnelle dans le groupe.

La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 Francs.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à No 19302 - CDFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS - qui transmettra.

**AVENIRS A PRENDRE DANS L'EST DE LA FRANCE**

Notre société est spécialisée en transformation de l'acier et plus particulièrement en laminage et frotte à froid.

Nous recherchons :

**UN INGÉNIEUR (DUT, DEUG...)**

qui deviendra notre **CHEF DU SERVICE ENTRETIEN**

Ses missions : la prévention, les contrôles, la gestion des différentes pièces, l'exploitation de certains services de distribution - entre autres la distribution électrique et l'air comprimé - ainsi que le bilan énergétique de la société.

Son âge : 30 à 35 ans environ.

**UN JEUNE INGÉNIEUR**

issu d'une Grande Ecole

qui sera **ATTACHÉ à notre DÉPARTEMENT PRODUCTION**

Il s'intéressera aux problèmes de la métallurgie à froid.

Adjoint au Chef du Service « Méthodes », il devra animer les activités « pièces nouvelles » - une fonction où dynamisme et créativité sont déterminants.

**UNE DE CES DEUX CARRIÈRES D'AVENIR VOUS INTÉRESSE ?**

N'hésitez pas à envoyer votre candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et de vos photocopies à : Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui tr.

**VILLE MOYENNE DU NORD-EST DE LA FRANCE**

recherche, dans le cadre de l'évolution de son Service Organisation et Méthodes informatiques

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR (H-F)**

débutant (e) ou jeune professionnel (e)

**MISSION :**

Il (elle) secondera le chef de service dans la mise en place et le développement d'un mini 8 (12 terminaux +) et de ses progiciels, et dans ses missions d'organisation.

**PROFIL :**

Ce poste motivant offre de réelles perspectives d'évolution. Il s'adresse à un candidat à fort potentiel, de formation supérieure en informatique (minimum licence, MAGE très apprécié).

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous le réf. 11.1.1.

**CA7 CENTRE ARDENNAIS DE PRODUCTIVITÉ**

BP 301, 08100 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE**

recherche

dans le cadre de sa diversification en FRANCE et à l'ÉTRANGER

**DIRECTEUR pour chaîne FAST-FOOD**

**Le candidat :**

- Devra avoir une solide expérience de la restauration rapide ;
- Sera responsable, en liaison avec la D.G., de la mise au point et du développement de cette chaîne originale ;
- Disposera d'une grande mobilité, écrite et parlée couramment anglaise et si possible espagnol.

Situation stable et d'avenir.

Résidence : SUD-EST.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à EUROUD, n° 1.269, 2, rue Breuille, 13001 MARSEILLE.

**MINISTÈRE DES P.T.T.**

**PTT Télécommunications**

**Centre National d'Études des Télécommunications**

recherche pour son service de documentation localisé à LANNION (Côtes du Nord) un

**Ingénieur informaticien**

Diplômé de l'Université ou d'une grande école, il a une formation et si possible une expérience professionnelle en informatique de gestion, il devra assurer l'informatisation du service de documentation et sa coordination au niveau des centres du CNET (Grenoble, Paris, Rennes) et au niveau régional

L'Anglais lu, écrit et parlé est indispensable

Adresser CV photo et prétentions au

**CNET à Lannion**

département AMG/EDB BP 40 22301 LANNION

**ADJOINT AU CHEF DE FABRICATION**

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE SUD-OUEST**

c'est un Ingénieur diplômé d'une des bonnes Ecoles de mécanique ou d'électromécanique (ECP, IDN, AM, ICAM, etc.) de plus de 30 ans. Il a une expérience des Méthodes, du processus ou de l'entretien préventif dans l'industrie lourde (sidérurgie, engrais, cimenterie).

Il est maintenant en fabrication où il pioffe en attendant d'y aller.

**POSTE VIVANT ET ÉVOLUTIF.**

Adresser votre dossier sous n° 698 LM.

**GABRIEL MARCU**

154 boulevard Malesherbes 75017 Paris.

**LORRAINE**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**

recherche un

**jeune ingénieur de production**

qui sera, dans un premier temps, chargé de mission entre l'usine qui est en train de démarrer et les autorités locales.

Cette mission étant remplie, ce jeune ingénieur prendra ses responsabilités en fabrication.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 3302 à rscg carrières - 48 rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

**Directeur des Etudes**

**Ecole Supérieure de Commerce de Brest**

Pour occuper ce poste en création nous demandons :

- une formation supérieure Grande Ecole,
- une expérience réussie au sein d'une direction d'entreprise,
- une pratique éprouvée de l'enseignement dans un environnement pédagogique structuré,
- une pratique des relations humaines.

Nous vous offrons :

- l'animation et le contrôle pédagogique des enseignants,
- l'assistance auprès des étudiants,
- la recherche et le suivi des stages,
- la coordination des programmes, la recherche pédagogique et l'évaluation de quelques heures d'enseignement.

Pour être éligible pour candidat de valeur, débouchant sur la fonction de directeur de l'E.S.C., à terme.

Adresser lettre + photo + C.V. sous référence D.E. 531R, à J.-M. CLOAREC, CAPFOR, 49, rue Navarin, 29200 BREST. Tél. : (02) 46.30.78.

**CAPFOR**

NANTES - PARIS - LYON - BREST - QUIMPER - LORIENT - NORT

**Annuaire V.P.C. recherche pour ROUEN**

**CHEF DE PUBLICITE**

Niveau : Études supérieures - expérience professionnelle soignée.

Fonctions : Contrôle et analyse des éléments quantitatifs publicitaires. Définition du plan média presse. Évaluation du poste : contact agence - plan divers média.

Envoyer CV, photo, prétentions à Mlle DOULAY 1085, Rue de Neuchâtel - 76230 Bois-Guillemet

**SEB**

recherche pour sa

**DIRECTION MARKETING**

**CHEF DE PRODUITS**

130/150.000

Nous souhaitons confier à un diplômé Grande Ecole de Commerce, ayant 3 à 4 ans d'expérience marketing des biens de grande consommation, UNE GAMME DE NOS PRODUITS.

**RATTACHÉ AU DIRECTEUR MARKETING :**

ce poste a pour mission de recueillir, d'analyser les éléments marketing de la gamme de produits dont il a la charge afin d'en réaliser la synthèse pour :

- établir les prévisions de ventes à 1 an et 3 ans,
- déterminer la stratégie marketing et publicitaire adaptée à chaque produit,
- mettre en oeuvre cette stratégie en animant et coordonnant les actions des différents services concernés.

- Poste à pourvoir à 35 km de Dijon.

Adresser votre CV, manuscrit complet, avec photo et rémunération actuelle à S.A. SEB - Direction du Personnel - 21280 SELONGEY qui traitera confidentiellement votre candidature.

**LLOYD CONTINENTAL Cie d'ASSURANCES**

Nous recherchons :

**RESPONSABLE RÉGIONAL DU RÉSEAU DE VENTE**

S.C. ÉCO DROIT E.S.C.

ou autre diplôme de l'enseignement supérieur.

Sont appréciés : stages volontaires en entreprises et premières expériences professionnelles.

Après une année de formation au siège et sur le terrain, il dirigera l'INSPECTION DU CADRE et se verra confier la responsabilité d'une région pour former, animer, gérer le réseau existant et recruter de nouveaux agents.

Une absolue mobilité géographique est requise.

Adresser C.V. photo et prétentions à : M. Pierre FREY 76, 5, rue de l'Hérangie, 69700 MARCO-EN-BARCELLE.

**LYON**

**FISCALISTE confirmé**

Cabinet international de révision recherche pour son bureau de Lyon, un **FISCALISTE CONFIRMÉ**

Pour participer à la création d'un département fiscal local.

Le poste nécessite :

- un diplôme d'enseignement supérieur
- 3 à 5 ans d'expérience en fiscalité.

Une formation à l'expertise comptable sera appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 20.471 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Société située à 100 km Ouest Paris, leader européen de sa spécialité (70% à l'exportation - effectif 600 personnes) recherche

**INGÉNIEUR de fabrication**

5 ans minimum dans responsabilité de production. Expérience souhaitée en montage électromécanique et fabrication tôlerie.

Qualités d'organisateur et d'animateur exigées.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 11356 à PIERRE LICHOU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

**JEUNE DIRECTEUR FINANCIER ESC (option Finance Comptable), DECS ou similaire**

Une industrie très moderne et compétitive (250 personnes), nord du Bas-Rhin, faisant partie d'un groupe anglo-saxon, propose ce poste relevant directement du D.G.

Responsabilités : Comptabilité (générale, analytique, bilan), Reporting mensuel (à partir de la tenue d'une comptabilité anglo-saxonne), Gestion financière (trésorerie, relations avec les banques, études de financement), Exploitation informatique (IBM 34 - supervision de mise en place de nouveaux traitements), Dossiers fiscaux, juridiques.

5 à 10 ans d'expérience de responsabilité de gestion financière et comptable, une bonne connaissance de l'informatique de gestion sont nécessaires.

Poste d'avenir stable, logement facilité.

Adresser CV détaillé s/réf. 974 à

**seletec**

67000 STRASBOURG CEDEX

**SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE**

recherche

**POUR LA RÉGION PROVENCE**

**RESPONSABLE DE PROGRAMMES**

Formation supérieure, permis de conduire obligatoire.

Première expérience du poste souhaitée.

Adresser curr. vitae et prétentions, sous n° 30.658M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**ANN**

**emplois régionaux**

**pharmacie**

**INGÉNIEUR CALCUL**

3 à 40 ans environ

**INGÉNIEUR**

**GENERAL MOTOR**

**UN INGÉNIEUR CARBURATEUR**

**TECHNICIEN ÉLECTRICIEN**

**TECHNICIEN MÉTHODES**

**1 TECHNICIEN**

**1 TECHNICIEN**

**TECHNICIEN SUPÉRIEUR**



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le jour*	Le jour T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,30
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour*	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



### emplois régionaux

#### SOCIÉTÉ COTE ATLANTIQUE

##### INGÉNIEUR DE PRODUCTION MOTEUR DIESEL

25 à 30 ans (environ)  
3 à 5 ans d'expérience

- Formation A.M. ou équivalent pour poste méthodes et montage de moteurs Diesel.
- Anglais indispensable

##### INGÉNIEUR CALCUL

25 à 40 ans (environ)

- Formation grande école souhaitée pour exécution calculs techniques (vibrations de torsion, suspensions, élastiques, vibrations de structures, etc.), préparation, exécution, et exploitation des mesures correspondantes.

##### INGÉNIEUR

- Diplômé ou Antidiplômé pour Service Technique Diesel. Liaisons techniques entre les différents services et fournisseurs.

Age indifférent.  
Anglais indispensable.  
Adresser C.V., présentations et photo sous le n° 11.637, H.A.P., hall des petites annonces, 7 x 44040 NANTES CEDEX.

#### GENERAL MOTORS STRASBOURG S.A.

recrute pour son Département ENGINEERING

##### UN INGÉNIEUR CARBURATEUR

Cet ingénieur ayant quelques années d'expérience sera chargé de l'étude et du développement de systèmes d'alimentation pour moteurs à combustion interne.

Prévoir adresse C.V. détaillée au Département du Personnel de GENERAL MOTORS STRASBOURG R.P. No 33 - 67026 STRASBOURG CEDEX.

#### SOCIÉTÉ COTE ATLANTIQUE

recherche

##### 1 TECHNICIEN ÉLECTRICIEN

pour essais Moteurs Diesel  
Libéré des obligations militaires

- Formation : Bac Technique ou Brevet Technique.

##### 1 TECHNICIEN MÉTHODES

Libéré des obligations militaires

- Formation : Brevet Technique ou B.T.S. fabrication mécanique.

##### 1 TECHNICIEN

pour Service Calcul  
Libéré des obligations militaires

- Formation : B.T.S. Moteurs ou fabrication mécanique ou électrique.

- ayant des connaissances en mécanique générale, dessin industriel, électronique.
- Anglais indispensable.

##### 1 TECHNICIEN

libéré des obligations militaires  
pour rédaction et gestion des spécifications techniques.

- Formation : B.T.S.
- connaissant :
- Mécanique des fluides, thermodynamique, électricité, moteurs Diesel.
- Anglais si possible.
- Aptitude aux contacts humains.

##### 1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR

libéré des obligations militaires

- Formation : B.T.S. électronique.
- Connaissance en instrumentation, automatisation, schémas électriques et fluides.

Pour toutes ces candidatures, adresser C.V., présentations et photo sous référence n° 11638 H.A.P., Hall des Petites Annonces 7 x 44040 NANTES Cedex.

#### pharmacien (ne) CONTROLE

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique et nous recherchons un (e) Jeune PHARMACIEN (NE) pour notre Département Contrôle de Qualité. Ce poste s'adresse à un (e) candidat (e) ayant de bonnes connaissances du Contrôle Analytique. Une première expérience d'une ou 2 années de la fonction serait appréciée mais n'est pas indispensable. Rémunération rectement à notre Pharmacien Responsable il (elle) devra mettre en route des structures nouvelles (G.L.P.) au sein d'une unité de production moderne. Lieu de travail : 150 km Paris Ouest par autoroute et trains rapides.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous réf 471-M à

selon  
29 rue Tronchet  
75008 Paris

#### Cadre gestion des ressources humaines

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR METALLURGIQUE

proposant une politique du personnel dynamique, recherche pour une de ses usines (1.000 personnes) un Cadre de Personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant une première expérience professionnelle, capable de collaborer activement aux actions déjà engagées. Il aura une activité d'études (études de postes, de salaires...) de gestion des carrières (recrutement, formation, mutation...) et d'amélioration des conditions de travail (enrichissement des tâches, délégation des responsabilités...).

Poste, motivant pour un candidat à l'aise au sein d'une usine, capable d'apporter une contribution personnelle.

Poste : ville 100 km de Paris.

Ecrire sous réf. CM 239 AM

4.rue Massenet 75016 Paris

#### SOCIÉTÉ FRANÇAISE PRODUITS CHIMIQUES

recherche

##### DIRECTEUR FABRICATION

formation ingénieur chimiste ou électrochimiste. Expérience minimum 10 ans. Production chimique ou électrochimique. Age minimum 35 ans. Lieu provisoire. Rémunération selon expérience.

Env. C.V. + photo sous réf. 2.379 à SWEET'S, B.P. 259, 75424 Paris Cedex 08 qui transmettra.

##### SYNTHÈSE COMPTABLE BOISSONS

expert-comptable ou comptable pour évaluer son équipe de direction. Missions : révision, conseil, et conseil haut niveau. Possibilité recrutement.

Env. C.V. + photo sous réf. 7.700 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

##### FIDUCIAIRE DE PICARDIE BOISSONS

recrute chef comptable, secrétaire général pour direction service interne. Poste de confiance avec responsabilité élevée. Situation intéressante. Ecrire au journal qui transmettra. Env. C.V. + photo sous réf. 7.828 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

##### P.M.I. en forte expansion CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE MÉCANIQUE

recherche

##### INGÉNIEUR

ADJOINT au DIRECTEUR GÉNÉRAL pour poste à responsabilité étendue et évolutive.

RÉGION BEAULVAIS

- Connaissances : Techniques, commerciales ; Administration, gestion ; Expérience ; Fonction similaire exigée ;

- Age 35 ans environ ;
- Salaires de base en fonction des références ;
- Convient à un candidat ayant les contacts, ayant le sens de contrôle et de la gestion.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et présentations à G. VIOT, B.P. 1405, 80014 AMIENS Cedex.

Discretion assurée.

Arcueil de création audiovisuelle, Saint-Cadour, 28237 SIZIN (Finistère), tél. : (09) 68-82-39, recrutés animateurs (travaux audiovisuels) CAPADEFAL, expérience prof. écoles et apte à assurer des sessions de formation et de relation audio-visuelle (phono-MAV-88). Expédier dossiers avant le 25 janvier.

4.rue Massenet 75016 Paris

### OFFRES D'EMPLOI

#### 4.rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

#### etap

Le groupe SAFT est leader mondial dans l'étude, la réalisation et la vente de produits de pointe destinés à des secteurs en développement de grands groupes industriels : Télécommunications, Informatique, Aérospatiale...

Nous recherchons pour intégrer à une équipe dynamique et performante d'une grande division réalisant 60% de son CA à l'exportation, un candidat de haut potentiel (ECP, Mines, Chimie de Paris, HEC...) capable d'assumer des responsabilités importantes de Marketing Opérationnel :

- appui aux réseaux de vente France et étranger (information, animation, formation) ;
- synthèse des informations sur les marchés ;
- participation à l'élaboration des politiques et des stratégies.

La réussite à ce poste implique :

- une expérience de marketing ou de vente dans le domaine des composants ou de biens d'équipements destinés à des secteurs industriels de pointe ;
- une personnalité affirmée, un dynamisme marqué, la capacité d'assumer des contacts à un niveau élevé ;
- une parfaite connaissance de l'anglais.

Poste à Romainville.

référence EU 330 AM

#### UN DES PREMIERS ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS FRANÇAIS

proposant à un Avocat, ayant 15 ans d'expérience professionnelle réussie, la possibilité de s'intégrer, à un niveau élevé, dans un service contentieux particulièrement étoffé.

Poste de premier plan, qui conviendrait à une personnalité affirmée et pondérée, capable de dominer un ensemble de problèmes extrêmement variés, d'animer des équipes de juristes de bon niveau, d'entretenir des contacts nombreux, tant à l'intérieur du groupe qu'à l'extérieur.

Réelles perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de tout premier plan.

Rémunération à la mesure des responsabilités à assumer.

Poste à Paris.

#### Nous sommes une entreprise à taille humaine (450 personnes) solidement implantée, comptant parmi les leaders de notre profession.

Nous venons d'effectuer des investissements très importants dans des ateliers automatisés. Nous fabriquons la gamme complète des produits de notre spécialité et nous créons plusieurs produits nouveaux tous les ans, que nous commercialisons sur tout le territoire national et à l'exportation (+ de 25%).

Pour poursuivre notre développement, nous recherchons notre Futur Directeur Commercial qui sera progressivement mis en place par le titulaire actuel du poste avant son départ en retraite.

Il sera ainsi formé pour remplir des fonctions importantes :

- participation à l'élaboration de la politique générale de la société ;
- responsabilité du chiffre d'affaires, des marges, du développement ;
- animation du réseau.

Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC... ayant 5 à 10 ans d'expérience commerciale dans le secteur des produits industriels. La connaissance du domaine second œuvre bâtiment serait un atout, mais notre choix sera surtout dicté par les qualités personnelles du candidat : capacités d'animateur, aptitude à précéder l'évolution des besoins de la clientèle, créativité allée à la rigueur et au sens de la gestion, excellent esprit d'équipe.

Anglais pratiqué indispensable.

Poste ville agréable nord France.

#### Futur Directeur Commercial

référence GW 332 AM

#### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

pour travaux dans le domaine hydraulique et équipements civils. Anglais parlé. Connaissance en informatique souhaitée.

Réf. M. MAMBOURG.

#### TECHNICIEN I.U.T.

B.T.S. physico-chimique. Cours dispensés en France.

Réf. M. MAYDATCHEVSKY.

Adresser C.V. et présentations, en précisant la référence du poste choisi, à : Service de Recrutement du C.S.T.B., Service T.E.O., 84, avenue Jean-Jaurès, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

#### IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche

pour son unité de production dans le Vieux

#### INGÉNIEUR DE FABRICATION

30 ans minimum

Ingénieur électrotechnicien de base ou électromécanicien avec expérience professionnelle indispensable en fabrication de matériel électronique, moyenne et grande série.

MISSIONS :

- Assistance technique à fabrication ;
- Mise en place nouvelles techniques de production.

Adr. C.V. et photo, à : 21.195, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Société dynamique, fabriquant du matériel de connexion pour industrie, administration et distributeurs.

#### CHEF DES VENTES

jeune et ayant expérience récente dans le vente.

- Basé au siège - région Centre-Ouest ;
- Pétrole du réseau de vente ;
- Participe à la définition des objectifs ;
- Est responsable de leur réalisation.

Envoyer C.V. + photo a/nr 7.884 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

#### Responsable système

référence UT 329 AM

#### LA FILIALE FRANÇAISE (900 personnes, 240 millions de CA) D'UN GROUPE INTERNATIONAL, propose un poste de Responsable Système.

Il s'agit d'une société à vocation technique et production ayant largement développé et intégré une informatique moderne (IBM 370/148 sous DOS/VS - réseaux de télétraitement - plus de 60 terminaux...).

Ce poste, directement rattaché au Responsable Organisation et Informatique implique :

- la gestion du système d'exploitation ;
- la mise en place de nouveaux produits et la préparation des investissements ;
- de conseiller et former techniquement les équipes en place.

Cette fonction devant déboucher sur une responsabilité opérationnelle plus complète nécessite une formation d'ingénieur ou équivalent et une expérience d'au moins 5 ans en informatique (comprenez une fonction système dans un environnement télétraitement).

Lieu de travail : proche banlieue nord-est de Paris.

4.rue Massenet 75016 Paris

etap



	La 1ère*	La 2ème**	ANNONCES ENCADRÉES	La 1ère**	La 2ème**
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50	OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70	DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	48,00	56,45	IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45	AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	48,00	56,45	AGENDA	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITALUX	146,00	184,64			

## ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### L'INFORMATIQUE DANS LA RESTAURATION

#### une réelle opportunité pour un jeune ingénieur informaticien

Nous sommes une jeune société créée en 1972. Notre situation est la suivante : à ce jour, l'ensemble de notre gestion et comptabilité est traité manuellement, puis sous-traité à l'extérieur. Notre société est arrivée à un C.A. de 300 Millions de Francs qui doit doubler d'ici fin 1984. Actuellement 8 centres de profit sont en activité, 4 sont en ouverture pour 1982, et un programme ambitieux existe pour les années à venir.

Nous voulons acquérir et mettre en place un matériel et une application "de pointe" sur les centres de profit. Ces exploitations seront reliées à un ordinateur central au siège Paris 8e. Nous engagerons les moyens nécessaires à cette mise en place primordiale pour notre développement.

Rattaché au PDG, vous aurez la responsabilité globale de cette opération. Votre fonction devra évoluer vers une direction en organisations et méthodes.

Nous offrons à un jeune ingénieur de formation supérieure ayant acquis une 1ère expérience proche de notre situation actuelle, une responsabilité et une rémunération très motivantes au sein d'une entreprise reconnue comme très dynamique sur le plan commercial et de ses résultats.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature à notre conseil qui l'étudiera confidentiellement et vous recevra pour vous présenter notre entreprise. Référence AS 01/82

NORAY CONSULTANTS

28, rue de l'Échiquier  
75010 PARIS - Tél. 246.12.28

Réponse et discrétion assurées  
Membre de la CSNCR

### LA TÉLÉMATIQUE: UNE NOUVELLE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Notre nom est associé aux plus grandes réalisations informatiques. Dans le domaine de la télématique et des télécommunications, nous nous voyons aujourd'hui confier des projets d'envergure, et nous souhaitons dans ce cadre élargir nos équipes à des

#### INFORMATIENS Expérimentés (1 à 5 ans)

Ils participeront à nos activités dans l'un des domaines suivants:

Réseaux, Téléinformatique, Micro-informatique, Logiciel de base.

En contrepartie des compétences qu'ils nous apporteront, ces cadres trouveront dans leurs premières affectations, une opportunité concrète de renforcer leur niveau technique, et d'évoluer vers des responsabilités importantes d'expertise ou d'encadrement.

Les rémunérations de départ sont parmi les plus élevées du secteur et progresseront ensuite régulièrement.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73280 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT



### recherche pour sa Direction Après-Vente des rédacteurs techniques

#### FONCTION:

- rédiger ou faire rédiger des textes techniques relatifs à nos matériels en vue de constituer des notices techniques destinées à des techniciens,
- garants du produit documentation,
- coordinateurs spécialistes/formateurs,
- centralisateurs de la documentation interne et des actions de FEED - BACK.

#### PROFIL:

- ingénieurs ou techniciens supérieurs en électronique expérimentés dans cette fonction,
- anglais apprécié.

Lieu de travail : Bruyères-Le-Châtel (proche Arpajon) puis Massy 91 (S.R.E.R.)

Ecrire avec CV et prétentions à Catherine BONNIER  
TRANSAC ALCATEL  
91680 BRUYERES-LE-CHATEL.

## VOTRE AVENIR: LA FONCTION PERSONNEL

Vous possédez déjà une première expérience opérationnelle réussie dans le domaine de la GESTION DES HOMMES.

Vous êtes un homme d'idées et d'action, votre enthousiasme vous pousse à passer à une fonction supérieure.

Aussi, vous aspirez maintenant à une responsabilité qui vous permettra d'affirmer vos qualités dans une ambiance sympathique et stimulante.

Nous sommes la PRINCIPALE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL INDUSTRIEL ET COMMERCIAL qui met en œuvre des techniques avancées en matière de gestion sociale.

Dans le cadre de l'évolution de nos structures et de nos hommes, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur. Nous lui confierons, dans un premier temps,

un rôle important dans notre

#### Département emploi et gestion des ressources humaines.

C'est à notre Siège Social de Paris-La Défense qu'il prendra en charge des activités liées à la qualification du travail, au recrutement et à l'appréciation.

Nous vous proposons, au cours d'un entretien, de vous exposer cette activité ainsi que les idées que nous avons pour l'avenir.

A cet effet, veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo sous référence 8626 à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS.

media system

Un important établissement public  
(Paris)  
recherche pour son département  
"Consultation et contentieux internes"

### JURISTE

Le candidat retenu, obligatoirement diplômé de 3ème cycle, devra justifier d'une première expérience en cabinet ou en entreprise et maîtriser à la fois droit public et droit privé.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 7444 à :

OF/organisation et publicité  
2 rue HAVAS 75001 PARIS

### L'Audit vous intéresse

- Vous avez une formation supérieure (comptable, informatique ou bancaire).
- Une expérience en tant qu'Auditeur interne.

Un établissement financier vous propose un poste

#### d'Auditeur Interne

au sein d'une petite équipe.

Envoyer CV, photo, références et prétentions sous N° 5446 à L.T.P.  
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris  
Cedex 02 - qui transmettra

### SECIM (Groupe Creusot-Loire)

80% de son CA à l'exportation

Vous êtes motivé pour faire avancer une technique et la rendre très performante par une amélioration constante de son automatisme. Nous vous proposons de venir renforcer la compétence du service RÉALISATION de notre Département LAMINOIRS.

#### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Avant une première expérience ou diplôme de formation INGENIER ou équivalent, vous réaliserez des études complètes d'automatisme de process en temps réel: organigrammes, programmation, tests en laboratoire, intervention et mise au point sur site lors des installations de matériel.
- Vous avez acquis une bonne connaissance de l'anglais.
- Un stage d'environ un an à COURBEVOIE (92) vous permettra de vous perfectionner avant d'être affecté à notre unité de MAUBOURG (50).

Adresser-nous votre dossier de candidature avec photo et rémunération actuelle:  
SECIM - Service Gestion des Cadres - Réf. C82 M - 107, bd de la Mission-Marchand  
92408 COURBEVOIE CEDEX.

Importante Société d'Ingénierie  
Filiale de l'un des premiers Groupes  
Industriels Français  
recherche pour assister sa  
Division Internationale

#### Diplômé HEC, ESSEC, Sup de Co

Age : minimum 35 ans.  
Expérience : au minimum 5 ans dans les techniques administratives et financières liées à la réalisation d'usines clés en mains à l'étranger (fiscalité, COFACE, financements internationaux, banques, risques économiques, etc...).

Poste : basé à PARIS.  
Anglais indispensable.  
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6000 à L.T.P.  
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

HAVAS CONTACT



La Fédération des Caisses de  
Crédit Mutuel  
d'Ile-de-France  
recrute dans le cadre de son  
développement des

### Animateurs Commerciaux

Par leur action d'assistance conseil auprès des caisses locales, ils contribueront à la définition et à l'application de la politique commerciale à travers des actions de vente et de dynamisation de réseau.

Agés d'environ 30 ans, ces hommes de terrain posséderont une bonne expérience de commercial dans une banque à réseaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence M 50 au Département des Relations Humaines et Sociales, 5, place des Fêtes - 75019 PARIS.

Dessain

HAVAS CONTACT

SAPHYMO STEL, filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE  
recherche pour son département RADIOMETRIE

## INGENIEUR COMMERCIAL FRANCE

ESE - IEG ou équivalent

ayant au moins 2/3 ans d'expérience. Il sera chargé de commercialiser des systèmes électroniques pour des applications nucléaires.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à Madame JAULIN - 29, avenue Carnot - 91301 MASSY.

SAPHYMO-STEL

## Cadres financiers

Débutants. ESC, Licence...

Vous êtes jeune: Vous avez acquis dans une Ecole de Commerce ou à l'Université (Droit, Gestion), une solide formation en comptabilité et finance. Nous vous proposons de prendre dès maintenant des fonctions de contrôle de gestion au sein d'une importante entreprise de Travaux Publics. Les postes à pourvoir sont situés en proche banlieue Nord.

### FORCLUM

Adresser C.V., et prétentions à  
Service du Personnel B.P. 201  
93153 LE-BLANC-MESNIL Cedex

## FONCTION PLANNING

Notre société, leader sur le marché de l'électronucléaire, développe son activité, tant en France qu'à l'étranger.

Elle recherche des Ingénieurs ou Techniciens, professionnels du planning; ils devront justifier d'une expérience d'au moins 3 ans, dans le cadre d'importants projets clés en main (pétrochimie, génie civil export, sidérurgie...).

Nous leur offrons une affectation:

- soit au siège parisien;
- soit à l'étranger (Extrême-Orient, possibilité d'expatriation familiale, minimum 3 ans).

Ils auront pour mission la coordination de l'avancement d'une affaire dans son ensemble, c'est-à-dire de l'étude à la réalisation sur chantier.

Envoyer CV détaillé, en précisant l'affectation souhaitée, sous référence 73326 à HAVAS CONTACT  
156 boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

## OFFRES D'EMPLOIS

Un analyste - trappeur -  
pour un grand projet



DEVELOPPEMENT  
ET INDUSTRIALISATION

SIEMENS

### Chef comptable

chef de

fonction



SAXBY

### INGENIEUR

INGE

ST

ingé



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## Un analyste «trappu» pour un grand projet

Ce projet : repenser le système de comptabilité générale et analytique de la société. Vaste projet quand on sait que la société compte 4500 personnes en France.

Pour le mener à bien, nous recherchons un analyste chevronné. Il peut avoir une formation ingénieur + économie ou une formation de type IEP, ESC, ... Ce qui nous importe surtout c'est la qualité de son expérience : 2/3 ans au moins sur systèmes comptables et financiers. Il aura à sa disposition des moyens informatiques puissants (langages COBOL et DL 1).

Le poste est à pourvoir au siège, banlieue sud Paris. Compte tenu de notre caractère international, la connaissance de l'anglais est un atout important pour une bonne évolution de carrière, qu'elle se fasse au niveau du département informatique ou chez les utilisateurs.

Les analystes intéressés par ce poste sont invités à adresser leur candidature sous référence 4184 (mentionnée sur l'enveloppe) à : DESSEIN - 69, rue de Provence - 75008 PARIS.

### THOMSON-CSF

La Division Télécommunications de Thomson-CSF implantée à Gennevilliers, spécialisée dans la fabrication d'équipements et de systèmes de radiocommunications mobiles et de produits bureautiques (télécopie...), recherche ingénieurs de

### DEVELOPPEMENT ET INDUSTRIALISATION

En équipe avec les laboratoires de recherche électronique, ils ont pour mission de concevoir l'architecture mécanique des matériels et sont responsables du suivi des opérations conduisant à la fabrication en série (prototypes, dossiers techniques, devis, planning...). Ils travaillent dans le cadre d'un budget par projet et sont assistés de collaborateurs techniques et dessinateurs. Diplômés d'écoles à dominante mécanique, ils auront si possible une première expérience d'industrialisation de produits fabriqués en petite et moyenne série.

Adressez candidature, CV, photo et niveau de rémunération actuelle à : M. GALLAIS, Thomson-CSF, Division Télécommunications, 16 rue du Fossé Blanc - 92251 GENNEVILLIERS.

### SIEMENS

ELECTROMEASURES S.A.R.L.

recherche

### Chef comptable

Ce professionnel confirmé (DECS), 35-45 ans, sera responsable de la bonne gestion de nos comptabilités générale-clients - analytique ainsi que de l'établissement du bilan, avec l'aide d'un service de 7 personnes.

Cette fonction requiert la pratique de systèmes informatiques, mais aussi de bonnes aptitudes financières pour gérer au mieux notre trésorerie et la réglementation des devises.

De bonnes notions d'anglais, parlées ou écrites, sont nécessaires pour ce poste basé à PARIS.

Il s'agit d'une fonction passionnante intégrée à l'équipe de direction d'une société en plein développement aux activités très solides. La rémunération et les avantages sont assortis à la responsabilité.

Adressez votre C.V. détaillé + photo sous référence n° 3693 à notre conseil qui vous garantira une totale discrétion.

40, rue du Thiol, 67000 STRASBOURG.

managing

### SAXBY

Département "AUTOMATISMES"

recherche

### INGENIEUR Grandes Ecoles

pour lui confier la responsabilité d'installations complètes en France ou à l'étranger dans le cadre de budgets importants.

Une expérience de quelques années est indispensable dans les automatismes industriels, l'électronique et l'informatique.

Rémunération très ouverte en fonction de l'expérience du candidat.

Poste d'avenir pour candidat de valeur.

Adressez CV détaillé, photo et prétentions à : SAXBY, 40 rue de l'Orillon, 75226 Paris Cedex 11.



MINISTRE DE LA  
DEFENSE  
GROUPEMENT  
INDUSTRIEL DES  
ARMEMENTS  
TERRESTRES

### INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ingénieur d'études au sein du Département Automatique de la Division Tourne Equipements. Il aura, avec son équipe, la responsabilité technique de l'étude et du développement de systèmes d'arme d'intégrés sur hélicoptère.

Sa formation en électronique lui permettra de traiter des problèmes de motorisation et d'asservissements. Une connaissance de l'électronique numérique serait appréciée.

Une large initiative dans les contacts professionnels est offerte aux candidats pour mener à bien cette activité.

Envoyer lettre, CV, photo et prétentions sous référence TA/H-1, Etablissement ANX-APX, Service du Personnel, Route de la Minière SATORY - RP 1342 78013 - VERSAILLES CEDEX

### FINDUS



## FRANCE GLACES FINDUS Groupe Nestlé

2 MARQUES: • Les produits surgelés FINDUS • Les crèmes glacées GERVAIS  
3.300 Personnes - 19 Agences réparties sur toute la France

notre développement nous amène à renforcer nos équipes en recrutant des jeunes diplômés Sup de CO, ou équivalent débutants ou ayant une première expérience.

### responsables clients nationaux

Hommes de contact, ils assureront une relation permanente avec les clients nationaux.

Leur esprit d'analyse et de synthèse leur permettront de préparer les négociations avec ces clients et de suivre la bonne application des accords conclus.

Postes situés à Paris.

### adjoint chef d'agence

Homme de terrain et de contact avant tout, il aura pour rôle de seconder le chef d'agence dans :

- le stockage et la distribution de nos deux gammes de produits
  - la gestion administrative et informatique de l'Agence
  - l'animation d'une équipe de 40 collaborateurs
- Une mobilité géographique est nécessaire pour évoluer dans nos différentes agences.

Notre choix se portera sur des candidats ayant déjà fait preuve d'efficacité, de puissance de travail et de faculté d'adaptation.

### PLUS QUE DES POSTES NOUS OFFRONS DES CARRIERES.

Adressez-nous votre CV, une photo et vos prétentions en précisant le poste choisi.  
FRANCE GLACES FINDUS - DIRECTION DU PERSONNEL - 4, rue Brantôme - 75152 - PARIS CEDEX 03.

### chef de groupe de produits

Réf. I 24 M

GERVAIS DANONE FRANCE - 2500 M de F de CA, 4400 personnes, 7 usines - développe régulièrement le volume de ses ventes et sa pénétration sur le marché des produits laitiers frais dont la situation est favorable.

Ses marques à forte notoriété occupent les toutes premières places sur les marchés des yaourts (Danone), des fromages frais (Gervais, Jockey, Gervillage, Gerfruits...), et des desserts (Dany, Danette, Danino...). La Direction Marketing a confié à cinq chefs de groupe de produits le développement et la gestion des produits existants et nouveaux. Elle souhaite confier la responsabilité de l'un de ces groupes à un diplômé d'Etudes Supérieures ayant acquis environ 4 ans d'expérience du marketing de produits de grande consommation et assuré, de préférence, l'animation, la formation et la supervision d'un ou plusieurs assistants chefs de produits. Cette fonction représente une véritable opportunité de progression de carrière au sein d'une Société performante et d'un Groupe en constant développement. Lieu du poste: Levallois-Perret (92).

### fonction achats

Réf. F 1 M

EUROPEENNE DE BRASSERIES - 1,3 Md de F de CA, 2500 personnes, 11 usines - fabrique et commercialise des bières et des boissons gazeuses (Kanterbri, Gold, Valstar, Canada Dry).

Elle recherche pour son Service Achats et Approvisionnements une personne de formation supérieure (École Supérieure de Commerce ou d'Approvisionnement...), 4 ans d'expérience des achats auront développé ses qualités de négociateur.

Cette personne sera responsable des achats de sucres destinés à la fabrication des boissons gazeuses. Elle suivra les prévisions des besoins des établissements et assurera leur approvisionnement. Elle négociera, en liaison avec le Marketing, l'achat des articles publicitaires nécessaires aux actions commerciales. De réelles perspectives d'élargissement de responsabilités seront ouvertes. Le poste est situé à Sevres.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, sous réf. correspondante, en précisant rémunérations actuelles et souhaitées à : BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn gervais danone bsn.gervais danone . bsn

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

### ELECTRICIENS

ESE - TELECOM - IDN...

Vous avez développé vos compétences dans des secteurs tels que telecom, pétrochimie, énergie, dans une activité B.E., coordination ou travaux, et vous souhaitez élargir vos compétences dans un domaine de pointe. Notre société (5000 personnes, La Défense), à vocation internationale, leader sur le marché électronucléaire, vous offre cette possibilité.

Affectés au siège, vous aurez une responsabilité de coordination technique avec les services d'études, de chantier, les sous-traitants, ceci de la fabrication jusqu'à la mise en service pour tout le contrôle commande, l'installation électrique générale de nos équipements.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable, et permettra notamment des évolutions à l'exportation.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73324 à HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

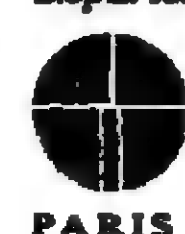
## SURETE NUCLEAIRE

Grande entreprise nationale, secteur nucléaire,  
banlieue sud de Paris, recherche

### ingénieurs électroniciens grandes écoles

pour conduire des études et analyses fonctionnelles des systèmes de contrôle - commande des centrales nucléaires. La fonction conviendrait à des ingénieurs possédant une connaissance des systèmes à base de microprocesseurs utilisés dans les automates temps réel, et sachant dialoguer avec des ingénieurs d'autres disciplines. Débutants ou possédant quelques années d'expérience, ils recevront une formation intensive au fonctionnement des centrales PWR. Anglais souhaitable.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez sous référence 82.01-M aux Consultants du Département Recrutement d'EUREQUIP chargés de la recherche.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

EUREQUIP  
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT  
B.P. 30 - 92420 VAUCRESSON  
LAUSANNE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
MULTINATIONALE  
recherche pour son siège PARIS

### CONTROLEUR DE GESTION CENTRAL

30 ans minimum  
ECOLE CENTRALE, HEC, ESSEC, MINES...

Chargé des missions :

- de planification économique
  - d'analyse des résultats au niveau de la société et de ses filiales
  - de l'évolution du système d'information.
- Expérience 3 à 5 ans en milieu industriel en matière de contrôle de gestion, de direction de centres de profit.

Esprit d'analyse et de synthèse, sens des contacts humains, dynamisme.

Anglais, allemand souhaités.

Adressez CV, photo et prétentions à No 21.031 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Société spécialisée en

### C.A.O.

recherche:

### INGENIEURS INFORMATIENS

(pour développement applications graphiques de haut niveau)

- deux ans d'expérience (FORTRAN)
- en algorithmes complexes
- en graphique
- goût pour la géométrie indispensable

### JEUNES INGENIEURS

(pour développement d'un système graphique de hautes performances)

- SUPLEC
- ENSIMAG option conception
- ESIE
- goût pour la microélectronique

ASSIGRAPH

72, quai des Carrières, 94220 Charenton-Tél. 378.44.33



poursuivant sa très forte expansion,  
la Société I.E.R. recherche

### area sales manager

Responsable du marché allemand et des pays de langue allemande.

Sa mission :

Participer à la mise en place des distributeurs dont il animera et coordonnera ensuite les activités.

Nous voulons :

Un homme d'expérience ayant une connaissance concrète du marché des périphériques en Allemagne Fédérale.

Rémunération très motivante.

Écrire curriculum-vitae, photo et prétentions Direction Générale, I.E.R., 12, rue Sébastopol - 92400 Courbevoie.

2010120



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes utilisés pour la recherche, l'évaluation et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.  
Au sein du Département Informatique, le Centre de calcul scientifique, équipé de 4 VAX et d'autres moyens avancés, recherche un

### Ingénieur informaticien (débutant à deux ans d'expérience)

Diplômé d'une Grande École ou de niveau équivalent. Intégré à l'équipe système, il aura un rôle de conseil auprès des utilisateurs, réalisera des projets systèmes, contribuera au développement de nos réseaux locaux et internationaux.  
Ce poste nécessite une pratique courante de l'anglais. Il ouvre des perspectives de carrière dans le Groupe Schlumberger.

Les candidatures seront adressées, accompagnées d'une photographie, sous la référence 73313 à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS  
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée  
92142 CLAMART

## INTERNATIONAL MÉTAL SERVICE

Société Holding (CA consolidé 2 milliards de FF) contrôlant des sociétés de distribution de Produits Métallurgiques implantées dans les principaux pays industrialisés du monde renforce sa Direction Financière à PARIS et recherche un

### contrôleur de gestion

Il participera - dans un premier temps - à un travail d'analyse et d'exploitation des résultats, permettant de suivre et de contrôler l'activité de plusieurs filiales du groupe.

Par la suite il se verra confier des missions plus étendues de Conseil et d'Assistance auprès des Directions de Filiales dans un esprit plus opérationnel.

Ce poste conviendrait à un titulaire d'un **DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (DEC, ESSEC, ESC...)** complété par le DEC, possédant une expérience similaire de 2 à 3 ans, parlant couramment ANGLAIS et si possible une autre langue (ALLEMAND, ESPAGNOL...) et désireux de poursuivre sa carrière dans un environnement international.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2316 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Importante société d'ingénierie (5000 personnes - La Défense), leader sur le marché électronique, recherche un

## COST CONTROLLER

Technicien de formation, il a développé son expérience des domaines (5 ans minimum) dans le cadre de grands projets France ou export (pétrochimie, sidérurgie...), dont une partie sur chantier.

Affecté au siège, dans l'équipe chargée de la réalisation d'un important contrat en Extrême-Orient, il participera à :

- l'élaboration d'une méthodologie du coût pour le compte client ;
- l'analyse et la conception des supports informatiques ;
- ou suivi des coûts des contrats et du planning.

La connaissance de l'anglais lu et parlé est indispensable, elle favorise à terme l'évolution vers d'autres projets à l'exportation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 73325 à HAVAS CONTACT, 156 boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

## JEUNE DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE OU UNIVERSITAIRE

La comptabilité vous intéresse et vous avez choisi l'option Finance-Comptabilité. L'informatique ne vous est pas étrangère.  
Au sein des services comptables, nous vous proposons la fonction :

### Responsable "Procédures-Organisation-Informatique"

Vous devrez :

- analyser l'organisation actuelle de nos services afin de détecter le besoin de nouvelles procédures ;
- en définir les objectifs et les moyens ;
- participer à leur élaboration, rédaction et mise en place définitive ;
- en tant qu'utilisateur de l'informatique, analyser et exprimer les besoins à nos correspondants informatiques.

Le développement de notre société (Paris - La Défense), leader dans son domaine, et notre dynamisme, permettront à un candidat de valeur d'élargir ses responsabilités.

Envoyer lettre + CV sous référence 73317 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

## ingénieur chargé d'affaires

Un Etablissement d'Etat, recherche un Ingénieur d'Affaires pour l'étude et le développement de systèmes électroniques. Ce poste conviendrait à un Ingénieur débutant ou possédant quelques années d'expérience, de formation électronique ou automatique, ayant l'esprit de synthèse et l'habitude de la rigueur scientifique. Des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : optronique, mécanique, hydraulique, optique, seraient appréciées, ainsi que la pratique de l'anglais ou de l'allemand.

Ce poste est basé dans la proche banlieue parisienne.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 82-05-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.



PARIS

LONDRES

HOUSTON

EUREQUIP

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT  
B.P. 30 - 92420 VANCLUSE  
LAUSANNE

Société de services mini et micro-ordinateurs recherche

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ayant une expérience d'une à deux années de vente de matériel ou services à des P.M.E., il sera responsable de la vente de systèmes micro-ordinateurs clé en main et pourra rapidement prendre des responsabilités importantes dans une jeune société très dynamique.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à RÉGIE PRESSE, N° T 030738 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## hutchinson-mapa

15.000 personnes - 2,5 MILLIARDS F/an  
UNE DES DIVISIONS DU GROUPE  
(Produits pour clientèles industrielles)  
rech. pour base à LEVALLOIS (92)  
et 50 % sur le terrain

## INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT « PAYS DE L'EST »

RESPONSABILITÉ TOTALE DES VENTES (les développer + nouveaux distributeurs) ET DE LA MARGE BRUTE dégagée dans sa Zone.

### INDISPENSABLE

- FORMATION INGÉNIEUR de préf. ou COMMERCIALE et expérience requise.
- ALLEMAND absol. COURANT
- Anglais et poss. Russe apprécié
- EXPÉRIENCE (3 à 7 ans) de la VENTE EXPORT DE PRODUITS INDUSTRIELS, de préf. dans les Pays concernés.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 4786 à

SC sélection conseil  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## VECTEUR S.A.

recherche

## INGÉNIEURS DIPLOMÉS

- 3 à 5 ans expérience en entreprise.
- Possédant compétences informatiques pour la mise en œuvre de projets d'organisation.
- Déplacements ou séjours éventuels en province ou à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé, 78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

## Organiser et Gérer

Des Cours de Langue 110 000 F/an

dans le cadre d'une croissance régulière, notre Société de formation aux langues étrangères, collaborant depuis plusieurs années, avec une centaine d'entreprises et d'organismes officiels de la Région Parisienne recherche pour Paris 94

### UN ORGANISATEUR GESTIONNAIRE.

- Il supervisera les tests de niveaux, planifiera, organisera et suivra le fonctionnement des groupes, sera en liaison étroite tant avec les entreprises qu'avec les stagiaires et les professeurs.
- Ce poste diversifié intéresse un homme de formation supérieure ayant 4 à 5 d'expérience, maîtrisant de qualité d'animateur, d'organisateur de gestionnaire et parlant anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82 604 à Madame Claude FAVEREAU.

centor

13 bis, rue Henri Monnier  
75008 PARIS

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL recherche

## DIRECTEUR

pour son centre familial de repos et de loisirs (200 lits), situé dans le VAL D'OISE.

Expérience de direction et d'animation de centres de vacances ou collectivités souhaitées.

Logement assuré, salaire élevé à débattre selon expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 9580 à

VALENS CONSEIL  
B.P. 359 - 75064 PARIS Cedex 02



compagnie de signaux et d'entreprises électriques - 5400 personnes dont 600 Cadres -

recherche pour sa Division

## ETUDES SYSTEMES MILITAIRES EMBARQUÉS JEUNE INGENIEUR INFORMATICIEN TRAITEMENT NUMERIQUE DU SIGNAL

notamment dans le domaine du filtrage de Kalman avec larges possibilités d'évolution en logiciel micro 8 et 16 bits.

Ecrire au Service Emploi et Développement des Cadres  
17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS.

## consultant confirmé

### sema selection

Nous sommes spécialisés dans le conseil aux entreprises pour le recrutement d'ingénieurs et cadres de toute fonction, l'évaluation des candidats et des postes et tout ce qui est lié à la gestion des carrières. Nous souhaitons renforcer nos équipes et recherchons pour Paris un consultant confirmé dans le domaine du recrutement.

Après une période de formation, il bénéficiera progressivement d'une large délégation de responsabilités dans la réalisation des missions dont il aura la charge et trouvera un appui auprès des équipes pluridisciplinaires de sema.

Ce poste s'adresse exclusivement à des candidats très expérimentés dans le domaine des problèmes humains et en particulier dans le recrutement de cadres de haut niveau. De formation supérieure, ils doivent être rigoureux dans leurs méthodes de travail, entraînés aux contacts et à la négociation, soucieux de la qualité de leurs prestations et capables d'une grande autonomie d'action.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10313/M à P. Salaberry, Sema-Selection: Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE

sema selection

Paris Lille Lyon  
Marseille Toulouse

## THERMOCOAX & Cie

recherche pour renforcer son équipe  
Recherche et Développement

## INGENIEUR PHYSICIEN

Formation INSA ou ENSI  
Débutant ou 2 à 3 ans d'expérience

Pour participer à l'étude et au développement ainsi qu'à l'application de nouveaux produits.

Anglais parlé souhaité.

Adresser C.V. manuscrit avec photo à  
THERMOCOAX et Cie - Service du Personnel  
10, rue de la Pussierelle - 92150 SURESNES

## OFFRES D'EMPLOIS

## INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT EN TOYAUTERIE INDUSTRIELLE

## INGENIEUR D'AFFAIRES BATIMENT INDUSTRIEL EXPORT

## INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

## CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

## 2 ANALYSTES - PROGRAMMEUR INFORMATIQUE DE GESTION

## INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

## adjoint au chef du département exploitation

## adjoint au chef du département exploitation

## TITN

## Ingénieurs Chefs de Projets

## Ingénieurs Système

## Analystes - Programmeurs

Appel 1420



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# TRINDEL

INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS  
C.A. : 1,5 MILLIARD F - 5.500 personnes

PROPOSE A DES HOMMES DE VALEUR DES SITUATIONS EVOLUTIVES DANS SES DIFFERENTS ETABLISSEMENTS PARIS et PROVINCE.

## INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT EN TUYAUTERIE INDUSTRIELLE

TOULOUSE - Réf. A 82 / 1

Responsable de la section Export et de son développement, il sera chargé de détecter, concevoir et réaliser (commercial, Devia, travaux), des installations de tuyauterie destinées à une clientèle nationale et internationale. De formation Ingénieur Electricien (ESE, IEG, SUDRIA ou équivalent), il aura une expérience de 5 ans en tant que responsable d'affaires dans une branche similaire. Déplacements FRANCE et ETRANGER. ANGLAIS courant indispensable.

## INGENIEUR D'AFFAIRES BATIMENT INDUSTRIEL EXPORT

PARIS - Réf. A 82 / 3

Capable de seconder un Chef de Division, il sera chargé d'étudier et de réaliser d'importants contrats à l'export en électricité bâtiment industriel. De formation Ingénieur Electricien (ESE, IEG, SUDRIA ou équivalent), il aura une expérience similaire de 5 ans. Connaissance très approfondie de l'ANGLAIS. Déplacements FRANCE et ETRANGER.

## INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT U.S.A.

SAINT - OZEN - Réf. A 82 / 5

Leader dans le domaine des parkings dont la mise en œuvre nécessite l'utilisation de techniques complexes, notre Division «PARKING» recherche un Ingénieur chargé de développer nos activités Export, notamment vers les U.S.A. Outre le suivi d'affaires au niveau commercial, chantier, fabrication, il assurera les relations avec les représentants US. Doté d'une forte personnalité, il sera bon commerçant et gestionnaire. De formation Grande Ecole d'Ingénieur, il aura 2 à 4 ans d'expérience dans l'industrie. ANGLAIS courant exigé. Déplacements FRANCE et ETRANGER.

## CHEF DE PROJET INFORMATIQUE DE GESTION

PARIS - Réf. A 82 / 7

Chargé de développer de nouveaux logiciels dans le domaine de la comptabilité et de la paie et diverses applications de gestion. De formation MIAGE ou équivalent, il aura 3 ans d'expérience minimum. Matériels utilisés IBM 434 I et PDP 1144. Connaissances impératives du BASIC et du PL 1.

## 2 ANALYSTES - PROGRAMMEURS INFORMATIQUE DE GESTION

PARIS - Réf. A 82 / 8

Pour participer à la conception de programmes destinés à la facturation et à des applications de gestion. De formation MIAGE ou équivalent, DEBUTANTS, ils travailleront sur matériels IBM 43 41, système VM/CMS et PDP 1144 système RSK. Très bonnes connaissances du COBOL et du PL 1, BASIC souhaité.

TOUS CES POSTES OUVERT D'INTERESSANTES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE CARRIERE DANS UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL.

Assurées d'une discrétion absolue, les candidatures (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), précisant bien la référence

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE

## RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS

PARIS - Réf. A 82 / 11

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission de définir et de faire appliquer la politique d'approvisionnement (FRANCE et ETRANGER) dans une structure décentralisée. Professionnel, négociateur averti, apte à affronter des situations nouvelles, il possèdera une solide expérience (10 à 15 ans), de préférence dans le domaine de la CONSTRUCTION ELECTRIQUE. Sa formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs, HEC, ESSEC. ANGLAIS souhaité.

## 2 INGENIEURS D'AFFAIRES EN TELEPHONIE ET COURANTS FAIBLES

PARIS et LYON - Réf. A 82 / 2

Responsables de la section Téléphonie de leur établissement, ils seront chargés de son animation, de sa coordination, ainsi que du suivi de la clientèle, de la négociation des prix, des études et devis. Ingénieurs en TELECOMMUNICATIONS, ils auront une expérience similaire de 5 ans minimum. Une bonne connaissance de la profession sera un atout supplémentaire. ANGLAIS souhaité. Déplacements FRANCE et ETRANGER.

## INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTRICIENS

PARIS - GRENOBLE - ALBERTVILLE - Réf. A 82 / 6

Ayant 2 à 4 ans d'expérience pour assurer la responsabilité de l'étude, de la réalisation et de la mise en service d'importants équipements électriques et / ou d'automatismes industriels. Diplômés d'une Grande Ecole d'électricité (ESE, IEG ou équivalent), ils auront un goût prononcé pour la gestion des affaires et les relations humaines. Certains de ces postes impliquent une très bonne connaissance de l'ANGLAIS et des déplacements FRANCE et ETRANGER.

## INGENIEUR ELECTRICIEN DEBUTANT

SAINT - DENIS (93) - Réf. A 82 / 4

Adjoint au Responsable Fabrication d'une unité de fabrication de matériel à base de systèmes automatisés, il sera chargé de le seconder dans ses fonctions. De formation Ingénieur Electricien et / ou Automaticien (ESE, IEG, ARTS & METIERS ou équivalent), ses fonctions pourront évoluer à moyen terme vers un poste d'Ingénieur d'Affaires. ANGLAIS souhaité.

## INGENIEUR SYSTEME ESE, IEG, ...

LYON - Réf. A 82 / 12

Possédant 3 à 5 ans d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes à base de minicalculateurs. Une bonne connaissance du SOLAR et / ou du DEC PDP 11, des logiciels de base, ainsi que des automates programmables sera très appréciée.

## ANALYSTES - PROGRAMMEURS - SYSTEMES

SAINT - OZEN (93) - Réf. A 82 / 9

Ayant une expérience de 2 ans minimum en ASSEMBLEUR temps réel sur matériel DEC (PDP 11) et possédant des connaissances sur le moniteur et les structures des fichiers. Une première approche dans le domaine des horaires variables sera un atout supplémentaire.

du poste choisi, sont à adresser à la Société TRINDEL - DP / PS - 44, Rue de Lisbonne - 75383 PARIS CEDEX 08

RSCG CARRIERES

IMPORTANTE  
SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉDITION  
Banlieue SUD PARIS  
recherche

## adjoint au chef du département exploitation

Jeune ingénieur avec 1 ou 2 années d'expérience sur le tas dans une activité mettant en œuvre des moyens mécanisés.

Formation appréciée :  
TP, A & M, ECAM, IDN ou assimilées.

Qualités requises :  
Initiative, méthode, goût des contacts humains.  
Ecrire avec CV à HAVAS CONTACT, 186, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 39267

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
recrute

## INGÉNIEUR-INFORMATICIEN

Diplômé SUPÉLEC  
Grenoble ou Toulouse. Connaissant traitement de textes et gestion de bases de données. 2 à 5 ans d'expérience.  
**INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS**  
connaissances radar et techniques digitales pour rédaction de notices techniques.

Salaire intéressant.  
Tél. pour rendez-vous : 281-93-44.

**RTC**  
La Radiotechnique-Compelec

Composants Électroniques  
recherche pour  
ses Services Commerciaux  
**INGÉNIEURS Débutants ou Confirmés**  
diplômés d'Ecoles spécialisées  
en Électronique

- Si vous êtes attiré :  
- par les techniques avancées de l'électronique et particulièrement des circuits intégrés  
- par les négociations commerciales - l'établissement de contrats et le suivi des clients
- Si votre anglais est suffisant
- Si la variété et la multiplicité des relations professionnelles vous intéressent.

RTC se chargera de votre formation complémentaire.

Ecrire avec C.V.  
RTC La Radiotechnique-Compelec  
Service du Personnel  
130, avenue Ledru-Rollin  
75540 PARIS CEDEX 11.

**TITN**

Société d'engineering  
en informatique  
Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE

## Ingénieurs Chefs de Projets

GRANDE ECOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, base de données). (Réf. 1 M)

## Ingénieurs Système

GRANDE ECOLE, expérimentés sur mini ou micro-ordinateur. (Réf. 2 M)

## Analystes - Programmeurs

MIAGE ou IUT Informatique, pour analyse et programmation de systèmes de Gestion interactifs sur mini-ordinateur. (Réf. 3 M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à T.I.T.N. - 1 à 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIAT

CLAYE SOUILLY (77)

## WABCO FREINAGE DE VEHICULES S.A.

Dans le cadre de la création de sa Direction organisation et systèmes d'information, cette entreprise qui réalise 320 M de C.A. propose de véritables opportunités à des informaticiens soucieux de réalisations concrètes en milieu industriel.

Elle souhaite rencontrer :

## CHEFS DE PROJETS Réf. M 10391 E

Justifiant d'une expérience suffisante pour mener à bien avec leurs équipes des projets ambitieux de gestion de production articulés autour de «COPICS».

## ANALYSTES PROGRAMMEURS Réf. M 10391 K

Sur des applications à prédominance temps réel sur bases de données. Ils connaissent nécessairement IBM, sous DOS VS/VSE, le COBOL/ANS, CICS et DLI.

## PROGRAMMEUR SYSTEME Réf. M 10391 L

Qui en collaboration avec l'ingénieur système participe à la définition, à la mise en œuvre des logiciels de base.

Connaissances requises : DOS VS/VSE sous power, Assembleur et cobol IBM, écritures de transaction sous CICS, DLI, ou VSAM.

Pour toute information complémentaire, écrivez sous la référence choisie ou téléphonez (369 13 82) à notre conseil Olivier CHALMETTE à qui nous avons confié cette recherche et qui assure toute confidentialité.

**EGOR S.A.**  
8 rue de Belfort 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

**egor**

Le département  
TRAITEMENT DE TEXTES de la CERC

recherche

## formateur électronique/informatique

pour prendre en charge les actions de formation technique des utilisateurs de nos systèmes.

Profil : formation supérieure en électronique, première expérience professionnelle (mini. 2 ans), goût pour l'enseignement, autonomie. Déplacements de courte et moyenne durée en France et à l'Etranger sont à prévoir.

Merci d'adresser candidature manuscrite avec C.V. sous réf. 01/04 à CERC - Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro 94120 Fontenay-sous-Bois.

**Cerci**

47/10/150



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## L'INGENIERIE DU TEMPS REEL LEADER A L'EXPORT

### SODETEG T.A.I.

Filiale de SODETEG - Groupe THOMSON-BRANDT  
Maître d'Oeuvre d'importants projets d'informatique industrielle  
1981 : 180 MF dont 2/3 à l'Export  
renforce son potentiel

#### CHARGES D'AFFAIRES "PROCESS"

Ces ingénieurs diplômés (es) au tempérament d'entrepreneur ont une large expérience des systèmes à base de mini et micro calculateurs pour la conduite de processus (règles de traitement du signal, transport de l'électricité, des fluides). Ils ont l'entière responsabilité d'affaires (de 2 à 10 MF et +) sur le plan financier, technique et humain. Réf. A

#### AUDIT, ETUDES LOGICIELLES

Cet ingénieur (H/F) a un rôle technique central de conseil auprès des équipes logicielles opérationnelles, la maintenance de logiciels (applications industrielles) d'intérêt général pour les services, l'audit de projets, la gestion du centre de calcul, la responsabilité d'une petite équipe d'ingénieurs d'études. Réf. B

#### SPECIALISTES "TEMPS REEL"

Ces ingénieurs de haut niveau ont des compétences spécialisées dans les applications industrielles de l'informatique Temps Réel utilisant des mini-calculateurs. Chefs de Projets ayant une large autonomie, ils assureront l'animation d'équipes de 5 à 8 personnes chargées de la conception d'importants contrats clés en main. Réf. C

#### INGENIEURS ANALYSTES

Informaticiens confirmés et débutants, qui souhaitent assurer la réussite de leur développement technique et professionnel par une participation dynamique à un travail en petites équipes sur des applications diverses et de pointe utilisant la plupart des mini et micro calculateurs. La connaissance des applications en Temps Réel utilisant des calculateurs 16 ou 32 bits est nécessaire. Réf. D

Adresser curriculum vitae détaillé, prétentions et photo sous référence correspondante à SODETEG - T.A.I. - M. V. GUIU - 283, rue de la Minière 78530 BUC. Téléphone 956.80.60.

## électronique avancée

Nous sommes l'un des leaders en matière de lutte contre le vol et l'isolement. Notre part de marché est très forte et assure à nos équipes techniques des moyens importants de développement de produits nouveaux. Nous recherchons un

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT CHEF DE PRODUITS

pour prendre en charge l'élaboration et la mise au point de nouveaux systèmes de sécurité comprenant capteurs, traitement du signal et systèmes de traitement de l'information. Une bonne connaissance de l'emploi des microprocesseurs est donc nécessaire.

Le poste exige aussi de savoir construire et tenir des plannings, de gérer des relations efficaces avec l'usine (fabrication, développement), les sous-traitants (choisis et contrôlés), les universitaires (pour des études spéciales et des tests). L'esprit de décision, la créativité, le goût de l'autonomie (mais pas de l'autarcie) et la rigueur intellectuelle et scientifique sont absolument nécessaires pour tenir ce poste difficile mais très enrichissant et évolutif.

Le "profil" le plus approprié est celui d'un ingénieur grande école (Supélec, ENSI, Télécom...) ayant quatre ou cinq ans de labo et/ou de fabrication de systèmes électroniques derrière lui. L'anglais est plus que souhaité. La capacité à effectuer des déplacements de courte durée en France, voire à l'étranger, est impérative.

Lieu de travail : 15 minutes Nord de Paris.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 5485-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising  
NEW YORK PARIS



**benson**  
un nom français leader  
de périphériques informatiques.

Notre force: une dimension humaine (500 personnes en France et une implantation internationale dont les USA). Notre expansion nécessite des hommes capables d'enrichir ce potentiel.

### CHEF DES SERVICES COMPTABLES

garant de la production et de la fiabilité des informations mensuelles et leur diffusion, vous serez le gestionnaire des équipes comptables et l'animateur des moyens et procédures pour obtenir l'outil de pilotage adapté à l'avenir. Une formation DECS, une pratique d'organisateur en entreprise si possible de systèmes anglo-saxons (relations avec les filiales en Anglais) ont fait de vous un créateur.

### ASSISTANT DE PERSONNEL

gérer les ressources humaines, sur tous les plans, du recrutement aux relations sociales, vous apprendrez au niveau d'un secteur d'activité complet de l'entreprise. C'est conseiller, mettre en relations, analyser, être un moteur de l'épanouissement des potentialités. Quelle que soit votre première expérience, juridique, sciences sociales ou formation.

Ecrivez au Service du Personnel Benson Zone Industrielle Les Petites Haies 1, rue Jean-Lemoine - 94015 CRÉTIL.

# interdeco

Après dix ans d'existence nous réalisons 1 milliard de chiffre d'affaires. Arriver à ce résultat n'a pas été si facile: il a fallu une idée puis la réaliser. Nous avons reconsidéré le concept de régies puis nous l'avons poli. Encore maintenant nous le repolissons en mettant en œuvre des moyens importants servis pas des hommes de communication, rigoureux mais imaginatifs, autonomes mais autocritiques, généreux mais gestionnaires.

Notre développement implique pourtant que d'autres hommes, de cette même qualité, nous rejoignent.

Pourquoi pas vous, si vous êtes diplômé d'études supérieures et que vous avez 2 ou 3 ans de vie d'agence derrière vous?

Nous recherchons:

- des responsables d'études et de promotion
- un directeur de filiale (80 millions C.A.)
- un directeur de publicité
- plusieurs chefs de publicité

Tous ces hommes seront affectés aux plus grands magazines nationaux. En fonction de leur réussite, l'avenir pourra leur appartenir. Le présent sera rémunérateur, quel que soit leur niveau de compétences.

Envoyez C.V. INTERDECO - 67, Champs Elysées  
75008 PARIS

### SOCIÉTÉ DE PÉRIPHÉRIQUES POUR L'INFORMATIQUE

recherche

## chef de groupe maintenance

### POSITION CADRE

Au sein du Service Après Vente, ce Chef de Groupe sera chargé de:

- Encadrement d'une équipe de 12 techniciens.
- Planification de réparations et de suivi des contrats de maintenance.

Ce poste convient à un homme de 30 ans minimum, soit ayant exercé des fonctions similaires, soit ayant l'expérience technique de service après-vente et la capacité d'encadrer une équipe.

L'anglais sera apprécié, une expérience de périphériques électromécaniques équipés de micro-processeurs est indispensable.

Lieu de travail: proche banlieue Ouest Paris.

Ecrire avec curriculum-vitae et prétentions, sous référence 39.628 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

## IVECO

2ème Constructeur Européen de Véhicules Industriels  
recherche pour accentuer sa progression

### RESPONSABLES ADMINISTRATIFS DE SUCCURSALE

Vous aurez au sein de l'équipe dirigeante la responsabilité de l'enregistrement des opérations et du suivi des créances clients.

Vous aurez aussi le rôle de conseil de gestion après avoir établi le compte rendu mensuel d'exploitation.

Vous aurez également la charge de l'administration du personnel pour 50 à 100 personnes.

Pour un jeune diplômé nanti d'une première expérience il s'agit là d'un poste tremplin qui peut déboucher sur une carrière nationale ou internationale au sein du groupe.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous référence 828 à la Direction des Ressources Humaines IVECO - 6, rue Nicolas Copernic 78190 TRAPPES

### CHANGEMENT DE SITUATION ?

### LA PREMIERE DECISION : LE BILAN PROFESSIONNEL.

Changer? Ne pas changer? Quand la question se pose, le pire, c'est de ne rien faire. 80 % des cadres dirigeants s'y prennent trop tard: au moment où la situation s'est dégradée, ils sont en position d'infériorité. Pour prendre la bonne décision, encore faut-il bien s'évaluer.

Tout cadre supérieur a droit, de la part de son entreprise, à une orientation continue. C'est pourquoi beaucoup d'entre elles acceptent de prendre en charge notre intervention.

En tant que conseil extérieur, nous sommes mieux à même de faire un bilan et par là d'aider à orienter les évolutions de situation. En nous consultant, vous bénéficiez de notre expérience de plus de 20 ans aux Etats-Unis et en Europe dans ce domaine.

Pour une première évaluation sans frais et confidentielle, appelez le 57.34.24/57.34.25.20.

### Forgeot Weeks

Conseil en orientation de cadres dirigeants.  
50, rue Saint-Ferdinand  
75017 Paris.

Merci au 1 repère week-end.

### Important Groupe de Services Paris Bérne, recherche POUR SON DEPARTEMENT ASSURANCES

## un rédacteur

il devra assurer la gestion et le suivi des dossiers sinistres, des polices et contrats d'assurances. Une formation juridique et une première expérience dans ce domaine seront appréciées.

Merci d'adresser votre candidature détaillée en mentionnant votre salaire actuel s/réf. 323 à INTER P.A. - B.P. 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ intervenant dans le domaine de la fabrication de composants électroniques, recherche

## JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES  
Option informatique souhaitée.

Pour participer aux travaux d'automatisation des flux d'information d'un centre industriel important et utilisant des technologies de pointe situés à 80 kms à l'Ouest de Paris.

Envoyer lettre de candidature, C.V. et prétentions à No 21.050 CONTEXTE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 03, qui transmettra.

### SOCIÉTÉ DE DOCUMENTATION TECHNIQUE

Proximité place de la République - Paris  
recherche

## INGENIEURS ELECTRONICIENS REDACTEURS ELECTRONICIENS

Pouvant assumer postes de  
Responsables d'Affaires

Conception et réalisation documents de synthèse concernant systèmes complexes et électronique avancée.  
Adr. C.V. et prét. s/réf. 20.928, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01.

### ÉDITIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

recherchent  
pour leur publication périodique  
LE DICTIONNAIRE PERMANENT FISCAL

## UN FISCALISTE

Il sera pour mission, sous l'autorité directe du Responsable de la publication:

de participer à la rédaction des bulletins d'information, des revues périodiques et de tous autres travaux y afférant.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant une expérience confirmée de la fiscalité sous tous ses aspects.

Statut de journaliste.

Adresser lettre man., C.V. très complet avec prêt. aux ÉDITIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES, 19, rue Poitou, 75339 Paris Cedex 15. Le secret absolu des candidats est assuré.

### OFFRES D'EMPLOIS

former les utilisateurs  
de nos systèmes

un(e) responsable comptable  
de haut niveau

un chef de projet sur machines  
pas droit du responsable informatique

un jeune chef de projet  
minis, micros) ayant de l'expérience

Département Construction Suez  
ADJOINT AU DIRECTEUR  
ÉGYPTE



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## TANDEM COMPUTERS

### former les utilisateurs de nos systèmes NonStop

TANDEM COMPUTERS poursuit une rapide pénétration du marché français par ses Systèmes NonStop (ordinateurs de grande capacité), protégés contre pannes et défaillances, pour l'informatique de gestion en temps réel.

Il souhaite renforcer son service de formation des utilisateurs, et recrute pour cela un informaticien expérimenté (4 à 8 ans chez un constructeur ou une SSI importante).

Le candidat souhaité est un homme ou une femme de bonne formation technique, disposant de réelles aptitudes pédagogiques, orientées, si possible, par une première expérience d'activités de formation pour adultes.

Un stage de plusieurs semaines aux USA (Californie) est prévu. Une bonne maîtrise de l'anglais est donc un impératif.

Les perspectives d'évolution à partir de ce poste sont très ouvertes, compte tenu du développement de l'entreprise et de sa politique de mobilité fonctionnelle.

Un dossier détaillé de candidature est à adresser à la Direction Générale de TANDEM COMPUTERS S.A. - 1, place des États-Unis - SILIC 255 - 94568 RUNGIS CEDEX

TANDEM CONTACT

## CHARGEURS REUNIS

recherche

### ASSISTANT TRESORIER

- Formation Grande Ecole de Commerce, ou d'Ingénieurs ou I.E.P.
- Le candidat retenu aura une expérience de quelques années des problèmes de trésorerie - francs et devises - et des financements internationaux, acquise de préférence dans une banque ou une entreprise multinationale.
- Il connaîtra l'anglais.
- Il sera chargé notamment :
  - du suivi des positions de changes,
  - des études de financements à long terme,
  - de la mise en place et du suivi des procédures.

Envoyer C.V., photo en précisant la rémunération souhaitée à :

#### CHARGEURS REUNIS

Direction du Personnel  
3, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Vous avez 32 ans minimum, une formation supérieure de type ESC plus DECS et une bonne expérience comptable acquise en entreprise ou en cabinet.

Nous sommes une importante société de promotion immobilière (1900 personnes), filiale d'un puissant groupe financier.

Nous recherchons pour l'une de nos directions régionales (Paris, proche banlieue Sud-Est)

### un(e) responsable comptable de haut niveau

Sous l'autorité du chef de division financière et assisté d'une équipe, vous gerez la comptabilité de l'ensemble des programmes immobiliers : comptabilité générale et analytique, trésorerie, bilans et comptes d'exploitation mensuels, rapports d'activités, etc. en liaison avec un centre informatique extérieur.

C'est un poste tremplin pour accéder à terme à des responsabilités plus larges au sein du groupe.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4105 LM).

### le chef de projet sur minis, bras droit du responsable informatique.

Une affaire d'ingénierie (Paris-Gare de Lyon) exportant la technologie française dans le monde entier dispose d'un service informatique de gestion équipé d'un HP 3000. Son responsable vous attend pour le seconder dans la gestion du service et piloter le développement en COBOL de nouvelles applications comptables et financières réalisées en temps réel et utilisant les bases de données.

Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur ou maîtrise) ou d'une compétence équivalente. Vous avez aujourd'hui une solide expérience de la réalisation d'applications conversationnelles sur matériel compatible (DEC, PRIME, etc., bien sûr, HP), savez gérer un budget même serré et tenir vos délais.

Notre consultante, Mme B. ROQUES, vous remercie de lui écrire (réf. 4106 LM) à « Carrières de l'informatique ».

### un jeune chef de projet (minis, micros) ayant de l'étoffe

SSCI, leader sur notre marché, nous implantons des systèmes de gestion clés en main dans les professions du textile.

Vous avez, après une formation d'ingénieur ou d'universitaire, travaillé pendant trois ans ou plus sur minis ou micros (WANG, MICRAL, QUESTAR, HP 3000...) et souhaitez aujourd'hui conduire un chantier de A à Z.

Nous vous offrons de rejoindre, à Paris, une équipe jeune où les places sont à prendre.

Notre consultante, Mme B. ROQUES, vous remercie de lui écrire (réf. 4107 LM) à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

### Département Construction Siège ADJOINT AU DIRECTEUR ÉGYPTE

Notre entreprise, l'une des toutes premières dans le Bâtiment et les Travaux Publics a fortement développé son activité en ÉGYPTE ces dernières années.

Le Directeur du Département, pour faire face à cette expansion, crée un poste d'Adjoint, destiné à l'assister sur l'ensemble des problèmes du service.

Le poste basé à PARIS, mais impliquant de fréquents déplacements en ÉGYPTE, conviendrait à un INGÉNIEUR (CENTRALE - TP - A et M), bilingue anglais, possédant une dizaine d'années d'expérience d'Etudes, de Méthodes et de Direction de Travaux.

L'expérience du Moyen-Orient serait appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous N° 20041 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui nous le transmettra immédiatement.

Nous vous garantissons une absolue discrétion.

Nous sommes spécialisés en  
**OFFSHORE PETROLIER**

Notre C.A. de 1 milliard de FF se compose d'affaires complètes depuis l'engineering jusqu'à la livraison "clés en mains" et il se développe très rapidement, notamment à l'étranger.

Dans le cadre de notre structuration, nous créons le poste de

### DIRECTEUR DES ACHATS

Il devra prendre en charge toute l'organisation de nos approvisionnements en matériels incorporés aux ouvrages pétroliers que nous construisons. Pour cela, il doit non seulement maîtriser parfaitement les techniques de consultations-achats et import-export mais aussi être capable d'animer et diriger une équipe ainsi que de définir une politique dynamique dans ce domaine. Bien entendu, il est indispensable qu'il parle Anglais tout à fait couramment et si possible Espagnol, qu'il soit disponible pour de fréquentes missions à l'Etranger et qu'il dispose d'une expérience de 10 ans minimum dans cette activité.

Le poste est situé en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7370 à :

organisation et publicité  
2, rue MARCEAU 75001 PARIS/104 TRAM



Société de produits chimiques pour la construction, recherche l'

### INGENIEUR

qui secondera le responsable de l'AGENCE TRAVAUX PARIS.

De formation Génie Civil, il aura de 2 à 3 ans d'expérience ainsi que des connaissances en mécanique des structures et résistance des matériaux.

Ce collaborateur participera à la gestion des chantiers et sera chargé des relations avec la clientèle, notamment prescripteurs et administrations.

Il devra faire preuve de disponibilité pour effectuer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Des connaissances en anglais seront appréciées.

Envoyer CV et prétentions sous référence ITM à :

COG hébert conseil

Poissonnière Building  
11 Fg. Poissonnière  
75008 Paris  
Discrétion assurée.

### GRUPE INDUSTRIEL

renforçant sa Division  
Export télécommunications domaine câbles  
et installations réseaux publics

recherche  
proche banlieue PARIS

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

Minimum 30 ans.  
Grande école généraliste ou spécialisé énergie télécom.  
Première expérience export.

### INGÉNIEUR SYSTÈMES

TECHNICO-COMMERCIAL  
Formation spécialisée ou expérience systèmes sur câbles.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à N° 21.436,  
CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS  
Cedex 01, qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour l'une de ses filiales  
(C.A. 150 MILLIONS)

### INDUSTRIE ALIMENTAIRE

### SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (gestion, Science-Eco. ou équivalent) et/ou niveau DECS, ayant solide expérience dans poste similaire.

Il lui sera confié la responsabilité des services comptables, financiers, informatique et personnel.

Une connaissance de la langue anglaise serait appréciée. Il sera répondu à tte lettre manus. accompagnée d'un C.V. dét., indiquant derniers émoluments perçus, adressée à :

référence 8045  
B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

### CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

#### GESTION DE PRODUCTION GESTION DE LA MAINTENANCE

Un des premiers cabinets d'Ingénieurs Conseils en France, filiale d'une des plus importantes Sociétés d'Ingénierie Informatique européenne, la CORT souhaite élargir son équipe en intégrant ses nouveaux Consultants.

Diplômés de Grande Ecole, Universitaires + ICG, CPA, IAE...

Equipe volontairement restreinte d'Ingénieurs toutes formations, la CORT a acquis en 35 ans dans les domaines cités une réputation nationale et internationale auprès des plus grands groupes français.

Dans la sévère compétition économique actuelle, les entreprises ont deux objectifs majeurs et urgents : réduire leurs coûts de production, rentabiliser leurs investissements souvent considérables.

Les Consultants recherchés ont environ 35 ans, ils doivent faire preuve d'imagination, de créativité pour trouver des solutions nouvelles de progrès, posséder une personnalité forte, autonome, entraînant pour convaincre et animer les hommes et mettre en pratique les solutions retenues.

Ils auront en outre une excellente présentation, une bonne connaissance de l'informatique, la capacité d'appréhender une large palette de problèmes et d'établir des synthèses dans des situations comportant des aspects techniques très divers, des qualités de contact et d'animateurs.

Après une période d'expérience approfondie dans nos domaines d'intervention, la compétence acquise leur ouvre une évolution rapide vers des fonctions élargies d'une plus haute responsabilité dans notre équipe.

Anglais indispensable. Rémunération élevée.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à notre  
DEPARTEMENT RECRUTEMENT  
sous réf. 2783 JM

D. DANGER,

65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

Vous pouvez faire toute confiance à sa discrétion.

CORT

MEMBRE DE SYNTec

Nous sommes une des premières entreprises commerciales françaises : nous distribuons nos produits dans un réseau de professionnels en France et en Europe. Nos objectifs sont ambitieux : en 82 nous réaliserons 350 Millions de francs de C.A., soit une progression de 30 % : c'est notre rythme de croissance !

Notre succès, bien sûr, vient de la qualité de nos gammes de produits, de l'efficacité de nos forces de ventes, de notre appartenance à un groupe puissant. Mais avant tout, il vient à notre état d'esprit : si nous avons grandi vite (nous sommes aujourd'hui 320 personnes), nous avons su garder notre enthousiasme de pionniers.

Pour gagner d'autres batailles, nous comptons sur de

### JEUNES DIPLOMES DEBUTANTS HEC, ESSEC, ESC...

qui veulent agir et se réaliser pleinement dans des postes vivants, concrets, actifs et très formateurs.

■ Dans nos équipes Marketing - réf. M150S - ils participeront à l'élaboration, à la réalisation et au suivi de nos actions commerciales.

■ Dans notre équipe Contrôle de gestion - réf. M250S - ils poursuivront la mise en place des procédures budgétaires et suivront l'évolution de notre rentabilité.

Ce sont des postes privilégiés, en somme des postes triomphants.

Ph. Gombaud attend vos dossiers de candidature (en précisant la référence du poste). Vous rencontrerez dès le premier contact les responsables de l'entreprise.

1, rue Moncey  
75009 PARIS.

COPERS

Spécialiste



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE UN VRAI TRAVAIL D'INGÉNIEUR

Nous sommes une très importante société d'études informatiques et nous développons rapidement nos activités en Ingénierie Industrielle.

Nous recherchons pour renforcer nos équipes intervenant dans ce domaine, des

## INGÉNIEURS INFORMATIENS

Expérimentés (1 à 5 ans)

ayant une expérience en informatique industrielle, notamment en micro-informatique industrielle (temps réel).

Les missions auxquelles ils participeront pour divers secteurs de l'industrie (mécanique, aéronautique, télécommunications, agro-alimentaire...) concerneront l'introduction d'innovations techniques dans les processus de fabrication ou de contrôle: applications temps réel pour les automatismes, la robotique, la télésurveillance, la téléphonie...

Les postes proposés sont basés à Paris. Très formateurs dans les domaines informatiques de pointe (mini et micro...), ils permettront d'évoluer vers de larges responsabilités techniques.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73279 à HAVAS CONTACT  
156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

## Technologies du futur

Pour concevoir et réaliser des systèmes avancés d'exploitation

## Jeunes ingénieurs

Électroniciens - Mécaniciens - Informaticiens

Nous recherchons de jeunes ingénieurs diplômés d'une Grande École, débutants à 5 ans d'expérience, pour participer au développement d'applications sophistiquées faisant appel à l'électronique, la mécanique et à l'informatique. Ils seront orientés vers un poste adapté à leur tempérament, à leurs goûts et à leurs aptitudes. Ils auront à leur disposition : Études (acoustiques, nucléaires), lancement de projets, tests automatisés, audit de fiabilité, achats.

Filiale du groupe SCHLUMBERGER, notre société située en Proche Banlieue Parisienne occupe à l'échelon

mondial une position de leader son développement accéléré nous conduit à renforcer en France notre potentiel d'ingénieurs dont les caractéristiques essentielles sont l'autonomie, l'initiative et le sens de l'équipe.

Un message résumant votre intention sous forme de lettres de motivation sur notre société et les différents postes à pourvoir. REE 1181.

Téléphones SVP Information Carrière 763.11.15.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris

## Un Chef Comptable affirmé

Travaux Publics Étranger

Aujourd'hui, une entreprise de BTP se développe surtout à l'étranger, vous le savez bien. A l'intérieur de notre expansion globale, notre département TP Étranger illustre avec brio cette tendance : ses perspectives de CA en 1982 sont estimées à 680 MF, 2 fois et demi les chiffres de l'an dernier.

Vous serez le patron de sa comptabilité : responsable des opérations jusqu'au bilan et "manager" d'une équipe de plusieurs personnes dont certaines basées sur des chantiers étrangers. Une personnalité dynamique, affirmée et souple à la fois facilitera l'exercice de votre fonction, rattachée hiérarchiquement au Directeur Comptable et fonctionnellement au Directeur T.P.

Une formation supérieure, un niveau DECS minimum et une expérience de 5 ou 6 ans nous paraissent les conditions à réunir pour une maîtrise des techniques comptables, bien sûr informatisées.

Le poste est basé en région parisienne et permet des déplacements à l'étranger pour lesquels la connaissance de l'Anglais est utile.

Veuillez adresser votre candidature sous référence 7433 à :

OR/organisation et publicité  
2015 boulevard Haussmann 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
recherche pour son siège social Paris - La Défense.

## RESPONSABLE DE LA SÉCURITÉ

Le candidat recherché possède :

- une formation d'ingénieur en électronique ou électromécanique de préférence ;
- des compétences sérieuses dans le domaine des systèmes de détection automatisés ;
- une solide expérience en conception, organisation et contrôle des règles de sécurité en grande entreprise (incendie, protection des secrets, prévention des accidents, I.G.H.) ;
- une habitude du commandement et de l'encadrement d'équipes diversifiées ;
- la gestion d'un budget de fonctionnement important.

Le poste proposé, intéressant tant par le niveau de responsabilités que par la diversité des problèmes posés (constitution et animation d'équipes, conception des moyens matériels de prévention et d'intervention, gestion de budget...), suppose une grande disponibilité et une personnalité affirmée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 73323 M à HAVAS CONTACT  
156 boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

développer les activités  
d'un établissement financier

Établissement privé nous participons aux financements d'opérations immobilières à caractère social tant au niveau des maîtres d'ouvrage qu'à celui des particuliers. Le jeune cadre commercial que nous recherchons sera l'interlocuteur privilégié entre nos partenaires régionaux (organismes financiers, banques, prescripteurs divers...) et nos services internes.

Il contribuera à améliorer et promouvoir les prestations du département acquiescent en liaison directe avec son Directeur. De formation commerciale supérieure, il aura le goût et une première expérience d'une activité à caractère financier mais ouverte sur des contacts d'un certain niveau.

Notre équipe "à taille humaine" et performante souhaite intégrer un jeune collaborateur motivé désireux d'investir et d'enrichir ses qualités personnelles à travers les responsabilités qui lui seront confiées.

Élisabeth Grief vous en parlera plus longuement. Merci de lui adresser vos candidatures sous réf. M 631 à Key Men 23, rue d'Anjou

75008 Paris. Tél. 266.30.47

KEY MEN

Filiale française d'un

GROUPE MULTINATIONAL AMÉRICAIN,

spécialisée dans l'équipement industriel (proche banlieue Sud de Paris) recherche

## financial controller

Rattaché au Président Directeur Général et assisté d'une petite équipe, il assurera la supervision des fonctions liées à sa tâche : « Comptabilité (générale et analytique) », Reporting et consolidation des résultats, « Trésorerie », Juridique et Fiscal. Le candidat retenu devra également exercer une véritable fonction de contrôle de gestion sur l'entreprise (qui possède une petite unité de fabrication). Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ecole de Commerce (ES, ESSEC, HEC, MBA, etc.) qui auront déjà acquis une expérience dans un poste à responsabilité.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et la maîtrise de l'ANGLAIS sont indispensables.

Adresser C.V. et prétentions sous référence AE 12 au Cabinet à qui nous avons confié cette recherche

COCEPLAN

Tour de Lyon - 185, rue de Berzy  
75012 PARIS

## Ingénieur soudeur

ENSAM ou ENI mécanique + ESA

La Société, importante, réalise des ensembles industriels complexes faisant appel à des techniques de pointe. L'homme recherché est un spécialiste du soudage inox; il maîtrise parfaitement les derniers acquis technologiques. Sa mission l'amène à développer les procédés, concevoir et contrôler l'exécution, garantir la qualité. Il joue le rôle d'expert.

D'intéressants développements de carrière peuvent ultérieurement être envisagés dans l'entreprise.

Le lieu de travail est situé à Montlhéry.

Adresser C.V. et photo sous réf. 8692 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Société japonaise d'ingénierie  
Spécialisée dans la construction de raffineries  
unités de traitement de gaz naturel  
recherche

## INSPECTEURS

ET  
TECHNICIENS CONTRÔLE  
ET SUIVI

PROFIL :  
- parle couramment Anglais, deuxième langue  
Allemand ou Italien, un avantage.  
- justifie d'une expérience d'au moins 7 ans en  
inspection, contrôle et suivi dans le domaine  
de la construction d'usines.

MISSION :  
Ces inspecteurs devront :  
- voyager fréquemment,  
- avoir expérience en inspection mécanique,  
machines tournantes, et/ou instrumentation,  
- contrôler les essais,  
- interpréter les spécifications,  
- préparer les rapports en Anglais.

Ces techniciens contrôle et suivi devront :  
- se rendre dans les usines des fabricants en  
Europe,  
- vérifier l'avancement des fabrications,  
- contrôler le matériel et les documents.

RÉMUNÉRATION SELON L'EXPÉRIENCE

Adr. lettre max. avec C.V. dét. et prêt à : M. TAJIMA,  
J.G.C. Corporation, Centre d'affaires Le Louvre  
2, place de Palais-Royal, 75004 Paris Cedex 01.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

(200 personnes)

PARIS Gare de Lyon, recherche

## Jeune INGÉNIEUR

Diplômé (ENSAM - ENSI)

Débutant ou 4 à 5 ans d'expérience.

Intéressé par l'ingénierie, l'étude et l'implantation  
d'usines chimiques et parachimiques.

En appui de l'Ingénieur d'Affaires.

Responsable de contrats :

## INGÉNIEUR débutant

Diplômé GRANDES ÉCOLES

CENTRALE - MINES

POUR :

participation à la gestion des contrats, coordina-  
tion des équipes techniques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 21.214,  
CONTEXTE Publicité - 20, avenue de l'Opéra,  
75004 PARIS Cedex 01.

SYNDICAT PROFESSIONNEL

ADHÉRENT DU C.N.P.F.

recherche

## ASSISTANT (E)

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation juridique (droit social ou droit administratif).

Grande aisance dans les contacts humains.

Première expérience en entreprise ou en conseil appréciée.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous le n° 115.775 M, à  
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## SPÉCIALISTES SYSTÈME IBM

VM - VSE - MVS

ASYSTEL a pour vocation d'apporter rapidement des solutions concrètes aux besoins d'assistance système de ses clients en proposant un conseil objectif et indépendant du constructeur.

L'expérience de nos ingénieurs système s'appuie sur des moyens techniques importants regroupés autour de notre centre de calcul équipé de matériels IBM et des logiciels tels que VM/SP, OS/MVS, DOS/VSE, CICS, IMS.

Dans le cadre de la forte croissance de notre département assistance système, nous souhaitons rencontrer de jeunes spécialistes qualifiés et pragmatiques motivés par une réussite rapide, un travail varié, une formation régulière (1/4 temps) et des possibilités de gains très importants.

Pour un premier contact, écrivez à Claudine Misaud, 103 avenue Félix Faure  
75015 Paris, tél. 554.97.04.

Jeunes ingénieurs,  
Venez faire carrière dans  
l'informatique de pointe...

L'offre :

Participer à d'importants projets informatiques qui utilisent des techniques de pointe et des outils des plus sophistiqués :

- Réseaux,
- Bases de données relationnelles,
- Vidéo-text,
- CAO,
- Robotique,
- ...

Au sein de petites équipes, dans un environnement intellectuel de très haute qualité.

La variété des missions proposées permet d'approcher de nombreux domaines de la vie de l'entreprise.

Vous êtes :

• Jeunes ingénieurs Grande École (MINES, CENTRALE, ESE, TELECOM, ENSI...) possédant une expérience de 2 à 5 ans en informatique.

• Vous souhaitez une évolution rapide et vos compétences sont à la hauteur de vos ambitions.

Nous sommes :

• Une société de dimension internationale, qui pourra vous offrir la structure d'accueil idéale pour une évolution de carrière motivante facilitée par une formation permanente.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 20177 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Division Informatique et Communication.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 544.38.29.

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

Service Qualité Composants

MAISON



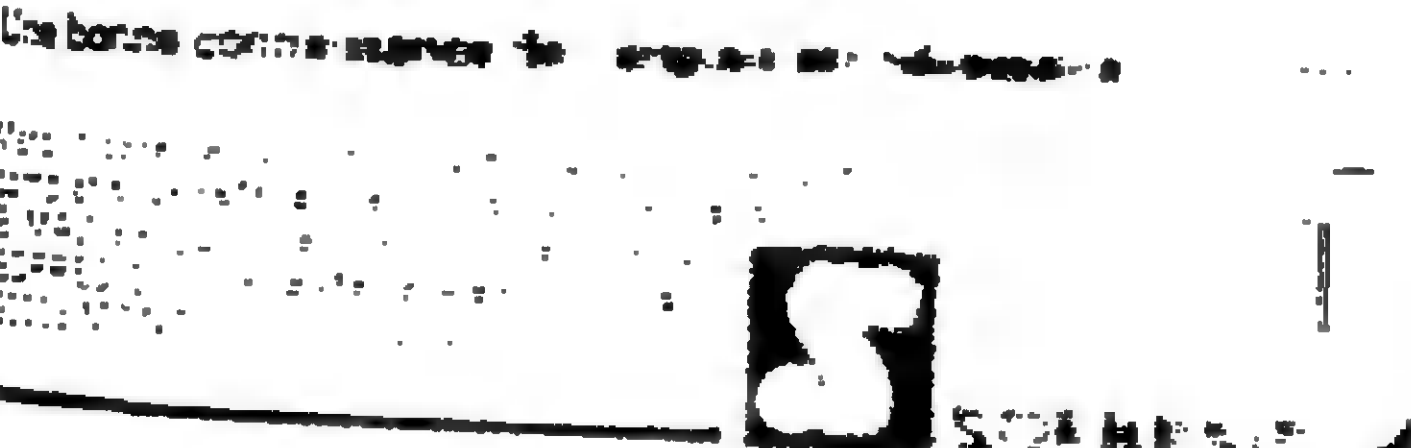
TECHNICIEN  
ELECTRONICIEN-  
INFORMATICIEN

LE GROUPE SOFRESIM

Ingénieurs soudeurs

Techniciens en construction  
métallique et chaudronnerie

Contrôleurs ultra sons



benson

Ingénieurs Logiciels Electroniciens  
Technico-commerciaux

MDS

INGENIEURS  
COMMERCIAUX



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

**THOMSON-CSF**

Dans le cadre du développement de son  
**Service Qualité Composants**  
recherche

**TECHNICIEN  
ELECTRONICIEN-  
INFORMATICIEN**

(Dépôt des obligations militaires)

Intégré à l'équipe en place, il participe à l'élaboration et à la mise au point de logiciels permettant :

- l'analyse qualité et fonctionnelle de schémas électroniques ;
- l'étude de programmes d'interrogation d'une base de données, en temps réel.

Une formation de type B.T.S. ou D.U.T. en Electronique, Informatique est nécessaire.

La connaissance du langage FORTRAN ainsi qu'une expérience industrielle sont des atouts supplémentaires.

Ad. C.V. détaillé, photo et prêt au SERVICE DU PERSONNEL  
68 av. Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF Cedex.

**MAISON**

POUR QUE  
CHACUN  
AIT SA  
MAISON

**Le premier constructeur européen  
de maisons individuelles**

(C.A. : 3 milliards - effectif : 7.500 personnes)  
créée au sein de sa Direction des Ressources Humaines

**PHENIX FORMATION**

afin de coordonner les différentes actions de formation.  
PHENIX FORMATION sera confié à un homme travaillant depuis 5 ans au moins dans la formation (conception des programmes, création de supports pédagogiques, animation de stages).  
L'analyse permanente des besoins lui permettra de participer à l'établissement du plan de formation. Il gèrera le budget, coordonnera les actions de formations, animera son équipe et interviendra lui-même dans certains stages.

Ce responsable, de formation supérieure, est avant tout un homme de dialogue, à l'écoute des autres, possédant un esprit rigoureux et créatif.

Assurée d'une discrétion absolue, votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) est à adresser sous référence 8307 M à RSCG CARRIERES - 48 rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

**GOULD**

FILIALE SOCIETE MULTINATIONALE  
AMERICAINE

recherche pour son SERVICE ETUDES

**AT2 - AT3  
ELECTRONIQUE**

- DUT électronique ou BTS exigé ;
- expérience microprocesseurs et conversion analogique - numérique souhaitées ;
- minimum 2 ans d'expérience professionnelle, libre rapidement.

Avantages sociaux : cantine, horaires flexibles.

Envoyer C.V. et prétentions  
GOULD INSTRUMENTS SARL, Service du  
Personnel, 57, rue Saint Sauveur - 91160  
BALLAINVILLIERS près Longjumeau

**RESPONSABLE  
DE LA SECURITE**

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'ingénierie internationale, plus de 5.000 INGENIEURS/TECHNICIENS 80% du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS-CHIMIE-OFF-SHORE - PIPELINES CENTRALES.

SOFRESID recherche

**Ingénieurs soudeurs diplômés**

possédant 2 à 3 ans de pratique dans la construction métallique soudée, la chaudronnerie ou la tuyauterie. 7877 A

**Techniciens en construction  
métallique et chaudronnerie**

possédant quelques années de pratique dans le suivi de l'avancement et de la qualité (soudage, dimensionnel, revêtements anti corrosion). 7877 B

**Contrôleurs ultra-sons**

possédant 5 ans d'expérience minimum dans la pratique du contrôle par ultra-sons des soudures (certification COFREND II appréciée). 7877 C

Ces Ingénieurs et Techniciens assureront leurs activités depuis le siège de la Société et seront amenés à effectuer des déplacements fréquents de courte, moyenne et longue durée en France et à l'Etranger.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence correspondante à :  
B. MAZIERES Direction du Personnel  
SOFRESID 59, rue de la République  
93108 MONTREUIL Cedex.



SOFRESID

**SOCIÉTÉ DE LOTISSEMENT  
SIÈGE SOCIAL A PARIS**

recherche pour l'une de ses filiales

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

de formation supérieure

Age 35 ans minimum. Il aura pour mission en outre la diffusion et la commercialisation des terrains à bâtir, issus des lotissements réalisés par le groupe, mais aussi l'organisation de la recherche foncière.  
A cet effet, il aura une grande expérience de l'animation d'une équipe de la négociation et des relations extérieures. Une parfaite connaissance de l'immobilier et de la législation sur l'urbanisme est indispensable.

Ad. C.V. + photo et prêt s/réf. 3.870 à PUB. GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 Paris qui transmettra.

NANTERRE - NOUS SOMMES UN IMPORTANT  
GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS  
DU SECTEUR AUTOMOBILE

Nous recherchons

**L'ADJOINT  
DE NOTRE DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Diplômé d'Etudes Supérieures.

Age minimum 30 ans.

Il devra avoir des compétences dans les domaines : comptable, juridique, fiscal, de la Trésorerie, de la planification et du contrôle. Il sera immédiatement opérationnel dans la cellule planification et contrôle, qu'il animera.  
Il disposera d'une petite équipe parfaitement rodée, pour exercer des responsabilités sur l'ensemble du groupe, qui comprend des filiales françaises et étrangères.  
Il est indispensable qu'il ait une expérience réelle de ces problèmes.

Envoyez C.V. + photo + prétentions à :

M. MASSOT  
121, rue Aristide-Briand,  
94430 CHENNEVIERES,  
qui transmettra.

**Sté ALSTHOM ATLANTIQUE**DEPARTEMENT ELECTRONIQUE  
DE MASSY PALAISEAU

recherche

**UN INGENIEUR**

GRANDES ECOLES

Option électronique

Bonne connaissance des asservissements et des microprocesseurs, pour application nouvelle des semi-conducteurs de puissance (diodes, thyristors, transistors) en commutation.

**UN TECHNICIEN  
ELECTRONICIEN**

(BTS ou DUT)

Adresser C.V. et prétentions à

ALSTHOM ATLANTIQUE  
Laboratoire Electronique de la Division  
des Matériels Ferroviaires  
de Massy Palaiseau - 91303 MASSY.

NORTON, producteur leader mondial dans son  
domaine, recherche :

**JEUNE ASSISTANT  
COMMERCIAL**

Formation souhaitée ESC Province.

80 % du temps en clientèle sur toute la France.  
Avenir assuré si l'étudiant du baccalauréat, pédagogique, travailleur, débrouillard et excellent contact.  
Allemand et anglais souhaités pour évolution rapide.

Excellente formation assurée. Frais réels.

Avantages sociaux.

Siège 25 kilomètres N.-O. Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
NORTON S.A. - Service du Personnel  
route de l'Ambassadeur - 78702 Conflans

GROUPE D'ASSURANCES DE PREMIER PLAN  
recherche pour son Siège à Paris

**INGÉNIEURS DIPLÔMÉS**

ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle ou  
assurances, appelés dans un premier temps à devenir

**INSPECTEURS CHARGES D'AFFAIRES**

pour sa clientèle d'entreprises.

Les postes à pourvoir peuvent comporter l'inspection, l'assistance technique, la souscription et/ou le suivi d'affaires tant françaises qu'éventuellement internationales.  
Déplacements fréquents de courte durée à prévoir. Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Les candidats retenus seront affectés après formation à l'un ou l'autre des départements suivants :

- INCENDIE : préférence sera donnée à candidat ayant déjà acquis l'expérience industrie pétrolière, pétrochimie et/ou chimie ;
- ENTS DE MACHINES/TOUS ENSEMBLES CHANTIERS : formation ingénieur mécanicien ou électro-mécanicien souhaitée ;
- RESPONSABILITE CIVILE : le candidat, outre son diplôme d'ingénieur, devra avoir un certain bagage juridique et être disposé s'il y a lieu à poursuivre sa formation dans ce domaine.

Perspectives d'avenir certaines pour candidats à fort potentiel.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à Média-System, sous  
réf. 8726, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**

recherche à PARIS

pour son Service « TELECOMMUNICATIONS »  
intégré à la Direction Informatique

**« SPÉCIALISTE RÉSEAUX »**

Mission :

- Secourir le chef de service dans les domaines suivants :
  - Adaptation des réseaux de transmissions de la société à l'évolution des besoins (téléphone, télégraphe, téléinformatique, bureautique) ;
- coordination des activités de maintenance ;
- Amélioration des procédures d'exploitation.

Profil :

- 35 ans minimum ;
- Ingénieur ayant une solide expérience des réseaux de télécommunications ;
- Sens marqué des relations humaines ;
- Anglais courant.

Ecrire sous le n° 115.475 M, RÉGIE-PRESSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**benson**

Un nom français en expansion dans le monde.

Nous avons contribué à créer notre marché : l'infographie dont nous sommes devenus l'un des leaders mondiaux. La poursuite de notre réussite passe par des hommes innovateurs et responsables dans des fonctions à créer.

**Ingénieurs Logiciels, Electroniciens,  
Technico-commerciaux**

connaissant bien les systèmes, vous êtes prêts à prendre des responsabilités techniques ou humaines dans nos différents secteurs :

- Promotion marketing France,
- Support et assistance France,
- Support et assistance Internationale,
- Formation produit France.

Ecrivez au Service du Personnel Benson  
Zone Industrielle les Petites Haies, 1, rue Jean Lemoine  
94015 CRETEIL.

**MDS**

MDS FRANCE S.A.

EN MINI INFORMATIQUE

Nos résultats sont très bons.  
Nous les voulons meilleurs.  
Nos objectifs commerciaux sont précis.

Nous recherchons :

**INGENIEURS  
COMMERCIAUX**

Nous demandons :

- d'excellentes qualités commerciales,
- une expérience informatique de 2 à 3 ans chez un grand constructeur,
- une habitude des contacts et des négociations à haut niveau,
- une large capacité d'action

POSTES A POURVOIR A PARIS

Adresser C.V. manuscrit et photo  
Direction des Ventes PARIS  
MDS FRANCE S.A. - 197 rue de Bercy  
75582 - PARIS Cedex 12

**construire l'industrie du futur...  
chef des études  
MECANIQUE ROBOTIQUE**

200.000 F +

Nous sommes une société (300 personnes, CA 150 MF), filiale d'un grand  
groupe, et dont la notoriété et les résultats croissent rapidement.  
Nous fabriquons et commercialisons des matériels d'Automatisme.

Nous recherchons notre Chef des Etudes. Il dirigera et coordonnera l'activité de nos équipes d'Etudes - 70 personnes dont une douzaine d'ingénieurs - chargées d'élaborer des Produits diversifiés dont les applications révolutionnent l'industrie de demain. Il apportera sa créativité et exploitiera au mieux cette d'avenir. Il devra faire circuler les idées, mener les concertations au niveau de la conception des Produits, ainsi que déployer les facteurs propres à leur industrialisation jusqu'à la mise en route chez les clients.

VOUS avez une formation supérieure du type ARTS et METIERS.

VOTRE VOCATION EST LA MECANIQUE : c'est la voie royale qui vous a déjà permis de résoudre des problèmes utilisant des compétences pluridisciplinaires - par exemple en matière d'AUTOMATISME - Votre expérience de 5 ou 6 ans minimum à une fonction d'Etudes ou Développement se situe dans une branche qui pourrait être l'Aéronautique, l'Armement, le Spatial, le Nucléaire, l'Oil, etc...

Vous souhaitez vous épanouir par une large mission de dynamisation d'une équipe à fort potentiel, que vous serez libre de structurer, dans le contexte d'une société performante.

LE POSTE EST SITUÉ EN BANLIEUE SUD DE PARIS.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence 185-88 à I.C.A., 3 rue  
d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
NEW YORK PARIS



OFFRES D'EMPLOI		ANNONCES CLASSEES		ANNONCES ENCADREES		les/col. * la empl. TTC.	
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50	<b>ANNONCES CLASSEES</b>	OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04	
IMMOBILIER	21,00	24,70		DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10	
AUTOMOBILES	48,00	56,45		IMMOBILIER	31,00	36,45	
AGENDA	48,00	56,45		AUTOMOBILES	31,00	36,45	
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,44		AGENDA	31,00	36,45	

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
spécialisée dans  
**LE MATÉRIEL DE PESAGE**  
recherche pour son  
**DÉPARTEMENT CAPTEURS**  
**INGÉNIEUR**  
**MÉCANIQUE**  
Il devra prendre en charge les études  
dans le domaine des capteurs.  
Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant acquis au moins  
deux ans d'expérience, et possédant la maîtrise. De  
bonnes connaissances en analyse de contraintes seraient un  
atout supplémentaire de même qu'une bonne maîtrise de  
l'anglais.  
Nous vous remercions d'adresser votre candidature  
sous réf. 7.612 à PLAIN CHAMPS,  
5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

**Directeur Délégué**  
**Gestion Finances**  
De formation Grandes Ecoles Commerciales, DECS, Gestion, ... vous avez, à 35 ans minimum, une solide  
expérience du contrôle de gestion acquise en entreprise et/ou cabinet conseil. Vous recherchez un poste  
évolutif et opérationnel.  
Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, participer au développement d'un organisme de formation.  
Vous regrouperez et prendrez en charge les fonctions administratives et financières. Vous serez responsable  
de l'établissement des états financiers, de la préparation et du suivi des budgets de fonctionnement et  
d'investissement. Vous aiderez les responsables opérationnels régionaux à gérer avec une rigueur accrue  
leurs différentes activités.  
La rémunération, les conditions offertes sont de nature à intéresser une forte personnalité.  
Merci d'adresser votre candidature sous référence 82202 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite  
confidentiellement cette recherche.  
**centor** 13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS  
Tél : 285.15.53

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCE**  
**INTERNATIONAL**  
**FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS**  
recherche  
**UN CADRE**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
Connaissant le béton, les techniques et machines  
permettant la mise en œuvre (malaxeurs, presses...)  
Il assistera les filiales étrangères du groupe dans leurs  
actions de prospection, de mise au point technique, et de  
ventes d'équipements fabriqués en FRANCE.  
Le candidat, diplômé d'une école de travaux publics par  
exemple, est motivé par le commerce international.  
Il a une première expérience du bâtiment et parle anglais.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous le  
n° T 030646 M, à RECHERCHES-PROSSE,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**PHILIPS**  
DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE  
recherche un  
**ingénieur**  
**technico-commercial**  
Il sera responsable du support technique de l'équipe de  
vente pour analyseurs logiques et assurera la formation  
des **INGÉNIEURS DE VENTE**, les démonstrations et  
présentations chez les clients, la promotion, les études  
de marchés.  
Il aura une formation d'Ingénieur-Electronicien, spécialisé  
en électronique digitale.  
Connaissance indispensable de la logique câblée et connais-  
sance de base des micro-processeurs et  
de leurs circuits périphériques.  
Pratique du langage Assembleur et du  
BASIC.  
Pour ce poste, l'anglais écrit et parlé  
est indispensable. Voyages fréquents en  
France et à l'étranger.  
Envoyer lettre manuscrite + C.V. et photo à  
S.A. PHILIPS Service du Personnel  
105, rue de Paris 93002 BOBIGNY.

**GIRAVIONS DORAND**  
**INDUSTRIES**  
5, r. Jean Macé 92151 Suresnes  
recherche  
**INGÉNIEUR-**  
**ELECTRONICIEN**  
Il aura pour mission de structurer et an-  
imer une équipe de techniciens dans la  
fonction METHODE du service contrôle  
(optimisation de l'outil de production,  
industrialisation de produits nouveaux,  
etc...)  
Une première expérience dans un service  
contrôle ou dans un service méthode est  
nécessaire.  
Les candidats devront faire parvenir une  
lettre manuscrite, un C.V. détaillé avec  
photo, qui précise leurs prétentions et  
la date de disponibilité.

**CONTESSÉ & C<sup>ie</sup>**  
Société leader en publicité de recrutement  
souhaite intégrer à son équipe  
un  
**ATTACHE**  
**COMMERCIAL HF**  
Le candidat,  
âgé d'au moins 25 ans,  
possèdera le BAC, une formation  
complémentaire (commerciale de préférence) et un véhicule.  
Une première expérience aura confirmé ses qualités de vendeur et  
son goût pour les contacts humains.  
Une connaissance du marché du travail et de la presse serait vive-  
ment appréciée.  
Ses activités seront partagées entre le conseil-vente auprès d'une  
clientèle existante et la recherche de nouveaux marchés.  
Rigueur, fiabilité, ténacité et autonomie sont indispensables, ainsi  
qu'une excellente présentation.  
Rémunération motivante pour candidat de valeur.  
Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 20694 à  
Thierry Baudard-Contesse  
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01.

**LE SERVICE FORMATION**  
d'une importante société, secteur tertiaire, Centre de Paris,  
recherche un  
**ANIMATEUR DE FORMATION**  
Le candidat devra avoir :  
• une trentaine d'années  
• une formation de base solide  
• une expérience professionnelle qui peut être variée  
• une connaissance pratique de la formation des adultes.  
Ses capacités seront heureusement complétées par une ouverture  
portant notamment dans les domaines suivants :  
- Informatique - Marketing - Comptabilité  
- Relations humaines, etc...  
Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et  
prétentions sous réf. 20761, CONTESSÉ Publicité,  
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**le Groupe**  
**BITONI FRANCE**  
créé le poste d'  
**ASSISTANT**  
auprès du  
**RESPONSABLE**  
**LOGISTIQUE**  
dans le cadre des problèmes de DISTRI-  
BUTION PHYSIQUE ET DE GESTION  
DES STOCKS, cet assistant opérationnel  
sera chargé, sous la direction du res-  
ponsable logistique, d'assurer :  
- la gestion de la distribution des produits  
surgeons de la commande à la livraison  
- le suivi et l'analyse des différents  
tableaux de bord concernant les coûts de  
distribution et les niveaux de stocks.  
- les études ponctuelles en vue d'amé-  
liorer le système logistique.  
De préférence il possède un DUT transport  
logistique avec une première expérience  
professionnelle réussie.  
Adresser C.V. + lettre manuscrite  
+ photo récente à BITONI FRANCE  
Direction des Ressources Humaines  
76, rue Garibaldi  
94100 SAINT MAUR.

**LABORATOIRE FRANÇAIS**  
**NIVEAU INTERNATIONAL**  
recherche pour PARIS  
**DIRECTEUR**  
**DES**  
**RELATIONS HUMAINES**  
Le candidat recherché, 38 ans au moins, est un homme  
expérimenté, de préférence issu du secteur pharmaceu-  
tique. Il devra assumer la fonction de D.R.H. dans la  
définition la plus large et la plus évoluée de cette  
importante responsabilité. Rattaché au PDG, ce  
collaborateur de haut niveau, travaillera en étroite  
liaison avec le comité de Direction. Il est souhaité que le  
candidat est acquis une expérience des relations avec  
les partenaires sociaux.  
Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle à  
**SODECI** 140, rue de la Croix-Nivert  
75015 PARIS

**DARTY**  
**TRESORIER**  
**ADJOINT**  
DARTY recherche pour sa  
**DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**  
à BONDY (93) UN TRESORIER ADJOINT  
Rattaché au trésorier il aura pour mission de seconder celui-ci.  
Ce poste implique la responsabilité d'une équipe étendue - le goût  
de la négociation à haut niveau et après formation des contacts  
fréquents à l'extérieur.  
Nous recherchons un jeune diplômé ESCP - HEC - ESSEC ou  
équivalent, débutant ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience profes-  
sionnelle.  
La rémunération en fonction du profil ne sera pas inférieure à  
80.000 F.  
Adresser votre CV et photo à Jean PROVOST  
Directeur du Personnel - DARTY  
123, avenue Gallieni - 93140 BONDY.

**PAMPUS FLUORPLAST**  
**Z.I. ARGENTEUIL**  
recherche pour son service commercial  
**UN COLLABORATEUR**  
ayant :  
- d'excellentes connaissances en matières  
plastiques et en caoutchouc synthétique,  
- une très bonne expérience commerciale.  
Place stable.  
**UN INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
qui, APRES UN AN DE TRAVAIL  
SEDETAIRE  
- sera chargé (sur tout le territoire national),  
du suivi commercial des produits existants  
et de la promotion des nouvelles gammes  
récentement mises au point.  
- âgé de 28 ans minimum, de formation  
commerciale, le titulaire du poste aura obli-  
gatoirement une expérience à la fois de la  
vente des produits techniques, mécaniques  
de précision et du conseil concernant leurs  
applications et utilisations auprès des bu-  
reaux d'études, services méthodes, fabri-  
cation, etc...  
Envoyer C.V. manuscrit et photo  
4, rue de Salomon  
95103 ARGENTEUIL Cedex

**LABORATOIRES**  
**DE MARCOUSSIS**  
Centre de Recherches  
de la C.G.E.  
recrutent  
**1 ingénieur**  
**grande école**  
(X, MINES, Centrale, Polytechn. Zurich)  
Pour assister directement le Directeur chargé de la définition et de l'exécution  
de programmes de Recherche et Développement portant sur les ECONOMIES  
D'ENERGIE et l'ENERGIE SOLAIRE.  
Compétence confirmée en thermique indispensable.  
Connaissances en Electronique et en Informatique souhaitées.  
Pour ce poste de haut niveau scientifique  
Adresser votre lettre manuscrite + CV très détaillé + prétentions sous  
référence ES/1 aux LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, CENTRE DE  
RECHERCHES DE LA C.G.E. - Route de Nozay, 91480 MARCOUSSIS.

**ANN**  
**OFFRES D'EMPLOIS**  
**cadres**  
**confirmes**  
**assurances transport**  
**Ingénieur**  
**d'application**  
**Tess Auton**  
**conseil en**  
**informatique**  
**de gestion**  
**MANAGER**



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	largeur	hauteur
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	58,45
AUTOMOBILES	48,00	58,45
AGENDA	48,00	58,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	largeur	hauteur
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## cadres confirmés en assurances-transport

■ l'un, destiné au SERVICE FACULTES, devra être un bon souscripteur, en même temps qu'un très bon gestionnaire  
■ l'autre, destiné au service CORPS MARITIMES et OFF-SHORE devra avoir une solide expérience dans ces catégories.  
Ces postes nécessitent de nombreux contacts avec des producteurs courriers et agents ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Une formation supérieure (juridique, économique...) serait un atout supplémentaire.  
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8730 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

## INGÉNIEURS CONSEILS H.E.C.-E.S.S.E.C.-E.S.C.

ou équivalent.  
Désirant s'orienter vers l'assurance d'une profession libérale dans les domaines du conseil aux entreprises.  
Formation assurée par nos soins. Première implantation à TROYES.  
Adresser C.V., (photo) n° 16232 sous enveloppe JEAN REGNIER PUBLICITÉ, 59, rue de l'Arche, Paris-9 qui transmettra.

## COLLABORATEUR ADMINISTRATIF

■ HOMME ou FEMME  
Ce poste de confiance requerra un jeune diplômé ayant une expérience professionnelle de 2 à 3 années dans une entreprise similaire.  
Connaissance comptabilité appréciée. Goût pour l'analyse et l'interprétation de documents chiffrés indispensables.  
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8730 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

## Ingénieurs Grande Ecole 30 ans environ

Dans le cadre de son expansion à l'étranger, importante Société d'Ingénierie, Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français, recherche pour sa Division Internationale  
dont la mission sera la prospection, la négociation et la vente d'usines clés en main dans des zones géographiques dont ils auront la responsabilité. Le poste basé à Paris (secteur La Défense) implique des qualités d'homme de terrain ainsi qu'un sens commercial aiguisé et un dynamisme certain.  
Disponibilité : environ 40% du temps passé en mission à l'étranger.  
Expérience préalable dans une même activité souhaitée et connaissance de l'anglais indispensables.  
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 8891 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

## GESTION IMMOBILIÈRE

SYNDICAT GÉNÉRAL 81  
RESPONS. D'AGENCE  
BSC-ICH-DEC S-LC Droit gestion ayant une première expérience. Répondre une équipe vous verra. Vous voulez réussir par votre travail. Un jeune PDG vous propose de participer à l'évolution des ans. Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 104, rue Réaumur, PARIS-2.  
SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-18° recherche

## INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERC. par secteur. TÉLÉCOMMUNICATIONS. Expérience négociation contrats souhaitée.  
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8730 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

## DACTYLOS RUSSE

ISM 82 CM, 770-81-93.

## INGÉNIEURS INFORMATIQUES

GRANDS ÉCOLES. LOGICIELS. REEL. EXPÉRIENCE 2 à 7 ANS. SALAIRES MOTIVANTS.  
Envoyer C.V., sous n° 8.772 à : PRIARIAL, 47, rue des TOURNELLES, 75003 PARIS ou téléphoner au 806-00-00.  
VILLE DE NOISY-LE-GRAND. 40.000 habitants. Secteur d'urgence pour son service INFORMATION  
1 JOURNALISTE  
Expérience rédactionnelle de rédaction et de mise en page souhaitée. Rémunération de début : 5.500 F/mois environ.  
Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 83180 NOISY-LE-GRAND.

## CHASSEUR DE TÊTES

cherche pour diverses sociétés Paris province. Chercher COMMERCIAUX. Attachés, inspecteurs, ingénieurs, techniciens, V.P.P., agents. Tél. matin. (1) 771-65-59.  
P.M.E. INDUSTRIELLE Baseline Nord Paris recherche  
RESPONSABLE ADMINISTR. ET FINANCIER  
Formation DEC-DEC, maîtrise de gestion, DEC-DEC. Exp. 3 à 4 ans contrôle de gestion, pratique de la micro-informatique indispensables. Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 30.718 à REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.  
Importante Société de conditionnement des usines, recherche  
CHIMISTES- MICROBIOLOGISTES  
Horaires même débutants, niv. DUT ou BTS. Nombreux déplacements. Envoyer C.V. s/réf. 8.535 à F. LICHOU, S.A., 220, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

## Ingénieur d'application Tests Automatiques

Importante société française développe des systèmes de technologie avancée dans le domaine des tests automatisés. Recherche pour renforcer son service d'application, un Ingénieur Electronicien, diplômé d'une grande école ou université. Il participera aux études préliminaires et aux négociations et assurera l'interface technique entre les clients et l'entreprise pour des projets importants. Une bonne connaissance de l'anglais constituera un atout supplémentaire.  
\* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre, conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre réponse s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15, référence 1150.

SVP Information Carrière 7 rue de Logelbach 75017 Paris.

## conseil en informatique de gestion

## MANAGER

Vous avez acquis au moins 3 ans d'expérience en tant que MANAGER, au sein d'un Cabinet de Conseil ou d'une S.S.C.I.  
VOUS ASSUREZ la définition, la gestion et la réalisation de projets dans le domaine de l'informatique de gestion à l'aide de moyens et grands systèmes ; vous dirigez des équipes, participez aux pré-études et à la négociation des contrats.  
NOUS VOUS OFFRONS la possibilité de vous exprimer pleinement et de réaliser vos ambitions en rejoignant l'équipe d'ingénieurs conseil de notre cabinet international en pleine croissance dont la réputation est due à la très haute qualité de ses services.  
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et rémunération souhaitée sous référence 10.310 M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris ; en mentionnant le nom des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

## SOCIÉTÉ DE LOTISSEMENT SIÈGE SOCIAL A PARIS

recherche pour l'une de ses filiales

## DIRECTEUR COMMERCIAL

de formation supérieure  
Age 35 ans minimum. Il aura pour mission en outre la diffusion et la commercialisation des terrains à bâtir, issus des lotissements réalisés par le groupe, mais aussi l'organisation de la recherche foncière. A cet effet, il aura une grande expérience de l'animation d'une équipe de la négociation et des relations extérieures. Une parfaite connaissance de l'immobilier et de la législation sur l'urbanisme est indispensable.  
Adresser C.V. + photo et prét. s/réf. 3870 à PUB. CAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 Paris qui transmettra.

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ayant une expérience d'une à deux années de vente de matériel ou service à des P.M.E. Il sera responsable de la vente de systèmes micro-ordinateur clés en main et pourra rapidement prendre des responsabilités importantes dans une jeune société très dynamique.  
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à REGIE PRESSE, N° 1 030738 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## INGÉNIEUR-INFORMATIEN

Diplômé SUPÉLEC.  
Généraliste ou spécialiste. Connaissance traitement de textes et gestion de bases de données. 2 à 5 ans d'expérience.  
INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS connaissances radar et techniques digitales pour rédaction de notices techniques.  
Salaire intéressant. Tél. pour rendez-vous : 281-93-44.

## IMPORTANT CABINET FRANÇAIS D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour ses bureaux de PARIS et LYON

## DES COLLABORATEURS

Ayant au moins :  
- D.E.C.S.  
- 2 ans de pratique en cabinet.  
Une langue étrangère sera appréciée.  
Envoyer curriculum vitae et prétentions à :  
GDV 114, avenue Charles-de-Gaulle, 92280 NEUILLY-SUR-SEINE.

## SERVICE DE DOCUMENTATION

recherche

## INGÉNIEUR EN SCIENCES DE LA TERRE

possédant formation ou expérience documentation pour gestion et exploitation bases de données informatisées.  
LIEU DE TRAVAIL : BONDY.  
Ecrire : ORSTOM 70, rue Route d'Aulnay, 93140 BONDY.

## UN ASSISTANT

Il aura 2 ans d'expérience en cabinet, un DEC ou certificat supérieur et des notions d'anglais. Poste d'avenir. Env. C.V., photo et prétentions sous n° 180 à notre conseil.  
ELYANE MONJAUX 17, rue Turbigo, Paris 2°

## INGÉNIEURS et TECHNICIENS

1° EN ÉLECTROMÉCANIQUE  
2° EN INSTRUMENTATION et RÉGULATION avec expérience en pétrochimie  
Pour ces postes anglais courant exigé. L.R.C. 223-19-04.  
IMPORTANT SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES Quartier CHAMPS-ÉLYSÉES recherche pour service ASSURANCES MARITIMES

## JEUNE RÉDACTEUR (TRICE)

Poste nécessitant une formation en droit (niveau baccalauréat). Une expérience des dossiers de rédaction sera appréciée.  
Adresser C.V. et photo à n° 21.528 Courrier Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Société Fabrication Groupes Electriques

recherche

## INGÉNIEUR DÉBUTANT

Electro-Mécanicien E.S.M.E. Brigant ou similaire pour poste sédentaire Conservateurs. Préparation offre et suivi commercial.  
Répondre sous n° 1 030.730 M à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES

37 ans maximum. Ingénieur électrotechnicien ou électromécanicien avec expérience professionnelle indispensable en conception ou fabrication de matériel électronique moyenne et grande série.  
Adjoint au chef de B.E. électronique et en liaison avec les différents services, il devra, en partant des demandes clients, aboutir à la définition du produit, et participer avec les chefs de produits à la conception du produit et au suivi des essais.  
Adresser C.V. et photo à n° 21.194, COURRIER PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## CONSEILS EN ORGANISATION

recherche DIPLOMÉS GRANDS ÉCOLES UNIVERSITAIRES. Une expérience professionnelle dans le conseil et/ou la formation avec l'informatique seront appréciées.  
Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions sous la référence 7.909 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Meider, 75009 PARIS.

## SOCIÉTÉ DE SERVICES

en très forte expansion recherche

## ÉLECTRONICIEN

CONFIRMÉ D.I.T. ou E.T.S. exp. Responsable d'équipe de maintenance et conception d'appareils nouveaux. 3 ans d'expérience minimum. L'ins. de travail : Z.I. Banlieue Sud

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 21.225 à COURRIER P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Cours de perfectionnement pour pupilles (système IBM) programmation tous langages. Cours communs en informatique. Tél. : 205-24-63 - 241-53-83.  
ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

## JOURNALISTES

spécialistes des questions économiques et de l'information sur les sociétés.  
Adresser candidature avec réf. à S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.  
P.M.E. EN EXPANSION SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DES POMMES À CHALEUR ET DU COMBUSTIBLE D'AIR recherche pour son siège commercial Evry

## UN TECHNICIEN EN THERMODYNAMIQUE

de bon niveau BTS-DUT ou équivalent. Connaissances et expériences souhaitées en chauffage et climatisation. Disponible pour déplacements fréquents en province.  
Position cadre : directement rattaché à la Direction commerciale.  
SA MISSION : - Rattaché au niveau technique, avec les divers organes officiels de la profession.  
- Support des commerciaux sur le terrain par des interventions auprès de bureaux d'études, installateurs ou distributeurs spécialisés.  
- Formation des techniciens et vendeurs de nos principaux clients.  
Formation à nos produits assurée au départ.  
Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à : HAVAS CONTACT, 158, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 39.311.

## Association pour l'Enseignement et la Formation

des Travaux Immigrés, recrute 2 conseillers pédagogiques pour animation et suivi pédagogique des équipes assurant formation en entreprise cours de français, stages intensifs. Expérience nécessaire en pédagogie à niveau pré-é. 6.000 F. brut mensuel + avantages. C.V. A.E.F.T.I., 7, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.

## Société de Négoce International Siège Social Paris

recherche son département d'analyse et d'études économiques et recherche

## économiste H.F.

Ref 01  
- ayant de solides connaissances des techniques d'analyse et de traitement des données ;  
- ayant préalablement une expérience de plusieurs années dans le domaine des productions agricoles. Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de l'espagnol est appréciée. Déplacements fréquents dans les zones de production.  
statisticien H.F. Ref 02  
Formation type ENSAE ou ISUP.  
- maîtrisant les techniques de traitement des données et d'informatique ;  
- capable d'établir, pour le département, les programmes et leur traitement, et de participer à l'analyse des résultats. Une expérience professionnelle même courte, démontrant ces capacités est très appréciée. Familiarité avec l'anglais très souhaitable. Ces deux personnes constitueront des éléments essentiels d'une équipe de prévision à long terme, en cours de constitution.  
Lettre manuscrite et C.V. détaillé seront reçus par Média-System «Emplois et Carrières» 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

## TRÈS IMPORTANT ORGANISME PARAPUBLIC DE PARIS

recherche

## CHEFS DE PROJET ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

pour développement d'applications comptables dans un contexte DB/DC.  
Diplôme d'Etudes Supérieures en Informatique souhaité.  
CHEF DE SALLE justifiant d'une bonne pratique professionnelle de la gamme HB 66.  
Envoyer C.V., photo et prétentions sous enveloppe, la seconde portant la mention «CANDIDATURE» à :  
SOUS-DIRECTION DU PERSONNEL U.R.S.S.A.F. DE PARIS, 3, rue Franklin, B.P. 430, 93518 MONTREUIL CEDEX.

## secrétaires

## IMPORTANT SOCIÉTÉ PUBLICITÉ PRESSE

Quartier CHAMPS-ÉLYSÉES

## SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE

Jeune, dynamique, bonne culture générale, 2 ans d'expérience, disponible, esprit d'initiative et d'équipe.  
Env. C.V., photo et prétentions s/réf. 478 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

## PARIS-QUEST

Association sans but lucratif en forte expansion avec connexions internationales recherche :

## SECRÉTAIRE DIRECTION BIL. FRANÇAIS-ANGLAIS

recherche pour DIRECTION-EXPORT  
SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE  
- Bilingue anglais.  
- Sténographie impeccable.  
- Expérience service EXPORT souhaitée.  
Adresser C.V. et photo, s/réf. 21.070, Courrier Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## LA VILLE DE CACHAN

recherche

## UNE SECRÉTAIRE

très qualifiée pour le cabinet du Sénateur-Maire  
Adresser candidature et C.V. à Monsieur le Maire, 8, rue Carnot-Dessolles, 94230 CACHAN.

## J.F. SECRÉTAIRE

pour rédaction Excellente dactylo pour trasse articles (mi-temps) et secrét. divers (doc., économie, etc.). Bonne culture générale souhaitée. Libre de suite. Envoyer lettre à C.V. à MEDIAS, 18, boulevard Montmartre, 75008 PARIS.

## SECRÉTAIRE COMMERCIALE CONFIRMÉE

- connaissance des produits, suivi des marchés.  
- liaisons téléphoniques avec adhérents et fournisseurs, informations et calculs de prix, bonne sténodactylo.  
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo (retournée) + prétentions annuelles à :  
LAMA S.A., 82, boulevard de Poppe, 75012 PARIS.

## SECRÉTAIRE COMPTABLE

- Niveau S.T.S.  
- Secrétariat de l'association.  
- Tenue de la comptabilité.  
- Administration du personnel.  
Envoyer lettre et C.V. au Club de Créteil, rue Chézy 94000 CRÉTEIL.

Jeune femme







Le Monde

## régions

Ile-de-France

## DU NEUF DÉJÀ PAUVRE

## Vingt et une cités dans la hantise du bidonville

RÉUNIS vendredi 15 janvier à l'initiative du préfet de région, M. Lucien Vochel, un groupe de travail associant élus et administrateurs, tant départementaux que régionaux, ainsi que des représentants de neuf ministères, a décidé de s'attaquer, dès cette année, à la réhabilitation de vingt-deux « îlots sensibles », ces quartiers « physiquement et socialement dégradés » en Ile-de-France. La volonté régionale rejoint une des grandes priorités du gouvernement.

De « la Grande-Borne » à Grigny (Seine-et-Marne) à « la Rose-des-Vents » à Aulnay-sous-Bois en passant par le ZUP de Surville à Montesson (Seine-et-Marne) et « le Val-Fourré » à Montesson (Seine-et-Marne), le mal est bien connu. Même s'il n'a pas (encore ?) atteint en région parisienne la même gravité que dans les banlieues lyonnaises. Les grands ensembles, construits à la va-vite à l'économie dans les années 1950 et 1960 pour résorber la crise du logement, accueillent les ouvriers parisiens chassés des maillots et des logements sociaux des arrière-cours par la spéculation immobilière et relégués dans les bidonvilles. Les bidonvilles de 1968 n'étaient pas acceptables : les « îlots sensibles » de 1982 ne le sont pas plus. Tout le monde — ou presque — est d'accord : reste à trouver une solution. La commission nationale présidée par M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble et député socialiste, vi va étudier. Le groupe de travail du préfet de région aussi : tous les deux étant bien décidés à travailler en bonne intelligence.

N a suffi que les immeubles se

dégradent particulièrement, que les trop rares plantations ne réussissent pas à faire oublier la platitude de la terre d'Ile-de-France, qu'aucun effort n'ait été fait pour rattracher la nouvelle cité aux vieux villages et aux moyens de communication, que quelques familles mal préparées à la vie collective perturbent les habitudes des autres pour qu'un quartier entier bascule. Ceux qui le peignent le font pour les lotissements de maisons individuelles, jugés plus accueillants. Pour les rompingers, les organismes H.L.M., propriétaires des logements, ne trouvent que plus misérables qu'eux. La paupérisation du quartier est en route, s'aggravant de plus en plus vite, comme une boule de neige grossit en dévalant une pente.

La crise économique n'a fait qu'aggraver la situation. Il est déjà bien difficile de trouver du travail pour un jeune métropolitain, mais la tâche est pratiquement impossible pour un adolescent maghrébin ou originaire des territoires et départements d'outre-mer, sans formation professionnelle, l'école n'étant guère adaptée à son niveau culturel. Que faire alors, dans ces quartiers sans vie, quand on n'a pas de travail ? Si promener en bande, affirmer sa personnalité en faisant état de sa force physique... La délinquance est vite là. Les derniers « petits Blancs », épuisés, fuient.

## La santé des enfants

Aujourd'hui, il y a une centaine de ces quartiers dégradés en Ile-de-France. Plus de cent mille familles y vivent. Il devient urgent de s'attaquer au dossier, de rompre un cercle infernal qui pourrait un jour dégrader en émeute les bidonvilles de 1968 n'étaient pas acceptables : les « îlots sensibles » de 1982 ne le sont pas plus. Tout le monde — ou presque — est d'accord : reste à trouver une solution. La commission nationale présidée par M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble et député socialiste, vi va étudier. Le groupe de travail du préfet de région aussi : tous les deux étant bien décidés à travailler en bonne intelligence.

Les préfets et les présidents de conseil général des huit départements d'Ile-de-France ont édité un accord avec les maires — vingt et un quartiers où une action immédiate est possible pour redonner goût à la vie à leurs quelque deux cent mille habitants. La lecture des fiches préparées pour la réunion du vendredi 15 janvier met en évidence : « L'humidité, le manque de chauffage et les mauvaises conditions d'hygiène semblent être responsables de la mauvaise santé des enfants » ; On

lire à la carabine sur les femmes et les enfants à la sortie des écoles ; « Des enfants de douze ans se droguent » ; « Les caves, inutilisées, sont devenues des lieux de passage » ; « Situés sur le plateau, à 3 kilomètres de la ville ancienne, ils ont été séparés par deux rivières et une route à grande circulation » ; « Douze mille six cents habitants ; 40 % d'étrangers et 20 % d'originaires des DOM-TOM » ; « Presque partout, absence d'antenne de l'Agence nationale pour l'emploi... »

Que dire de plus ? Le problème paraît insoluble. Il y a 15 % d'étrangers en Ile-de-France ; leur misère fréquente les expéditions, en grand nombre, dans ces quartiers dévalorisés où ils retrouvent tous les exclus de notre société, toutes ces familles « lourdes » — horrible jargon administratif — dont tous les organismes H.L.M. se débarrassent en les envoyant dans ces « îlots sensibles », devenus des dépotoirs. Contre cette ségrégation de fait, il sera bien difficile de lutter, à une époque où chacun tente plus d'envoyer « ses pauvres » chez le voisin que d'accepter que tous, à égalité, une réelle solidarité régionale.

## Hors des lourdeurs administratives

Mais il est possible au moins d'atténuer les effets de cette concentration de misère. Car, si l'on fait souvent s'attaquer au « bidon », à la qualité des immeubles. Les opérations « Habitat et vie sociale », lan-

cées en mars 1977, ont commencé à le faire avec un certain succès, atténuant, il est vrai, par la bataille politique autour du conventionnement. Déjà seize mille logements ont été traités ou sont en cours de travaux,

en région parisienne, l'Etat y ayant consacré 176 millions de francs. Mais aujourd'hui il faut aller au-delà. Il ne s'agit pas d'améliorer le logement si les causes de sa dégradation ne sont pas supprimées.

Le groupe de travail régional l'a parfaitement compris. Il faut aussi qu'un autobus permette à l'Infirmière de Bichet, qui habite à Aulnay-sous-Bois, de quitter son domicile autrement qu'à travers champs pour arriver à 7 heures du matin à l'hôpital. Il faut des instituteurs parlant l'arabe ou le portugais pour enseigner dans des classes où se retrouvent parfois dix-huit nationalités différentes. Il faut des animateurs locaux et des lieux de rencontre — autres que des caves — pour ces jeunes qui ont envie d'écouter ou de jouer de la pop-musique. Il faut des conseillers pour aider toutes ces femmes entassées dans des appartements à peu conformes à leur style de vie traditionnel. Il faut des policiers pratiquant l'arabe pour que cesse de régner la peur, des policiers de type « gros costard débonnaire sans arme », explique Ahmed Gonzalez dans une rédaction où la plume lui fut tenue par les fonctionnaires de la Direction régionale de l'équipement.

De tout cela, les fonctionnaires présents autour du préfet de région, vendredi dernier, ont parfaitement pris conscience. D'autant que finalement les besoins ne sont pas considérables, surtout comparés à l'enjeu : moins de deux cent cinquante policiers, cent vingt travailleurs sociaux, quelques « écrivains publics », une centaine d'enseignants, etc.

Mais cet effort ne servira à rien s'il n'est pas soutenu par une réelle volonté politique. D'où l'idée de M. Vochel de demander aux maires concernés de désigner un adjoint « si possible habitant le quartier » pour coordonner toutes ces actions. Car toutes ces opérations qui demandent moins d'argent que de cœur ne doivent surtout pas s'arrêter dans les lourdeurs administratives.

Surtout, elles sont vouées à l'échec si les jeunes adolescents désoeurés de ces cités ne trouvent pas très vite une activité. La santé des « îlots sensibles » doit être prioritaire dans les stages proposés par le premier ministre. Ne pourrait-on déjà leur confier les travaux de réhabilitation de leur quartier ? S'il faut pour ce faire, « oublier » quelques règlements administratifs, le jeu n'en vaudrait pas la chandelle ? Déjà des jeunes d'Aulnay-sous-Bois sont prêts à créer une coopérative ouvrière.

C'est une difficile bataille qu'engagent le gouvernement et le préfet de région. Malgré leur détermination, malgré l'argent qui pourra y être consacré, ils ne peuvent être sûrs de gagner. La bonne volonté ne peut suffire pour s'attaquer à un tel phénomène de société. Mais si elle est perdue les séquelles seront terribles.

THIERRY BRÉHIER.

## Paris envoie ses déshérités à La Courneuve

« LA COURNEUVE ! Nous avons quatre-vingt-cinq mille logements, et on ne nous parle jamais que de la Courneuve ! » M. Louis Morel, directeur général de l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris, est très irrité. Il ne veut pas recevoir de journalistes, ni répondre aux questions, à propos de ces ensembles de quatre mille logements construits par l'Office de 1968 à 1982, sur des terrains maraîchers, aux portes de Paris. Il préfère attendre que les discussions en cours avec la commune et avec l'Etat aient abouti à des choix.

Bien sûr, on a parlé de démolir certains immeubles. « Mais qui ? », demande M. Morel qui ne veut lancer aucune révélation, ni démolition, avant d'avoir réglé le contentieux qui traîne depuis dix ans avec l'entreprise de construction (qui a d'ailleurs fait faillite). « C'était en 1962, explique le directeur de l'Office, au téléphone. On expérimentait des procédés de préfabrication lourde qui n'étaient pas encore très au point, mais qui ont rendu des services ensuite. Il faut se reporter au contexte de l'époque. On présente toujours La Courneuve comme le type même des grands ensembles qu'il fallait pas faire. Mais on les a faits. Et on était bien contents de les trouver ! »

Il n'empêche que la cité des « 4000 », la cité sans nom,

si son chiffre tout rond qui en dit long, cumule bien des difficultés propres aux grands ensembles. Et qu'il n'a pas été nécessaire d'y brûler des voitures, l'été dernier pour quelle repêche la visite, en septembre, de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement. Ni pour qu'on s'apprête à l'inscrire dans la liste prioritaire retenue par la commission Dubedout, dont fait partie le maire communiste de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), M. James Marion.

Les barres de La Courneuve sont loin d'être parfaites. Le record détenu par le Haut-du-Libre, à Nancy — la plus longue n'a que 180 mètres de long — et leur couleur bleu-gris a dû inspirer des descriptions lyriques aux architectes. Mais elles « barrent » le ciel de leur platitude, d'où s'échappent, pour tout dire, que des balcons peints en blanc, régulièrement espacés, au dixième étage, à la hauteur de l'échelle des pompiers.

Il y a quatre grandes barres. La plus dégradée, la plus sale, est celle qui porte le nom de Debussy. Pour mêler les populations, on y a installé les vieillards émigrés du dix-neuvième arrondissement : parfois, ils se retrouvent seuls, à leur étage, les autres locataires ayant fui. Debussy, c'est le point extrême, l'immeuble que l'on voudrait démolir, comme un symbole.

## Une « galère »

Dans les barres, il y a « jusqu'à trois cents personnes par ascenseur » fait remarquer M. Maurice Bernard, conseiller municipal, qui habite depuis toujours les « 4000 » et préside l'amicale des locataires. Quand il y a un drame (six suicides l'an dernier, tout le monde le sait tout de suite).

Et parfois de ces escaliers délabrés, peinturlurés, où règne une forte odeur d'urine, on s'étonne presque de voir sortir des gens correctement habillés, des jeunes femmes coquettes, des locataires « normaux », qui promènent leurs enfants, font leurs courses.

Pourtant, « les appartements sont bien », dit Mme Roué, qui est rentrée la première rue Renot, le 15 mai 1962. Les appartements sont « bien », quand ils n'ont pas, en façade ou d'un étage à l'autre, une fleur bleue, résultat d'une mauvaise conception qui a mal prévu le jeu de la dilatation pour ces panneaux de béton de 5 mètres de large qui se résistent pas aux chocs thermiques. Pour résoudre le problème, il faudrait pratiquement construire de nouvelles façades, pour protéger celles-ci, et les coûts de réhabilitation ont été évalués à 65 000 francs par logement.

Pourtant, les équipements sont présents : un centre médical et social, des boutiques (beaucoup fermées, mais l'ensemble de tout près), un centre culturel et une piscine. C'est plutôt l'état des espaces communs, l'atmosphère d'insécurité, surtout la nuit, et la concentration des « grains de violence » qui rend la vie si difficile aux dix-sept mille habitants des « 4000 ».

Formée à l'origine, pour une petite moitié, de rapatriés d'Afrique du Nord, la population de la cité n'est évidemment pas aussi diversifiée que dans une ville ordinaire. Les enfants et les jeunes sont très nombreux : 46 % des habitants ont moins de dix-neuf ans. Un chef de famille sur deux est ouvrier et 40 % des femmes travaillent. Plus de la moitié des familles reçoivent l'aide sociale et 6 % ont des dettes de loyer de plus de 10 000 francs, tandis que 46 % ont un retard de 3 000 francs, correspondant par ailleurs à une action organisée de l'amicale des locataires.

Les étrangers représentent 17 % des familles : beaucoup de travailleurs maghrébins au départ, un mélange plus complexe aujourd'hui. « C'est la tour de Babel », dit un commerçant qui habite la cité depuis le début et qui fait partie de cette génération qui a longtemps espéré que les conditions de vie s'amélioreraient, qui « y a cru », et qui constate, depuis quelques années, au contraire, une dégradation rapide.

L'augmentation du chômage, qui rend les gens plus agressifs et les jeunes plus désespérés, l'absence de réparations et même d'un entretien correct, enfin la situation particulière de ce quartier comme pour la Ville de Paris, qui peut caser à La Courneuve les populations rejetées de la capitale, ont aggravé le malaise.

« Les habitants sont captifs », note un responsable. Et la municipalité de La Courneuve n'a pas la maîtrise de la gestion de cet immense quartier qui abrite 46 % de sa population totale, « 4000 ».

pourrons attribuer trente logements par an, et nous n'arrivons évidemment pas à les placer », affirme M. Bernard.

## Un dossier politique

Le dossier est politique. Le conseil municipal de La Courneuve a voté, en décembre, une délibération demandant que la cité des « 4000 » lui soit dévolue par l'Office de la Ville de Paris. Elle estime à 40 000 francs par logement les sommes restant à amortir et qu'il faudrait donc rembourser.

La négociation n'est pas encore ouverte, et il est vraisemblable que ni M. Chirac, maire de Paris, ni son adjoint, M. Jean Tiberi, président de l'Office, ne fonderont de cette affaire. L'ensemble de La Courneuve est particulièrement bien placé, aux portes de Paris et relié par le train à la gare du Nord. Il est commode pour la Ville de Paris, estime un technicien de La Courneuve, de « s'en servir comme d'un sas tout en évitant d'utiliser entièrement les terrains quand les dépenses seront amorties ».

Mais il est anormal qu'une commune, quelle qu'elle soit, soit pratiquement gouvernée de l'extérieur, par un propriétaire foncier qui a tout pouvoir de lui envoyer les habitants de son choix. Si il est vraisemblable qu'un accord devrait être recherché pour qu'au moins les attributions de logements soient décidées par les deux partenaires.

Sans attendre, des projets d'urbanisme ont été imaginés. La commune souhaite faire démolir environ quinze cents logements, pour en construire d'autres et réorganiser le quartier autour de rues et de places urbaines, mieux reliées au reste de la ville et surtout à la gare, qui doit par ailleurs être reconstruite. Elle a organisé un concours qui sera jugé le 27 janvier et dont les maquettes sont exposées jusqu'au 17 février sur place.

La nécessité d'« émolir, pour provoquer un choc psychologique », montrer que le quartier change, est soutenue par les autorités départementales, et elle correspond à ce qu'avait affirmé M. Pierre Mauroy, lors des assises du logement social, en octobre dernier. « Il faut savoir casser le lien étroit, quand on a fait des logements déqualifiés, même si ce sont par ailleurs les plus récents », dit-on à la direction départementale de l'équipement.

La direction de la construction, au ministère de l'urbanisme, ne partage pas cet empressement, craignant d'être assailli de demandes de toutes parts. Cette « attitude d'écroulement, de Socrate qui veut dériver par le feu, nous semble excessive », dit-on. Quel de Pessy. Le ministère propose plutôt de commencer sur un petit secteur, en mêlant les différentes intentions et en ne démolissant qu'une centaine de logements. M. Quilliot a visité les lieux mais n'a pas pris officiellement position. La commission Dubedout, le ministre et le maire de Paris auront à débrouiller ce dossier difficile, qui se chiffre par centaines de millions de francs.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

du samedi 16 au samedi 23 janvier 1982

semaine de la

GANTERIE

Gant agneau 135F  
Gant de conduite agneau 150F  
Gant agneau velours cousu main 220F  
Gant pécari cousu main 230F  
Gant agneau velours doublé jersey laine 240F



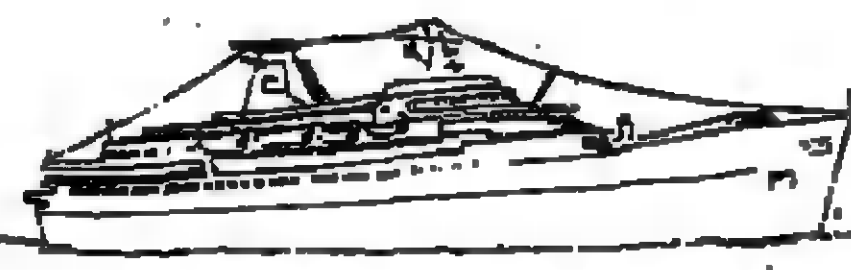
MADELIOS

Place de la Madeleine, Paris  
Pour ceux qui savent choisir

Pour oublier l'hiver, choisissez une croisière au soleil des Caraïbes.

De Paris, rejoignez Puerto Rico par avion, puis vivez des vacances de rêve à bord de Carla C, Daphné et World Renaissance.

3 formules de croisière de 7 jours (9 jours Paris/Paris) à partir de 9.265 F avec des escales à La Barbade, Grenade, La Guadeloupe, aux Iles Vierges, à La Martinique, Curaçao, Caracas.



Brochures et renseignements chez votre Agent de Voyages et Croisières Paquet : 5, Bd Malesherbes 75008 Paris - Tél. 51.55.

CROISIÈRES PAQUET

N°1 de la croisière en France. Agent officiel Costa Azimut

Je t'aime



# TRANSPORTS

Un marché de sept navires pour 7 milliards de francs

## Tous les constructeurs de méthaniers ont les yeux fixés sur l'Australie

On n'avait plus vu ça depuis des années : les chantiers navals européens (allemands, belges, français) proposent à des armateurs, pour des grands navires méthaniers de 125 000 m<sup>3</sup>, des prix moins élevés que les offres japonaises. Les offres des premiers tournent autour de 180 millions de dollars pièce, alors que les cotations japonaises sont plus proches de 200 millions de dollars.

Il est vrai qu'il s'agit d'une affaire et d'un marché considérables pour l'ensemble des constructeurs navals du monde entier, et notamment pour les quatre grands chantiers français et les deux sociétés d'ingénierie ayant acquis de longue date une réputation internationale dans la construction des méthaniers : Technigaz et Gaz Transport.

Les Australiens et des compagnies pétrolières ont en effet découvert d'importantes réserves de gaz « off shore », à l'ouest du pays, à quelque 150 kilomètres de la ville de Dampier. Ils prévoient d'y construire un usine de liquéfaction du gaz naturel qui sera exporté vers le Japon par grands méthaniers (une autre partie de la production du gaz, 50 % environ, étant ache-

minée par gazoduc, sur 600 kilomètres, vers la zone industrielle de Perth, au sud-ouest de l'Australie).

Plusieurs importateurs japonais ont signé une lettre d'intention pour l'achat de quatre à dix navires de mètres cubes de gaz à partir de 1983. Cette lettre devrait être confirmée, dans les prochains semaines, par un contrat de 180 millions de dollars, lorsque tous les détails — de prix notamment — auront été réglés.

Pour l'acheminement de ce gaz, sept navires de gros tonnage sont nécessaires : Shell en aura deux, la firme australienne Broke Hill Property deux, B.P. un, Calbe un, et un pool d'armateurs japonais le dernier. Pour mettre en service la chaîne de transport maritime en 1983, il faudrait que les commandes soient passées en 1982. Voilà pourquoi armateurs, chantiers et sociétés d'ingénierie fournissent leurs armes financières et techniques, car si l'affaire ne capote pas en chemin, il s'agit, dans le domaine du transport de méthane liquéfié, de l'affaire du siècle. Un marché d'ailleurs, qui après avoir nourri des espoirs considérables vers les années 1970, a provoqué bien des déceptions dont ont été victimes notamment des importateurs américains (El Paso) et des armateurs français, norvégiens ou britanniques.

Plus de dix grands méthaniers sont actuellement « à la chaîne »

pour avoir été construits trop tôt ou en pure spéculation.

« Mais par chance, explique M. Petit, gérant de Gaz Transport (1), qui revient d'une mission en Australie, les promoteurs du projet australien possèdent des navires nouveaux. Ceux qui sont actuellement disponibles sur le marché ne leur conviennent pas. Ils veulent des navires à faible évaporation et relativement lent pour ne pas consommer trop de fuel. Les sept navires prévus auront donc des spécifications complètement nouvelles ».

La compétition va se jouer entre cinq détenteurs de homologues existants pour la construction des méthaniers : deux techniques proposées par Technigaz, une par Gaz Transport, une autre de Gaz Transport associée avec MacDonnell Douglas et la dernière, redoutable pour les ingénieurs français, dénommée MOSS (norvégienne). Chacune de ces techniques met en œuvre des procédés différents de transport et d'isolation du méthane liquéfié à très basse température.

L'affaire est à ce point déterminante que les chantiers français vont probablement faire aux armateurs une offre commune pour résister aux pressions de leurs concurrents européens et japonais. Le ministère de la mer, évidemment, sera sollicité pour que les propositions françaises, en matière de prix, de financement, de garanties techniques, apparaissent les plus intéressantes.

La nouvelle société en cours de constitution avec France-Dunkerque, les CNIM et La Ciolek, et qui devrait être présidée par M. Jacques D'Almeida, directeur industriel du groupe Renault-Schneider, pourra, pour sa part, mieux que des entreprises japonaises dispersées, mener une politique commerciale audacieuse.

La « commande australienne », comme on dit actuellement dans les milieux maritimes, pourra redonner un coup de fouet au marché du transport de méthane liquéfié, qui, ces toutes dernières années, n'a été marqué que par des commandes d'armements japonais (sept navires) pour la ligne Indonésie-Japon. En attendant d'autres trafics qu'on dit prometteurs, mais qui butent encore sur des obstacles techniques et financiers, au départ du Cameroun, du Nigeria ou du Grand Nord canadien.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## TROIS CENTS « MAISONS DU TEMPS LIBRE »

« Désireux de mettre en œuvre une politique de développement du loisir social et de l'éducation populaire, aussi bien dans les zones rurales que dans les quartiers des villes, j'ai décidé d'apporter l'appui du ministère du temps libre aux collectivités locales en les aidant à créer des maisons du temps libre », a déclaré M. André Henry, ministre du temps libre, le 16 janvier à Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, devant les participants au quatrième congrès de la Fédération Léo-Lagrange.

Cette opération, qui a fait l'objet d'un concours national entre des équipes d'architectes associées des constructeurs, sera axée sur deux principes : un programme de construction pluri-annuel qui comporte la réalisation de trois cents maisons du temps libre d'ici à 1984 (ce chiffre ne répond qu'à une petite partie des besoins) et des systèmes de construction qui ont été retenus en raison de leur simplicité et de leur grande souplesse d'adaptation.

Les équipements proposés aux collectivités locales permettront donc d'abriter des activités de tous ordres à caractère social, culturel, éducatif et physique pour les enfants, jeunes, adultes ou personnes du troisième âge.

« NOS ACTIFS SUR LE MONDE »

Le 22 janvier, de 9 h à 18 h, séminaire organisé par l'Association française des Femmes diplômées des Universités sous les auspices de la Fondation internationale CURRIE REID-HALL, à rue de Chevreuse 75006 PARIS - Tél. 229-41-32. Inscriptions les 18 et 19 janvier entre 14 et 17 heures.

**SONA**  
LA MAISON DE L'INDE  
Boutique officielle  
du Gouvernement de l'Inde  
**solde**  
400 rue Saint-Honoré - 75001 Paris  
Du lundi au samedi de 9h30 à 18h30

# CARNET

**Naissances**

— M. Jean Claude JOLAIN et Mme. née Marie-Béatrice de Soto, Sophie et Olivier ont la joie d'annoncer la naissance de  
Anne-Dorothée.  
Paris, le 10 janvier 1982.  
5, place Vagram, 75014 Paris.

— Françoise et Philippe LABRO ont la joie d'annoncer la naissance de  
Jean.  
frère de Valérie, Alexandra, Clarisse, le 14 janvier 1982, à Neuilly.

— Anne et Yves KANTHOPOULOS et leur fille Jeanne ont la joie d'annoncer la naissance de  
Alexis.  
Paris, le 17 janvier 1982.

**Mariages**

— M. Paul DUCHATEAU, ancien secrétaire général de la Mairie de Paris, et Mme. Marie-Françoise DUCHATEAU, ont la joie d'annoncer la naissance de  
Willy FLEINCK.  
sont heureux de faire part du mariage de  
Dominique DUCHATEAU, journaliste camerounais à FR3 Reims, et  
Véronique FLEINCK, qui sera célébré en l'église Saint-Christophe, Paris-15<sup>e</sup>, le samedi 23 janvier 1982, à 16 heures.

— M. et Mme Guy Gregory et leurs filles  
M. et Mme Henri Mamejean, leurs enfants et petits-enfants, ont la joie d'annoncer la naissance de  
Mlle Marie-Thérèse Mamejean.  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Jean DUCHEMIN, née Marie-Henri Mamejean, 8449 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, 69100 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, 2, rue des Lions-Saint-Paul, 72001 Paris.

**Décès**

— M. et Mme André Artur, M. et Mme Geoffrey A. Lawman, M. Gilles Artur, M. et Mme Yves Artur, M. et Mme Patrick Artur, M. et Mme Jean-Pierre Artur, M. et Mme Philippe Artur, M. et Mme Jean Drouin, M. et Mme Yves Léon-de-Troveret, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean Artur, ses enfants et petits-enfants, son frère, sa sœur et ses neveux, Mlle Thérèse Artur, Mlle Thérèse Marginal, et les personnes qui l'ont assisté aux obsèques, ont la douleur de faire part du décès de  
M. Pierre Emile ARTUR, ancien directeur général de l'« Ouest-France », chevalier de la Légion d'honneur, 5, rue de la République, 75001 Paris, 85 ans.

— M. et Mme d'enterrament à son lieu le mardi 19 janvier 1982 en l'église Saint-Jean-Marie-Vianney, à Rennes, sa sœur, La Bellangerie, Rennes.

— Mme Elise Chouaqui-Dupuy, sa sœur, Mme Anthonia Chouaqui-Masotaki, son épouse, Marcel, Sabine, Pierre-Alexandre, ses enfants, Mme Jeanne Chouaqui-Masotaki, M. et Mme Jacques Chouaqui-Chevalier, M. et Mme Philippe Vaillant-Chouaqui et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M. et Mme Pierre Chouaqui, profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès de leur cher et regretté  
Serge CHOUAQUI, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

— Mme Jean Poulenc, Mlle Raymond Garand, Mlle Sylviane Poulenc, M. et Mme Marcel Ruz et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Étienne Jaugnot, sous-directeur, M. et Mme J. Lefebvre, J. Schneider, J. Robin, J.M. de Falco, personnel de l'École Bousquet, l'Association des anciens élèves de l'École, l'Association des parents d'élèves, ont le regret de faire part du décès de  
M. le chanoine Pierre GARAND, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de l'École Bousquet, ancien supérieur général de l'École Bousquet, M. l'abbé Ét



## AFFAIRES

## SOCIAL

20 000 FAILLITES  
EN 1981

1981, « année historique » pour les résultats financiers des entreprises, M. Gattaz, le patron des patrons, n'aurait pas en évocation (le Monde du 19 janvier) la situation « dramatique » des firmes françaises, sorties « étrangères » d'une année catastrophique. Les statistiques des faillites d'entreprises publiées par l'INSEE confirment ces propos : pour la première fois en 1981, on a dépassé le seuil symbolique des 20 000 faillites avec 20 985 entreprises mises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, un cinquième (20,9 %) de plus qu'en 1980 (consolidé en son temps comme un record avec 17 735 faillites), il faut remonter à 1975, année noire elle aussi, pour retrouver un taux de progression supérieur.

Avec 15 000 jugements prononcés, 1975 marquait le fin de l'époque béate où le nombre des entreprises faillies oscillait (peu) autour d'une moyenne annuelle de 10 000 entreprises. Depuis, à l'exception de 1978, le nombre de faillites n'a cessé d'augmenter, restant toutefois jusqu'à 1981 marqué par un nouveau « saut » et une aggravation, d'autant plus inquiétante qu'elle touche d'abord l'industrie où on observe la plus forte progression des faillites, ainsi que dans les services rendus aux entreprises et dans le commerce, tandis que les secteurs des transports, du bâtiment, de la distribution, des hôtels-restaurants et des services rendus aux particuliers s'en tirent mieux.

Un espoir toutefois. Contrairement au pessimisme affiché par M. Gattaz sur l'avenir proche, les experts de l'INSEE notent, depuis quatre mois, un infléchissement de la tendance vers « une certaine stabilisation, après une longue période de croissance ». En clair, depuis l'automne, le rythme des faillites d'entreprises ralentit, surtout, note l'INSEE dans le bâtiment, dans l'industrie, le commerce et les services.

La C.G.T. souhaite « tout de suite »  
une réforme transitoire de la Sécurité sociale

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. et Mme Thérèse Poupon, responsable du secteur social et membre de la commission exécutive de cette centrale, ont exprimé, lundi 18 janvier, leur impatience devant le fait que le changement n'ait pas encore « franchi les murs d'une institution qui devrait être rendue aux travailleurs : la Sécurité sociale ». Il a demandé que « tout de suite » soit supprimé le paritarisme dans les conseils d'administration des caisses.

« Qui aurait cru, au lendemain du 10 mai, a déclaré Mme Poupon, qu'un mois de janvier 1982 le patronat aurait toujours la haute main sur le régime général de la Sécurité sociale ? » Souhaitant « une nouvelle Sécurité sociale » décentralisée et démocratisée et qui, en assurant la satisfaction des besoins essentiels, contribue au développement de la croissance, les orateurs ont formulé « deux critiques essentielles, présentées à plusieurs reprises au gouvernement » : le rétablissement de la cotisation du 1 % sur les salaires — « chose très mal reçue par les travailleurs » — et le maintien du paritarisme dans les conseils d'administration de la sécurité sociale.

Ce paritarisme, issu des ordonnances de 1967 qui avaient privé les travailleurs de la gestion qu'ils assumaient, n'est rien d'autre, selon M. Krasucki, qu'une « formule truquée au profit du patronat », qui dénie les postes de commandement (1), tandis que « les syndicats réformistes, F.O., C.F.T.C., C.G.C., s'opposent comme larrons en foire pour se partager la présidence des caisses » : la Caisse nationale d'assurance-vieillesse est dirigée par le C.N.F.P., la Caisse nationale d'assurance-maladie par F.O., celle des allocations familiales par la C.F.T.C., « alors que la C.G.T. a

recueilli 42 % des suffrages aux élections provinciales de 1979 ». Il ne s'agit pas de privilégier la C.G.T., mais le paritarisme « a fait suffisamment de mal pour qu'on y mette fin ». Selon Mme Poupon, « c'est tout de suite qu'il faut redonner la maîtrise des caisses aux salariés si l'on veut créer un climat de confiance ».

M. Krasucki réclame en conséquence la modification « transitoire, mais rapide » des conseils d'administration des caisses, « pour donner aux organisations syndicales représentatives la place qui leur revient au prorata des suffrages obtenus aux élections provinciales ». M. Krasucki estime qu'il suffirait d'une nouvelle ordonnance pour mettre fin au paritarisme : « La gestion de la Sécurité sociale, a-t-il répété, doit être de la responsabilité des salariés, des assurés et de leurs représentants ». Il envisageait « des initiatives d'actions de la C.G.T. » dans les semaines qui viennent, le secrétaire confédéral de la C.G.T. a ajouté : « Oui, la C.G.T. hausse la ton, mais notre position est simple : ni surmenage ni renoncement. Simplement, tout le programme social doit être accompli » — J. B.

(1) Sur 125 caisses primaires d'assurance-maladie, 78 personnes sont assumées par le patronat, 31 par F.O., 12 par la C.G.C., 4 par la C.F.T.C., une par la C.G.T. (à la Réunion) et une par la C.G.T. (à la Martinique). La C.G.T. avait refusé en 1979 de signer son accord de son hostilité au paritarisme.

● **Mutuelles : nette progression des remboursements en optique, orthopédie et invalidité-vieillesse.** Selon un rapport du ministère de la solidarité nationale relatif à l'activité des cinquante plus grandes mutuelles en 1980, les remboursements de soins d'optique et d'orthopédie ont augmenté de 40 % et les prestations invalidité-vieillesse de 33 %. Ces mutuelles ont versé plus de 4,7 milliards de francs à trois millions de bénéficiaires en 1980, le montant des remboursements ayant progressé en un an de 15 % et celui des personnes protégées de 18 %. Les prestations maladie représentent à elles seules près de 84 % des remboursements.

**P.M.E., P.M.I., ARTISANS, VOUS POUVEZ PROPOSER DES PRODUITS AUX JOURNÉES PROFESSIONNELLES DE L'EXPORTATION, DE RENCONTRES, ET D'ÉCHANGE COMMERCE.**

13<sup>e</sup> MANIFESTATION SOUS LE PATRONAGE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES QUALITIENS

À GENEVE

Capitale des Missions et correspondants d'un nombre important de pays arabes, Étape européenne des Opérateurs Économiques de chaque pays. Manifestation destinée de montrer à l'échelle internationale les produits et de consommation, sous LE SYMBOLE DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET DE LA SUISSE

VERS LES PAYS DU MONDE ARABE ET L'ÉTRANGER

LE MERCREDI 24 ET JEUDI 25 MARS 1982 À L'HÔTEL RAMADA - GENEVE

DES ACHETEURS DE DIFFÉRENTS PAYS SONT INVITÉS pour vous rencontrer et acheter vos produits.

DOCUMENTATION GRATUITE (vous pouvez en demander) : NIK ARSIDI S.A. 295, boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS

Tél. : (1) 551.94.40 et 551.95.77 - Téléc. 204.777 F.

**NEUBAUER**

PEUGEOT - TALBOT

Conditions exceptionnelles jusqu'au 30 janvier 1982

**VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE**

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. GERARD - Tél. : 821-60-21

**Voici venu le temps des ingénieurs**

Dix offres pour un ingénieur disponible, une mobilité insignifiante, une sûreté d'emploi des salaires.

Entre dix et douze mois pour embaucher un confirmé. Des hommes très prudents qui se tournent vers d'autres fonctions.

Telles sont, parmi des dizaines d'autres, les difficultés auxquelles sont confrontés les entreprises qui recrutent des ingénieurs.

Et pourtant, chaque avancée technologique exige des hommes capables de l'exploiter et de la développer.

Ces hommes, qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Où sont-ils et comment les recruter-ils ?

Havas Contact a enquêté et a édité, à l'intention des Directeurs de Personnel et des chargés de recrutement, une étude portant sur cet « homme du siècle qui sait un maximum de choses de ce qu'il est utile de connaître... »

Pour se procurer cette enquête, il convient d'en faire la demande écrite à : HAVAS CONTACT Service Développement 156, bd Haussmann 75008 Paris

LES OFFRES D'EMPLOI  
NON SATISFAITES  
ONT DIMINUÉ DE 16 %  
EN UN AN

Tandis que « la tendance à la hausse du chômage continue en décembre », selon le communiqué du ministère du travail, qui a publié lundi (le Monde du 19 janvier) ses statistiques mensuelles, la situation des offres d'emploi non satisfaites reste toujours aussi préoccupante : leur nombre passe, en données observées, de 59 000 en novembre à 50 600 en décembre, soit une baisse de 14,4 %. La diminution est de 16 % par rapport à décembre 1980.

En données corrigées des variations saisonnières, le stock non satisfait passe de novembre (61 400) à décembre (54 500), soit une baisse de 11 %, mais là aussi, on enregistre une chute de 16,1 % par rapport à décembre 1980. Ces offres « sont très peu nombreuses », estime le ministère du travail, qui indique que l'Agence nationale de l'emploi a réalisé moins de placements en décembre 1981 (33 600) qu'en décembre 1980 (39 300).

Forte montée  
du chômage en Alsace

Alors que la part des jeunes de moins de vingt-cinq ans, dans le total des chômeurs d'emploi, reste stable, de décembre 1980 (48,2 %) à décembre 1981 (48,5 %), toutes les régions sont touchées, d'une année à l'autre, par la montée du chômage. Les plus fortes progressions sont enregistrées en Alsace (+46,7 %), en Lorraine (+31,5 %), en Franche-Comté (+28,5 %) et en Bourgogne (+30,4 %), tandis que seuls le Nord-Pas-de-Calais (+16,2 %), la Haute-Normandie (+13 %) et la Bretagne (+11 %) connaissent une diminution inférieure à 20 %.

## CONSOMMATION

## « Quand M. Darty va acheter son pain... »

« Nouveaux » philosophes, romanciers, économistes ou autres... l'adjectif a tant fait florès qu'il semble suspect. A juste titre, parfois. Ainsi les « nouveaux » consommateurs regroupés depuis 1979 sous la houlette de M. Henry Estigoy (1) au sein de l'A.N.C. (2). On ne s'interroge plus désormais sur leur nature réelle grâce à la Confédération des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), laquelle manifeste à l'égard de l'A.N.C. depuis pas un zèle aussi subtil que maladroite.

Dans une lettre circulaire adressée, peu avant les fêtes de fin d'année, à ses adhérents (syndicats professionnels de tous ordres) la centrale de M. Bernasconi, après avoir constaté que les associations de consommateurs sont « presque toutes contrôlées ou noyées par les adversaires », déclare : « l'économie de marché » et reconnu qu'il ne paraît ni « possible » ni « sans doute souhaitable » que la confédération crée de toutes pièces son propre mouvement, estimant qu'« une coopération efficace », à la base de laquelle « se situe évidemment une adhésion massive des foyers de (son) groupe professionnel », peut être mise en place avec la seule A.N.C. et d'insister sur la « chance unique de pouvoir faire prendre en compte quelques notions objectives (...) au sein du mouvement consommateur ». Etait jointe une liasse de bulletins d'adhésion « à faire remplir dans les délais les plus brefs dans les foyers des ressortissants » des syndicats concernés.

Mieux, inquiète sans doute de la lenteur des réactions de certains de ses adhérents, la C.G.P.M.E. leur adressait, la semaine suivante, une lettre de relance encore plus explicite. Mots d'ordre répétés en lettres capitales : « RAPIDITE » et « DISCRETION ». Motif : il fallait suivre « la ligne » et ne pas se laisser « égarer » par les « fausses idées » de certains de ses adhérents. Le périé avait été évité grâce à ceux des syndicats qui avaient « largement répondu à la consigne » : la confédération, estimant « bénéficiaire d'une propagation de fait », demandait à ses adhérents « d'amplifier le mouvement et de le mettre en place de manière systématique ». En guise de conclusion,

cette précision : « Si vous n'avez pas transmis encore les bulletins d'adhésion (...), rien ne vous interdit de les composer à l'échelle au fur et à mesure de la fin décembre 1981 avant de les faire remplir par vos adhérents ».

L'Association des nouveaux consommateurs, interrogée, se défend à peine. Oui, elle a constaté depuis peu « quelques adhésions qui semblent émaner de professionnels », mais « quand M. Bernard Darty va acheter son pain, c'est un consommateur ». La loi Royer, qui sert de référence pour l'agrément des associations de consommateurs par l'administration, exclut certes les mouvements liés à des organismes professionnels, mais, dit-on, elle « n'a jamais dit qu'un citoyen, parce qu'il est boulanger, ne peut adhérer à une association de consommateurs ». même que celle de M. Dassault, « poserait quelques problèmes de déontologie ». En revanche, si la fameuse loi Royer ne dit rien du boulanger du coin... On assure quand même que « cela reste une minorité pour l'instant ».

Reste une question : pourquoi la précipitation, l'alarmisme, montrés par la C.G.P.M.E. en l'occurrence ? C'est que l'Association des nouveaux consommateurs, en début décembre, le sol d'effondrement sous ses pieds avec, à l'arrière-plan, des changements politiques, la défection brutale des associations de consommateurs de territoires d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, etc.), qui constituent l'essentiel de ses troupes : plus de vingt mille adhérents sur un total de vingt-sept mille environ. Devenus purement métropolitains, l'A.N.C. risquait de perdre, faute d'un nombre suffisant d'adhérents (le minimum est de dix mille), le droit d'exercer une action civile (dont d'aller en justice) et de s'adresser dans de nombreux organismes, notamment le conseil d'administration de l'Institut national de la consommation. Prévenue par les pouvoirs publics de cette situation, début décembre, elle était alors mise en demeure de fournir un nouveau dossier pour justifier son agrément.

On comprend mieux la hâte montrée par la C.G.P.M.E. VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Ancien directeur de l'Institut national de la consommation et candidat malheureux aux élections législatives de 1978 sous l'étiquette U.D.F.-F.R.

(2) Association des nouveaux consommateurs (A.N.C.).

## ÉTRANGER

## En Grande-Bretagne

- La grève des chemins de fer se poursuit
- La menace d'un conflit dans les charbonnages semble écartée

De notre correspondant

Londres. — La situation sociale britannique offre actuellement une image contrastée. Alors que la grève des chemins de fer ne paraît pas près de se terminer, il semble que les mineurs se soient prononcés contre un conflit avec les charbonnages. Pour sa part, le syndicat de l'acier a décidé de faire un geste de bonne volonté afin de soulager les difficultés de British Steel.

Les instances de conciliation sociale ont convoqué, pour ce mardi 19 janvier, les trois syndicats de l'Union et la direction de British Rail, pour des conversations séparées. Le syndicat des conducteurs de locomotives, le plus représentatif de cette catégorie de personnel, qui est à l'origine de la grève commencée la semaine dernière, a réservé sa position. Il se refuse toujours à accepter des aménagements du temps de travail en contrepartie d'une augmentation de 3 % des salaires promise en 1981.

De son côté, la direction des chemins de fer fait de l'acceptation d'une journée de travail flexible, comprise entre sept et neuf heures (au lieu de huit actuellement), la condition préalable à tout accord. Pour faire pression sur les conducteurs de locomotives en grève, elle a accordé une hausse de salaires à la petite minorité de leurs collègues syndiqués à l'Union nationale des cheminots. Quels que soient les résultats des efforts de conciliation, il paraît difficile d'arrêter la grève de deux jours prévue pour mercredi 20 et jeudi 21 janvier.

## Le précédent de 1974

Le conflit, qui coûte 6 millions de livres par jour à British Rail, perturbe, en fait, le trafic sur toute la semaine. Il ne crée pas seulement des difficultés pour les banlieusards qui couchent dans « la centre des villes », portant en volume plusieurs heures avant le début de leur journée de travail créant des embouteillages monstres, ou restant tout simplement chez eux. Il commence aussi à poser des problèmes à l'industrie.

Le gouvernement craignait la conjonction d'une paralysie du trafic ferroviaire et d'une grève des mineurs. Le syndicat des mineurs le

plus puissant, sinon le plus nombreux de Grande-Bretagne, passe pour l'un des plus combattifs. Alors qu'il vient de se donner un nouveau président très marqué à gauche, personne n'a oublié le précédent de 1974 où le syndicat a largement contribué à la chute du gouvernement conservateur de M. Edward Heath.

Cependant, la menace d'un conflit semble écartée. Le dépouillement du vote de la semaine dernière n'est pas encore terminé, mais les premières indications montrent que la majorité de 53 % requise pour une grève officielle ne sera pas atteinte. Les mineurs devraient accepter l'offre de 2,5 % d'augmentation faite finalement par les charbonnages.

Fort mécontent de ce résultat, M. Arthur Scargill, le nouveau président du syndicat, qui doit prendre ses fonctions en avril prochain, a violemment attaqué son prédécesseur, M. Joe Gormley, un modéré qui s'était prononcé, dans le journal populaire Daily Express, pour l'acceptation des propositions patronales.

« Utiliser la presse capitaliste » est une attitude de « collaborateur », a déclaré M. Scargill qui a dénoncé cette « trahison sans précédent dans l'histoire du syndicat ».

Du côté de British Steel, le temps est à l'apaisement. Après avoir accusé la direction de chercher à utiliser les difficultés conjoncturelles pour réduire encore les capacités de production, les syndicats ont promis de lever leur refus des heures supplémentaires, à partir du 7 février, pour aider la compagnie à sortir de la mauvaise passe qu'elle traverse actuellement. L'hiver rigoureux qui a ralenti la production, la grève des chemins de fer, les menaces américaines sur les importations d'acier en provenance d'Europe ont amené les responsables de British Steel à réexaminer leur plan à moyen terme. Ils ont assuré les syndicats que les capacités de production — 14,4 millions de tonnes — ne seraient pas diminuées même si les effectifs devaient, l'année prochaine, être réduits de dix-sept mille à vingt-trois mille employés (sur un total de quatre-vingt-trois mille) par mise à la retraite anticipée.

DANIEL VERNET.

## Le chômage et la relance en R.F.A.

(Suite de la première page.)

La première question est de savoir si la relance de l'économie allemande à venir le gouvernement a promis de ne pas emprunter plus de 25,5 milliards de marks. Même la, les autorités ont laissé quelques portes ouvertes : la limite imposée pourrait être dépassée si les rentrées d'impôts devaient être beaucoup plus faibles que les prévisions des experts. Le recours à de nouveaux crédits deviendrait tout aussi nécessaire, si le nombre des chômeurs devait dépasser en 1982 le programme de 1 700 000. Or beaucoup d'experts prévoient qu'en janvier déjà, il y aura plus de deux millions de sans-travail.

Jusqu'ici toutefois la chance, pour les ministères des finances, du travail et de l'économie, de dirigeants libéraux, se déclarent opposés à un endettement supplémentaire qui ne manquerait pas de faire monter à nouveau les taux d'intérêt. Leur thèse est qu'une baisse de ces taux est le meilleur moyen de stimuler les investissements et de créer ainsi de nouveaux postes de travail. Il est certes des experts qui suggèrent de renouveler l'opération de 1961, consistant à emprunter sur les marchés étrangers et à faire distribuer les crédits en question à des conditions favorables par la Banque de reconstruction. Le comte Hamboldt, ministre libéral de l'économie, appuyé par la Bundesbank, a cependant fait savoir qu'il ne donnera en aucun cas son approbation au renouvellement d'une telle procédure.

Une autre solution théorique consiste à restructurer le budget de l'État pour faire prévaloir les dépenses d'investissement sur celles consacrées aux services sociaux. La simple situation en ce sens soulève cependant des protestations des syndicats et de la gauche social-démocrate.

Ainsi en revient-on à un accroissement de la fiscalité. Les syndicats ne craignent d'ailleurs pas de proposer un impôt de solidarité et une augmentation du taux de l'impôt sur le revenu. La même proposition se heurte à l'opposition des libéraux. Au surplus, beaucoup d'experts estiment qu'une telle solution déconstruirait les petites et moyennes entreprises, dont on attend

qu'elles jouent un rôle essentiel dans la relance de l'économie.

En attendant, on a adopté l'idée d'un ministre des finances qui est celle d'une nouvelle surtaxe sur les carburants ? Une telle mesure, bien que plus acceptable, en réduisant l'accroissement de dépenses d'investissement d'impôt aux ouvriers contraints d'utiliser leur automobile pour se rendre au travail. Plus probable cependant est la solution qui a toujours été considérée comme la plus facile : élever la T.V.A. de 13 % jusqu'à 14 % ou même 15 %. Le parti libéral, hostile en principe à tout accroissement de la fiscalité, ne vient-il pas de faire savoir qu'il ne s'opposerait pas nécessairement à une telle solution ?

Reste à savoir quels objectifs seraient fixés au programme de relance. Une tâche essentielle consisterait, sans aucun doute, à stimuler les investissements privés par des baisses de subventions et par des allègements fiscaux. Certains dirigeants syndicaux ont d'ailleurs sur le point de reconnaître que leur programme classique de travaux publics ne serait qu'un « jeu de poche ».

Un conflit subsiste. Du côté du gouvernement comme de l'industrie, personne ne tient à prendre définitivement position sur un programme de lutte contre le chômage avant de savoir quels seront les règlements salariaux pour l'année 1982. Or, dans la plupart des branches, notamment dans la métallurgie qui joue un rôle directeur, le marchandage est à peine entamé. Aussi est-il peu probable que l'étendue et les objectifs du plan de relance soient définis avant que les organisations ouvrières aient démontré qu'elles sont prêtes à modérer leurs revendications.

JEAN WETZ.

**EPIC FORMATION**

Stages de :

- Comptabilité analytique (février 1982)
- Gestion financière (fév. 82)
- Nouveau plan comptable (mars et juin 1982)

Renseignements : 245-59-14

APR 1982



## AGRICULTURE

## Polémique autour d'un projet d'élevage industriel de porcs dans le Var

Mille six cents emplois pourraient être créés en 1990

De notre correspondant

Toulon. — Le bassin minier de Brignoles est marqué par une dépression économique liée à un accroissement du chômage. La région Provence-Corse-Languedoc-Roussillon connaît un déficit en viande de porc existant les 300 000 tonnes par an. Ces deux éléments, très éloignés, ont incité la chambre de commerce et d'industrie du Var et la direction départementale de l'agriculture à étudier un projet d'élevage porcin industriel pouvant relancer l'économie et l'emploi dans le haut Var.

Dans un premier temps, il est prévu que cet élevage produirait vingt mille porcs à l'année, chiffre qui pourrait être doublé par la suite. Pour une plus grande efficacité, les auteurs du projet envisagent de regrouper une série d'élevages sur un même terrain. Cette installation pourra être réalisée sur un domaine de 40 hectares situé à Montauroux (dans l'aire brignolaise) et que la commune pourrait louer aux éleveurs regroupés en SICA (syndicat d'intérêt collectif agricole). Côté environnement et nuisances... « aucun problème », affirme M. Benghoul, directeur de la chambre d'agriculture.

« Le terrain choisi est en lisière d'un bois, à 7 kilomètres de la première habitation. L'idée reçue qui consiste à croire que le cochon est un animal sale est fautive. Et, pour un élevage de ce type, nous devons être draconiens en matière d'hygiène. C'est pourquoi on ne sentira pas les cochons à plus de 200 mètres... » Les riverains sont plus réservés, car, avec le regroupement de sept unités d'élevage, on comptera une moyenne de quatre mille truies par ferme en permanence, auxquelles il faut ajouter les porcelets. « Les déchets seront utilisés pour la production de méthane et d'électricité, et ils pourront être recyclés dans l'élevage », précise M. Benghoul, qui est « très favorable à la production et à la fabrication des aliments par les éleveurs eux-mêmes, sur place et en commun ».

Déjà, le conseil général du Var a voté une subvention de 500 000 F pour l'achat du terrain. Le conseil régional doit se prononcer pour le déblocage des 700 000 F manquants, mais le début des travaux de viabilité, approvisionnement en eau et courant électrique, est déjà prévu pour septembre 1982. L'élevage pourrait être lancé dès septembre 1983 et produire ses premiers porcs prêts à l'abattage six mois plus tard. A ce stade-là, l'opération n'est pas particulièrement génératrice d'emplois : une quarantaine seulement ; le double quand le complexe fonctionnera à plein rendement.

## Les agriculteurs exclus

Mais les promoteurs de cet élevage industriel ont déjà en projet la construction (vers 1985) d'un abattoir pour petits animaux. Il pourrait être installé sur la zone industrielle de Brignoles et permettrait de traiter chaque année 6 000 tonnes de porcs et également d'ovins (lesquels ne peuvent être actuellement abattus dans le département). De plus, il serait envisagé de créer entre 1985 et 1990 une usine de transformation (saucissons, charcuterie, plats cuisinés et surgelés). Avec le projet global, élevage, abattoir et transformation, les responsables de la chambre de commerce et d'industrie ainsi que ceux du ministère de l'agriculture estiment que six cents emplois pourraient être créés au sein de 1985 et mille six cents en 1990. Sans préjuger des réactions des populations directement concernées par l'implantation de cet élevage industriel, dont le coût est évalué à 5 millions de francs.

(Publié)

## MÉTHODE D'ANGLAIS VIDEO-COULEURS.

7 heures de cours.  
9 séquences européennes à Londres  
par 31 comédiens Anglais et Américains.  
1 livre de grammaire, d'exercices et de vocabulaire.

## RIGHT INTO ENGLISH

VHS. BETA. V. 2000

2150 F à :

3 FNAC

84 Champs-Élysées  
143 rue de la Pompe  
176 rue Montmartre  
6 rue de Châteaudun  
53 av. de Suffren  
9 rue Duphot  
236 bd Pereire

## PRESSE

## LE SERVICE LATINO-AMÉRICAIN DE L'A.F.P. EST INFORMATISÉ

L'Agence France-Presse vient de mettre en œuvre le projet auquel elle travaillait depuis plusieurs mois : l'informatisation de son service latino-américain. Désormais, les dépêches de l'A.F.P. peuvent être transmises aux clients de ce secteur en minuscules - minuscules et selon les normes d'accentuation et de ponctuation de la langue. Ce qui veut dire que les grands journaux et les chaînes de radio de cette région, équipés en ordinateurs, peuvent exploiter directement les dépêches de l'A.F.P. Ce qui améliore également la vitesse de transmission.

L'agence a mis au point un matériel spécialement conçu, depuis les microprocesseurs de gestion des messages jusqu'aux consoles de visualisation multilignes. Chaque dépêche comporte des instructions permettant aux ordinateurs de travailler sur le texte. En outre, chacune est caractérisée par son « type », selon qu'il s'agit d'une information internationale, économique, sportive ou autre. Le client peut ainsi consulter les dépêches sur ses terminaux d'ordinateurs selon son numéro, sa rubrique ou le mot-clé qui lui a été attribué.

Une nouvelle facilité pour les journalistes et les secrétaires de rédaction. Les journaux équipés de photocompenseurs reçoivent le service A.F.P. selon le code souhaité au moyen d'un perforateur de bande et d'une imprimante de contrôle. La bande perforée comporte le numéro de la dépêche, afin de permettre son repérage.

JOSE LENZINI.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Le conseil d'administration du Crédit Commercial de France s'est réuni le 18 janvier 1982, sous la présidence de M. Jean-Marie Lévesque.

Le conseil constate avec une profonde satisfaction que la situation des actionnaires du C.C.F. allait être très améliorée par la mise en œuvre de la loi de réorganisation de la banque, mais le début des travaux de viabilité, approvisionnement en eau et courant électrique, est déjà prévu pour septembre 1982. L'élevage pourrait être lancé dès septembre 1983 et produire ses premiers porcs prêts à l'abattage six mois plus tard. A ce stade-là, l'opération n'est pas particulièrement génératrice d'emplois : une quarantaine seulement ; le double quand le complexe fonctionnera à plein rendement.

Actuellement, le C.C.F. reste une entreprise privée et indépendante. A ce titre, le conseil du C.C.F. poursuit, dans le respect des directives gouvernementales, la politique qu'il s'est fixée depuis très longtemps et qui est une politique d'ouverture aux intérêts de l'économie française, à ceux de la clientèle, du personnel et des actionnaires.

Il se réunit le 10 février prochain les comptes de l'exercice 1981, dont il est d'ores et déjà en mesure de présenter que les résultats sont favorables, en vue de les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires.

Le C.C.F. poursuit le développement de son réseau en France et dans le monde. L'année 1982 sera notamment marquée par l'installation d'un réseau d'exploitation bancaire en Asie.

Afin de pouvoir satisfaire les besoins croissants de sa clientèle, le C.C.F. procède dès aujourd'hui à l'émission dans le public d'emprunts obligataires de 400 millions de francs.

Ainsi, le C.C.F., banque française privée et indépendante, poursuit son activité au service du pays.

## MAJORETTE (JOUEURS)

## LETRE AUX ACTIONNAIRES (extraits)

L'activité commerciale s'est achevée avec un chiffre d'affaires de 224 millions de francs en progression de 34,4 %.

L'exportation (+ 34,7 %) continue de progresser plus vite que les ventes « FRANCE » (+ 32,5 %) ; sa part représente 54,7 % du chiffre d'affaires global contre 53,5 % en 1980.

Une nouvelle filiale a été créée, MAJORETTE DE MEXICO, portant à 17 le nombre de filiales MAJORETTE dans le monde. Toutes les filiales doivent présenter des résultats positifs, y compris les dernières en date.

Les résultats devraient connaître une progression supérieure à celle du chiffre d'affaires.

INVESTISSEMENTS : la société a investi en 1981, environ 53 millions de francs totalement autofinancés, dont :

- 48 millions de francs dans du matériel productif et dans la construction d'une quatrième unité de production ;
- 5 millions de francs dans le rachat de l'activité SOLIDO.

BOURSE : l'évolution du titre MAJORETTE a continué d'être très marquée. A la Bourse de Lyon, la valeur est classée de loin « la plus active », enregistrant en un an une progression de 30 %.

LES FAITS ÉCONOMIQUES : l'événement particulier de l'année 1981 a été la reprise de l'activité SOLIDO le 17 juillet 1981 avec effet rétroactif au 1er juillet.

Une société anonyme indépendante au capital de 12 millions de francs a été créée qui reprend la raison sociale « SOLIDO ». La société MAJORETTE détient 40 % et son groupe majoritaire 40 %.

L'activité commerciale et industrielle de l'entreprise SOLIDO a été complétée par celle d'un esprit de grande simplification. L'intention est de développer la collection de vêtements unisexes d'été d'été, collection de classe internationale.

Les ventes, qui ont atteint entre le 1er septembre et le 31 décembre 1981 8,5 millions de francs, dont FRANCE : 5 millions de francs et EXPORT : 3,5 millions de francs, permettent de dégager un résultat bénéficiaire.

DES 1982, LA MAJORETTE sous forme d'actionnariat sera mise en place, afin qu'il réponde à la même ambition et à la même qualité de rapports entre personnes et direction que chez MAJORETTE. Mais déjà, avant d'être actionnaires, les personnes qui ont acheté des titres de la société, la présidence, la direction administrative et la prospection de l'exportation ont été assurées par MM. Emile Veron, Jacques Vedelago et Alexandre Veron.

## PERSPECTIVES 1982

Phutôt qu'un développement spectaculaire, MAJORETTE a préféré assurer d'une plus grande indépendance financière possible.

Aussi, est-il envisagé une progression volontaire limitée du chiffre d'affaires de l'ordre de 22 %, des investissements essentiellement destinés à ceux de 1981 et des résultats approximativement du même ordre.

Pour SOLIDO, l'annonce d'un nouveau développement d'affaires devrait atteindre un dépassement de 20 millions de francs. L'activité devrait connaître un résultat bénéficiaire.

## DIVIDENDES

Il est trop tôt pour parler du dividende de l'exercice 1981, mais sa projection peut être envisagée.

Si les circonstances le permettent, il pourrait être versé le rachat du capital en 1982.

Distribution de la « quasi-totalité » du bénéfice sous forme de dividende net ;

- Augmentation de capital en numéraire ;
- Attribution d'actions gratuites (une pour une) par incorporation de réserves et primes d'émission, conserve à l'esprit le souci de l'équilibre entre les possibilités commerciales, financières et surtout humaines.

## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● **Pionier s'installe à Bordeaux.** — La société Pioneer Electronic Japon et la société Musique Diffusion Française, distributeur de la marque Pioneer en France, ont fait connaître leur décision d'implanter dans la région de Bordeaux, sur la commune de Lestas, une usine de fabrication de haute-fidélité et d'auto-radios. La construction de cette usine, qui emploiera deux cents personnes, commencera dans les jours prochains.

● **TECHNIP**, l'une des principales sociétés françaises d'ingénierie et d'équipement mondial, s'est associée avec Uranium POK, l'un des premiers producteurs dans le cycle d'élaboration du combustible nucléaire, pour créer une société commune, Stel International. Cette filiale commune (65 % pour TECHNIP et 35 % pour Uranium POK) exercera son activité d'ingénierie et de construction d'unités de traitement dans le domaine des minéraux uranifères. Représentant les équipes et le savoir-faire de Stel, filiale à part entière d'Uranium POK, elle bénéficiera de ses procédés et de ses références, notamment au Niger ; elle y ajoutera les compétences et les références de TECHNIP dans le monde. Dès maintenant, Stel

International participe avec Uranium POK à la construction d'un complexe aurifère au Brésil et à des études au Royaume.

## Etranger

## GRANDE-BRETAGNE

● **La production industrielle britannique** a diminué de près de 1,50 % en novembre, interrompant la reprise qui s'était amorcée en juin. L'indice officiel (base 100 en 1975) est revenu à 100,8, après être remonté de 98,4 en mai, le « creux de la vague » à 102,5 en octobre. Il se situait à 100,9 en novembre 1980. En outre, le ministre de l'Emploi, M. Norman Tebbit, vient d'avertir que le nombre des chômeurs franchira probablement en janvier, pour la première fois, la barre des trois millions qu'il frôlait depuis plusieurs mois. — (A.F.P. Age/L)

## ITALIE

● **La balance des paiements italienne** a enregistré en 1981 un excédent de quelque 1 900 milliards de lires (3,5 milliards de francs environ) contre un déficit de 6 400 milliards en 1980. Selon la Banque d'Italie, ce bilan positif est essentiellement imputable à l'effort dans la péninsule de capitaux à moyen et long terme, la balance commerciale

du pays restant lourdement déficitaire. Cependant la production industrielle italienne a diminué de 2,8 % durant les onze premiers mois de 1981. En novembre cette production a toutefois été supérieure de 2,5 % à son niveau du même mois de 1980. — (A.F.P. U.P.I.)

## Social

● **Reprise du travail chez Fiat-Scal.** — Le personnel de l'usine du Petit-Quevilly (Seine-Maritime) qui occupait l'usine prise depuis le 7 janvier a repris le travail le mardi 19 janvier. A l'appel de la C.G.T., les ouvriers ont préalablement adopté le protocole d'accord signé la veille entre la direction de l'usine et les syndicats. Les neuf cents cinquante licenciements qui avaient été annoncés sont suspendus. Ils devaient toucher la moitié des effectifs des quatre usines de la société, en attendant un plan de redressement sera préparé par des délégués des syndicats ouvriers, des représentants des actionnaires de la firme et des hauts fonctionnaires.

● **Après la clôture de la répartition des mandats d'admission**, M. Artaud, secrétaire d'Etat chargé des immigrés, s'est félicité du « succès » de cette opération. Faisant état d'environ 150 000 dossiers déposés depuis le 31 août 1981, il a exprimé l'espoir que le plus nombre possible fasse l'objet de décisions favorables. Les Turcs, les Marocains et les Tunisiens figurent en tête des candidats à la régularisation. De son côté, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples a demandé à M. Artaud de reporter de trois mois la date limite du dépôt des dossiers.

● **Le Pavillon royal**, célèbre restaurant du bois de Boulogne fermé depuis le 9 décembre, est occupé, depuis le lundi 18 janvier, par les seize salariés de l'entreprise, affiliés au Syndicat indépendant de l'hôtellerie et des cafés-restaurants. Ils emménagent ainsi protester contre le licenciement de dix d'entre eux, refusé par l'Inspection du travail.

● **PRECISION.** — Lip, qui emploie 174 personnes dont 80 dans son secteur horloger, a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 10,5 millions de francs avec ses produits horlogers, et de 8,5 millions de francs avec ses autres produits, principalement mécaniques.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COEUR DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	rep. + en rep.	rep. + en rep.	rep. + en rep.
E.U. ...	5,8300 5,8800	+ 63 + 105	+ 90 + 150	+ 60 + 210
S. can. ...	4,8500 4,8845	+ 3 + 45	+ 32 + 30	+ 195 + 39
Yen (100) ...	2,5571 2,5577	+ 130 + 220	+ 270 + 415	+ 580 + 1117
D.M. ....	2,5420 2,5460	+ 180 + 125	+ 185 + 220	+ 600 + 685
Flora ...	2,5180 2,5235	+ 20 + 30	+ 185 + 180	+ 580 + 585
F.R. (100) ...	14,93 14,95	+ 600 + 380	+ 1290 + 910	+ 4330 + 3330
F.S. ....	2,1500 2,1600	+ 185 + 220	+ 330 + 380	+ 990 + 1110
L. (100) ...	4,7472 4,7472	+ 280 + 280	+ 280 + 280	+ 4230 + 1080
F. ....	11,0910 11,0910	+ 10 + 100	+ 28 + 235	+ 20 + 325

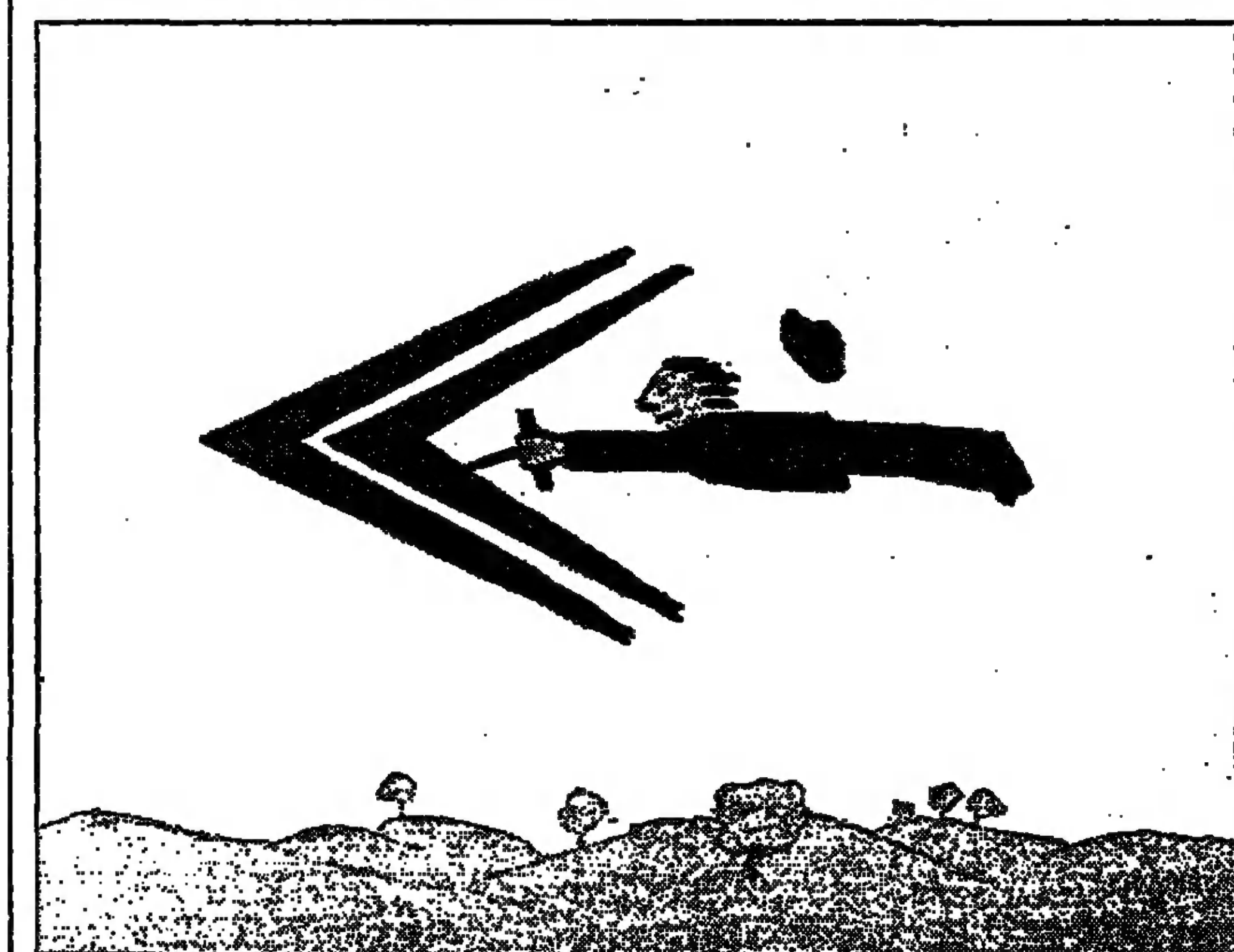
## TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
E.U. ...	12/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
S. can. ...	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
Yen (100) ...	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
D.M. ....	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
Flora ...	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
F.R. (100) ...	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
F.S. ....	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
L. (100) ...	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
F. ....	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78
F. française	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78	10/78

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Avis financiers des sociétés

## EMPRUNT CITROËN à taux variable de 500 millions de francs



100.000 obligations de F 5.000 émises au pair  
Jouissance : 18 février 1982

Intérêt annuel :  
■ payable le 18 février  
■ égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés.

Ces taux moyens mensuels seront ceux de la période 1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre inclus précédant l'échéance.  
Amortissement : en totalité le 18 février 1990, sauf rachats en Bourse.

Notice au BALO du 18.1.1982  
Note d'information disponible sur simple demande (visa COB n° 81-182 du 22.12.81).

Citroën : l'avance technologique

## LES MARCHÉS FIN

## PARIS

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

	18 JANVIER
IND. 1000	1000
IND. 2000	2000
IND. 3000	3000
IND. 4000	4000
IND. 5000	5000
IND. 6000	6000
IND. 7000	7000
IND. 8000	8000
IND. 9000	9000
IND. 10000	10000
IND. 11000	11000
IND. 12000	12000
IND. 13000	13000
IND. 14000	14000
IND. 15000	15000
IND. 16000	16000
IND. 17000	17000
IND. 18000	18000
IND. 19000	19000
IND. 20000	20000
IND. 21000	21000
IND. 22000	22000
IND. 23000	23000
IND. 24000	24000
IND. 25000	25000
IND. 26000	26000
IND. 27000	27000
IND. 28000	28000
IND. 29000	29000
IND. 30000	30000
IND. 31000	31000
IND. 32000	32000
IND. 33000	33000
IND. 34000	34000
IND. 35000	35000
IND. 36000	36000
IND. 37000	37000
IND. 38000	38000
IND. 39000	39000
IND. 40000	40000
IND. 41000	41000
IND. 42000	42000
IND. 43000	43000
IND. 44000	44000
IND. 45000	45000
IND. 46000	46000
IND. 47000	47000
IND. 48000	48000
IND. 49000	49000
IND. 50000	50000
IND. 51000	51000
IND. 52000	52000
IND. 53000	53000
IND. 54000	54000
IND. 55000	55000
IND. 56000	56000
IND. 57000	57000
IND. 58000	58000
IND. 59000	59000
IND. 60000	60000
IND. 61000	61000
IND. 62000	62000
IND. 63000	63000
IND. 64000	64000
IND. 65000	65000
IND. 66000	66000
IND. 67000	67000
IND. 68000	68000
IND. 69000	69000
IND. 70000	70000
IND. 71000	71000
IND. 72000	72000
IND. 73000	73000
IND. 74000	74000
IND. 75000	75000
IND. 76000	76000
IND. 77000	77000
IND. 78000	78000
IND. 79000	79000
IND. 80000	80000
IND. 81000	81000
IND. 82000	82000
IND. 83000	83000
IND. 84000	84000
IND. 85000	85000
IND. 86000	86000
IND. 87000	87000
IND. 88000	88000
IND. 89000	89000
IND. 90000	90000
IND. 91000	91000
IND. 92000	92000
IND. 93000	93000
IND. 94000	94000
IND. 95000	95000
IND. 96000	96000
IND. 97000	97000
IND. 98000	98000
IND. 99000	99000
IND. 100000	100000

## BOURSE DE PARIS 18 JANVIER

	18 JANVIER
IND. 1000	1000
IND. 2000	2000
IND. 3000	3000
IND. 4000	4000
IND. 5000	5000
IND. 6000	6000
IND. 7000	7000
IND. 8000	8000
IND. 9000	9000
IND. 10000	10000
IND. 11000	11000
IND. 12000	12000
IND. 13000	13000
IND. 14000	14000
IND. 15000	15000
IND. 16000	16000
IND. 17000	17000
IND. 18000	18000
IND. 19000	19000
IND. 20000	20000
IND. 21000	21000
IND. 22000	22000
IND. 23000	23000
IND. 24000	24000
IND. 25000	25000
IND. 26000	



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

18 JANVIER

### Forte hausse des valeurs françaises

On a beau avoir le triomphe modeste au palais bruyant, c'est la jubilation qui l'emporte sous les colonnes. Non seulement le Conseil constitutionnel a pratiquement réduit en pièces le projet de loi sur les nationalisations à l'issue d'une quantité impressionnante de « considérants », mais la victoire indubitable de l'opposition aux élections législatives partielles de dimanche a permis de donner le coup de grâce aux dernières réticences.

Du coup, les achats redoublent d'intensité lundi, et leur effet se fait d'autant plus sensible que le marché parisien se trouve rétrogradé après la suspension de cotation, jusqu'à nouvel avis, annoncée sur les titres des sociétés nationalisées.

La cote s'en ressent et l'indice instantané gagne 2 % en dépit de quelques prises en cours de séance, ce qui porte à près de 10 % la progression des cours depuis la dernière liquidation.

Parmi les titres les plus en vue, *Maisons Phénix*, C.F.D.E. et *Roussier* ont été initialement « réservés à la hausse », ce dernier s'ajoutant ultérieurement 8,6 % alors que se développe une polémique entre les dirigeants de la firme et son actionnaire majoritaire, *Fréchet*, à propos de sa nationalisation.

*Maisons Phénix* gagne 7,6 % pour sa part, tandis que *Mécanique*, *Simco*, la *Hélin*, *R.I.S.*, *Thomson-C.S.F.* s'ajoutent 6 % environ. *A l'inverse*, *Smalt*, *Creusot-Loire*, *Pechelbronn* et *Casino* perdent de 1,5 % à 2,5 %.

Sur le marché de l'or, le napoléon est en progrès de 9,90 F à 700 F. Le lingot perd 745 F à 700 500 F. L'emprunt 7 1/2 % perd 80 F compte tenu d'un coupon de 504 F et le dollar se négocie à 5,87 F, le dollar-stre atteignant 6,90/92 F.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

### Calcul des cours de compensation pour la liquidation du mois de janvier

La cotation au comptant et, en conséquence, à terme, des actions et des obligations convertibles des sociétés visées par la loi de nationalisation cesse suspendue depuis le 18 janvier, la Chambre syndicale des agents de change fera connaître la date de reprise de ces cotations, dont il avait été convenu qu'elle pourrait intervenir le 21 janvier.

C'est à cette date, qui marque le début des opérations de liquidation pour le mois de janvier, et à la même occasion, l'ouverture des échanges, que seront déduits les cours de compensation sur la base des premiers cours cotés à terme, le vendredi 15 janvier 1982, c'est-à-dire la dernière séance avant la suspension de cotation.

C.I.C. - Les cadres supérieurs de l'ensemble des banques du groupe du Crédit industriel et commercial annoncent leur regroupement en une association dont l'objet est « d'affirmer les liens de solidarité, de transmettre aux autorités étatiques et de transmettre aux autorités étatiques les vœux et suggestions de ses membres ».

COCHELY - La Société générale d'électricité, filiale de la Compagnie générale d'électricité, a informé la Chambre syndicale des agents de change qu'elle avait acquis 49,97 % des actions de la Société Cochehy, le 9 janvier 1982, auprès du groupe de la Lyonnaise des eaux et de l'éclairage et de la société Cochehy, confère à la S.G.E. une participation de 60,8 % dans le capital de Cochehy.

INDICES QUOTIDIENS (base 100 : 31.12.1971)

Valeurs françaises : 104 165,3

Valeurs étrangères : 101,4 99,9

C. DES AGENTS DE CHANGE (base 100 : 29.12.1981)

Indice général : 94,2 95,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (taux officiels du 18 janvier)

12 mois : 15,12

COURS DU DOLLAR À TOKYO (1 dollar en yen)

225,00 225,50

## NEW-YORK

### Résistant

En dépit de la pression haussière constatée sur les taux d'intérêt, Wall Street a fait preuve de résistance lundi après d'être affaibli, il est vrai, à l'ouverture de la séance. L'indice Dow Jones, qui perdait plus de six points dès les premières cotations, s'est rapidement repris pour s'ajuster finalement un gain de 7,52 points, à 255,12, tandis que le volume des échanges progressait légèrement à 44,92 millions d'actions contre 43,31 millions le vendredi précédent.

Pourtant, les hausses et les replis apparemment passablement équilibrés (772 cotations 685 respectivement) et il semble bien que seules les valeurs « blue chips » aient contribué à sortir la cote du « rouge ». C'est ainsi que l'I.B.M., l'une des valeurs les plus populaires au Big Board, a gagné 2 1/8 points, pour s'établir à 61 7/8.

Pour les autres titres, le sentiment est beaucoup plus partagé, les investisseurs qui l'opinion que se font les spécialistes à l'égard du marché. A ce sujet, l'annonce d'une baisse, au mois de décembre, du taux de chômage de l'Université américaine a été paradoxalement ressentie comme un élément favorable.

Ce taux est certes situé à son plus bas depuis 1975 (72,50 %), mais le précédent (74,50 %) le mois précédent) mais les analystes se rendent compte que les firmes devront compenser leurs stocks et restreindre leurs recours au crédit.

VALEURS

Cours de 15 jan. Cours de 18 jan.

Alcan 24 3/8 24 3/8

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

Am. Express 11 1/2 11 1/2

Am. Int'l. 10 1/2 10 1/2

Am. Tel. & Tel. 11 1/2 11 1/2

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	16/1	Écart	Finale	Résumé
Alcan	24 3/8	24 3/8	Alcan	24 3/8	24 3/8	Alcan	24 3/8	24 3/8	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	Am. Tel. & Tel.	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	Am. Express	11 1/2	11 1/2	1810	43	1810	1810
Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2	Am. Int'l.	10 1/2	10 1/2				



